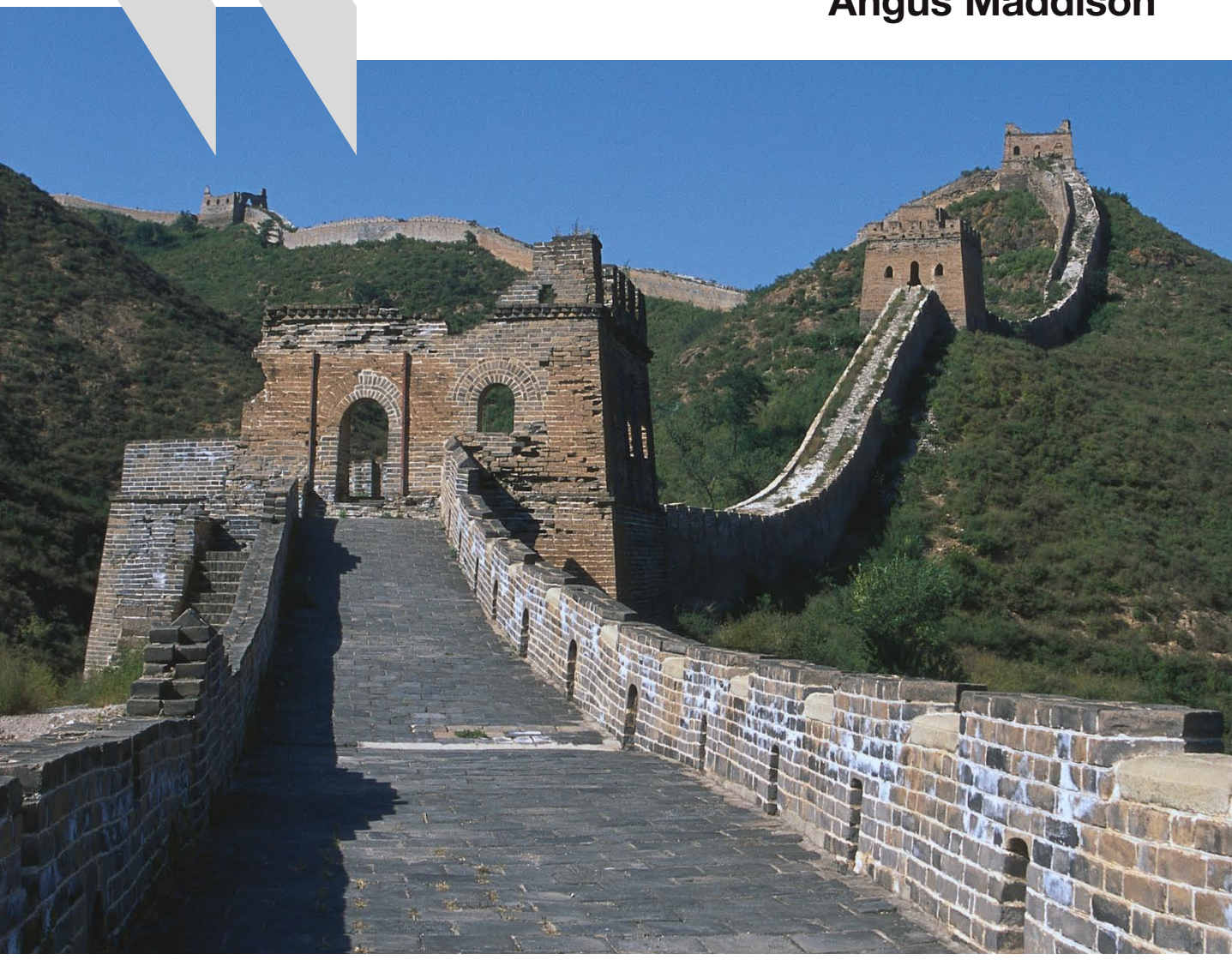
Études du Centre de développement

L'économie chinoise

UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE

DEUXIÈME ÉDITION, RÉVISÉE ET MISE À JOUR 960-2030

Angus Maddison



OCDE

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT

Études du Centre de développement

L'économie chinoise

UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE

DEUXIÈME ÉDITION,
RÉVISÉE ET MISE À JOUR : 960-2030

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION
DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

LE CENTRE DE DÉVELOPPEMENT

Le Centre de développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été créé par décision du Conseil de l'OCDE, en date du 23 octobre 1962, et regroupe 22 pays membres de l'OCDE : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Corée, la Finlande, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie, ainsi que: le Brésil depuis mars 1994, le Chili depuis novembre 1998, l'Inde depuis février 2001, la Roumanie depuis octobre 2004, la Thaïlande depuis mars 2005 et l'Afrique du Sud depuis mai 2006. La Commission des Communautés européennes participe également au Comité directeur du Centre.

Le Centre de développement, dont l'appartenance est ouverte non seulement aux pays membres de l'OCDE mais également à des pays non-membres, occupe un statut particulier au sein de l'OCDE et de la communauté internationale. Les pays membres du Centre concourent au financement des projets, définissent le programme de travail biennal, et veillent sur son exécution.

Le Centre tisse des liens entre les pays membres de l'OCDE et les pays en développement, et il encourage le dialogue entre eux, afin d'élaborer des solutions politiques aux enjeux mondiaux en gestation et aux défis du développement. Les personnalités participant aux événements organisés par le Centre sont invitées à titre personnel.

Une équipe restreinte du Centre coopère avec experts et organismes des pays membres de l'OCDE, afin de réaliser le programme établi. Les résultats sont discutés lors de réunions informelles d'experts et de décideurs politiques. Ils font l'objet d'une série de publications de référence destinées aux chercheurs et aux responsables. Les *Études* du Centre proposent des analyses de fond sur les grands enjeux du développement. Les *Repères* et les *Cahiers de politique économique* en résument les principales conclusions à l'intention des décideurs. Les *Documents de travail* traitent des aspects plus techniques du travail effectué au Centre.

Pour plus d'informations sur les activités du Centre, consulter le site www.oecd.org/dev

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Avant–propos

Lorsque les historiens se pencheront sur la fin du XX^{e} siècle et le début du XXI^{e}, l'émergence économique de la Chine a toute chance de figurer parmi les phénomènes les plus marquants. En remontant un peu plus dans le temps, ils constateront cependant qu'il ne s'agit pas d'une naissance mais, en fait, d'une renaissance. Si la Chine est probablement en passe de devenir la première économie du monde, c'est une place qu'elle a déjà occupée – il y a un peu plus d'un siècle.

Notre connaissance du développement économique de la Chine à long terme se nourrit pour l'essentiel des travaux de l'auteur du présent ouvrage, Angus Maddison. Au fil des ans et d'études remarquables, Angus Maddison a retracé le parcours de la Chine et de l'économie mondiale au cours des deux derniers millénaires. C'est là une prouesse intellectuelle à laquelle l'OCDE est fière d'être associée. Grâce aux travaux d'Angus Maddison – qui traitent autant des défis relevés que des occasions manquées – notre appréhension sur le long terme de la croissance économique mondiale s'est considérablement affinée.

Aujourd'hui, le monde entre dans une nouvelle ère riche de perspectives et de défis dont la Chine détient la clé. Des années de croissance exceptionnelle ont fait de ce pays l'un des moteurs de l'économie mondiale, et elle en a retiré un réel profit : des millions de Chinois ont vu leur vie métamorphosée par l'accès à de nouvelles possibilités d'emploi, de voyages et de développement personnel. Mais le maintien d'une telle trajectoire de croissance exigera de résoudre un certain nombre de défis : l'inégalité croissante de la distribution du revenu, les disparités régionales, le vieillissement de la population, la dégradation de l'environnement et les obstacles à l'innovation. En les surmontant, l'économie chinoise posera les jalons de la prospérité et du bien-être des futures générations de Chinois.

Depuis quelques années, l'OCDE renforce ses liens avec la Chine pour réfléchir à ces enjeux, en lui faisant partager l'étendue des connaissances de ses pays Membres tout en s'enrichissant de son extraordinaire expérience. L'analyse de l'OCDE s'est concentrée sur les questions de gouvernance, d'économie, d'agriculture, d'innovation et de performance environnementale, mais aussi sur les relations économiques de plus en plus étroites de la Chine avec l'Afrique et l'Amérique latine.

Alors que cette deuxième édition de *L'économie chinoise : Une perspective historique* part sous presse, l'OCDE inaugure une nouvelle phase de relations avec la Chine – celle d'un « engagement renforcé ». Ce resserrement des liens avec la Chine est impératif si l'OCDE entend continuer à apporter des réponses aux défis politiques mondiaux. Mais avant de nous lancer dans cette aventure, nous avons besoin de comprendre d'où nous venons. Grâce à Angus Maddison, c'est chose faite – et bien faite !

Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE

Septembre 2007

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Remerciements

J'ai la chance immense d'avoir des amis chinois – Gai Jianling, Meng Xin, Ren Ruoen, Wang Ziaolu, Harry X. Wu, Xu Xianchun et Yue Ximing – qui m'ont aidé à comprendre le contenu des documents rédigés en chinois. Je tiens également à remercier Michèle Fleury–Brousse, Remco Kouwenhoven, Boon Lee, Peter van Mullingen, Aparna Rao et Ly Na Tang, pour leur soutien dans l'exploitation des statistiques, Sheila Lionet qui a assuré avec patience et compétence la mise en pages de ce manuscrit difficile, et Michèle Girard pour son concours à la bibliographie. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture a bien voulu me laisser compulser ses fichiers de données sur la production agricole chinoise. Graeme Snooks et Prasada Rao ont pris le temps de faire la critique de cet ouvrage et m'ont généreusement accordé leur hospitalité lorsque je me suis rendu dans leurs universités respectives. Je suis redevable à Derek Blades, Pierre van der Eng, David Henderson, Peter Nolan, Eddy Szirmai, Victor Urquidi, Donald Wagner pour leurs commentaires très précieux, ainsi qu'à d'autres participants lors de séminaires organisés par l'Université nationale australienne, le CEPII, l'université Griffith, l'université de science et de technologie de Hong–Kong, la Melbourne Business School, l'université de Nouvelle–Angleterre, l'université de Pékin, la Banque de réserve d'Australie (RBA), l'École des études orientales et africaines et le Centre d'études chinoises d'Oxford – sans oublier les personnes qui ont pris part à la réunion de l'European Historical Economics Society (EHES) à Montecatini Terme, un atelier réunissant le Bureau de statistique chinois (SSB/NBS) et l'OCDE sur les comptes nationaux ainsi qu'à un séminaire organisé à Beijing par le Centre de développement et l'Institute of Industry and Techno-Economics de la commission au Plan de la Chine. Mais c'est surtout envers Penelope Maddison, mon épouse, que ma dette est la plus lourde, car elle m'a encouragé tout au long de mon travail et m'apporté un soutien moral et matériel sans faille.

★ ★ ★

La deuxième édition de ce livre a pu être publiée grâce à la généreuse contribution financière du gouvernement de la République tchèque. Le Centre de développement lui exprime sa reconnaissance.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Table des matières

Avant–propos du Secrétaire général de l'OCDE 3
Remerciements 4
Préface par Javier Santiso 11
Prologue de l'auteur pour la deuxième édition 13
Résumé et conclusions 15
Chapitre 1 Croissance intensive et extensive à l'époque de la Chine impériale 25
Chapitre 2 Le déclin économique et l'humiliation extérieure, 1820–1949 49
Chapitre 3 La dynamique du développement dans la Chine nouvelle 69
Chapitre 4 L'avenir de la Chine et de l'économie mondiale, 2003–30 : enjeux et perspectives 107
Annexe A Performances de l'agriculture, de la pêche, de la sylviculture, et des activités agricoles d'appoint, Chine 1933–95 119
Annexe B La performance du secteur industriel en Chine, 1913–2003 161
Annexe C Taux de croissance et niveau du produit intérieur brut chinois 167
Annexe D Population et emploi 183
Annexe E Échanges extérieurs 191
Annexe F Noms de personnes et de lieux en *pinyin* et selon la transcription ancienne 195
Cartes 198
Bibliographie 201

Liste des tableaux, figures et encadrés des chapitres

Tableau 1.1 Les dynasties impériales chinoises et les capitales 26
Tableau 1.2 Estimations comparatives approximatives de la population de la Chine, de l'Europe, de l'Inde, du Japon et du monde entre l'an 1 et 2003 26
Tableau 1.3 Niveau du PIB par habitant de la Chine et de l'Europe entre l'an 1 et 1700. 33
Tableau 1.4 Utilisation des terres et population en Chine et dans d'autres régions du monde, 1993 35
Tableau 1.5a Travaux d'irrigation datés par dynastie 38
Tableau 1.5b Superficies cultivées, 1400–1995 38
Tableau 1.6 Données générales de l'agriculture chinoise, 1400–1952 41

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 1.7 Ratios urbains de Rozman pour la Chine entre la dynastie Tang et la fin de la dynastie Qing 43
Tableau 1.8 Estimations par de Vries de la population urbaine en Europe entre l'an 1000 et 1800 44

Tableau 2.1 Comparaison des niveaux de performance économique de la Chine et d'autres grandes régions de l'économie mondiale, 1700–2003 50
Tableau 2.2a Part du PIB mondial, 1700–2003 50
Tableau 2.2b Taux de croissance du PIB mondial, 1700–2003 50
Tableau 2.2c Taux de croissance du PIB mondial par habitant, 1700–2003 51
Tableau 2.3 Population par province en Chine, 1819–1953 59
Tableau 2.4 Exportations par habitant, Chine, Inde, Japon, 1850–2003 61
Tableau 2.5 Contribution au PIB chinois par secteur en 1890, 1913, 1933 et 1952 61
Tableau 2.6 Longueur du réseau ferré en service en Chine, en Inde et au Japon, 1870–1995 63
Tableau 2.7 Stock d'investissements directs étrangers en Chine, 1902–36 63
Tableau 2.8 Principaux produits d'exportation et d'importation de la Chine, 1937 63

Tableau 3.1 Croissance du PIB chinois par secteur à prix constants, 1890–2003 70
Tableau 3.2 Structure du PIB chinois, 1890–2003 70
Tableau 3.3 Poids géopolitique de la Chine, 1820–2003 70
Tableau 3.4 Comparaison des taux de croissance de 14 pays, 1913–2003 73
Tableau 3.5 Comparaison des niveaux de performance économique de 14 pays, 2003–06 75
Tableau 3.6 Statistiques démographiques, facteur travail et niveau d'instruction en Chine, 1952–2003 76
Tableau 3.7 Effectifs inscrits par niveau d'enseignement en Chine, des années 1930 à 2005 77
Tableau 3.8 Nombre d'années de scolarité par personne de 15 à 64 ans pour dix pays, 1950–92 77
Tableau 3.9 Comptes de croissance agrégés pour la Chine, la Corée, les États–Unis et le Japon, 1952–2003 79
Tableau 3.10 Indicateurs de croissance sectoriels en Chine, 1952–2003 82
Tableau 3.11 Évolution de la structure de l'économie chinoise, 1952–2003 82
Tableau 3.12 Degré de participation dans différentes formes de l'agriculture socialiste, 1950–58 86
Tableau 3.13 Caractéristiques de l'agriculture chinoise, 1933–2003 86
Tableau 3.14 Taux de variation de la production agricole, des intrants et de la productivité totale des facteurs au cours des quatre phases de la politique agricole en Chine, 1952–94 89
Tableau 3.15 Taux de variation de la production agricole, des intrants et de la productivité totale des facteurs en Chine pendant trois phases – évaluation de Wen1952–87 90
Tableau 3.16 Comparaison des niveaux de performance agricole entre la Chine, les États–Unis, le Japon et l'Union soviétique/la Russie, 1933–94 90
Tableau 3.17 Répartition de la population et de l'emploi entre zones rurales et urbaines en Chine, 1952–2005 91
Tableau 3.18 Caractéristiques des petites entreprises en fonction du type de propriété, Chine 1978–96 92
Tableau 3.19 Répartition sectorielle des petites entreprises, Chine 1995 92
Tableau 3.20 Performances comparées de l'agriculture, de l'industrie et des services, Chine 1952–2003 94
Tableau 3.21 Caractéristiques des entreprises industrielles selon le type de propriété, Chine 1952–96 95
Tableau 3.22 Comparaison des niveaux de performance du secteur manufacturier en Chine, aux États–Unis, au Japon et en URSS/Russie, 1952–94 95
Tableau 3.23 Exportations de marchandises en volume pour sept pays, 1929–2003 100

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 3.24 Exportations de marchandises en valeur à prix constants pour sept pays, 1929–2003 100
Tableau 3.25 Exportations de la Chine, 1870–2003 103
Tableau 3.26 Répartition géographique du commerce des produits de la Chine, 1952–2005 103
Tableau 3.27 Principaux produits échangés par la Chine, 2005 103
Tableau 3.28 Montant et composition des recettes et des dépenses publiques de la Chine, 1952–2005 105

Tableau 4.1a Comparaison des niveaux de performance du PIB de la Chine, des États–Unis, de la Russie, de l'Inde et du Japon, 1990–2030 109
Tableau 4.1b Comparaison des niveaux de performance du PIB par habitant de la Chine, des États–Unis, de la Russie, de l'Inde et du Japon, 1990–2030 109
Tableau 4.2 Intensité de la consommation d'énergie et des émissions de carbone en Chine, aux États–Unis et dans le monde, 1973–2030 112
Tableau 4.3 Croissance économique mondiale : résultats et prévisions, 1952–2030 115
Tableau 4.4 PIB par habitant dans le monde et les grandes régions, 1952–2030 117
Tableau 4.5 Croissance du PIB dans le monde et les grandes régions, 1952–2030 117
Tableau 4.6 Parts du PIB mondial, 1700–2003 117

Figure 1.1 La population de la Chine entre l'an 1 et 2030 34
Figure 3.1 Niveaux comparatifs du PIB de la Chine et de quatre autres grands pays, 1952–2003 71
Figure 3.2 PIB total et productivité du travail en Chine, 1952–2003 74
Figure 3.3 Valeur ajoutée brute et productivité du travail dans l'agriculture chinoise, 1952–2003 88
Figure 3.4 Valeur ajoutée brute et productivité du travail dans les secteurs de l'industrie et de la construction, Chine 1952–2003 97
Figure 4.1 Niveaux comparatifs du PIB de la Chine et les États-Unis, 1700-2030 108
Encadré 3.1 La Chine émerge de son isolement international, 1949–2001 101

Figure, tableaux des annexes et cartes

Tableau A.1 Caractéristiques des intrants et de la production agricole, estimations officielles, Chine 1987 ... 124
Tableau A.2 Mesures officielles de la performance globale de l'agriculture, Chine 1952–95 125
Tableau A.3 Mesure de la performance de l'agriculture chinoise par Maddison, Années de référence, 1933–94 126
Tableau A.4 Niveaux estimés de la production brute, des intrants et de la valeur ajoutée dans l'agriculture chinoise, Années de référence, 1933–94 126
Tableau A.5 Niveaux estimés de la production brute et de la valeur ajoutée brute de la pêche en Chine, Années de référence, 1933–94 127
Tableau A.6 Niveaux estimés de la production brute et de la valeur ajoutée brute de la sylviculture en Chine, Années de référence, 1933–94 127
Tableau A.7 Niveaux estimés de la production brute et de la valeur ajoutée brute des activités agricoles d'appoint en Chine, Années de référence, 1933–94 128
Tableau A.8 Quelques intrants traditionnels et modernes de l'agriculture chinoise, Années de référence, 1933–95 129
Tableau A.9 Cheptel (en fin d'année) et production de viande en Chine, Années de référence, 1933–95 129
Tableau A.10 Superficies utilisées pour l'agriculture en Chine, Années de référence, 1933–95 130

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.11 Comparaison de la production agricole et du pouvoir d'achat de la Chine et des États–Unis, 1987. Résultats récapitulatifs 131
Tableau A.12 Répartition de la production et des intrants dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche et les activités d'appoint en Chine, 1987 132
Tableau A.13 Répartition de la production et des intrants dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche et les services agricoles aux États–Unis, 1987 132
Tableau A.14 Niveaux comparatifs de la valeur ajoutée et de la productivité du travail, Chine/États–Unis, Années de référence, 1933–94 133
Tableau A.15 Comparaison des résultats de l'agriculture dans treize pays en 1975 133
Tableau A.16 Intensité de la consommation d'engrais dans huit pays, 1993–94 134
Tableau A.17 Chine 1994 : Comptes détaillés concernant les quantités, les prix et la valeur de la production agricole 135
Tableau A.18 Chine 1987 : Comptes détaillés concernant les quantités, les prix et la valeur de la production agricole 140
Tableau A.19 Chine 1975 : Comptes détaillés concernant les quantités, les prix et la valeur de la production agricole 145
Tableau A.20 Chine 1952–78 : Calcul détaillé de la valeur brute de la production agricole 150
Tableau A.21 Chine 1933–75 : Calcul détaillé de la valeur brute de la production agricole 151
Tableau A.22a Chine 1987 : Prix des produits agricoles, (a) prix du marché, DNS ; (b) prix payés par l'État, DNS ; (c) prix à la production, FAO 152
Tableau A.22b Chine 1987 : Prix des produits agricoles, (a) « prix de détail moyens composites », DNS ; (b) prix à la production, FAO 152
Tableau A.22c Structure des prix agricoles chinois et cloisonnement du marché, 1987 153
Tableau A.23 États–Unis 1987 : Comptes détaillés des quantités, des prix et de la valeur de la production agricole 154
Tableau A.24 Appariement détaillé des produits agricoles, Chine/États–Unis, 1987, données de la FAO 157
Tableau A.25 Personnes employées dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche et les services agricoles, Années de référence, 1933–94 160
Tableau A.26 Valeur ajoutée brute de l'agriculture américaine, Années de référence, 1933–92 aux prix de 1987 160

Tableau B.1 Taux de croissance et parts de valeur ajoutée par branche d'activité en Chine – estimations de Wu, 1952–2003 163
Tableau B.2 Nouvelles estimations par Wu de la valeur ajoutée industrielle, 1952–2003 164
Tableau B.3 Estimations par Liu et Yeh de la valeur ajoutée brute de l'industrie chinoise, 1933–57 165
Tableau B.4 Caractéristiques de la production et des intrants de l'industrie chinoise, 1987 165

Tableau C.1 Produit intérieur brut par secteur d'origine, années de référence, Chine 1890–1952 174
Tableau C.2 Taux de croissance et niveau du PIB, population et PIB par habitant en Chine, an 1 à 2030 175
Tableau C.3 PIB de la Chine par secteur – estimations par Maddison et Wu, 1952–2003 177
Tableau C.4 PIB et PIB par habitant de la Chine et de Hong–Kong, 1952–2003 177
Tableau C.5 Estimations officielles du PIB par secteur, 1952–2003 178
Tableau C.6 Emploi et production de services « non matériels » – estimations de Maddison, 1952–2003 179
Tableau C.7 Estimations officielles et ajustées de l'investissement et du PIB en prix courants, Chine 1952–2003 180
Tableau C.8 Investissement brut non résidentiel, formation annuelle de capital et stock brut de capital fixe, Chine 1952–2003 181

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Figure C.1 Confrontation entre les estimations officielles du PIB et les estimations de Maddison, 1952–2003 171

Tableau D.1 Population de la Chine entre l'an 1 et 2030. 186
Tableau D.2 Population de Macao, de Hong–Kong et de Taiwan, 1850–2030 187
Tableau D.3 Emploi par secteur, ancienne classification, Chine 1952–2003 188
Tableau D.4a Emplois par secteur, nouvelle classification, Chine 1978–2002 189
Tableau D.4b Emplois publics par secteur, nouvelle classification, Chine 1978–2005 189
Tableau D.5 Emplois par secteur, estimations de Liu et Yeh, 1933–57 190
Tableau D.6 L'emploi en Chine, 1952–57 : comparaison des données de la DNS et des estimations ajustées de Liu et Yeh 190

Tableau E.1 Valeur des échanges chinois de marchandises, 1850–1938 191
Tableau E.2 Valeur des échanges chinois de marchandises, Chine, Taiwan et Hong–Kong, 1950–2005 192
Tableau E.3 Taux de change, 1870–2005 193
Tableau E.4 Exportations chinoises en volume, 1867–2003 194

Tableau F.1 Souverains et dirigeants chinois, 1368–2007 196
Tableau F.2 Caractéristiques des 31 provinces de Chine, 2005 197

Carte 1 Villes et provinces chinoises (transcription *pinyin*) 198
Carte 2 Villes et provinces chinoises (transcription ancienne) 199

Ce livre contient des...

StatLinks

Accédez aux fichiers Excel®
à partir des livres imprimés !

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*.
Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : ***http://dx.doi.org***.
Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.
Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Préface

La Chine – ce n'est un secret pour personne – prend depuis quelques décennies une importance dans l'économie mondiale et les affaires internationales qui croît rapidement. Certains y voient une menace, d'autres une promesse mais, pour la plupart, ce phénomène tient du mystère.

Dans cette nouvelle édition d'une étude remarquable publiée en 1998 par le Centre de développement, Angus Maddison nous livre une analyse approfondie de l'évolution de l'économie chinoise tout au long du dernier millénaire et ses pronostics pour les 25 prochaines années. Il montre comment, du X^{e} siècle au début du XV^{e}, le revenu par habitant de la Chine a été supérieur à celui de l'Europe ; ensuite, ce pays a dominé la scène économique mondiale pendant plusieurs siècles, avant de décliner. Les progrès spectaculaires accomplis par la Chine depuis le lancement des réformes en 1978, loin d'être miraculeux, s'apparentent à une renaissance. Tout laisse à penser que la Chine devrait retrouver son rang de numéro un mondial d'ici 2015. En appliquant les techniques de mesure en vigueur dans les pays de l'OCDE pour évaluer le rythme de progression de l'économie chinoise, Angus Maddison estime la croissance à pratiquement 8 pour cent par an, soit légèrement en deçà du taux officiel de 9.6 pour cent fourni par le Bureau national de statistique. Au lieu de recourir aux taux de change pour mesurer le niveau de performance de la Chine – une pratique qui sous-estime fortement le rôle de ce pays dans l'économie mondiale – Maddison convertit le yuan en dollar américain en s'appuyant sur les parités de pouvoir d'achat. Il estime ainsi la part de la Chine dans le PIB mondial à 5 pour cent en 1978, 15 pour cent en 2003 et 23 pour cent en 2030.

Alors que le Centre de développement s'efforce d'évaluer l'impact de la croissance chinoise sur l'économie mondiale, et plus particulièrement sur les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, ces éléments sont cruciaux. Cette nouvelle édition paraît en même temps que des recherches du Centre de développement sur la question, largement nourries des données et conclusions de l'ouvrage de Maddison. Ces études insistent sur la nécessité, pour les économies en développement et les pays émergents du monde entier, d'identifier les éventuelles déficiences de leurs performances vis-à-vis de la croissance chinoise, tout en consolidant les secteurs susceptibles d'en tirer le meilleur parti. Les travaux du Centre de développement, en grande partie reliés aux analyses d'Angus Maddison, tirent les leçons de l'expérience chinoise pour d'autres pays. Dans le même temps, nos chercheurs mettent en garde les pays en développement contre un simple déplacement de leur dépendance d'une région du monde à l'autre et leur recommandent de diversifier leurs partenaires économiques et la structure de leurs économies, afin d'exploiter de manière optimale la réémergence de la Chine.

Voilà plus de 50 ans qu'Angus Maddison et l'OCDE se côtoient. Auteur d'une vingtaine d'ouvrages sur la croissance économique et le développement – dont neuf publiés par ou pour le Centre de développement de l'OCDE – Angus Maddison a commis en 2006 une somme sur l'économie mondiale, *The World Economy*. Cette nouvelle édition de *L'économie chinoise : une perspective historique* est donc une nouvelle contribution à la mission du Centre de développement, qui cherche à éclairer les destins parfois contrariés des économies pour promouvoir des politiques propices à la croissance et à la prospérité.

Javier Santiso
Directeur par intérim
Centre de développement de l'OCDE

Septembre 2007

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Prologue de l'auteur pour la deuxième édition

Le présent ouvrage analyse les performances de l'économie chinoise au cours du dernier millénaire et évalue ses perspectives pour les 25 prochaines années. Notre approche comparative propose une analyse de la Chine et de son rang parmi les autres nations du monde, mais aussi de ses interactions avec le reste de l'économie mondiale par l'intermédiaire de la technologie, des échanges et des investissements, et du fait de son poids géopolitique. Nous sommes parvenus à quantifier six phases du développement de la Chine :

i) la croissance intensive et extensive opérée sous la dynastie Song (960-1280), qui a vu le revenu par habitant augmenter d'un tiers et la population pratiquement doubler. Au VIII[e] siècle, les trois quarts de la population vivaient dans le nord de la Chine et pratiquaient des cultures non irriguées (blé et millet). À la fin du XIII[e] siècle, les trois quarts des habitants vivaient au sud du fleuve Yangzi Jiang, où la riziculture aquatique se développa massivement. L'ouverture à l'économie mondiale, qui fut assez sensible à cette période, prit brusquement fin au début de la dynastie Ming. La Chine tourna alors le dos à l'économie mondiale, alors même que sa technologie maritime était supérieure à celle de l'Europe ;

ii) après une longue période de stagnation relative et de replis périodiques, la population fit plus que tripler entre 1700 et 1840 (un accroissement bien plus rapide qu'en Europe et au Japon), sans entraîner de baisse du revenu par habitant. Cette croissance extensive s'explique par la généralisation des cultures non irriguées importées du nouveau monde (maïs, patate douce, pommes de terre et arachide) et pouvant pousser sur des collines, du sable ou des montagnes. Malgré un net élargissement du territoire national et une mainmise plus affirmée sur des États tributaires dociles, la Chine resta isolée du reste du monde et rejeta les tentatives britanniques, à la fin du XVIII[e] siècle, visant à instaurer des relations diplomatiques et commerciales ;

iii) entre 1840 et 1950, du fait de son retard technologique et d'une gouvernance déficiente, la Chine subit des désordres internes et des intrusions de coalitions étrangères mettant à mal son territoire et sa souveraineté – avec des conséquences économiques désastreuses. La part de la Chine dans le PIB mondial chuta, passant d'un tiers à un vingtième, tout comme son revenu par habitant, alors même qu'il triplait au Japon et était multiplié par respectivement quatre et huit en Europe et aux États-Unis ;

iv) la période maoïste (1950-78) vit un redressement sensible du revenu par habitant, mais la croissance fut interrompue par des expériences économiques et sociales désastreuses, les guerres avec la Corée, l'Inde et le Viêtnam, et de longues années d'autarcie quasi totale ;

v) à partir de 1978, la Chine abandonna les politiques maoïstes au profit d'un réformisme pragmatique et réussit à relancer sa croissance, qui accéléra alors à un rythme bien supérieur que partout ailleurs dans le monde. Les gains d'efficacité dans l'agriculture, uniques, ont été substantiels, le commerce extérieur explosa et la technologie étrangère fut assimilée de plus en plus rapidement,

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

grâce à des investissements directs étrangers massifs. L'ouverture à l'économie mondiale se révéla un puissant moteur de la croissance économique. La Chine est désormais (si l'on inclut Hong-Kong) le premier exportateur du monde ;

vi) le rattrapage va se poursuivre mais à un rythme moins soutenu à mesure que la Chine se rapprochera de la frontière technologique. Cela étant, la Chine devrait atteindre en 2030 un PIB par habitant équivalent à celui de l'Europe et du Japon autour de 1990.

Des pans importants de notre étude sont consacrés à un examen approfondi des statistiques officielles chinoises et à une réévaluation des performances depuis 1952, en faisant appel aux méthodes utilisées par les pays de l'OCDE (annexes B, C, D et E). Les mesures officielles du PIB exagèrent la croissance. Pour la période 1978-2003, nous obtenons un taux annuel moyen de croissance du PIB de 7.9 pour cent, contre 9.6 pour cent dans les publications officielles. À l'inverse, le fait d'utiliser les taux de change pour comparer les performances conduit à une profonde sous-estimation de la taille de l'économie chinoise. Si l'on utilise un convertisseur de parité de pouvoir d'achat, on constate qu'en 2003, le PIB de la Chine représentait 74 pour cent de celui des États-Unis et était plus du double de celui du Japon. D'après certains scénarios plutôt prudents, la Chine devrait avoir retrouvé sa position de numéro un mondial d'ici 2015. En 2030, elle représentera 23 pour cent de l'économie mondiale, contre moins de 5 pour cent en 1978.

À l'exception de l'annexe A, la présente étude a été intégralement revue et actualisée, avec un chapitre 4 totalement nouveau. Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance au professeur Harry X. Wu, qui a revu l'annexe B et m'a aidé à réviser l'annexe C.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Résumé et conclusions

Cette étude porte avant tout sur la politique économique de la Chine et ses performances au cours de la seconde moitié du XX^{e} siècle, qui a été marquée par des réformes institutionnelles d'envergure et une vive accélération de la trajectoire de croissance. La Chine occupe désormais une place bien plus importante dans l'économie mondiale et devrait être appelée à peser davantage encore. Nous tenterons ici de déterminer les causes et les modalités d'une telle accélération et d'appréhender plus clairement le potentiel futur de la Chine. Nous nous sommes également efforcés de rendre les estimations relatives à la croissance du PIB chinois conformes aux normes internationales.

De l'intérêt d'horizons plus longs

Pour comprendre la Chine contemporaine, il est utile de se placer dans une perspective comparative de long terme. À bien des égards, ce pays est un cas à part. La Chine a toujours été une entité politique plus grande que toute autre au monde. Au X^{e} siècle déjà, c'était la première économie mondiale en termes de revenu par habitant, place qu'elle a conservée jusqu'au XV^{e} siècle. Elle surpassait l'Europe par son niveau technologique et l'intensité avec laquelle elle utilisait ses ressources naturelles ainsi que par sa capacité à administrer l'immense territoire impérial. Au cours des trois siècles suivants, l'Europe a progressivement rattrapé la Chine, tant en termes de revenu réel que sur les plans technologique et scientifique. Au XIX^{e} siècle et dans la première moitié du XX^{e} siècle, l'économie chinoise s'est en fait affaiblie dans un monde où le progrès économique connaissait une accélération prodigieuse.

L'analyse comparative de la performance chinoise peut ouvrir de nouvelles perspectives sur la nature et les causes de la croissance économique. Elle peut aider à comprendre l'évolution intervenue, dans les pays occidentaux comme en Chine. Dans le passé, l'analyse du progrès économique et de ses déterminants était largement teintée d'eurocentrisme, au rebours du bilan historique de la Chine, fortement sinocentrique. Un point de vue plus intégré permet de mettre en lumière l'exceptionnel et le normal, mais aussi de mieux comprendre les raisons de l'essor et du déclin des nations.

L'adoption d'horizons plus longs permet de clarifier les processus causaux. L'analyse de la croissance s'est focalisée sur les deux derniers siècles du développement capitaliste, caractérisés par un progrès technique rapide, des transformations structurelles et l'accroissement du revenu par habitant. On néglige habituellement les périodes antérieures au cours desquelles le revenu par habitant est resté relativement stable, car on présume qu'il n'y a pas eu de progrès technique. Mais la croissance extensive – qui consiste à maintenir le niveau du revenu malgré un fort accroissement démographique – peut aussi nécessiter des évolutions radicales dans l'organisation de la production. Les avancées technologiques doivent être interprétées dans un sens très large : au lieu de les circonscrire aux progrès du machinisme, il faut aussi tenir compte des innovations dans l'administration, l'organisation et les pratiques agricoles.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Une approche de long terme peut également nous permettre de comprendre les politiques et les institutions contemporaines de la Chine. Les échos du passé sont encore importants aujourd'hui.

La Chine a fait œuvre de pionnière en matière de modèle bureaucratique de gestion des affaires publiques. Au X^{e} siècle, elle recrutait déjà des fonctionnaires qualifiés sur la base du mérite. La machine administrative était le principal instrument utilisé pour imposer l'ordre social et politique dans un état unitaire s'étendant sur une immense superficie.

La bureaucratie a eu un impact économique très positif sur l'agriculture, principal secteur d'activité d'où elle pouvait dégager un surplus sous forme de taxes et de prélèvements obligatoires. L'administration chinoise a soutenu l'agriculture par des travaux hydrauliques. Le développement précoce de l'imprimerie lui a permis de vulgariser les techniques les plus efficaces grâce à la diffusion généralisée de manuels agricoles illustrés. Elle a installé des paysans dans de nouvelles régions prometteuses, mis en place un réseau de greniers publics pour lutter contre les famines et favorisé l'innovation en introduisant des semences à maturation précoce, qui ont permis de doubler ou de tripler les récoltes. Elle a également promu l'introduction de nouvelles cultures – le thé sous la dynastie Tang, le coton sous la dynastie Song, le sorgho sous la dynastie Yuan et des cultures du nouveau monde telles que le maïs, la pomme de terre, la patate douce, l'arachide et le tabac sous la dynastie Ming.

Les pratiques agricoles ont permis de remédier à la pénurie des terres grâce à un recours intensif à la main–d'œuvre, à l'irrigation et aux engrais naturels. La terre était cultivée à longueur d'année, sans période de jachère. Les besoins en cultures fourragères et en pâturages étaient minimes. Le bétail se réduisait aux animaux peu exigeants (porcs et volailles). La consommation de bœuf, de lait et de laine était rare. Une pisciculture à petite échelle mais généralisée a permis d'accroître l'offre de protéines.

L'agriculture fonctionnait dans un ordre institutionnel qui assurait une allocation efficace des ressources et permettait de faire face à la pression démographique en augmentant la productivité de la terre. Les propriétaires fonciers étaient pour la plupart des rentiers qui ne s'occupaient pas de gestion. Les décisions concernant la production et la gestion étaient prises par les fermiers et les paysans propriétaires, qui pouvaient acheter et vendre la terre librement et écouler leurs produits sur les marchés locaux.

Les performances chinoises entre le IX^{e} et le XVIII^{e} siècles

Entre le VIII^{e} et le XIII^{e} siècles, le centre de gravité de l'économie chinoise s'est notablement déplacé. Au VIII^{e} siècle, les trois quarts de la population vivaient dans le nord du pays, où la culture du blé et du millet dominait. À la fin du XIII^{e} siècle, les trois quarts des habitants vivaient au sud du fleuve Yangzi Jiang, où ils produisaient du riz. Auparavant marécageuse et peu peuplée, cette région se prêtait parfaitement – avec l'irrigation et les variétés hâtives – au développement massif de la riziculture.

L'amélioration de la productivité de la terre a permis des peuplements plus denses et réduit le coût des transports. Elle a permis aussi d'accroître la proportion de la production agricole pouvant être commercialisée et de libérer des bras pour développer l'artisanat, en particulier pour le filage et le tissage du coton, qui a fourni des vêtements plus sains, plus confortables et plus faciles à laver.

Si chacun reconnaît que les changements intervenus dans les lieux de production et la gamme des produits ont permis d'améliorer le niveau de vie des Chinois, personne n'a jusqu'à présent évalué l'ampleur de cette amélioration. Nous estimons qu'elle a dû être relativement modeste, avec une progression d'un tiers environ du revenu par habitant. La hausse du revenu s'est accompagnée d'une utilisation plus intensive de la main–d'œuvre, de sorte que la productivité du travail n'a vraisemblablement pas augmenté autant que le revenu par habitant.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Les progrès économiques de la Chine sous la dynastie Song s'appuyaient essentiellement sur l'exploitation d'une opportunité unique – l'adoption de la culture intensive du riz. Aucun élément convaincant ne permettait de penser que la Chine était sur le point de développer une industrie mécanisée.

Entre le XIIIe et le XVIIIe siècles et bien que sa population ait quadruplé, la Chine a pu maintenir le revenu par habitant à un niveau plus ou moins stable sur le long terme. Toutefois, la croissance ne s'est pas faite sans à–coups. Au XIVe et au XVIIe siècles, la Chine a perdu plus de 30 millions d'habitants, du fait notamment des destructions qui accompagnaient les changements de régime et des épidémies (peste bubonique et variole). L'accroissement démographique a été particulièrement vif au XVIIIe siècle, période au cours de laquelle la croissance extensive de la Chine a été la plus impressionnante.

Les différences d'institutions entre l'Europe et la Chine

En dehors de l'agriculture, le système bureaucratique a empêché l'émergence d'une bourgeoisie commerciale et industrielle indépendante comme ce fut le cas en Europe. Les fonctionnaires et la petite noblesse de la Chine impériale s'adonnaient à la recherche de rentes. Leurs privilèges légaux et coutumiers définissaient leur statut social, leur style de vie et leur comportement. Leur groupe social dominait la vie urbaine et ils avaient tendance à tout réglementer. L'activité entrepreneuriale était précaire dans un cadre où la protection juridique de l'activité privée était si mal assurée. Toute activité qui promettait d'être lucrative était « pressurée » par l'administration. Les grandes entreprises se résumaient aux monopoles publics ou aux monopoles agréés par l'État. Les marchands, les banquiers et les négociants ne bénéficiaient ni des chartes municipales ni de la protection juridique accordées aux marchands des villes européennes. Les échanges et les contacts intellectuels avec l'étranger étaient strictement contrôlés. Cet isolement volontaire a constitué aussi un obstacle pour la croissance.

Entre le XVe et le XVIIIe siècleS, la Chine a perdu son hégémonie économique au profit de l'Europe occidentale, non pas du fait d'une situation particulièrement défavorable en Chine, mais à cause des circonstances exceptionnelles qui prévalaient en Europe. Pour différentes raisons, l'Europe était mieux placée pour « accoucher » du capitalisme moderne.

La reconnaissance de l'aptitude de l'homme à transformer les forces de la nature par l'étude rationnelle et l'expérience est l'élément le plus fondamental de cette évolution. Avec la Renaissance et le siècle des Lumières, les élites occidentales ont progressivement abandonné les superstitions, la magie et la soumission à l'autorité religieuse. La tradition scientifique occidentale qui sous–tend les rapports de l'homme moderne au progrès technique et à l'innovation remonte clairement au XVIIe siècle, où elle a commencé à pénétrer le système éducatif. En Chine, l'enseignement était imprégné par les classiques anciens et l'orthodoxie bureaucratique. Il s'est révélé incapable de jeter les bases fondamentales de la science moderne.

L'Europe reposait sur un système d'États nations qui avaient de grandes affinités. Tournées vers l'extérieur, celles–ci entretenaient des liens commerciaux importants et les échanges intellectuels étaient relativement faciles. Tout cela a stimulé la concurrence et l'innovation.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

L'impact contraire des désordres internes et des intrusions impérialistes

Entre 1820 et 1952, l'économie mondiale a fait un énorme bond en avant dans tous les domaines. La production mondiale a été multipliée par plus de huit et le revenu mondial par habitant par trois. Le revenu par habitant a été multiplié par pratiquement neuf aux États–Unis, quatre en Europe et plus de trois au Japon. Si dans les autres pays d'Asie (hors Japon), la croissance économique a été très modeste, en Chine, le produit par habitant a en fait diminué. La part de la Chine dans le PIB mondial a chuté, passant d'un tiers à un vingtième, et son revenu réel par habitant est passé de 90 pour cent à moins d'un quart de la moyenne mondiale. La plupart des pays d'Asie étaient confrontés à des problèmes identiques à ceux de la Chine, à savoir des institutions locales gênant la modernisation et l'intrusion coloniale étrangère. Mais ces problèmes se sont posés avec une acuité particulière en Chine et ils expliquent en partie ses résultats particulièrement décevants.

La Chine a été en proie à des désordres internes dont la population et le bien–être économique furent largement victimes. La révolte des Taiping (1850–64) toucha plus de la moitié des provinces chinoises, provoquant des dégâts importants dans les régions les plus riches du pays. Les musulmans se soulevèrent au Shaanxi, au Gansu et au Xinjiang. À l'époque républicaine, ces régions connurent 30 ans de guerre civile.

Les intrusions coloniales se traduisirent par l'octroi de droits et privilèges extraterritoriaux à 19 puissances étrangères dans une profusion d'enclaves coloniales. La Chine dû livrer trois guerres contre le Japon et deux contre la France et le Royaume–Uni. La révolte des Boxers (1899–1901) impliqua une lutte armée contre toutes les puissances étrangères à la fois. Dans les années 1850, la Russie annexa 10 pour cent du territoire chinois dans ce qui est aujourd'hui la Sibérie orientale et, pendant les premières années de la république de Chine, elle aida la Mongolie extérieure à se séparer de la Chine. Après toutes ces guerres, les puissances victorieuses ajoutèrent à l'humiliation de la Chine en lui extorquant d'importantes indemnités financières.

Ni le régime impérial ni le Guomindang (KMT) ne furent en mesure d'apporter une réponse originale à ces problèmes. Ils ne surent pas relever de façon positive ou efficace le défi technique occidental. Étant elles–mêmes mandchoues et non chinoises, les autorités Qing ne pouvaient avoir de réaction nationaliste. Après la chute des Qing, les seigneurs de la guerre poursuivirent des objectifs régionaux plutôt que nationaux. Le Guomindang se révéla incapable de faire prévaloir les intérêts nationaux. Il ne fit pratiquement rien pour permettre à la Chine de recouvrer son intégrité territoriale et ne sut pas réagir efficacement à l'agression japonaise. Disposant de peu de moyens financiers, les Qing et le Guomindang ne purent mobiliser les ressources nécessaires pour assurer de façon efficace la défense et le développement du pays.

La transformation maoïste et ses répercussions

La création de la République populaire en 1949 a marqué une profonde rupture avec le passé. Elle mit en place un nouveau mode de gestion publique, favorisa l'émergence d'une nouvelle élite et permit une amélioration notable de la performance économique. C'était l'équivalent chinois de la révolution Meiji au Japon, en 1868. Toutefois, la Chine entreprit de créer une économie socialiste à planification centralisée, calquée en grande partie sur le modèle soviétique, alors que le Japon optait pour une variante dirigiste des institutions capitalistes. Les deux pays mirent en œuvre leur stratégie de développement sans avoir l'intention de donner un rôle quelconque aux intérêts capitalistes étrangers.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Le nouveau régime chinois réussit là où les Qing et le Guomindang avaient échoué. Il mit un terme aux désordres internes, appliqua une idéologie fondée sur le nationalisme actif et réussit à mobiliser des ressources pour la défense et le développement. L'attachement à l'idéologie et aux techniques de gestion communistes était en grande partie lié à l'histoire particulière de la Chine. L'intrusion coloniale avait impliqué tous les grands pays capitalistes et l'impossibilité de mettre fin à cette intrusion après le traité de Versailles en 1919 donna au nationalisme chinois une forte connotation anti occidentale. Dans les années 1920, l'URSS apporta un soutien militaire et organisationnel au Guomindang et, après la Seconde Guerre mondiale, aida les forces communistes à prendre le contrôle militaire et politique de la Mandchourie. Le déclenchement de la guerre de Corée, en 1950, plongea la Chine dans un isolement économique et politique inhabituel, de sorte que l'URSS est restée son unique source d'assistance technique et financière.

Si l'attachement idéologique à une économie de type socialiste et le rejet du capitalisme étaient très ancrés en Chine, l'alliance avec l'URSS procédait en bonne partie de l'opportunisme : la Russie avait été l'un des grands envahisseurs du pays dans le passé et l'URSS avait parfois soutenu le Guomindang contre les intérêts du parti communiste chinois. Après la Seconde Guerre mondiale, l'URSS avait traité les pays d'Europe de l'Est comme des États fantoches. La situation de la Chine était très différente. Le nouveau gouvernement n'était pas une émanation soviétique. Après 20 ans de lutte armée, il avait acquis une forte autonomie intellectuelle et politique.

Le nouveau régime s'était fixé trois grands objectifs : *a)* changer l'ordre sociopolitique ; *b)* accélérer la croissance économique ; et *c)* accroître le poids géopolitique du pays et restaurer sa dignité nationale.

Depuis l'avènement de la République populaire, la politique et la performance économique du pays s'organisent en deux phases très distinctes. La première – la phase maoïste – devait durer jusqu'en 1978, date à partir de laquelle s'est ouverte une période de réformes.

Entre 1952 et 1978, la Chine a connu une accélération importante de son rythme de croissance, le PIB étant multiplié par trois et le revenu par habitant augmentant de 80 pour cent. La structure économique du pays a été transformée, la part de l'industrie dans le PIB passant de 8 à 30 pour cent. L'accélération de la croissance était liée à une augmentation massive des apports en capital physique et humain. Le stock de capital a progressé de 7.7 pour cent par an et l'utilisation du facteur travail a augmenté plus rapidement que la population. Les progrès significatifs dans les domaines de l'éducation et de la santé ont permis d'améliorer les ressources humaines. Mais la productivité n'était pas brillante. De nombreuses régions du monde connaissaient alors une période de forte expansion, notamment l'Europe et le Japon. Malgré l'accélération de sa croissance, la Chine restait quelque peu à la traîne de l'économie mondiale dans son ensemble (avec une croissance par habitant de 2.3 pour cent l'an, contre 2.6 pour cent pour la moyenne mondiale). Diverses raisons expliquent ces résultats décevants.

Le développement économique du pays a été interrompu par d'importants remous politiques, avec notamment les réformes du droit de propriété, la guerre de Corée, les perturbations provoquées par la rupture sino–soviétique et les blessures que la Chine s'est elle–même infligées avec le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle. Tous ces événements ont eu un impact négatif sur l'efficacité et la productivité en rendant le sentier de croissance instable.

Les unités de production étaient trop grandes, en particulier dans le secteur de l'agriculture. Les 130 millions d'exploitations familiales qui existaient en 1957 ont été transformées en 1958 en 26 000 communes populaires employant en moyenne 6 700 travailleurs. Cette décision fut désastreuse, amenant les autorités à faire machine arrière trois ans plus tard et à confier la gestion des exploitations à 6 millions d'équipes de production d'une trentaine de travailleurs en moyenne. Dans l'industrie et les services, les grosses entités occupaient aussi une place trop importante. En 1978, une entreprise industrielle moyenne chinoise employait onze fois plus d'employés que son homologue japonaise.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

La Chine était isolée de l'économie mondiale, en plein essor. Sa part dans les échanges mondiaux diminua et les investisseurs étrangers la désertèrent. Les ressources étaient allouées conformément aux directives des autorités et à la réglementation. Les forces du marché jouaient un rôle négligeable. D'où des inefficacités dans le processus de production (comme le montrent les investissements massifs dans les stocks) et un manque d'attention au bien–être du consommateur.

Dans la période de réformes qui s'est ouverte en 1978, les importants changements d'orientation se sont traduits par une progression nettement plus alerte du revenu par habitant. Le stock de capital a rapidement augmenté, mais l'amélioration enregistrée était essentiellement attribuable à une meilleure utilisation des ressources et à la forte augmentation de la productivité globale des facteurs.

Les réformes engagées en 1978 allaient inaugurer 30 ans de croissance dynamique

Un certain nombre d'éléments ont contribué à améliorer l'efficacité et l'amélioration de la productivité de l'économie chinoise après 1978.

Les paysans ont repris le contrôle de l'utilisation et de la gestion de leurs terres. L'unité de production moyenne est devenue une exploitation familiale employant 1.4 personne sur moins d'un demi hectare. Les prix à la production ont été relevés et les possibilités d'accès aux marchés élargies. Tout cela a fortement stimulé l'ardeur et la productivité des paysans.

Les petites industries ont connu une très forte expansion, en particulier dans les régions rurales. La taille moyenne des entreprises d'État n'a pas changé alors que, dans le secteur non étatique, elle est passée d'une moyenne de 112 salariés à huit en 1995. Les gains de productivité ont été bien plus rapides dans le secteur non étatique, qui bénéficiait de coûts de la main–d'œuvre moindres, de charges sociales pratiquement inexistantes et qui savait optimiser le capital disponible.

La Chine a accompli d'immenses progrès pour s'intégrer dans l'économie mondiale. Le monopole d'État sur le commerce extérieur et la politique d'autosuffisance autarcique ont été abandonnés après 1978. Les décisions concernant les importations et les exportations ont été décentralisées. Entre 1980 et 1997, le yuan a perdu cinq fois sa valeur. Des zones industrielles spéciales de libre–échange ont été créées. Sous l'impulsion de forces du marché libérées, la concurrence s'est développée, l'allocation des ressources s'est améliorée et la satisfaction des consommateurs s'est accrue. Le volume des exportations a augmenté de 15 pour cent par an entre 1978 et 2006 et la part de la Chine dans le commerce mondial est passée de 0.8 à 8 pour cent. Si l'on intègre les exportations de Hong–Kong, la Chine a été le premier exportateur du monde en 2006 (avec 1 286 milliards de dollars, soit 10.7 pour cent du total). L'Allemagne arrive en deuxième position (1 126 milliards de dollars), devant les États–Unis (1 036 milliards de dollars) et le Japon (650 milliards de dollars). La fédération de Russie se classe, elle, en septième position (305 milliards de dollars). L'intégration de la Chine dans l'économie mondiale a été facilitée par la réduction des barrières aux échanges décidées par le pays et un accès plus sûr aux marchés étrangers, grâce à son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

En 1978, la dette extérieure de la Chine était pratiquement nulle et le pays ne recevait quasiment aucun investissements étrangers. Les flux annuels d'investissements directs étrangers (IDE) ont fini par atteindre 3.5 milliards de dollars en 1990 mais, dès 2005, ils dépassaient les 60 milliards. Le total des flux d'IDE entre 1979 et 2005 est supérieur à 620 milliards de dollars. Sur la même période, les emprunts à l'étranger de la Chine sont restés relativement modestes, représentant au total 147 milliards de dollars.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Il s'agissait pour l'essentiel d'emprunts à moyen ou long terme. La structure de l'endettement indique que le pays n'a guère à craindre d'un brusque renversement de la confiance des autres pays, la République populaire n'ayant jamais eu d'arriérés sur la dette extérieure et ayant accumulé d'énormes réserves de change (1.2 trillion de dollars début 2007). La Chine est devenue un investisseur important qui fournit une aide financière aux pays qui l'approvisionnent en pétrole et en matières premières. L'ouverture de la Chine sur l'économie mondiale a été remarquablement sereine par rapport à ce qu'ont connu d'autres pays en Asie ou en Amérique latine, sans parler des anciennes républiques soviétiques.

La politique adoptée pendant la période des réformes a été couronnée de succès : le revenu par habitant a progressé de 6.6 pour cent par an entre 1978 et 2003, soit à un rythme plus soutenu que dans tous les autres pays d'Asie, très supérieur au 1.8 pour cent par an enregistré aux États–Unis et en Europe occidentale et quatre fois plus élevé que la moyenne mondiale. Le PIB par habitant est passé de 22 à 74 pour cent du niveau mondial. La Chine, dont la part dans le PIB mondial est passée de 5 à 15 pour cent, est devenue la deuxième économie du monde, derrière les États–Unis. Il est dès lors légitime de s'interroger sur la durée et le niveau futur de ce processus de rattrapage.

Perspectives pour les 25 prochaines années

La Chine reste un pays relativement pauvre. En 2003, son revenu par habitant ne représentait que 17 pour cent de celui des États–Unis, 23 pour cent de celui du Japon, 28 pour cent de celui de Taiwan et 31 pour cent de celui de la Corée. Les pays qui se trouvent dans cette situation de retard relatif et d'éloignement de la frontière technologique peuvent se développer rapidement, à condition de mobiliser et d'allouer de manière efficace le capital physique et humain du pays, d'adapter la technologie étrangère en fonction des dotations en facteurs et d'exploiter les possibilités de spécialisation qu'offre l'intégration à l'économie mondiale. La Chine a montré qu'elle était capable de le faire pendant la période des réformes et rien ne permet de penser qu'elle ne pourrait plus le faire.

Ce processus de rattrapage devrait se poursuivre au cours des 25 prochaines années sans pour autant – il serait peu réaliste de croire le contraire – conserver une trajectoire de croissance aussi rapide que dans la période 1978–2003. Cette période a en effet été marquée par d'immenses gains, ponctuels, dans l'efficacité de l'allocation des ressources agricoles, par l'explosion du commerce extérieur et une absorption rapide de la technologie étrangère grâce à des IDE massifs. Le rythme de progression de la Chine se tassera à mesure qu'elle se rapprochera de la frontière technologique. Nous avons fait l'hypothèse d'un taux de croissance annuel moyen du revenu par habitant de 4.5 pour cent entre 2003 et 2030, mais qui s'érode avec le temps : nous tablons sur un taux annuel de 5.6 pour cent en 2010, de 4.6 pour cent entre 2010 et 2020 et d'à peine plus de 3.6 pour cent entre 2020 et 2030. D'après notre scénario, la Chine aura alors rattrapé le niveau de revenu par habitant enregistré en Europe occidentale et au Japon vers 1990, quand leurs processus respectifs de rattrapage prenaient fin. À mesure que la Chine se rapprochera de ce niveau, le progrès technique sera de plus en plus coûteux puisque l'imitation cèdera la place à l'innovation. D'ici 2030 cependant, la frontière technologique se sera déplacée et un rattrapage sera donc toujours possible.

Sur ces bases, la Chine devrait détrôner les États–Unis comme première économie du monde avant 2015 et représenter d'ici 2030 environ un quart du PIB mondial. Son revenu par habitant devrait s'approcher de celui enregistré en Europe occidentale en 1990. Malgré un revenu par habitant représentant seulement un tiers de celui des États–Unis, son rôle dans l'économie mondiale et son poids géopolitique deviendront sans aucun doute bien plus importants.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Les problèmes politiques liés à une croissance rapide évoluent

Dans nos prévisions réalisées en 1998, nous évoquions trois grands problèmes susceptibles de contrarier les perspectives d'une croissance économique importante en Chine. Il s'agissait tout d'abord de réduire le rôle des entreprises d'État inefficaces, dont la plupart étaient gravement déficitaires. Elles ne continuaient à fonctionner que grâce aux subventions de l'État et au non–remboursement de prêts que les banques publiques étaient contraintes de leur accorder. Leur importance a nettement diminué : en 1993, le secteur manufacturier étatique employait plus de 35 millions de personnes ; en 2005, ce chiffre était retombé à 6 millions. Dans l'ensemble de l'économie, le taux de fonctionnaires par rapport à la population active est passé de 19 à 9 pour cent. L'importance du secteur étatique ne devrait donc plus faire obstacle à une croissance économique rapide.

La faiblesse du système financier apparaissait comme une difficulté connexe. La période des réformes a été marquée par un accroissement exponentiel de l'épargne des ménages ainsi que par une monétisation rapide de l'économie. L'épargne a été drainée par le système bancaire public et le processus de monétisation a procuré à l'État d'importants gains de seigneuriage. Ces nouvelles ressources compensent la disparition de l'excédent d'exploitation des entreprises publiques et la baisse des recettes fiscales.

Certes, ces évolutions ont largement aidé les autorités à maintenir la stabilité financière, mais il était manifestement risqué, dans un système bancaire plombé par des actifs non productifs liés au détournement de l'épargne privée, de continuer à soutenir des entreprises d'État qui, quel que soit le critère adopté, doivent être considérées comme en faillite. Là aussi, la Chine a fait des progrès remarquables, en améliorant sensiblement la solvabilité et l'efficacité du système bancaire. La plupart des créances douteuses ont été amorties et la Chine a su attirer des partenaires financiers étrangers en négociant des actions sur les marchés boursiers de Hong–Kong et de Shanghai. Depuis juin 2005, le pays a réussi à lever plus de 60 milliards de dollars de cette façon et certaines banques étrangères ont obtenu l'autorisation d'ouvrir des succursales en Chine.

Le troisième problème connexe avait trait à la précarité de la situation financière de l'administration centrale. Les recettes de l'État sont tombées de 31 pour cent du PIB en 1978 à 10 pour cent en 1995. La base d'imposition a été sérieusement érodée par le large éventail d'allégements fiscaux accordés par les administrations provinciales et locales, ainsi que par la chute spectaculaire des recettes tirées des entreprises d'État. Les recettes fiscales sont passées à 17 pour cent du PIB en 2005, mais cette proportion reste insuffisante pour élargir la protection sociale et renforcer les infrastructures sanitaires et éducatives. Ces avantages sociaux ont été grignotés par la perte de revenus auparavant procurés par les entreprises d'État.

L'approvisionnement énergétique et l'environnement : ces deux problématiques se sont invitées dans les discussions sur les futurs obstacles à la croissance chinoise. La production d'électricité a été multipliée par dix entre 1978 et 2005 et son prix, relativement modéré, a transformé la vie de nombreux ménages urbains. Le nombre de propriétaires de voitures particulières a également progressé et ce segment devrait être le plus dynamique de la consommation privée. En 2006, on dénombrait près de 19 millions de voitures particulières (soit une pour 70 habitants) – contre 140 millions aux États–Unis (un habitant sur deux). Si l'on en juge par le rapport moyen entre la possession d'une voiture et le revenu par habitant en Europe occidentale, on peut estimer que d'ici 2030, la Chine comptera 300 millions de voitures individuelles (une pour 5 habitants).

L'efficacité énergétique s'est sensiblement améliorée. Alors qu'en 1973, il fallait 0.64 tonne d'équivalent pétrole pour produire 1 000 dollars de PIB, cette proportion avait chuté à 0.22 tonne en 2003. Dans son scénario qui intègre les politiques d'efficacité énergétique que les pouvoirs publics

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

pourraient raisonnablement adopter, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) table sur une nouvelle diminution en 2030, à 0.11 tonne. En 2003, la Chine a obtenu de meilleurs résultats que les États–Unis en termes d'efficacité énergétique et cela devrait rester le cas en 2030.

Pourtant, l'impact sur l'environnement de la consommation d'énergie en Chine est particulièrement nocif, du fait d'une dépendance exceptionnellement lourde vis–à–vis du charbon ; en effet, les émissions de carbone sont proportionnellement bien supérieures lors de la combustion de charbon qu'avec celle de pétrole ou de gaz. En 2003, 60 pour cent de la consommation d'énergie du pays provenait du charbon, contre 23 pour cent aux États–Unis, 17 pour cent en fédération de Russie et 5 pour cent en France. Quatre–vingts (80) pour cent de l'électricité chinoise sont produits par des centrales à charbon. Cela signifie que le ratio émissions de carbone/consommation d'énergie de la Chine est supérieur à celui de la plupart des autres pays. Dans le scénario A de l'AIE, la Chine devrait émettre 0.80 tonne de carbone par tonne d'énergie consommée en 2030, contre 0.63 aux États–Unis et une moyenne mondiale de 0.60.

Le charbon chinois étant particulièrement impur, le dioxyde de soufre et les particules de suie produites par la combustion ont pollué l'air des grandes villes du pays et provoqué des pluies acides qui frappent 30 pour cent de sa masse terrestre. On dénombre plus de 20 000 mines de charbon où travaillent pratiquement 6 millions de mineurs dans des conditions dangereuses et pour une productivité médiocre. Chaque année, les mines tuent plusieurs milliers de mineurs. Dans le nord de la Chine, certaines veines de charbon proches de la surface brûlent en permanence et ces feux sont incontrôlables. Ces problèmes d'environnement sont probablement plus importants en Chine que dans le reste du monde, dans la mesure où il est plus difficile et plus coûteux de réduire le rôle relatif du charbon dans l'économie.

Les autres difficultés auxquelles la Chine est confrontée sont plutôt d'ordre social qu'économique.

Le système judiciaire et les droits de propriété privée : la Chine a progressé à pas de géant vers l'économie de marché et son système judiciaire permet aux entreprises privées de s'épanouir. Récemment consolidés, les droits de propriété restent néanmoins bien plus fragiles et ambigus que dans une économie capitaliste. La terre reste propriété de l'État ou de la « collectivité ». Les paysans peuvent obtenir un bail de 30 ans pour leurs exploitations – contre 70 ans pour les logements des citadins. Ensuite, l'État récupère le bien. Il est donc difficile de vendre ces biens ou de les nantir pour un emprunt. Dans ce pays socialiste, paradoxalement, un citoyen ordinaire jouit de droits de propriété plus limités qu'un capitaliste local ou étranger. Les responsables du développement urbain ont plus de facilité que leurs homologues de pays capitalistes pour exproprier des paysans de leurs terres ou des citadins pauvres, et démolir leurs maisons sans les dédommager en conséquence. Les membres du parti qui ont de l'influence peuvent s'enrichir en favorisant de telles transactions. Cette situation a suscité des protestations de plus en plus fréquentes et des sanctions – pour corruption – contre certains officiels. L'équité et l'efficacité de l'économie auraient tout à gagner de droits de propriété mieux établis et d'un système judiciaire moins sensible aux pressions officielles.

Inégalités régionales et entre les villes et les campagnes : la Chine est un pays de profondes inégalités régionales. On observe un écart de revenu moyen par habitant allant de un à 10 entre les 31 régions administratives du pays et la situation n'a pratiquement pas évolué depuis 1978. Si Shanghai occupe depuis toujours la première place, Guizhou est depuis toujours la lanterne rouge. Ces écarts pourraient être atténués par des investissements massifs dans les transports et autres infrastructures, une meilleure offre d'éducation dans les zones à faible revenu, la suppression des barrières aux migrations entre zones et l'abolition des avantages fiscaux dont bénéficient les entreprises des zones franches dans l'est du pays. Mais le processus prendra du temps.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Les inégalités entre zones rurales et zones urbaines sont plus marquées en Chine que partout ailleurs en Asie. Les écarts sont plus prononcés dans les provinces occidentales et moins affirmés dans les provinces orientales. Cela tient en partie au système de déclaration de résidence des ménages *(hukou)* mis en place sous Mao pour contrôler les déplacements de population. Vient s'y ajouter la législation conçue pour pénaliser les travailleurs migrants qui cherchent du travail non déclaré dans les zones urbaines. Malgré un certain assouplissement du système, ces travailleurs n'ont toujours pas accès aux services publics de base (éducation et santé), ont du mal à trouver un logement et leurs employeurs risquent toujours des amendes. Ils sont donc dans une position de faiblesse et contraints d'accepter de longues heures de travail pour un salaire de misère, qu'ils perçoivent souvent avec retard, quand ils sont payés. Les ménages non officiellement résidents représentent environ un sixième de la population urbaine et touchent en moyenne un revenu inférieur de 60 pour cent à celui des ménages urbains résidents. De toute évidence, ce système discriminatoire de déclaration de résidence est une source importante de grogne sociale qui devra trouver une solution. Sa disparition augmenterait certainement l'exode vers les villes – qui est de toute façon inévitable à long terme.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Chapitre 1

Croissance intensive et extensive à l'époque de la Chine impériale

L'analyse de la croissance économique est généralement centrée sur le XIX[e] et le XX[e] siècles, tous deux marqués par des progrès économiques sans précédent. Les époques antérieures ont été beaucoup moins étudiées car les avancées économiques étaient tout au mieux très lentes et qu'il est difficile, voire impossible, de les quantifier.

Dans le cas de la Chine pourtant, il est éminemment souhaitable de considérer des horizons lointains : entre le VIII[e] et le XIII[e] siècles, l'économie chinoise a connu une transformation radicale, avec un déplacement de son centre de gravité vers le sud. Au VIII[e] siècle, les trois quarts de la population vivaient dans le nord du pays, où ils cultivaient essentiellement le blé et le millet. À la fin du XIII[e] siècle, les trois quarts des habitants vivaient au sud du fleuve Yangzi Jiang et produisaient du riz. Auparavant marécageuse et peu peuplée, cette région se prêtait parfaitement – avec l'irrigation et les variétés hâtives – au développement massif de la riziculture.

L'amélioration de la productivité de la terre a autorisé des peuplements plus denses et réduit le coût des transports. Elle a permis aussi d'accroître la proportion de la production agricole qui pouvait être commercialisée et de libérer des bras pour développer l'artisanat, en particulier le filage et le tissage du coton, qui fournissait des vêtements plus sains, plus confortables et plus faciles à laver. Les analystes s'accordent à penser que les changements intervenus dans les lieux de production et la gamme des produits ont permis d'améliorer le niveau de vie des Chinois. C'est aussi grâce à ces changements que la population a pu doubler.

Les progrès économiques de la Chine sous la dynastie Song se sont appuyés essentiellement sur l'exploitation d'une opportunité qui n'allait pas se répéter, à savoir l'adoption de la culture intensive du riz. Certains analystes ont exagéré l'ampleur des progrès économiques, estimant que la Chine était sur le point de se doter d'une industrie mécanisée, mais aucun élément convaincant ne permet de le penser.

Entre le XIII[e] et le XVIII[e] siècles, les éléments d'appréciation disponibles sur l'agriculture et l'importance relative de la population urbaine suggèrent que le revenu par habitant n'a pas sensiblement augmenté. Toutefois, la population a pu quadrupler alors que le revenu moyen par habitant demeurait à un niveau plus ou moins stable sur le long terme. Pourtant, la croissance ne s'est pas faite sans à–coups. Au XIV[e] et au XVII[e] siècles, la Chine a perdu plus de 30 millions d'habitants, du fait notamment des destructions qui accompagnaient les changements de régime et des épidémies (peste bubonique et variole). Au XVIII[e] siècle, l'accroissement démographique fut particulièrement important. C'est à cette époque que la capacité de la Chine traditionnelle en matière de croissance extensive a été démontrée avec le plus d'éclat.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Ce chapitre examine les données qui permettent de penser que la période Song fut celle d'une croissance intensive et que les cinq siècles suivants ont été, en dehors de quelques interruptions, caractérisés par une croissance extensive. La section consacrée à l'agriculture illustre les processus d'adaptation technique qui ont été nécessaires pour soutenir cette croissance extensive.

La première partie analyse le système de gouvernance de la Chine impériale et les caractéristiques de la bureaucratie qui, si elles ont favorisé les progrès agricoles, ont bridé l'évolution dans d'autres pans de l'économie en maintenant un cadre institutionnel interdisant le développement de l'entreprise capitaliste et restreignant les possibilités de commerce international et d'échanges d'idées. La deuxième partie examine de façon plus détaillée les données sur la croissance intensive à l'époque des Song. La troisième analyse les caractéristiques institutionnelles et techniques de l'agriculture chinoise et montre comment le pays a pu absorber de fortes poussées démographiques. Les deux dernières parties traitent des activités non agricoles des ménages ruraux et de l'évolution du secteur urbain.

Tableau 1.1. **Les dynasties impériales chinoises et les capitales**

Dates	Dynasties	Capitales
221–206 av. J.–C.	Qin	Shenyang
206 av. J.–C. – an 8 de notre ère	Han occidentaux	Changan
23–220	Han orientaux	Luoyang
220–589	Empire désintégré	
589–617	Sui	Changan
618–906	Tang	Changan
906–960	Empire désintégré	
960–1127	Song	Kaifeng
1127–1234	Jürcen (Jin) dans le nord	Beijing
1234–1279	Mongole (Yuan) dans le nord	Karakorum
1127–1279	Song du Sud	Hangzhou
1279–1368	Yuan (mongole)	Beijing
1368–1644	Ming	Nanjing/Beijing
1644–1911	Qing (mandchoue)	Beijing

Sources : Reischauer et Fairbank (1958), Hucker (1985) et *Cambridge History of China*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142524033611

Tableau 1.2. **Estimations comparatives approximatives de la population de la Chine, de l'Europe, de l'Inde, du Japon et du monde entre l'an 1 de notre ère et 2003**
(en millions)

	An 1	1000	1300	1500	1700	1820	2003
Chine	60	59	100	103	138	381	1 288
Europe[a]	30	32	52	71	100	170	516
Inde[b]	75	75	88	110	165	209	1 344
Japon	3	7.5	10.5	15.4	27	31	127
Monde	226	267	372	438	603	1 042	6 279

a. hors Turquie et ex–URSS ; b. Inde + Bangladesh + Pakistan.

Sources : site web de l'auteur : www.ggdc.net/Maddison.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142537337025

Les conséquences économiques d'une gouvernance bureaucratique

Pendant les 13 derniers siècles de l'empire, les souverains chinois ont confié l'administration du pays à une puissante bureaucratie. Cette élite instruite, nourrie par les classiques confucéens, fut le principal instrument de l'ordre social et politique dans un État unitaire à la superficie deux fois plus grande que l'Europe.

En Occident, il faudra attendre encore plus de mille ans pour que le recrutement de fonctionnaires qualifiés sur la base du mérite soit instauré par Napoléon – et les bureaucrates européens ne jouirent jamais du statut social et du pouvoir des lettrés chinois. Dans tous les pays occidentaux, le pouvoir était fragmenté par un système complexe de poids et de contrepoids.

Dès le début, les empereurs chinois ont souhaité engager des fonctionnaires méritants plutôt que des feudataires. Sous la dynastie Han, ces fonctionnaires étaient recrutés sur recommandation, pour compléter les serviteurs issus de l'armée et de l'aristocratie. Il y eut ensuite un retour à des régimes essentiellement féodaux dans un régime multiétatique qui dura près de 370 ans. Le recrutement des fonctionnaires par voie d'examen fut instauré au début du VII^{e} siècle. Le rôle de la bureaucratie s'accrut sous les Tang, lorsque le pouvoir politique de l'aristocratie héréditaire fut progressivement démantelé (Ho, 1962). Sous les Song, les procédures d'examen furent affinées afin d'assurer l'anonymat des candidats. Lors des examens, le nom des candidats n'était plus communiqué aux examinateurs et des commis de bureau copiaient les réponses afin d'éviter que l'on ne reconnaisse la calligraphie. L'extension de l'enseignement public permit d'élargir la sélection fondée sur le mérite. Le nombre des diplômés augmenta sensiblement. Les critères de recrutement, d'avancement et d'évaluation furent clarifiés. Tous les fonctionnaires importants étaient recrutés en fonction de leurs résultats universitaires.

La suprématie de la bureaucratie connut une éclipse au XIII^{e} siècle avec l'occupation militaire mongole. Mais les Mongols, qui reconnurent l'utilité d'un mécanisme bureaucratique pour la collecte de l'impôt, rétablirent le recrutement des fonctionnaires en 1315.

Après l'effondrement de l'empire mongol en 1368, la bureaucratie recrutée au mérite redevint le principal instrument du pouvoir impérial. Les Ming et les Qing s'efforcèrent de contenir les ambitions de la noblesse titrée, ne leur laissant ni fief ni territoire militaire ou politique indépendant. Très tôt, le système de succession fondé sur la primogéniture fut aboli. L'aristocratie devint donc un fossile coûteux, qui tirait l'essentiel de ses revenus des sinécures impériales et perdait du rang à chaque génération. L'aristocratie terrienne n'existait déjà plus en tant que force politique significative à l'époque des Song. Les eunuques et les esclaves de la maison impériale avaient une influence sur la politique, sans toutefois constituer de menace réelle pour le pouvoir bureaucratique.

L'élite bureaucratique a toujours été restreinte au regard de la taille du pays. Au XVI^{e} siècle et pendant la première moitié du XVII^{e} siècle, l'empire tout entier ne comptait que dix à 15 000 fonctionnaires (Gernet, 1982). Ils occupaient des postes au sein du Grand conseil et du Secrétariat, des six ministères et des départements spécialisés de Beijing et servaient les administrations des provinces, des préfectures *(chou)* et des districts. À l'échelon le plus bas (le district ou *hsien*), le magistrat percevait les impôts, jugeait, tenait les registres, administrait les travaux publics et assistait régulièrement aux célébrations cérémonielles, aux sacrifices en l'honneur du ciel, d'autres forces surnaturelles et des dieux du temple locaux. Compte tenu de la taille du pays, une bonne partie de l'administration était nécessairement laissée à la discrétion des autorités locales. De Guangzhou à Beijing, le service normal du courrier (à pied) demandait dans chaque sens 56 jours, le courrier urgent 18 jours et le courrier extrêmement urgent neuf ou 10 jours. Au niveau du district, le magistrat dirigeait les services centraux *(yamen)* avec le concours de commis, de policiers, de gardiens de prison et de gardes recrutés sur place. Il levait les impôts et faisait régner la loi et l'ordre sur une population qui passa d'environ 80 000 habitants par district sous la dynastie Song à 300 000 sous la dynastie Qing. Au–dessous du district, le pouvoir était exercé par dérogation et délégation. Les nobles locaux jouaient un rôle important en réglant les différends et en servant d'agents informels de l'administration. Les associations de quartier étaient collectivement responsables du maintien de l'ordre et de la collecte des impôts au niveau local. Des chefs de famille sélectionnés parmi les roturiers assuraient tour à tour gratuitement la fonction d'administrateur conscrit pour s'assurer que les impôts étaient payés.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Les bureaucrates constituaient l'élite du corps social. Avec leur famille, ils échappaient à de nombreux impôts, châtiments et obligations auxquels était soumis le commun des mortels. Ils avaient le droit de porter des robes, des boutons, des ceintures et d'autres signes vestimentaires représentatifs d'un rang social élevé. Ces avantages avaient tant d'attraits que de très nombreux aspirants, qui n'avaient pu devenir fonctionnaires, avaient tout de même des diplômes. Beaucoup des privilèges accordés aux fonctionnaires étaient étendus à ces diplômés et à leur famille. Ils formaient la deuxième couche de l'élite sociale (souvent appelée la « petite noblesse »). Les titulaires de diplômes tiraient des revenus considérables des terres qui leur appartenaient et d'activités liées au commerce et à l'enseignement. Ils bénéficiaient d'un traitement fiscal privilégié et se procuraient aussi des revenus en se faisant les interprètes des roturiers auprès de l'administration. Le processus de recrutement sur concours des fonctionnaires avait donc deux retombées importantes : *i)* il déterminait la nature et le contenu de l'enseignement ; et *ii)* il augmentait grandement le prestige attaché aux diplômes. Il eut ce faisant une profonde influence sur les comportements sociaux et la structure de la société. Parmi le groupe des propriétaires terriens, seule la petite noblesse titrée avait facilement accès aux fonctions administratives.

Après la confiscation des biens considérables des Bouddhistes au IX^{e} siècle, il n'existait pas de hiérarchie religieuse ou de doctrine susceptible de faire contrepoids à la puissance de l'administration. Les autorités chinoises firent toujours preuve de tolérance à l'égard des pratiques religieuses, notamment le bouddhisme, le taoïsme, l'islam pratiqué dans les pays limitrophes de l'Asie centrale et le bouddhisme lamaïste du Tibet et de la Mongolie. Mais l'idéologie officielle était essentiellement séculaire – fondée sur un ensemble de prescriptions pragmatiques quant à la façon de se comporter en ce monde, sur l'indifférence confucéenne à l'égard des problèmes de l'immortalité, de l'âme, de la vie dans l'au–delà ou de Dieu. Elle mettait l'accent sur la vertu, la bienséance, la discipline sociale et le raffinement courtois. Il n'y avait pas de texte sacré, le concept de péché ou de salut était inconnu et les castes sociales n'existaient pas. L'idéologie inculquait la foi en l'harmonie providentielle, elle promouvait l'orthodoxie et l'obéissance à l'État et n'attachait que peu d'importance à la liberté ou au salut de la personne humaine. Elle n'était servie par aucun clergé distinctif. C'était un culte d'État dont les temples locaux étaient entretenus et les rituels exécutés par la bureaucratie, avec un comportement accommodant plutôt qu'hostile à l'égard d'autres systèmes de croyance.

Faute de litiges, il n'y avait pratiquement pas d'avocats et les possibilités de contester les décisions de l'administration étaient plus que restreintes. Les citoyens étaient censés être protégés par les vertus confucéennes de l'administration. Afin de dissuader toute velléité de corruption, les fonctionnaires ne pouvaient être nommés dans leur région d'origine et ils étaient fréquemment mutés pour éviter qu'ils ne s'identifient de façon trop étroite aux intérêts locaux.

Sauf lors des crises dynastiques, les militaires étaient en général sous la coupe des autorités civiles. À l'époque des Ming et des Qing, la plupart des soldats étaient issus de familles militaires par hérédité. Les examens requis pour l'armée étaient moins difficiles et moins prisés que les certificats des administrateurs civils. Les ministres qui s'occupaient des affaires de l'armée étaient généralement des civils.

La bourgeoisie urbaine (c'est–à–dire les négociants, les banquiers, les détaillants, les courtiers en marchandises et affréteurs, les chefs d'entreprise dans les secteurs tels que le textile, l'habillement ou la transformation des aliments) était pleine de déférence à l'égard de l'administration et de la petite noblesse et soumise à leur bon vouloir. Bien qu'elle ait eu des guildes et d'autres associations pour promouvoir ses intérêts, elle ne bénéficiait pas des chartes municipales ni de la protection juridique accordées aux marchands des villes européennes (voir Cooke Johnson, 1995, pour une description de l'activité commerciale à Shanghai entre le XI^{e} et le XIX^{e} siècles).

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Les bureaucrates avaient besoin d'une longue formation littéraire pour s'assurer que la grande masse des documents administratifs soit d'un style élégant et d'une calligraphie agréable à regarder. Les candidats à des postes de la fonction publique devaient apprendre par cœur les classiques confucéens. Dans Legge (1960), ces classiques, avec leur traduction en anglais et des notes d'exégèse, couvrent près de 2 800 grandes pages, soit plus de 430 000 caractères à mémoriser (Miyazaki, 1976). Les textes les plus demandés étaient ceux qui étaient déjà vieux de 1 500 ans à l'époque des Song. Ce système avait pour effet de renforcer le pouvoir de la tradition et de l'orthodoxie, de sorte que l'autorité intellectuelle de l'élite officielle était difficilement contestable.

Les institutions d'une bureaucratie aussi tentaculaire, responsable devant l'autorité centrale et contrôlée par elle, auraient été impensables si le papier et l'imprimerie n'avaient pas connu un développement précoce. Le papier fut officiellement adopté par la cour au début du II^e siècle pour remplacer la soie et le bambou (il semble toutefois que le premier papier chinois ait été disponible 400 ans plus tôt). Le premier livre intégralement imprimé – une *soûtra* bouddhiste – date de 868. Les techniques d'impression étaient au point sous la dynastie Song. Tout cela facilita le fonctionnement de l'administration, permit de multiplier sensiblement les supports de lecture bon marché pour l'enseignement et contribua à diffuser le savoir–faire technique. Les éditions des classiques confucéens, les encyclopédies, les dictionnaires, les ouvrages d'histoire, de médecine et de pharmacie, les livres sur l'agriculture et l'arithmétique bénéficiaient du patronage de l'État. Des entreprises privées et des libraires s'attachèrent également à favoriser la diffusion du savoir (Tsien, 1985).

Le système bureaucratique était l'élément fondamental qui maintenait la Chine en tant qu'État unitaire. Docile entre les mains de l'empereur (dans la mesure où il n'enfreignait pas le mandat du ciel), l'administration exerçait un pouvoir autocratique sur la population, que ne lui contestaient ni l'aristocratie terrienne, ni une église établie, ni un système judiciaire, ni des intellectuels dissidents, ni les militaires ou la bourgeoisie urbaine. Elle utilisait un langage écrit commun à toute la Chine et l'idéologie confucéenne officielle était profondément ancrée dans le système éducatif. Ce système était relativement efficace et peu coûteux à gérer par rapport aux modes de gouvernance à multiples strates de l'Europe et du Japon pré–modernes. Il facilitait un contrôle centralisé en maintenant un réseau de communication efficace et des flux d'information qui permettaient au pouvoir impérial de suivre les événements et de réagir en conséquence. Il maintenait l'ordre sans nécessiter un recours massif aux forces armées. Il créait la logistique (le Grand canal) nécessaire à l'approvisionnement d'une grande capitale impériale située aux marches de l'empire. Il s'occupait de collecter l'impôt pour entretenir une maison impériale fastueuse et l'élite militaire. Il entretenait la Grande muraille, véritable glacis défensif contre les envahisseurs barbares. Le maintien d'une zone économique unique ne signifiait pas un marché national unique de marchandises à cause du coût élevé des transports, mais il avait un impact important du fait qu'il facilitait la diffusion des techniques les plus performantes. Les nouvelles techniques que la bureaucratie parrainait ou favorisait pouvaient facilement être diffusées grâce aux documents imprimés. Ainsi, l'écart entre les pratiques les plus performantes et les pratiques courantes était probablement moins important qu'il ne l'était dans le système étatique polycentrique en Europe.

L'impact économique de la bureaucratie fut généralement très positif dans le secteur agricole. À l'instar des physiocrates français du XVIII^e siècle, l'empereur et l'administration pensaient que l'agriculture était le principal secteur d'activité où dégager un surplus sous forme de taxes et de prélèvements obligatoires. Ils entreprirent des travaux hydrauliques pour soutenir l'agriculture. Ils contribuèrent à développer et à vulgariser de nouvelles semences et de nouvelles cultures en fournissant des conseils techniques aux agriculteurs. Ils installèrent des paysans dans de nouvelles régions prometteuses. Ils mirent en place un réseau de greniers publics pour assurer l'approvisionnement en denrées impériales et lutter contre les famines. Ils firent réaliser et distribuer des manuels d'agriculture, des calendriers, etc.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

En dehors du secteur agricole, le système bureaucratique a eu des effets négatifs. Les fonctionnaires et la petite noblesse de la Chine impériale s'adonnaient à la recherche de rentes. Leurs privilèges légaux et coutumiers définissaient leur statut social, leur style de vie et leur comportement. Leur groupe social dominait la vie urbaine. Ils ont empêché la formation d'une bourgeoisie commerciale et industrielle indépendante à l'image de ce qui s'était produit en Europe. L'activité entrepreneuriale était précaire dans un cadre où la protection juridique de l'activité privée était si mal assurée. Toute activité qui promettait d'être lucrative était « pressurée » par l'administration. Les grandes entreprises se résumaient aux monopoles publics ou aux monopoles agréés par l'État. Les activités susceptibles de devenir rentables grâce à l'ouverture sur l'extérieur en exploitant l'avance de la Chine en matière de construction navale et de navigation étaient tout simplement interdites.

Cette civilisation bureaucratique se caractérisait par un autre facteur qui a durablement influé sur le développement économique du pays : l'idéologie et le système d'éducation confucéens. Par rapport à la situation dans les pays d'Europe au Moyen–âge, son orientation pragmatique lui conférait un avantage. C'est probablement sous la dynastie Song que l'orthodoxie officielle a été la plus souple. Les possibilités d'instruction ont été élargies grâce aux écoles publiques, qui dispensaient un enseignement plus diversifié que les écoles bureaucratiques des dynasties suivantes. Le taoïsme et le bouddhisme perdaient du terrain. La pensée néo–confucianiste connaissait un renouveau, libérée à l'époque du dogmatisme dont elle sera empreinte les siècles suivants (Kracke, 1953 ; Miyazaki, 1976). Needham (1969) estime que la bureaucratie chinoise relevait du despotisme éclairé et qu'elle était plus rationnelle que la chrétienté européenne ; avec une concentration des esprits les plus cultivés dans les postes de responsabilité, elle était plus marquée par la méritocratie et donc plus favorable au progrès du « savoir naturel » que le système européen, fondé sur un pouvoir militaire aristocratique. Après la Renaissance et les percées scientifiques de Galilée et de Newton en Europe, l'avantage changea de camp. Pour Needham, la Chine n'a jamais été capable « de développer les fondamentaux de la science moderne, comme l'application des hypothèses mathématiques à la nature, la parfaite maîtrise et l'utilisation de la méthode expérimentale, la distinction entre les qualités primaires et secondaires et l'accumulation systématique de données scientifiques ouvertement publiées » (Needham, 1981). Il ajoute cependant que l'avance européenne était due aux « conditions sociales, intellectuelles et économiques particulières qui prévalaient en Europe à l'époque de la Renaissance et qu'elle ne saurait être expliquée par une déficience quelconque de l'esprit chinois ou de la tradition intellectuelle et philosophique de la Chine ».

Il a fallu atteindre le milieu du XX^{e} siècle pour voir la Chine en position de relever le défi occidental et ce, essentiellement parce que l'idéologie, la mentalité et le système de formation de la bureaucratie favorisaient une optique ethnocentrique, indifférente à ce qui se passait en dehors de la Chine. Alors que des érudits jésuites ont résidé à Beijing pendant près de deux siècles et que certains, comme Ricci, Schall et Verbiest, entretenaient des relations étroites avec la classe dirigeante, l'élite chinoise ne s'est guère montrée curieuse de l'évolution de la pensée intellectuelle ou scientifique en Occident. Pendant l'essentiel des dynasties Ming et Qing, la Chine se ferma pratiquement aux échanges extérieurs. En 1792–93, Lord Macartney passa toute une année à transporter 600 caisses de présents offerts par le roi George III. Elles contenaient entre autres un planétarium, des globes, des instruments mathématiques, des chronomètres, un télescope, des instruments de mesure, des instruments chimiques, du verre à glaces, des pièces de dinanderie et divers autres objets (Hsü, 1975). Après qu'il eut présenté ces cadeaux à l'empereur Qianlong à Jehol, la réponse officielle vint en ces termes : « Nous ne manquons de rien... Nous attachons peu de prix aux objets bizarres ou ingénieux et nous n'avons pas non plus besoin d'autres objets fabriqués dans votre pays » (Teng, Fairbank *et al.*, 1954). Cette mentalité profondément ancrée empêcha la Chine de s'engager dans la voie du développement protocapitaliste empruntée par l'Occident de 1500 à 1800 et de participer, par la suite, à des processus de croissance économique beaucoup plus dynamiques.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Le profil du développement économique

Durant le premier millénaire de l'État impérial, l'accroissement net de la population fut faible, voire nul, et le niveau moyen de revenu ne changea probablement pas beaucoup. Pratiquement tous les spécialistes s'accordent à penser que pendant la dynastie Song (960–1280), l'économie chinoise a connu une impulsion significative, avec une accélération de la croissance démographique, des signes manifestes de progrès dans l'agriculture, une spécialisation accrue, le développement des échanges et une économie urbaine plus florissante. De nombreux auteurs soulignent le dynamisme de cette période : Liu et Golas, 1969 ; Hartwell, 1962, 1966 et 1967 ; Hollingsworth, 1969 ; Shiba, 1970 ; Ma, 1971 ; Elvin, 1973 ; Jones, 1981 et 1988 ; Gernet, 1982 ; McNeill, 1982 ; Bray, 1984 ; et Mokyr, 1990.

Les principaux éléments qui conduisent à conclure à une accélération de la croissance à l'époque Song sont les suivants :

i) on peut raisonnablement penser qu'il y a eu une poussée démographique sans précédent, la population passant probablement de quelque 55 millions d'habitants au début de la dynastie pour atteindre 100 millions d'âmes à la fin de la dynastie. Ho (1959) penche pour le dernier chiffre, mais d'autres analystes avancent des estimations plus élevées pour la dernière année du règne des Song (Zhao et Xie, 108 millions ; Durand, 123 millions ; Elvin, 140 millions) ;

ii) le centre régional de gravité s'est déplacé, avec une progression importante de la population installée dans les régions rizicoles du sud du Yangzi Jiang et une diminution parallèle des peuplements dans les régions de cultures sèches (millet et blé) du nord du pays. Balazs (1931) estime que la population installée au sud du Yangzi Jiang représentait 24 pour cent du total au début de la dynastie Tang (aux environs de 750). Durand (1974) évalue la population de cette région à 60 pour cent de la population totale à la fin du XII^{e} siècle. Selon Elvin (1973), plus de 85 pour cent des habitants vivaient dans les zones méridionales de la Chine à la fin du XIII^{e} siècle.

De vastes régions du sud de la Chine étaient restées relativement sous–développées. Alors que l'on avait pratiqué l'agriculture itinérante sur brûlis, le climat et l'accès à l'eau assuraient un potentiel important à la culture intensive du riz. Les empereurs Song prirent d'importantes dispositions pour exploiter ce potentiel, en particulier avec l'introduction de nouvelles variétés hâtives de riz *Champa*.

Les Song installèrent leur capitale dans les nouveaux centres de population, tout d'abord à Kaifeng, située plus à l'est que Changan, la capitale Tang en ruines. En 1127, lorsqu'ils durent abandonner le nord du pays à des envahisseurs venus de Mandchourie (les Chin), ils déplacèrent leur capitale à Hangzhou, au sud du Yangzi Jiang. Alors qu'elle n'était pas conçue dans le style cérémoniel traditionnel (voir Wright, dans Skinner, 1977), cette cité était déjà un important centre commercial relié à la mer. Avec l'afflux massif de réfugiés qui avaient fui le nord, elle devint une ville champignon extrêmement vivante (Gernet, 1982). Le transfert de la capitale dans le sud du pays signifiait que la population pouvait être nourrie à moindres frais dans une région rizicole productive, avec un accès facile aux transports par voie d'eau. Les Song n'avaient donc plus besoin d'entretenir le coûteux Grand canal qui servait, au cours des dynasties précédentes et suivantes, à approvisionner la capitale du nord en céréales ;

iii) les techniques d'impression sur blocs de bois avaient été mises au point à l'époque Tang. Grâce à ce système – et grâce au papier dont la fabrication avait été développée antérieurement – il devenait possible de diffuser assez largement des livres illustrés remontant jusqu'au X^{e} siècle, même si les éditions véritablement importantes ne commencèrent que pendant la période Ming. Il s'agit là d'une innovation fondamentale dans l'histoire de la Chine. Elle accroissait les possibilités de formation des fonctionnaires, facilitait l'administration des affaires publiques et fut utilisée par les autorités pour diffuser les techniques les plus performantes, en particulier dans le secteur agricole ;

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

iv) certaines indications donnent à penser que, sous la dynastie Song, la densification des peuplements a entraîné le développement des échanges intérieurs, un accroissement de la production agricole commercialisée, des gains de productivité grâce à une spécialisation accrue de la production agricole et un essor de la production artisanale consécutif à l'élévation des niveaux de vie (Bray, 1984 ; Liu et Golas, 1969 ; Ma, 1971 ; et Shiba, 1970). L'introduction du papier monnaie facilita l'essor du commerce et la part des recettes publiques payées en numéraire, qui était négligeable, passa à plus de la moitié du total ;

v) les Song du sud apportèrent des améliorations dans les transports maritimes et la construction navale. Ils construisirent une flotte de navires à aube sur le Yangzi Jiang pour se protéger contre l'invasion des Chin et des Mongols. La capacité de production des chantiers navals de l'État fut largement augmentée et les échanges avec l'étranger connurent une expansion significative. Neuf ports officiels furent ouverts au commerce maritime, mais les échanges extérieurs restaient dominés par Guangzhou et Chuan–chou (Ma, 1971).

Ces divers éléments laissent à penser que la croissance s'est accélérée à l'époque des Song. Une poussée démographique a manifestement eu lieu, qui s'est probablement accompagnée d'une augmentation du revenu par habitant. Toutefois, certains des auteurs qui ont souligné le dynamisme de l'ère Song semblent en exagérer le bilan :

i) selon Chao (1986), la population urbaine à l'époque des Song du sud est passée à un cinquième de la population totale pour retomber à un tiers en 1820. Les preuves de ces évolutions radicales sont extrêmement minces. Pour l'époque Song, Chao s'appuie sur les comptes rendus plutôt incertains de Marco Polo et de Hollingsworth (1969), auxquels il est difficile d'ajouter foi[1]. Pour 1820, il cite Rozman (1973), sans évoquer les estimations totalement différentes que celui–ci donne pour la période Song. Le tableau 1.7 (p. 43) reproduit ces estimations, très différentes de celles de Chao ;

ii) généralisant à partir de certaines indications concernant l'industrie du fer, Hartwell affirmait avoir trouvé la trace d'une « révolution industrielle précoce » dans la Chine des Song. Il exagère beaucoup le dynamisme de cette industrie, en se concentrant sur son essor rapide à Kaifeng, au XI^{e} siècle. Mais cette expansion locale était essentiellement liée au transfert du gouvernement – principal consommateur d'objets en fer[2] ;

iii) Shiba (1970) s'attache à montrer que, pendant la dynastie des Song, un marché intéressant « l'ensemble du pays » se créa pour le riz. Les ventes commerciales de produits courants, qui avaient débuté sous les Tang, augmentèrent en proportion (Twitchett, 1968), mais le coût des transports était trop élevé pour que l'on puisse parler de marchés intéressant « l'ensemble du pays ». La Chine se composait en fait, selon les termes mêmes de Shiba, « d'économies régionales semi fermées » (1977) ;

iv) Elvin (1973) attribue aux Song des changements qui se produisirent sur une période de temps plus longue. Il affirme que « dans les régions les plus méridionales, il y avait presque partout deux à trois récoltes de riz », tandis que Perkins (1969) indique que les quantités produites étaient modestes en 1400 et qu'elles ont progressivement augmenté par la suite.

Aucun des auteurs qui ont étudié la période Song n'a essayé de chiffrer les résultats obtenus en termes macro–économiques. Cela se conçoit car les indices solides sont rares. Il paraît toutefois utile de donner des estimations chiffrées très approximatives, sinon le lecteur devra se contenter d'interprétations qualitatives et littéraires dont la signification est très élastique, d'autant qu'il est difficile de savoir dans quelle mesure les jugements divergent. L'avantage des données chiffrées est qu'elles permettent de mieux focaliser les débats.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 1.3. **Niveau du PIB par habitant de la Chine et de l'Europe entre l'an 1 de notre ère et 1700**
(en dollars de 1990)

	An 1	960	1300	1700
Chine	450	450	600	600
Europe[a]	550	422	576	924

a. hors Turquie et ex–URSS.
Source : Maddison (2007).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142634505412

Le tableau 1.3 compare les niveaux de performance de la Chine et de l'Europe de l'an 1 à 1700 de notre ère. À l'aube du premier siècle, le PIB par habitant de l'Europe était supérieur à celui de la Chine. En l'an 1000, le niveau de revenu européen s'était nettement réduit, dans la foulée de la chute de l'empire romain, alors que la Chine entamait une période d'expansion sous la dynastie Song, au cours de laquelle le revenu par habitant allait progresser d'un tiers environ[3].

Pendant la domination mongole, la population chinoise s'est réduite d'un tiers. Cela tient, d'une part, à la sauvagerie de la conquête mongole et, d'autre part, à l'épidémie de peste qui s'est abattue sur la Chine à peu près à la même époque que la Peste noire en Europe.

Les Mongols conquirent le nord de la Chine en 1234. Leur impact initial, sous Gengis Khan et son fils Ögödei, fut très destructeur. Les régions du nord avaient déjà souffert de la négligence des ouvrages hydrauliques (le Fleuve jaune était sorti de son lit et le Grand canal était hors d'usage). Puis les Mongols rasèrent un grand nombre de villes, causèrent d'énormes dégâts à l'agriculture, réduisirent au servage ou à l'esclavage une partie de la population rurale et entreprirent de « pastoraliser » l'économie pour offrir des pâturages aux chevaux et à d'autres animaux. Si certains Chinois du nord émigrèrent au sud, un nombre bien plus important fut exterminé. La politique mongole changea après la défaite de l'empire des Song du sud en 1280 (Perkins, 1969). Kubilaï, le premier empereur Yuan, renonça à transformer la Chine en d'immenses pâturages et commença à siniser son appareil de l'État. Il établit une occupation militaire qui préserva l'économie des Song du sud et la plupart de leurs institutions.

McNeill (1977) explique comment les cavaliers mongols propagèrent la peste bubonique en Chine tout comme ils apportèrent la mort noire en Europe. Il montre que c'est après 1353 que la peste a fait le plus de ravages et qu'elle a décimé autant de gens que la férocité mongole. Durand (1960) pense également que, dans la dernière phase de l'empire mongol, « la pandémie de la peste bubonique a frappé la Chine avec autant de violence que l'Europe ».

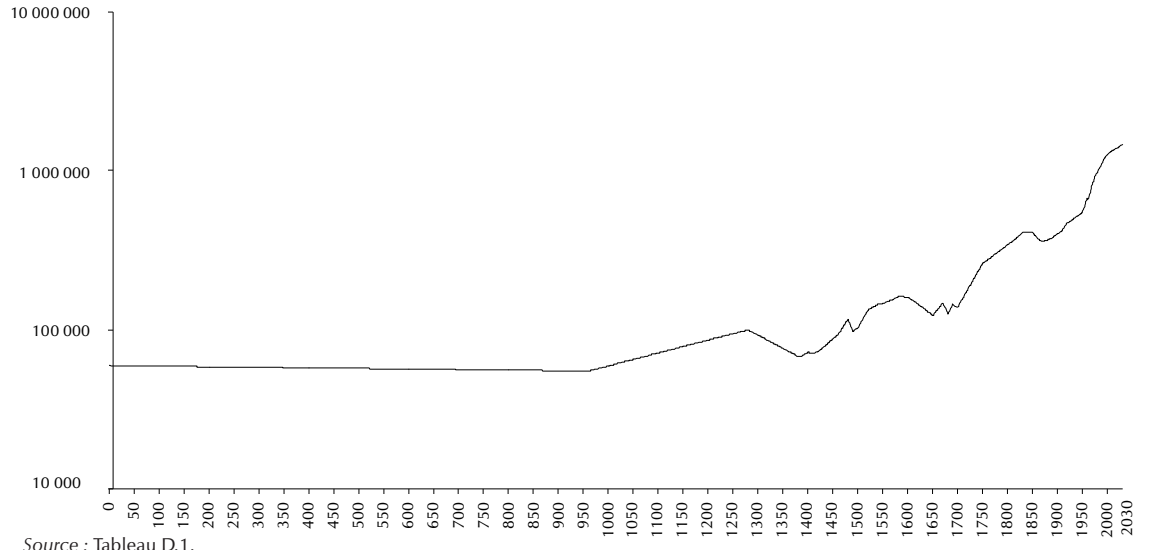
L'effondrement démographique de la fin de la dynastie Yuan eut son équivalent lors de la phase de transition entre les dynasties Ming et Qing au milieu du XVII[e] siècle, lorsque la sauvagerie, la variole et la famine fauchèrent un cinquième de la population (figure 1.1).

Deux éléments tendent à indiquer que le revenu par habitant est resté plus ou moins stable pendant la période Ming/Qing. Le premier est l'hypothèse retenue par Perkins (1969) d'une stabilité du revenu par habitant dans l'économie agricole (tableau 1.6). Le second est l'évaluation de Rozman, qui tend à montrer que la proportion de la population urbaine a relativement peu varié entre l'époque Tang et le début de l'époque Qing (tableau 1.7). Perkins affirme que la production de céréales par habitant est restée stable et il ne semble pas qu'il y ait eu d'évolution dans l'économie de l'élevage. La position de Perkins (1969) est bien plus solidement étayée que celle de Chao (1986), qui estime qu'il y a eu un repli marqué de la production et de la consommation de céréales par habitant entre l'époque Song et le début du XIX[e] siècle.

Faute d'indicateurs directs de l'évolution de l'économie urbaine, nous acceptons l'hypothèse de Rozman selon laquelle la part de la population urbaine n'a augmenté que très modérément. D'où une différence avec la situation en Europe, où la croissance urbaine a été bien plus rapide, ainsi que le montre de Vries (1984 ; tableau 1.8).

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Figure 1.1. **La population de la Chine entre l'an 1 de notre ère et 2030**
(en milliers)



Source : Tableau D.1.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142217431470

L'agriculture

Dans la Chine impériale, l'agriculture était de loin le secteur le plus important de l'économie. En 1890, elle représentait encore plus de 68 pour cent du PIB et employait les quatre cinquièmes de la population active. Ces proportions étaient certainement au moins aussi importantes au cours des deux millénaires précédents. On peut donc évaluer en grande partie la performance économique et technologique du système impérial à la lumière des évolutions de ce secteur.

Le cadre institutionnel

Pendant le premier millénaire de l'empire, la population était faible par rapport aux terres disponibles, de sorte que diverses formes de coercition étaient utilisées pour amener les paysans à travailler davantage. D'où le développement du servage et de l'esclavage, en particulier dans les régions où le régime impérial devait nourrir les importants centres urbains qu'il créait à des fins administratives ou militaires. Jusqu'à ce qu'un système bureaucratique efficace soit créé à l'époque Song, les autorités impériales déléguaient les responsabilités administratives à diverses catégories d'aristocrates terriens, qui employaient de la main–d'œuvre servile.

Lorsque la population a entamé sa longue tendance ascendante, la terre est devenue plus rare. Cette situation, conjuguée au fait que la bureaucratie, mieux organisée, avait réussi à évincer ce qui restait de l'aristocratie, facilita le passage à une organisation plus libre du travail. L'État pouvait alors lever des impôts fonciers, d'abord en nature puis en numéraire. Les propriétaires terriens privés restaient importants, mais ils étaient en général très liés à la bureaucratie. Leur désir d'avoir des serfs ou de la main–d'œuvre corvéable diminua avec l'apparition de pratiques rentables de métayage. À l'époque Ming, il restait peu d'éléments féodaux parmi les propriétaires terriens. Ces derniers étaient pour la plupart des rentiers qui ne s'occupaient guère de la gestion de leurs terres. Le système bureaucratique faisait régner la discipline sociale dont ils avaient besoin et protégeait leurs biens.

Entre la dynastie Song et la dynastie Ming, la Chine adopta un système où les décisions concernant la production et la gestion dans le secteur agricole étaient le fait des paysans propriétaires et des métayers, qui pouvaient acheter et vendre la terre sans difficulté et écouler leurs produits sur les marchés locaux (pour la structure et le fonctionnement de ces marchés locaux, voir Skinner, 1964–65). L'agriculture chinoise acquit un ordre institutionnel qui était efficace au plan de l'allocation des ressources et de sa capacité à apporter des améliorations techniques à mesure que les générations successives (dans un système successoral de partage entre les descendants mâles) devaient se contenter de lopins familiaux de plus en plus petits.

Tableau 1.4. **Utilisation des terres et population en Chine et dans d'autres régions du monde, 1993**

	Superficie totale	Terres arables et cultures pérennes	Proportion de terres arables	Population	Terre arable/habitant
	(milliers d'hectares)		(pour cent)	(milliers)	(hectares)
Chine	959 696	95 975	10.0	1 178 440	.08
Australie	771 336	46 486	6.0	17 769	2.62
Brésil	851 197	48 955	5.8	158 913	.31
Canada	997 614	45 500	4.6	28 386	1.58
États–Unis	980 943	187 776	19.1	239 172	.73
Europe[a]	487 696	135 705	27.8	506 910	.26
Ex–URSS[b]	2 240 300	231 540	10.3	293 000	.79
Inde	328 759	169 650	51.6	899 000	.19
Japon	37 780	4 463	11.8	124 753	.04

a. hors Turquie et ex–URSS.
b. 1988.
Sources : FAO (1994) et Maddison (1995a), données actualisées.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142635678016

La pénurie de terres

Compte tenu du climat et de la topographie (les régions montagneuses et les zones désertiques couvrent de vastes étendues), la proportion de terres se prêtant aux cultures est particulièrement faible au regard des normes internationales. Alors que la Chine est habitée depuis une époque fort ancienne, les terres cultivées n'occupaient à la fin du XX^{e} siècle que 10 pour cent du territoire national. Cette situation n'est guère différente de celle de pays de peuplement récent, mais elle offre un contraste frappant avec l'Inde, qui est en mesure de cultiver plus de la moitié de son territoire, ou avec l'Europe, où les terres arables occupent plus du quart des superficies totales. Même les États–Unis, où l'agriculture sédentaire est bien plus récente, peuvent cultiver deux fois plus de terres que la Chine (tableau 1.4). Le ratio hommes/terre en Chine est extrême : pour chaque personne travaillant dans l'agriculture, il y a seulement un tiers d'hectare de terre cultivée, contre 99 hectares aux États–Unis.

Au cours du dernier millénaire, la population chinoise a été multipliée par 22, passant de 55 millions à pratiquement 1.3 milliard d'habitants. Les autorités chinoises de même que les paysans se sont efforcés d'accroître les superficies cultivées en asséchant les lacs, les zones marécageuses et les jungles, en conquérant des terres sur la mer, en construisant des terrasses sur les flancs des collines et en défrichant les forêts. Cela a provoqué un déplacement du centre de gravité de l'empire. Dans les premières années de l'empire, le cœur du pays se trouvait au nord–ouest, où les lœss se prêtaient aux cultures sèches. La région située au sud du Yangzi Jiang, aujourd'hui très densément peuplée, était alors un « vaste territoire à la population très clairsemée, dont les habitants se nourrissent de riz et de soupe de poisson, et où l'on pratique la culture sur brûlis – la région est fertile et ne connaît ni la famine ni la faim. C'est pourquoi les gens sont paresseux et ne se donnent pas la peine d'accumuler de la richesse » (Chi, 1936). Le paysage de la région a été complètement transformé. Pourtant, les superficies cultivées ne sont guère que quatre à cinq fois plus importantes que pendant la dynastie Song. Pour maintenir

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

leur niveau de vie, les Chinois devaient absolument trouver des moyens de produire plus de nourriture par hectare. La pression démographique sur la terre a toujours été très marquée par rapport à l'Europe. Il n'existait pas de terres communales et les forêts furent détruites et la jachère abandonnée huit siècles avant l'Europe. Les doubles récoltes, les cultures intercalaires, les lits de semis et la transplantation étaient d'autres méthodes employées pour économiser la terre. La pénurie des terres se reflète également dans les habitudes alimentaires des Chinois.

Priorité aux cultures et non à l'élevage

Au cours du dernier millénaire, les Chinois ont mangé moins de viande que les Européens de l'époque médiévale ou de l'époque contemporaine ; les adultes n'ont pas consommé de lait et les produits laitiers ont été pratiquement absents. La concentration sur les produits végétaux était liée à la rareté de la terre, car il faut moins de terre pour produire des protéines et des calories végétales qu'animales. La viande que consomment les Chinois provient essentiellement des porcs et de la volaille, qui se nourrissent plutôt de détritus que de fourrages. Les apports protéiques sont complétés par le soja et le poisson, la plupart des paysans pratiquant le pisciculture dans de petits étangs. Les Chinois utilisaient peu la laine. Les vêtements ordinaires étaient pour la plupart en fibres végétales (chanvre, ramie, puis coton). Les tissus molletonnés fournissaient la chaleur que la laine aurait pu donner. Les classes les plus aisées recouraient aux produits de la sériciculture, pratiquée de longue date. Les cocons de soie provenaient des mûriers que l'on faisait souvent pousser sur les collines inadaptées à d'autres types de cultures.

Avec les progrès rapides réalisés dans la fabrication d'instruments agraires, les animaux de trait devinrent moins nécessaires. Bray (1984) donne des indications très détaillées sur l'apparition précoce des charrues chinoises qui, à partir de la dynastie Han, avaient des versoirs curvilignes en fer. Selon cette même source, jusqu'au XVIII^{e} siècle, ces charrues étaient très supérieures aux engins européens, qui avaient des versoirs droits en bois et qui nécessitaient une traction animale puissante (attelages de chevaux ou de bœufs). En Chine, un seul bœuf pouvait tirer une charrue bien plus efficace.

La politique officielle renforçait encore la priorité donnée aux céréales et aux fibres textiles sur l'élevage et ses produits. Les autorités préféraient des paysans sédentaires à des pasteurs, car ils étaient plus faciles à contrôler et à taxer.

Le contraste entre les méthodes chinoises et celles de leurs voisins mongols et mandchous était très frappant. Dans ces régions frontalières, la population était clairsemée et l'agriculture sédentaire pratiquement inexistante. Les Mongols étaient des pasteurs nomades, qui vivaient essentiellement de viande et de produits laitiers, déplaçant leurs troupeaux dans les steppes lorsqu'ils avaient besoin de meilleurs pâturages. La laine servait à maints usages, aussi bien pour la fabrication des vêtements que pour couvrir leurs yourtes – tentes qu'ils pouvaient facilement transporter en les faisant tirer par leurs chevaux. Au fil des temps, les Chinois agrandirent leur empire et absorbèrent les pasteurs non Han, mais ces régions limitrophes étaient très faiblement peuplées. Les paysans chinois ne furent autorisés à s'établir en Mandchourie qu'au XIX^{e} siècle, après que la Russie se fut emparée d'une vaste partie des terres inhabitées de la Sibérie orientale.

Utilisation intensive du fumier

L'utilisation intensive du fumier est une troisième caractéristique de l'agriculture chinoise. Le fumier provient en grande partie des porcs et des poulets et les déjections humaines étaient utilisées de façon très intensive, contrairement à l'Europe et à l'Inde. En Europe, seuls les Pays–Bas et les Flandres

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

pratiquaient ce système. Les Chinois inventèrent une sorte de lieu d'aisance–porcherie pour recueillir à la fois les excréments humains et le fumier des porcs. Des techniques d'ensilage étaient utilisées pour exterminer les micro–organismes nocifs et nuisibles. Les paysans manipulaient divers types de fumiers pour les mélanger à des balles de paille, des déchets de culture, des feuilles mortes, des cendres, des déchets ménagers ou des herbes aquatiques. Le sol était très riche en dépôts limoneux et en alluvions fluviales, que l'on mélangeait à d'autres éléments fertilisants. Les tourteaux de haricots et les légumineuses vertes étaient également largement utilisés comme engrais. La relative pénurie de terres a favorisé l'utilisation intensive d'engrais.

Recours massif à l'irrigation

L'agriculture chinoise est fortement tributaire de l'irrigation et d'une gestion minutieuse de l'eau, qui permettent d'accroître la fertilité, de réduire les risques d'inondation et d'atténuer les effets des sécheresses. Dans la région des lœss du nord–ouest, on privilégiait les canaux. Plus à l'est, sur le cours inférieur du Fleuve jaune, le problème était surtout de maîtriser les crues. Dans les vallées du Yangzi Jiang et de la Rivière des perles, il fallait irriguer pour assurer la régularité et la maîtrise des ressources en eau. Au sud, toute l'agriculture nécessite une gestion et un entretien minutieux des ressources en eau pour maintenir une fertilité élevée dans les minuscules champs de riz. Deux grands fleuves parcourent le territoire chinois. Bien qu'il ait un débit nettement moins important que le Yangzi Jiang, le Fleuve jaune charrie d'énormes quantités de limon provenant de l'ouest du pays, où la disparition des forêts entraîne une érosion continue des sols. Au fil des siècles, son lit a connu des déplacements désastreux (comme en 1194 et en 1855), lorsque le déclin dynastique entraînait une négligence de l'aménagement des rivières (pour une carte des déplacements successifs du lit du Fleuve jaune au cours des trois derniers millénaires, voir Gernet, 1982).

L'État jouait un rôle de premier plan dans les projets d'irrigation à grande échelle, en particulier dans le nord. Au sud du Yangzi Jiang, où il s'agissait de construire des polders, des levées et des jetées ou d'assécher des lacs ou des marécages, les associations ou les groupes privés jouaient un rôle plus important. L'État s'intéressait également beaucoup aux travaux hydrauliques pour les transports. Le Grand canal a été aménagé à partir de la dynastie Sui, pour transporter les céréales fournies à titre de tribut à la capitale impériale, située dans le nord–ouest du pays (d'abord à Changan puis à Beijing), où les conditions d'exploitation de l'agriculture n'étaient pas assez favorables pour nourrir une énorme capitale.

Chi (1936) et Perkins (1969) fournissent des indications chiffrées très approximatives sur le développement de l'irrigation en se fondant sur l'examen minutieux, sur plusieurs siècles, des registres officiels de l'administration pour les provinces et les comtés. Perkins limite sa liste aux nouveaux projets, tandis que Chi inclut aussi les gros travaux de réfection. Leurs sources ne fournissent des dates et des dimensions que pour une partie seulement des projets qu'elles décrivent. Perkins souligne que les projets datés représentent en moyenne moins d'un dixième de l'ensemble des projets inscrits dans les registres. La proportion varie beaucoup dans le temps et d'une province à l'autre. Néanmoins, d'après Chi et Perkins, on peut conclure sans trop de risques d'erreur que : *i)* les efforts déployés pour développer l'irrigation ont été bien plus importants entre la période Tang et le XIII^{e} siècle que pendant les huit premiers siècles de l'empire ; *ii)* le volume des constructions a augmenté pendant les dynasties successives, sauf pendant la période de transition entre les Ming et les Qing, pour laquelle Chi conclut à une augmentation et Perkins à une diminution. Les estimations de Perkins fournissent probablement une indication plus fiable dans ce cas précis ; *iii)* c'est pendant la période Tang/Song que l'accélération du rythme des constructions a été la plus impressionnante.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 1.5a. **Travaux d'irrigation datés par dynastie**
(nombre moyen de projets par siècle)

	Estimations de Chi (dont travaux de réfection)	Estimation de Perkins (hors travaux de réfection)
Pré–Tang	16	10
Tang	87	79
Song	349	233
Yuan	351	492
Ming	822	723
Qing	1 222	600

Sources : Chi (1936, p. 36) et Perkins (1969, p. 334).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142704726100

Tableau 1.5b. **Superficies cultivées, 1400–1995**

	Superficies irriguées (millions d'hectares)	Superficies cultivées (millions d'hectares)	Proportion des terres irriguées (pour cent)
1400	7.5	24.7	30.3
1820	21.7	73.7	29.4
1952	20.0	107.9	18.5
1995	49.3	94.9	51.9

Sources : les données concernant les superficies irriguées entre 1400 et le début des années 1930 sont tirées de Perkins (1969). Pour 1400, Perkins donne une fourchette possible comprise entre 4.3 et 10.7 millions d'hectares – nous avons retenu la moyenne. Pour 1820, nous avons utilisé des estimations tirées de Perkins (1969). Enfin, les chiffres de 1952 et 1955 sont des estimations tirées des tableaux A.8 et A.10.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142704726100

Le tableau 1.5b montre que les terres irriguées représentaient à peu près 30 pour cent des superficies cultivées en 1400 et en 1820. Entre 1820 et 1952, la proportion des terres irriguées est retombée à moins d'un cinquième de la superficie totale, mais elle restait bien plus importante qu'en Europe et en Inde. En Inde, seuls 3 millions d'hectares de terres étaient irrigués en 1850 (Maddison, 1971), soit 3.5 pour cent des superficies cultivées. On ne dispose pas de données agrégées pour l'Europe, mais la moyenne était sans doute bien plus proche de celle de l'Inde que de celle de la Chine. Aux États–Unis, environ 10 pour cent des terres de culture sont irriguées en 1995, contre 52 pour cent en Chine.

Les réseaux d'irrigation chinois exigeaient une main–d'œuvre très importante, tant pour la construction des principaux ouvrages que pour l'entretien. Depuis les années 1960 toutefois, les pompes et les puits tubulaires fonctionnant à l'énergie électrique ont sensiblement réduit ces besoins.

Encouragement par l'État des nouvelles cultures, des récoltes multiples, de l'amélioration des rendements et de la diffusion des techniques les plus performantes

Le centralisme de la politique économique est une autre caractéristique de l'agriculture chinoise. À l'instar des physiocrates français du XVIII^{e} siècle, l'empereur et les bureaucrates estimaient que l'agriculture était le secteur clé de l'activité économique. Par les conseils techniques qu'ils dispensèrent, ils favorisèrent la mise au point et la diffusion de nouvelles semences et de nouvelles cultures. Ils firent réaliser et diffuser des manuels agricoles, des calendriers, etc. Ils veillèrent à ce que les conseils fournis soient adoptés par des paysans sélectionnés dans les différentes régions. Bray (1984) cite d'importantes bibliographies qui attestent de l'existence de 500 ouvrages (officiels dans la majorité des cas) sur l'agriculture chinoise (78 textes antérieurs aux Song, 105 sous la dynastie Song, 26 sous la dynastie Yuan et 310 sous les dynasties Ming et Qing). Dès le X^{e} siècle, ces ouvrages furent disponibles sous forme imprimée. Le *Nung Shu* de Wang Chen apparaît comme le plus remarquable. Ce traité exhaustif sur les pratiques agricoles comportait un grand nombre d'illustrations, l'objectif étant de diffuser dans

le sud les techniques les plus performantes du nord et *vice versa*. La version originale (1313) de cet ouvrage souvent cité a été perdue et beaucoup de ses illustrations ont été refaites pour les éditions suivantes *(ibid.)*. Bray a utilisé l'édition de 1783. Cette littérature officielle n'eut sa pareille dans aucun autre pays d'Asie (sauf au Japon sous Tokugawa) ni, pendant très longtemps, en Europe. On connaît les traités de Columella et Varro à l'époque romaine, mais aucun ouvrage ne parut en Europe dans ce domaine avant le XIVe siècle. Selon Bray, le volume des publications agricoles en Europe en 1700 était devenu équivalent à celui de la Chine.

Le territoire chinois couvre de nombreuses zones climatiques et sa biodiversité est plus riche que celle des sols européens, parce que la glaciation y a été moins sévère et qu'un plus grand nombre d'espèces botaniques anciennes a pu être préservé. Pendant la période impériale, la Chine a adopté et diffusé plusieurs nouvelles cultures, qui se développèrent. La culture du thé s'est largement répandue et fut taxée pendant la dynastie Tang. Le coton, introduit sous les Song, commença à être largement utilisé pour la fabrication de tissu pendant la dynastie Yuan – avant, le petit peuple portait des vêtements moins confortables en fibres telles que le chanvre ou le ramie. Le sorgho fut largement diffusé après la conquête mongole. Des cultures du continent américain furent introduites au milieu du XVIe siècle. Le maïs, les arachides, la pomme de terre et la patate douce permirent d'augmenter sensiblement le potentiel de production de la Chine grâce à leur rendement élevé et à la possibilité de les cultiver sur des terres de qualité secondaire. Le tabac et la canne à sucre connurent une large diffusion sous la période Ming.

De tout temps, les paysans chinois ont obtenu de leurs semences des rendements plus élevés que leurs homologues européens. Dans le nord, ils utilisaient des semoirs en ligne ; dans le sud, ils utilisaient des lits de semences et des techniques de transplantation dans les zones rizicoles. En Chine, les rendements des cultures de blé et de maïs étaient d'environ 10 pour 1 au XIIe siècle (Bray, 1984) ; pour le riz, ils étaient nettement plus élevés. Selon Slicher van Bath (1963), le rendement de la culture de blé dans l'Europe médiévale était de 4 pour 1. Duby (1988) cite des chiffres plus médiocres encore et un rendement de 4 pour 1 n'est pas incompatible avec les indications de Mayerson (1981) pour l'époque romaine. Ce n'est guère avant le XVIIIe siècle que l'agriculture européenne a commencé à véritablement progresser dans ce domaine.

Avec l'encouragement des autorités, les Chinois développèrent des variétés de riz précoces qui autorisèrent à la longue une double, voire parfois même une triple, récolte. Jusqu'au début du XIe siècle, il fallait au moins 180 jours pour que le riz parvienne à maturité (4 à 6 semaines dans une pépinière et 150 jours pour la maturation après la transplantation). L'empereur Song Zhao Heng (998–1022) introduisit le riz vietnamien *Champa*, variété précoce et résistante à la sécheresse. À la longue, cette variété autorisa des récoltes doubles et permit d'étendre la riziculture à des terres plus hautes et plus pentues. Pour le riz *Champa* originel, la période de maturation était de 100 jours après la transplantation. Au XVe siècle, il existait des variétés à 60 jours. Les variétés à 50 jours furent mises au point au XVIe siècle, puis une variété à 40 jours fut introduite au XVIIIe siècle. Une variété à 30 jours fit son apparition au début du XIXe siècle (Ho, 1959). L'État encouragea également les cultures intercalaires dans le nord et favorisa le développement de la culture du blé comme deuxième culture dans le sud.

Selon Chao (1986), l'indice des récoltes multiples était de 0.6 pendant la dynastie Han au Ier siècle (autrement dit, 40 pour cent des terres en moyenne étaient laissés en jachère). L'indice passa à 0.8 au VIIIe siècle (dynastie Tang) et à 1.0 sous les Song (dans l'ensemble, il n'y avait donc pas de jachère à cette époque). Les doubles récoltes de riz et de blé furent encouragées dans le sud par des mesures d'incitation sous la dynastie Song, mais la double récolte de riz s'est développée assez lentement. Chao pense que le ratio des doubles récoltes a atteint un niveau de 1.4 environ au XIXe siècle, pour ensuite diminuer avec l'ouverture de la Mandchourie à partir des années 1860, date du début des colonisations par les Han chinois, où le climat interdisait une double récolte. Entre les années 1930 et 1950, le coefficient était de l'ordre de 1.3 et, en 1995, il approchait de 1.6.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Les chiffres cités ci–dessus sont des moyennes pour l'ensemble du pays, mais la disparité est grande entre les régions. L'indice des cultures pour le nord–est et le nord–ouest était d'environ 1 en 1990 et légèrement plus faible pour le Heilongjiang et la Mongolie intérieure. Dans la Chine du sud, la moyenne était proche de 2 avec un maximum de 2.53 au Jiangsu. Plus au sud, il était de 2.44 au Jiangxi et de 2.25 au Guangdong (Colby, Crook et Webb, 1992).

En Europe, la jachère était une pratique courante à l'époque médiévale (Slicher van Bath, 1963) et ce n'est qu'avec le développement de la rotation des cultures au XVIII^{e} siècle en Angleterre et aux Pays–Bas qu'elle commença à disparaître. L'Europe n'atteignit la situation chinoise du XII^{e} siècle qu'au XX^{e} siècle.

Quantifier la performance de l'agriculture

On peut trouver de nombreuses informations sur la nature de l'évolution à long terme de la performance du secteur agricole dans l'ouvrage de Ping–ti Ho (1959). Il y analyse de manière détaillée le développement des nouvelles cultures et des innovations dans les pratiques agricoles, d'après les indications glanées dans les registres de l'administration chinoise (gazettes locales – *fang shih*). Des milliers de documents de ce genre datant des dynasties Ming (1368–1644) et Qing (1644–1911) ont survécu. Ils couvrent les 18 provinces impériales et la plupart des quelque 1 300 districts du pays. Ho (1975) rappelle les précautions à prendre pour interpréter les chiffres fournis par ces sources, les incitations à comptabiliser ou à éviter de comptabiliser variant d'une époque à l'autre et d'un endroit à l'autre, de même d'ailleurs que la signification précise des mesures traditionnelles. Il remonte plus avant dans le temps et se fonde sur des observations archéologiques et archéobotaniques pour examiner les origines de l'agriculture au cours des 5 000 ans qui ont précédé la naissance de l'empire chinois.

L'auteur ne fournit pas d'estimations chiffrées globales, mais il est évident qu'il considère que l'agriculture chinoise a été « continuellement autosuffisante ». Pour lui, le niveau réel de la consommation par habitant, loin de diminuer sur le long terme, s'est maintenu grâce à l'adaptation des techniques agricoles. Il reconnaît également que le processus d'augmentation de la productivité des terres s'est accompagné d'une diminution progressive de la productivité de la main–d'œuvre.

Perkins (1969) a abordé l'histoire agricole de la Chine dans le même esprit que Ho, mais en faisant un grand pas en avant. Il présente une évaluation habile et soigneusement modulée de l'ampleur des variations de la production et de la productivité de la terre pendant six siècles. Son hypothèse de base n'est pas tellement différente de celle de Ho, à savoir que l'agriculture traditionnelle chinoise a permis de maintenir les niveaux de vie malgré l'accroissement massif de la population. Il estime parvenir à une conclusion relativement prudente et n'exclut pas la possibilité qu'il ait pu y avoir une augmentation de 20 à 30 pour cent de la consommation de denrées alimentaires par habitant au cours des six siècles étudiés.

Le principal ratio de productivité auquel s'intéresse Perkins est le rendement par unité de terre arable cultivée. À partir de son hypothèse de stabilité des niveaux de consommation, on peut conclure que les rendements ont augmenté dans de très fortes proportions pendant la période étudiée. Il suppose que les terres arables étaient constamment cultivées (donc qu'il n'y avait pas de jachère) et il ignore les pâturages. Ses hypothèses concernant les terres mises en culture et les rendements sont étayées par un grand nombre de données tirées des registres provinciaux.

Le tableau 1.6 donne la conversion en unités métriques des hypothèses simples à long terme de Perkins (1969). Les données de Wang (1973) ont été utilisées pour les terres cultivées en 1650 et 1750. Comme Wang était le principal assistant de recherche de Perkins, ses chiffres sont compatibles avec le cadre d'analyse de ce dernier et proviennent des mêmes sources.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 1.6. **Données générales de l'agriculture chinoise, 1400–1952**

	Population (millions)	Production de céréales (milliers de tonnes)	Superficies cultivées (millions d'hectares)		Rendement céréalier (kg/ha)
1400	72	20 520	19.8	24.7	1 038
1650	123	35 055	32.0	40.0	1 095
1750	260	74 100	48.0	60.0	1 544
1820	381	108 585	59.0	73.7	1 840
1952	569	162 139	86.3	107.9	1 879

Sources : ce tableau est une présentation simplifiée du raisonnement de base de Perkins (1969) pour les céréales. Nous supposons ici comme lui que la production de céréales pour la consommation, l'alimentation animale et les semences est restée à peu près constante, à 285 kg de céréales brutes par habitant tout au long de la période étudiée. Les données de population sont tirées du tableau D.1. Les données concernant les superficies cultivées sont tirées de Perkins (1969) et représentent le point médian de sa fourchette, pour 1400 ; et de Wang (1973) pour 1650 et 1750. Les données relatives à 1820 sont une interpolation des estimations de Wang pour 1770 et 1850. Nous avons présumé, comme Perkins, que 80 pour cent des superficies cultivées étaient plantés en céréales. Le tableau A.20 montre que, selon notre estimation détaillée, la production céréalière en 1952 s'élevait à 154.56 millions de tonnes — soit 5 pour cent de moins que les estimations simplifiées présentées ici.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142774176284

Le raisonnement de Perkins est exclusivement fondé sur la production des céréales, qui occupaient 80 pour cent des terres cultivées. Il assimile les pommes de terres et les autres tubercules au groupe des céréales et présume que la production et la consommation des autres cultures et des produits de l'élevage ont progressé au même rythme que la production céréalière. Dans son analyse de long terme, il ne tient compte ni de la sylviculture, ni de la pêche, ni de la chasse. Il part d'une hypothèse de base selon laquelle l'utilisation des céréales pour les besoins de la consommation, de l'alimentation animale et des semences est restée plus ou moins stable, oscillant à 10 pour cent près autour de 285 kg par an et par personne de céréales non décortiquées. Les intrants habituellement utilisés sont les semences, de petites quantités de céréales fourragères, du fumier, les coûts d'irrigation et les services fournis par les animaux de trait. On peut penser que, pour Perkins, les intrants et la valeur ajoutée évoluaient parallèlement à la production brute.

Le tableau 1.6 montre que la production totale de céréales a été multipliée par 5.3 entre 1400 et 1820, soit une augmentation identique à celle de la population. Les superficies cultivées ont été multipliées par trois environ et les rendements ont augmenté de plus ou moins trois quarts. L'amélioration des rendements était due en partie *i)* aux récoltes multiples de riz, de blé et d'orge, d'une importance négligeable en 1400 (Perkins, 1969) ; *ii)* à l'introduction du maïs et des pommes de terre, cultures venues des Amériques et dont les rendements étaient supérieurs à ceux des cultures indigènes ; et *iii)* à l'augmentation des quantités de fumier par hectare puisque la population et le stock d'animaux augmentaient plus rapidement que les superficies cultivées.

Perkins hésite à qualifier de progrès technique les améliorations qu'il décrit. En raison des faibles changements intervenus en matière d'outillage agricole, il décrit en fait l'époque des dynasties Ming et Qing comme une période de stagnation technique. C'est là une conception trop étroite du progrès technique. Sur la période étudiée, la proportion de terres où s'effectuaient deux récoltes par an a augmenté, les variétés précoces se sont développées plus rapidement, les nouvelles cultures venues du continent américain ont été largement assimilées et adaptées, la culture du chanvre a progressivement reculé au profit du coton, en réponse aux changements dans les habitudes vestimentaires, la culture du sorgho s'est généralisée, l'utilisation des tourteaux de haricots comme engrais a augmenté et l'irrigation a été étendue à de nouvelles superficies. Bon nombre de ces bouleversements ont impliqué une diffusion plus large des pratiques les plus performantes déjà connues. Il y a certainement eu une amélioration des pratiques courantes et un effort pour absorber et adapter le savoir. Ce lent processus d'assimilation doit être reconnu comme du progrès technique.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Les activités non agricoles des ménages ruraux

En dehors des activités à forte intensité de main–d'œuvre que représentaient les cultures, le fumage des terres et l'irrigation, les ménages ruraux chinois avaient bien d'autres occupations. Il leur fallait notamment entretenir les jardins maraîchers et les vergers, pratiquer la pisciculture dans les petits étangs, s'occuper des vers à soie, ramasser des herbes et d'autres combustibles et nourrir les porcs et la volaille. D'importantes activités « industrielles » étaient également concentrées dans les campagnes. Le filage et le tissage des textiles, la confection des vêtements et la fabrication d'articles en cuir étaient en grande partie assurés par les ménages ruraux. Il en allait de même pour la fabrication de l'huile et la mouture des céréales, le séchage et la préparation des feuilles de thé et la fabrication du tabac, de la sauce de soja, des bougies et de l'huile d'abrasin, du vin et des liqueurs, ainsi que des articles en paille, en rotin et en bambou. La fabrication des briques et des tuiles, des charrettes et des petits bateaux ainsi que la construction des maisons rurales étaient aussi d'importantes activités villageoises. Les études de Skinner (1964–65) montrent clairement que les paysans chinois ne vivaient pas dans une économie de subsistance ; ils étaient engagés dans un réseau d'activités commerciales exercées dans les zones de marchés ruraux auxquelles étaient reliés pratiquement tous les villages. Ces activités rurales prirent de l'importance pendant la dynastie Song, époque également marquée par l'augmentation de la productivité agricole, l'amélioration du niveau de vie dans les campagnes et le développement des activités de commercialisation, autant d'éléments que la plupart des analystes ont notés. Skinner (février 1965) parle de « l'intensification » dans le temps de l'activité marchande en zones rurales en raison de la croissance démographique, mais il semble douter qu'il y ait eu beaucoup de changement dans le temps relatif que les paysans consacraient à ces activités. Toutefois, il paraît plausible qu'il y ait eu un accroissement proportionnel en raison de l'importance progressivement prise par les cultures de rente comme le coton, le sucre, le tabac et le thé. Au XIX^{e} siècle (tableau C.1), l'artisanat traditionnel, les transports, le commerce, la construction et le logement, qui étaient pour l'essentiel des activités rurales, représentaient plus du quart du PIB du pays. Pendant des siècles, ces activités ont sans doute été bien plus importantes en Chine qu'en Europe.

Les performances économiques du secteur urbain

Il est très difficile de rassembler des données détaillées sur l'activité économique des zones urbaines, mais les estimations de l'importance relative de la population urbaine peuvent servir de variable représentative de ce type d'activité. Fort heureusement, Rozman (1973) fournit des estimations approximatives des caractéristiques urbaines depuis la dynastie des Tang jusqu'en 1820.

Rozman s'intéresse plutôt à la structure du « réseau » urbain qu'à sa signification pour l'économie. La hiérarchie qu'il présente décrit le réseau opérationnel de l'administration impériale chinoise. Au sommet de la hiérarchie se trouve la capitale nationale, avec sa population d'environ 1 million d'habitants (chiffre qui correspond aux estimations de Beloch [1886] concernant la taille de la Rome impériale à la mort d'Auguste et celle de Constantinople à son apogée en tant que capitale de l'empire byzantin). Au deuxième plan, il place les capitales secondaires telle que Nanjing. La troisième catégorie est formée par les capitales provinciales et d'autres cités provinciales « élevées » et la quatrième par les capitales de préfecture ou les grands ports régionaux. En cinquième position, on trouve l'échelon le plus bas de l'administration, à savoir le district. Sur toute la période étudiée, leur nombre a peu varié, passant de 1 235 à l'époque Tang à 1 360 à l'époque Qing (Skinner, 1977) malgré l'accroissement massif de la population. La fonction de supervision de l'administration s'est allégée avec le temps. La base de la hiérarchie de Rozman est plus rurale qu'urbaine et elle est formée par les zones de commercialisation agricoles. À ce niveau, les contrôles bureaucratiques « ne s'exercent que de façon très atténuée » (Skinner, 1964–65).

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Rozman (1973) tire ses informations de base des registres régionaux. C'est pour la province du Jilin, où se trouvait la capitale impériale, que ses recherches sont les plus systématiques. Il y a consulté 246 registres dont deux du XVI[e] siècle, 40 du XVII[e] siècle et 60 du XVIII[e] siècle. Pour les 17 autres provinces, il cite 272 registres (une moyenne de 16 par province). Sur cet ensemble, quatre dataient du XVII[e] siècle, 55 du XVIII[e] siècle, le reste remontant à diverses dates s'échelonnant jusqu'en 1936. Pour un grand nombre de villes, il n'avait pas le chiffre exact de la population, mais il a estimé qu'il possédait suffisamment d'éléments d'appréciation pour les classer dans l'une de ses sept catégories hiérarchiques. Dans la plupart des provinces, n'ayant qu'un échantillon de 20 pour cent de districts et de préfectures, il a dû extrapoler les données pour obtenir les totaux provinciaux. Ses estimations pour la Chine sont une agrégation de ces estimations concernant les provinces. Dans certains cas, ses estimations concernant la population totale diffèrent notablement des sources utilisées ici (voir les deux dernières colonnes du tableau 1.7). Nous n'avons pas ajusté ses ratios urbains car nous ne savons pas dans quelle mesure ses numérateurs et dénominateurs sont indépendants. Mais il est clair toutefois que ses estimations sont des plus approximatives.

Le tableau 1.7 reproduit les estimations de Rozman relatives à la population « urbaine », ainsi que l'importance des villes de 10 000 habitants et plus dans la population totale. Il montre que la proportion de la population urbaine a augmenté entre l'époque Tang et le milieu de la période Ming et qu'elle est restée identique entre cette époque et la fin de la dynastie Qing.

Fort heureusement, il est possible de comparer les conclusions de Rozman pour la Chine à la situation en Europe, grâce à de Vries (1984), dont les résultats sont reproduits au tableau 1.8. De Vries définit la population urbaine européenne comme celle qui réside dans les villes de 10 000 habitants et plus et ses ratios peuvent donc être comparés à ceux établis pour la Chine (tableau 1.7).

Tableau 1.7. **Ratios urbains de Rozman pour la Chine entre la dynastie Tang et la fin de la dynastie Qing**

Dynastie	Année de référence	Ratio urbain de Rozman (% de la population totale)	Ratio des villes de 10 000 habitants et plus	Nombre de villes de 10 000 habitants et plus	Taille moyenne des villes de la colonne 4 (milliers d'habitants)	Estimation de la population totale de la Chine (Rozman) (millions d'habitants)	Estimation de la population totale de la Chine (Maddison) (millions d'habitants)
Milieu de la dynastie Tang	762	4.7	3.0	50	60	100	52
Milieu de la dynastie Song	1120	5.2	3.1	91	41	120	78
Milieu de la dynastie Ming	1506	6.5	3.8	112	44	130	124
Début de la dynastie Qing	1650	6.8	4.0	136	44	150	123
Fin de la dynastie Qing	(autour de 1820)	5.9	3.8	310	48	400	408

Source : Rozman (1973, pp. 279, 280, 282 [dynastie Tang] et 102 [dynastie Qing]). Nous avons évalué l'année de référence en fonction de ses données, assez vagues. Il analyse sa hiérarchie des sites urbains (pp. 14 et 60) et donne des points de repère statistiques. Il ne considère pas comme « urbaine » la dernière catégorie, car elle représente « un lieu de marché qui diffère d'un village ordinaire par la tenue d'un marché périodique ». Rozman indique le nombre présumé de ces implantations sans estimer leur population. Le deuxième niveau inférieur est celui de « lieux de marché intermédiaires ». La moitié d'entre eux sont considérés comme « urbains », pour une population moyenne d'environ 1 000 habitants seulement. Le fait qu'il assimile ces deux catégories à un réseau « urbain » lui vient sans doute de Skinner (1964-65), qui développe l'idée d'un réseau systématique standardisé de marchés ruraux de ce type en Chine. Le troisième niveau inférieur de Rozman regroupe des localités de 3 000 à 9 999 habitants, dont la taille moyenne est estimée à 4-5 000 habitants.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142824850277

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 1.8. **Estimations par de Vries de la population urbaine en Europe entre l'an 1000 et 1800 de notre ère**

Année	Ratio des villes de 10 000 habitants et plus par rapport à la population totale	Nombre de villes de 10 000 habitants et plus	Taille moyenne des villes (milliers d'habitants)	Population totale de « l'Europe » d'après de Vries (millions d'habitants)	Population totale d'après Maddison (millions d'habitants)
1000	0.0	(4)	n.d.	n.d.	45.0
1500	5.6	154	22	61.6	72.3
1650	8.3	197	31	74.6	90.9
1800	10.0	364	34	122.7	149.6

Sources : de Vries (1984, tableaux 2.2., 3.1, 3.2, 3.5, 3.6 et annexe 1). Celui-ci a construit une base de données pour 379 localités susceptibles d'être des centres urbains et a effectué des recherches très poussées pour déterminer leur population à une date proche de celle de ses sept années de référence, dont trois (1500, 1650 et 1800) sont reprises ci–dessus. Il classe les villes en six catégories. Pour 1500, il recense 96 villes de 10 000 habitants ou plus, avec une population totale de 2 494 000 habitants. Pour cette même année, il n'a pu déterminer la population de 87 agglomérations mais, à partir de certains éléments d'appréciation, il conclut que 58 d'entre elles appartiennent à l'une de ses six catégories, ce qui porte la population urbaine à 3 441 000 habitants. Pour 1650, il recense 156 villes de 10 000 habitants ou plus et détermine par déduction la population de 41 des 73 agglomérations pour lesquelles il manque de données démographiques directes. Pour 1800, les données directes ne manquaient que pour trois agglomérations ; de Vries a calculé qu'elles comptaient 10 000 habitants ou plus. Pour l'an 1000, il n'effectue aucune estimation, mais émet l'hypothèse (p. 41) qu'il n'y avait à cette date aucune ville de 10 000 habitants ou plus en dehors de l'Italie et que la moyenne urbaine était globalement de zéro à l'époque. Nous estimons pour notre part qu'en l'an 1000, il y avait probablement quatre ville italiennes relevant de la catégorie urbaine. La quatrième colonne montre la population totale des 16 pays ou régions de l'échantillon constitué par de Vries. La dernière colonne reproduit nos estimations de la population européenne (hors région de l'URSS en 1990 et Turquie), estimations qui sont tirées des mêmes sources que celles du tableau 1.2.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142851232533

Les méthodes statistiques employées par de Vries sont bien plus systématiques, transparentes et mieux documentées que celles de Rozman. Il estime la population urbaine à des intervalles de 50 ans entre 1500 et 1800, à partir d'une base de données concernant 379 villes déterminées, qu'il subdivise en six catégories de taille. Les seuils de reclassement sont différents de ceux retenus par Rozman, mais la base de données peut être réorganisée en fonction des catégories de Rozman, pour les villes de plus de 10 000 habitants. De Vries couvre 16 pays ou régions, situés pour la plupart en Europe de l'Ouest ou en Méditerranée. En Europe de l'Est, il ne couvre que l'Autriche–Bohême et la Pologne. Ses ratios urbains seraient sans doute légèrement inférieurs s'il avait couvert un plus grand nombre de régions d'Europe orientale.

Si l'on compare les deux estimations, on constate d'immenses différences entre la Chine et l'Europe. Sous la dynastie Tang, la Chine avait une civilisation urbaine, ce qui n'était pas le cas de l'Europe. En 1820, le degré d'urbanisation de la Chine était à peine plus important qu'il ne l'était mille ans auparavant, alors qu'en Europe l'urbanisation a très fortement progressé entre l'an 1000 et 1500, date à laquelle elle avait atteint un degré d'urbanisation plus important que la Chine du milieu de l'époque Ming. En 1800, la proportion de la population urbaine en Europe avait plus que doublé par rapport à son niveau de 1500, alors qu'en Chine la proportion des citadins était la même en 1820 qu'en 1500.

Si l'augmentation de la population urbaine a été nettement plus lente en Chine qu'en Europe, la taille moyenne de ses villes était plus importante. Sur la période couverte par Rozman, les villes de 10 000 habitants ou plus comptaient entre 41 000 et 60 000 âmes contre une fourchette comprise entre 22 000 et 34 000 pour l'Europe. D'après Rozman, les capitales impériales comptaient environ 1 million d'habitants quelle que soit la dynastie et il y avait généralement d'autres villes de plus de 300 000 habitants (une sous les Tang et au milieu de la période Ming, trois au début de la période Qing et neuf à la fin de cette période). En Europe en 1500, les quatre plus grandes villes étaient Milan, Paris, Venise (environ 100 000 habitants) et Naples (150 000 habitants) ; en 1650, c'étaient Amsterdam, Naples (respectivement 175 000 et 176 000 habitants), Londres (400 000 habitants) et Paris (430 000 habitants) ; en 1800, il s'agissait de Vienne (231 000 habitants), Naples (427 000 habitants), Paris (581 000 habitants) et Londres (865 000 habitants).

L'administration impériale était très importante dans les villes, non seulement en proportion de la population, mais aussi du point de vue du pouvoir qu'elle détenait. Elle jouait un rôle essentiel dans l'aménagement des villes, elle avait la haute main sur les communications et n'était contestée par aucun pouvoir judiciaire, militaire, aristocratique ou ecclésiastique susceptible de faire contrepoids. Ses commis et ses courriers étaient recrutés sur place et ils étaient chargés de collecter l'impôt, de veiller au respect de la réglementation économique et de requérir les peines pour les crimes et les délits. Ils disposaient d'une très grande latitude pour moduler ces peines et accroître leurs revenus en dispensant des faveurs, de sorte que le reste de la population se trouvait dans un état de dépendance à leur égard. L'élite chinoise qui ne faisait pas partie de l'administration tendait à copier les habitudes et l'instruction des fonctionnaires, tout en dépendant de leur bon vouloir pour alléger ses charges fiscales et obtenir d'autres privilèges légaux, comme le fait de ne pas subir de châtiments corporels en cas de violation criminelle de la loi. Elle était aussi très désireuse d'acheter les charges administratives aux époques de l'histoire impériale où les besoins financiers amenèrent les autorités à se procurer de l'argent par ce biais.

Les villes européennes jouissaient d'une plus grande autonomie. La plupart d'entre elles avaient des chartes municipales et un code civil qui protégeaient les droits des citoyens, et l'influence des commerçants était bien plus forte.

Dans son étude sur la Chine, Max Weber (1964) souligne les différences entre le rôle contraignant de l'administration dans les villes chinoises et les possibilités bien plus importantes qui s'offraient au développement du capitalisme en Europe. Les travaux de Balazs (1964) s'inscrivent également dans la tradition wébérienne. Il souligne l'approche prédatrice de la bureaucratie en matière fiscale et le caractère potentiellement arbitraire de la justice qu'elle dispensait – deux facteurs qui bridaient le développement du capitalisme et inhibaient la prise de risques. Dans les entreprises industrielles importantes, l'État jouait généralement un rôle de premier plan, comme par exemple dans les ferronneries publiques et les fabriques impériales de porcelaine, ou encore pour l'octroi de licences pour le commerce du sel, la réglementation des terrains pour l'immobilier urbain et le contrôle des communications et du commerce sur le Grand canal.

La différence entre les entreprises publiques chinoises et les intérêts commerciaux européens apparaît de manière frappante dans le domaine des échanges internationaux. Au début de la période Ming, l'empereur Yongle construisit une flotte de grands bateaux pour les voyages océaniques et envoya Cheng Ho, son amiral eunuque, faire de grandes expéditions entre 1405 et 1433 (Levathes, 1994). Par la suite, la construction navale fut négligée et le commerce avec l'étranger plus ou moins interdit. Cette décision coupa la Chine de l'expansion faramineuse des échanges internationaux, qui fut un élément clé du développement de l'entreprise capitaliste en Europe à partir de la fin du XV^{e} siècle.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Notes

1. La surestimation faite par Chao du développement urbain à l'époque Song est en partie due aux estimations peu vraisemblables de la population de Hangzhou avancées par Hollingsworth (1969), selon qui la ville comptait au moins 5 millions d'habitants, voire même 6 à 7 millions d'âmes. Il n'essaie aucunement d'expliquer comment on aurait pu nourrir une agglomération de cette taille. Hollingsworth accorde un grand crédit aux récits de Marco Polo selon qui Hangzhou consommait 4 338 kg de poivre par jour. Hollingsworth calcule qu'il faudrait au moins 5 millions d'habitants pour absorber cette quantité d'épice. Pour donner une idée de l'importance de la ville, il cite encore Marco Polo, qui rapporte que la ville comptait 12 000 ponts. Needham (1971) indique au contraire que la ville ne comptait que 347 ponts à l'époque de Marco Polo. Pour Gernet et Balazs, qui ont étudié les sources de façon plus attentive, la ville abritait environ 1 million d'habitants.

2. Selon Hartwell (1966), la production de fer à l'époque des Song du nord aurait été multipliée par neuf entre 806 et 1078 et le revenu par habitant par six. Il s'agirait là d'une « révolution industrielle précoce ». Extrapolant à partir des données qu'il a recueillies pour le fer, il en conclut qu'il y a eu « un essor impressionnant des activités minières et manufacturières dans la Chine du XI^{e} siècle » *(ibid.)*. Il calcule la production de fer en 1078 à partir de diverses déclarations fiscales. Sur la base d'un taux d'imposition de 10 pour cent, il estime la production imposée à 75 000 tonnes courtes (68 000 tonnes métriques). Pour tenir compte de la production illégale ou non comptabilisée, il double ce chiffre (Hartwell, 1962). Cette estimation paraît plausible et assez modeste à la lumière des chiffres qu'il avance lui–même à titre de comparaison. Elle implique une consommation de 1.4 kg par habitant en 1078, contre 3 kg en Angleterre et au Pays de Galles en 1540, 6.4 kg en 1640 et 15.4 kg en 1796. L'élément le moins vraisemblable des estimations de Hartwell est la proposition selon laquelle la consommation par habitant aurait été multipliée par six entre 806 et 1078. Il n'explique pas quels changements dans la composition de la demande justifient cette augmentation et son estimation pour 806 n'est pas suffisamment étayée. Il traite essentiellement de l'approvisionnement en fer de Kaifeng, la capitale impériale au début de la période Song. Une proportion importante de la demande de fer émanait de l'administration centrale, qui en avait besoin pour fabriquer des armes et frapper la monnaie. Hartwell (1967) montre que la population de la ville a été multipliée par six entre 742 et 1078 et qu'elle a été divisée par plus de dix entre 1078 et 1330. A la lumière de ces chiffres, on ne saurait être surpris de l'augmentation rapide puis de la baisse de la production de fer de la région. Selon Needham (1958), « la production industrielle régulière de fer forgé doit avoir existé en Chine dès le IV^{e} siècle avant J.–C. ». L'utilisation du fer pour les besoins militaires, l'agriculture, la construction et différents métiers ainsi que pour les emplois ménagers était très largement répandue depuis des siècles avant la période étudiée par Hartwell. Nous sommes donc extrêmement sceptiques quant à la validité des preuves d'une « révolution industrielle » avancées par Hartwell. Pourtant, ce dernier a influencé l'interprétation du bilan des Song présentée par McNeill (1982) et Jones (1981, 1988).

3. Le point de vue de Needham sur le profil du développement de la Chine ne correspond pas au constat qui ressort du tableau 1.3. Son opinion doit être sérieusement prise en considération compte tenu des travaux encyclopédiques qu'il a dirigés sur l'étude des sciences et de la technologie chinoises : *Science and Civilisation in China* a été lancé en 1954 et, à la mort de Needham en 1995, quelque 6 000 pages d'une étude encore inachevée avaient été publiées. Les collègues de Needham présentent généralement un examen comparatif de la technologie chinoise et de la technologie occidentale, analysant en particulier les questions d'antériorité chronologique. Habituellement, ils n'évaluent pas l'incidence économique des progrès techniques. Les ouvrages de Bray (1984) sur l'agriculture et de Kuhn (1988) sur la technologie textile sont probablement les plus éclairants à cet égard.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

C'est dans *The Great Titration* (1969) – ensemble d'essais publiés entre 1946 et 1966 – que le point de vue de Needham sur le profil de développement de la Chine est le plus clairement exprimé. Alors qu'il ne percevait aucun grand bond en avant à l'époque Song, il soulignait les mille ans d'avance de la Chine dans les domaines de la sidérurgie et de l'industrie du papier, ses 700 ans d'avance dans le domaine de l'imprimerie, etc. Dans un essai de 1961, il tend à montrer que l'évolution chinoise peut être « représentée par une courbe lentement ascendante, qui se trouve à un niveau plus élevé, et parfois nettement plus élevé, que les parallèles européennes entre, disons, le IIe et le XVe siècles de notre ère ». Dans un essai de 1964, il affirme que la domination de la Chine a commencé sept siècles plus tôt : « Il est clair qu'entre le Ve siècle avant J.–C. et le XVe siècle de notre ère, le féodalisme bureaucratique de la Chine a été beaucoup plus efficace en matière d'exploitation pratique des connaissances naturelles que les cultures classiques pratiquant l'esclavage ou que le système féodal européen, fondé sur une aristocratie militaire s'appuyant elle–même sur le servage ». Ce qu'il dit d'une autre manière dans un deuxième essai de 1964 offre une autre analyse : « Entre le Ier siècle avant J.–C. et le XVe siècle de notre ère, la civilisation chinoise a été *bien plus* efficace que la civilisation occidentale lorsqu'il s'agissait d'appliquer les connaissances naturelles de l'homme à ses besoins pratiques ».

Il est clair que ses conclusions n'étaient pas fondées sur une analyse minutieuse de la signification économique de la technologie et de l'activité inventive chinoises. Sa position générale quant aux niveaux de performance respectifs de l'Est et de l'Ouest était déjà arrêtée bien avant que son œuvre maîtresse ne soit conçue. Au début de sa carrière, il fut grandement influencé par Wittfogel (1931). En tant que marxiste, Needham pensait que l'Ouest était enfermé dans des modes de production inférieurs (esclavage puis servage) auxquels la Chine avait échappé en mettant en place une bureaucratie éclairée fondée sur le mérite (voir Needham, 1969, pour le mode de production asiatique).

Nous sommes d'avis que le jugement que Needham porte sur les mérites et les limitations ultimes du pouvoir bureaucratique en Chine n'est pas dénué de valeur, mais la sélection fondée sur le mérite n'est pas apparue avant la dynastie Tang et l'on peut se demander si, à l'époque Han, la Chine avait une technologie et un niveau de performance économique supérieurs à ceux de l'empire romain, son équivalent européen de l'époque. L'organisation et les compétences militaires des Romains étaient au moins aussi valables que celles des Chinois. Les rendements de l'agriculture chinoise étaient supérieurs à ceux de l'Italie romaine (Bray, 1984 ; Mayerson, 1981), mais inférieurs à ceux de l'Égypte. Le génie civil et l'architecture romains étaient supérieurs en termes de capacité à construire des routes, des villes, des aqueducs et des murs de maçonnerie. Nombre de ces édifices sont encore visibles en Europe, au Moyen–Orient et en Afrique du Nord tandis que, jusqu'à la dynastie Ming, les villes chinoises étaient en bois avec des enceintes en terre battue. Le réseau de transports routiers romain était plus de deux fois plus étendu que celui de la Chine des Han, pour une population moins nombreuse (Needham, 1971).

Pour toutes ces raisons, il est vraisemblable que la performance économique globale de la Chine a été inférieure à celle de l'Europe du Ier siècle avant J.–C. jusqu'à l'effondrement de l'empire romain d'Occident, au Ve siècle de notre ère (voir Maddison, 2007, chapitre 1, pour de nouvelles estimations de la performance économique de l'empire romain).

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Chapitre 2

Le déclin économique et l'humiliation extérieure, 1820–1949

La dynastie Qing obtint des résultats excellents au regard de ses propres objectifs de la fin du XVII[e] siècle au début du XIX[e] siècle. Entre 1700 et 1820, la population chinoise est passée de 138 à 381 millions d'habitants – soit une progression près de huit et deux fois plus rapide qu'au Japon et en Europe respectivement. Les niveaux de vie n'ont aucunement pâti de cette poussée démographique. Le PIB chinois a augmenté plus rapidement que celui de l'Europe au XVIII[e] siècle, lequel avait pourtant progressé d'un quart.

Le second motif de satisfaction fut le sentiment de sécurité procuré par la formidable expansion des territoires sous domination impériale. En 1820, le territoire national couvrait 12 millions de kilomètres carrés, soit une superficie environ deux fois plus importante qu'en 1680. Cette expansion a touché des régions très faiblement peuplées, qui ne représentaient que 2 pour cent de la population totale en 1820. L'objectif n'était pas d'en faire des zones de colonisation chinoise, mais d'assurer la sécurité sur une très large bande frontalière intérieure afin d'empêcher les intrusions barbares identiques à celles que la Chine avait connues dans le passé. La Mongolie fut conquise en 1696–97 et sa structure tribale modifiée, pour la rendre plus docile. Le traité de Nerchinsk conclu avec la Russie en 1689 repoussait loin à l'intérieur de la Sibérie les frontières du territoire de la dynastie mandchoue. Taiwan fut conquis en 1683, le Tibet en 1720 et un énorme pan de l'Asie centrale (le Turkestan chinois, futur Xinjiang) en 1756–57. L'empire était entouré d'une ceinture de tributaires dociles – l'Annam, la Corée, la Birmanie, le Népal, les Ryukyu et le Siam – qui, dans l'esprit des responsables chinois, constituaient un tampon de sécurité supplémentaire.

Marqué par toute une série de rébellions difficilement matées et qui coûtèrent cher à l'empire, le XIX[e] siècle chinois offre un sombre contraste. La révolte des Taiping, qui fut la plus importante, dura 14 ans et causa d'immenses dégâts dans les provinces centrales. Les forces militaires classiques furent incapables de réduire la rébellion et la mise en place des moyens nécessaires à sa répression greva lourdement les finances de l'empire. Les autorités ne furent plus en mesure d'entretenir les principaux ouvrages hydrauliques. Les digues du Fleuve jaune furent laissées à l'abandon, favorisant un déplacement catastrophique du lit de ce fleuve en 1852–55 et l'envasement du Grand canal. À la fin du siècle, celui–ci était devenu impraticable pour approvisionner Beijing en céréales. Du fait de ces désastres, la population chinoise n'était guère plus importante en 1890 qu'en 1820 et il est presque certain que le revenu par habitant avait baissé. Alors que la Chine avait été la plus grande économie du monde pendant près de deux millénaires, cette position lui fut ravie dans les années 1890 par les États–Unis. Le bilan des divers régimes républicains (1912–49) fut également désastreux. En 1952, le PIB par habitant était inférieur à celui de 1820, une évolution radicalement différente de celle des autres économies du monde. La part de la Chine dans le PIB mondial fut ramenée d'un tiers à un vingtième. Le revenu réel par habitant, qui se situait dans la moyenne mondiale, tomba à un quart de cette moyenne.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 2.1. **Comparaison des niveaux de performance économique de la Chine et d'autres grandes régions de l'économie mondiale, 1700–2003**

	Chine	Japon	Europe	États–Unis	Russie/URSS	Inde	Monde
PIB (en milliards de dollars « internationaux » de 1990)							
1700	82.8	15.4	92.6	0.5	16.2	90.8	371.4
1820	228.6	20.7	184.8	12.5	37.7	111.4	694.5
1952	305.9	202.0	1 730.7	1 625.2	545.8	234.1	5 912.8
1978	935.1	1 446.2	5 268.2	4 089.5	1 715.2	625.7	18 969.0
2003	6188.0	2 699.3	8 643.8	8 430.8	1 552.2	2 267.1	40 913.4
Population (en millions d'habitants)							
1700	138	27	100.3	1	26.6	165	603.2
1820	381	31	169.5	10	54.8	209	1 041.7
1952	569	86.5	398.6	157.6	185.9	372	2 616.0
1978	956	114.9	480.1	222.6	261.5	648	4 279.7
2003	1 288.4	127.2	516.0	290.3	287.6	1 050	6 278.6
PIB par habitant (en dollars « internationaux » de 1990)							
1700	600	570	923	527	610	550	615
1820	600	669	1 090	1 257	688	533	667
1952	538	2 336	4 342	10 316	2 937	629	2 260
1978	978	12 585	10 972	18 373	6 559	966	4 432
2003	4 803	21 218	16 750	29 037	5 397	2 160	6 516

Sources : Maddison (2001 et 2003) actualisé ; voir www.ggdc.net/Maddison. L'Europe couvre 29 pays d'Europe de l'Ouest et 10 pays d'Europe de l'Est (Turquie exclue). À partir de 1952, les chiffres de l'Inde ne comprennent plus ni le Bangladesh ni le Pakistan. Les données des États–Unis intègrent la population indigène.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142882834325

Tableau 2.2a. **Part du PIB mondial, 1700–2003**
(pourcentages)

	1700	1820	1952	1978	2003
Chine	22.3	32.9	5.2	4.9	15.1
États–Unis	0.1	1.8	27.5	21.6	20.6
Europe	24.9	26.6	29.3	27.8	21.1
Inde	24.4	16.0	4.0	3.3	5.5
Japon	4.1	3.0	3.4	7.6	6.6
Russie/URSS	4.4	5.4	9.2	9.0	3.8

Source : d'après le tableau 2.1 et www.ggdc.net/Maddison.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143072454225

Tableau 2.2b. **Taux de croissance du PIB mondial, 1700–2003**
(taux de croissance annuels moyens composites)

	1700-1820	1820-1952	1952-78	1978-2003
Chine	0.85	0.22	4.39	7.85
États–Unis	2.72	3.76	3.61	2.94
Europe	0.58	1.71	4.37	2.00
Inde	0.17	0.56	3.85	5.28
Japon	0.25	1.74	7.86	2.53
URSS/Russie	0.69	2.05	4.50	0.40
Monde	0.52	1.64	4.59	3.12

Source : d'après le tableau 2.1 et www.ggdc.net/Maddison.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143072454225

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 2.2c. **Taux de croissance du PIB mondial par habitant, 1700–2003**
(taux de croissance annuels moyens composites)

	1700-1820	1820-1952	1952-78	1978-2003
Chine	0.00	-0.10	2.33	6.57
États–Unis	0.72	1.61	2.24	1.85
Europe	0.14	1.05	3.63	1.79
Inde	-0.03	0.13	1.66	3.27
Japon	0.13	0.95	6.69	2.11
URSS/Russie	0.10	1.11	3.55	–0.78
Monde	0.07	0.93	2.62	1.55

Source : d'après le tableau 2.1 et www.ggdc.net/Maddison.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143072454225

La désintégration du régime impérial

À partir des années 1840, les difficultés internes furent aggravées par toute une série d'attaques contre la souveraineté chinoise. La Chine n'était absolument pas préparée à faire face à des intrusions venant de la mer. Ses défenses côtières avaient été complètement négligées. Elle n'avait pratiquement pas de forces navales ou d'artillerie moderne pour affronter des envahisseurs étrangers. Pendant un siècle, elle dut faire des concessions humiliantes qui portaient atteinte à sa souveraineté et l'amputèrent de vastes territoires.

Psychologiquement et intellectuellement, la Chine était incapable de relever ces nouveaux défis ou même de les comprendre. Elle n'avait pas de ministère des Affaires étrangères et sa capitale était située loin à l'intérieur des terres. Les autorités ne s'intéressaient guère aux échanges extérieurs. Les seules villes qui pouvaient commercer avec l'étranger étaient Macao (ouverte aux seuls Portugais), Guangzhou (pour les autres Occidentaux), Xiamen (pour le commerce avec les Philippines), Ning–Po (pour le commerce avec le Japon et la Corée) et Kiakhta (pour le commerce avec la Russie). La géographie et la technologie occidentales étaient pratiquement inconnues, sans parler des langues. Le système éducatif était entièrement centré sur les classiques chinois, et les bureaucrates de petite noblesse qui constituaient l'élite du pouvoir n'étaient pas même effleurés par l'idée de changer le système de gestion des affaires publiques.

La première intrusion étrangère (1840–42) et l'ouverture de certains ports par traité

Les Britanniques avaient utilisé le port de Guangzhou pendant un siècle, pour acheter du thé dans des volumes qui atteignaient 14 000 tonnes par an dans les années 1840. Pour payer ce thé et d'autres importations, ils développèrent en plusieurs décennies un marché de l'opium en Chine. Entre 1820 et 1839, les expéditions annuelles d'opium passèrent de 4 000 à 40 000 caisses (Greenberg, 1951). Dans les années 1840, la Chine dut exporter de l'argent pour combler son déficit budgétaire alors qu'auparavant, elle en importait. Le commerce de l'opium, illégal, n'était possible que grâce au laxisme des fonctionnaires locaux. Toutefois, les préoccupations suscitées par les sorties de capitaux conjuguées à l'arrivée d'un nouveau et énergique commissaire entraînèrent la saisie et la destruction officielle de 20 000 caisses d'opium britannique en 1839. Cet incident permit au lobby des marchands britanniques de provoquer une guerre.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Le conflit se solda par une défaite cuisante de la Chine. Les forces navales britanniques saisirent l'île de Hong–Kong, qui leur fut cédée à perpétuité par le traité de Nanjing en 1842. Les ports de Guangzhou, Xiamen, Fuzhou, Ning–Po et Shanghai furent ouverts à l'extérieur aux termes d'un traité *(treaty ports)* qui accordait des droits territoriaux aux négociants et aux résidents britanniques et faisait prévaloir la juridiction consulaire. La Chine accepta de lever les restrictions qu'elle avait imposées sur les importations et de n'appliquer que des droits de douane modérés. Elle dût verser aux Britanniques 6 millions de dollars en argent pour les dédommager de la destruction de l'opium, ainsi qu'une « indemnité » de guerre de 21 millions de dollars. En 1843, la Chine concédait aux Britanniques, en vertu d'un nouvel accord, le traitement de la nation la plus favorisée, ce qui signifiait que les droits accordés à un pays donné pouvaient être réclamés par Londres.

Ces traités jetèrent les bases de la pénétration commerciale étrangère en Chine. Dans les deux années suivantes, les Français et les Américains obtinrent des concessions similaires. En fin de compte, 19 pays acquirent des droits et des privilèges extraterritoriaux. En 1917, on dénombrait 92 ports « ouverts »[1], dont certains situés très loin à l'intérieur des terres, s'échelonnant en chapelet sur 1 400 kilomètres en remontant le Yangzi Jiang depuis Shanghai jusqu'à Chongqing.

La révolte Taiping (1850–64)

La révolte Taiping dura de 1850 jusqu'à 1864. Elle toucha 16 provinces et se traduisit par l'occupation des régions les plus prospères de la Chine. Ce fut une remise en cause idéologique profonde de l'autorité des Qing et de la petite noblesse confucéenne de l'administration.

La rébellion prit naissance tout au sud de la province du Guangxi. L'autorité impériale était affaiblie par la défaite subie lors de la guerre de l'opium et une hostilité de très longue date opposait les immigrants hakkas et les autochtones, aux dialectes et aux mœurs différents.

Le père de l'idéologie de la rébellion, Hung Hsiu–chuan, était un Hakka originaire des environs de Guangzhou, qui avait étudié pour entrer dans la fonction publique mais échoué au concours d'entrée. Après une rencontre avec les missionnaires protestants, il eut des visions millénaristes d'un nouvel ordre social, le royaume de la Céleste Paix (Taiping). Il se croyait le fils de Dieu, jeune frère de Jésus dont le destin était d'être l'empereur du nouvel empire céleste. Pendant une dizaine d'années, il fit un grand nombre d'adeptes parmi les Hakkas, désignant ses principaux associés comme fils cadets de Dieu ou rois. Pour montrer leur ferveur antimandchoue, ceux–ci renoncèrent à se raser le haut du front et à porter la natte. Ils s'élevaient contre la corruption de l'administration, condamnaient la consommation d'opium et d'alcool, la prostitution et la polygamie. Ils préconisaient également l'abolition de la propriété privée des terres, estimant qu'il appartenait à l'État de répartir les terres en fonction de la taille des familles et de la fertilité des sols, mais en fait ils ne mirent pas cette idée en pratique. Ils intégrèrent leur administration militaire et civile, abolirent les programmes d'études confucéens, rendirent les temples et les lieux saints à l'usage profane. Ils constituèrent une armée de zélotes disciplinés, qui respectaient le peuple mais étaient hostiles aux vieux bureaucrates et à la petite noblesse.

Le nouveau mouvement connut un succès extraordinaire. En 1851, les Taiping entamèrent leur progression vers le nord. En 1852, ils s'emparèrent d'un énorme arsenal de munitions et de plus de 5 000 navires à Yueyang, dans le Hunan, puis ils enlevèrent et pillèrent les trois cités (Wuchang, Hankou et Hanyang) au confluent du Yangzi Jiang et du Han dans la province de Hubei. Avec les réserves de céréales, les munitions et les bateaux qu'ils venaient de récupérer, ils prirent Nanjing dans la province du Jiangsu en 1853, où ils établirent leur capitale céleste. Ils maintinrent leur occupation pendant 11 ans. Les troupes impériales régulières (les forces sous la bannière mandchoue et les garnisons vertes classiques) avaient été balayées lors de leur progression vers le nord et les principaux camps qu'elles avaient dressés de chaque côté de Nanjing furent détruits par les forces Taiping en 1856. Cette

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

même année, d'importantes querelles opposèrent les dirigeants du mouvement, qui s'achevèrent par le meurtre de tous ceux qui contestaient l'autorité du Roi céleste. Malgré cela, les Taiping emportèrent de nouveaux succès en 1860, étendant leur domaine vers l'est en prenant Suzhou, ainsi que Ning–Po et Hangzhou dans la province du Zhejiang.

Le mouvement Taiping n'était pas opposé aux étrangers et les occupants occidentaux des « ports ouverts » adoptèrent initialement une attitude de neutralité à son égard. Ils considéraient cette version du christianisme blasphématoire et trouvaient que les Taiping étaient condescendants, mais il n'étaient pas convaincus que la rébellion mettait leurs intérêts en péril jusqu'au moment où les rebelles commencèrent à perturber leur commerce. En 1861–62, les négociants et les entrepreneurs de Shanghai recrutèrent une légion étrangère pour les tenir à distance.

Toutefois, la réduction de la rébellion fut principalement l'œuvre de nouvelles armées de métier levées pour défendre les intérêts de la dynastie Qing et de la petite noblesse. Comme les forces armées classiques étaient indisciplinées, incompétentes et mal encadrées, le gouvernement demanda à un fonctionnaire érudit, Zeng Guofan, de lever de nouvelles troupes de métier, qui soient mieux entraînées, plus disciplinées et mieux formées aux finesses de la tactique. Zeng mit sur pied une nouvelle armée terrestre et navale Hunan de 120 000 hommes et attira d'autres fonctionnaires brillants qui devinrent des généraux victorieux. Li Hongzhang, le collaborateur de Zeng, forma une autre armée. Il fallut quelque temps pour que ces forces s'aguerrissent, mais elles finirent par encercler et réduire à néant les Taiping à Nanjing en 1864.

La naissance d'un nouveau type d'armée imprima un changement durable dans le régime Qing. Elle impliquait une importante délégation de pouvoirs aux autorités provinciales et mettait fin à la séparation stricte entre bureaucrates et militaires qui prévalait auparavant. Les autorités s'appuyèrent de plus en plus sur les fonctionnaires chinois plutôt que sur les fonctionnaires mandchous, les nommant gouverneurs et gouverneurs généraux de province. Le régime Qing, désireux de démobiliser les nouvelles forces armées, entreprit de le faire, mais il avait besoin de troupes pour liquider la rébellion Nien dans le nord du pays et les révoltes musulmanes au Shaanxi et au Gansu. Pendant la révolte Taiping, Zeng était chargé des quatre principales provinces. Li devint gouverneur général de la province du Jilin et Premier ministre de fait entre 1870 et 1895. Zuo Zongtang était gouverneur général du Zhejiang et du Fujian et, plus tard, du Shaanxi et du Gansu, où il réduisit la rébellion musulmane ; il reconquit ensuite le Xinjiang. Les nouveaux généraux restèrent un groupe de pression important pour le programme d'auto–renforcement mis en œuvre après la révolte Taiping, mais leurs affinités avec la bureaucratie et la petite noblesse maintinrent leur loyauté à l'égard de la dynastie. Leurs efforts de modernisation demeurèrent en grande partie vains, en raison du manque de ressources financières et des politiques conservatrices de la maison impériale, qui resta dominée entre 1861 et 1908 par l'impératrice douairière Cixi.

Les agressions franco–britannique et russe

Pendant la révolte Taiping, la Chine dut faire face à deux agressions étrangères : une attaque conjointe des Britanniques et des Français – qui voulaient accroître leurs privilèges maritimes et commerciaux – et l'annexion par la Russie de la Sibérie orientale.

La guerre de 1858–60 fut une entreprise franco–britannique. Le règlement provisoire de Tianjin a ouvert onze nouveaux ports au commerce extérieur, ajouté Kowloon au territoire de Hong–Kong, ouvert le trafic côtier et le réseau du Yangzi Jiang aux navires étrangers, permis aux étrangers de voyager et de commercer à l'intérieur du pays et légalisé explicitement le commerce de l'opium. Pour s'assurer que la Chine respectait son engagement d'appliquer des droits de douane faibles, une inspection des douanes maritimes fut créée (Sir Robert Hart en sera l'inspecteur général de 1861 à 1908) pour collecter les recettes douanières au nom du gouvernement chinois. Une partie de ces recettes était

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

mise de côté afin de payer « l'indemnité » de 16 millions de dollars d'argent censée défrayer les envahisseurs du coût de leur campagne. Lorsque les Chinois s'opposèrent à la ratification du traité en 1860, les forces franco–britanniques détruisirent les défenses navales de Tianjin, occupèrent Beijing et rasèrent le Palais d'été. L'empereur s'enfuit au Jehol. Dans le cadre du règlement de paix, la Chine accepta la présence de représentants étrangers à Beijing et, en 1861, mit en place un ministère des Affaires étrangères restreint. Mais elle n'eut pas de légations à l'étranger avant 1877–79 (époque à laquelle elle en ouvrit à Londres, Paris, Saint–Pétersbourg, Tokyo et Washington), et la dynastie Qing n'eut jamais ne serait–ce que l'apparence d'une politique étrangère.

En 1858–60, le gouverneur de Sibérie, Mouraviev, profita de l'occasion pour s'infiltrer dans le territoire chinois au nord du fleuve Amour et à l'est du fleuve Oussouri, jusqu'à la frontière coréenne. Par le traité de Beijing de 1860, la Chine cédait cette région pratiquement inhabitée, perdant ainsi toute la côte pacifique de la Mandchourie. La Russie agrandissait la Sibérie orientale de 82 millions d'hectares, où elle créa le nouveau port de Vladivostok. Dans les années 1860, la Russie étendit également son empire d'Asie centrale en s'emparant des khanats de Boukhara, Khiva, Kokand, Samarcande et Tachkent. Plus tard, elle occupa le territoire chinois de la vallée de l'Ili, au sud du lac Balkhach. Les Chinois finirent par en récupérer une partie en 1881 après avoir versé une indemnité de 5 millions de dollars.

Entre 1885 et 1895, la Chine subit d'autres revers qui rendaient dérisoires ses efforts de renforcement. Depuis 1859, la France s'était peu à peu emparée du Viêtnam, territoire tributaire de la Chine. En 1884–85, une guerre ouverte éclata au Tonkin. En 1885, les Français détruisirent le nouveau chantier naval de Fuzhou et firent le blocus de Taiwan, amenant la Chine à céder la suzeraineté sur l'Indochine en 1885. Suivant l'exemple français, les Britanniques s'emparèrent de la Birmanie, territoire sur lequel la Chine finit par céder sa suzeraineté en 1886.

La guerre contre le Japon (1894–95) et ses conséquences

La pression japonaise s'intensifia progressivement à partir des années 1870, lorsque le Japon proclama sa suzeraineté sur les îles Ryukyu (aujourd'hui Okinawa) et envoya une expédition punitive à Taiwan pour châtier les aborigènes à la suite du meurtre de marins naufragés. En 1876, les Japonais envoyèrent des forces navales et militaires en Corée et ouvrirent les ports de Pusan, Inchon et Wonsan à la juridiction consulaire japonaise. En 1894, l'intervention militaire du Japon en Corée déclencha une guerre. La marine chinoise fut battue au–delà du fleuve Yalu. Les Japonais traversèrent le fleuve, passèrent en Chine et s'emparèrent de Port Arthur (Lüshun) et de Dairen (Dalian) dans la péninsule du Liaoning. Le traité de Shimonoseki (1895) contraignit la Chine a reconnaître la perte de sa suzeraineté sur la Corée. Taiwan, les Pescadores et la péninsule de Liaoning furent cédés au Japon. Chongqing, Sou–Tcheou, Hang–Tcheou et Shashi furent accessibles au Japon avec le statut de ports « ouverts ». Les Japonais (et par conséquent d'autres étrangers) étaient désormais autorisés à installer des usines et à produire en Chine. Le Japon reçut une indemnité de 200 millions de taels, somme qui fut portée à 230 millions lorsqu'il accepta (sous la pression des Allemands, des Français et des Russes) de se retirer du Liaoning. C'était la plus forte indemnité que la Chine ait jamais versée. Elle représentait un tiers du PIB japonais et obligea la Chine à contracter un emprunt à l'étranger.

La défaite chinoise déclencha une avalanche de revendications de la part d'autres pays. En 1896, la Russie obtint une large bande de terre en Mandchourie afin de construire un nouveau « chemin de fer chinois de l'est » entre Tchita et Vladivostok. L'année suivante, elle occupait Port Arthur et Dairen et obtenait le droit de construire un chemin de fer mandchou dans le sud. En 1897, les Allemands s'emparèrent d'une base navale à Chia–chou et de concessions ferroviaires dans le Shandong. En

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

1898, les Britanniques extorquèrent un bail sur le port de Wei–Hai–Wai dans le Shandong également, obtinrent un bail de 99 ans sur les « nouveaux territoires » pour élargir la base de Hong–Kong et exigèrent des Chinois qu'ils reconnaissent leur sphère d'influence sur la zone du Yangzi Jiang. Les Français obtinrent un bail sur le port méridional de Guangzhouwan (face à l'île de Hainan) et la reconnaissance de leur sphère d'influence dans les provinces méridionales du Guangdong, du Guangxi et du Yunnan. Les Japonais obtinrent une sphère d'influence dans le Fujian, en face de Taiwan. La seule demande que la Chine rejeta fut celle de l'Italie, qui tentait de se doter d'une base dans la baie de Sanmen, dans la province du Zhejiang.

La défaite de la Chine face à un pays asiatique tellement plus petit qu'elle – et le démembrement de la souveraineté chinoise qui s'en suivit – entraînèrent pour les bureaucrates qui étaient derrière le mouvement d'auto–renforcement une grave perte de prestige et une éclipse politique. Une génération plus jeune d'érudits commença à presser le régime d'engager des réformes institutionnelles de fond et persuadèrent l'empereur Guangxu de publier toute une série de décrets durant les 100 jours de réforme de 1898 – décrets tendant à modifier le programme d'enseignement, le système d'examens et le système scolaire, à simplifier et à moderniser l'administration et à promouvoir le développement du réseau ferré et des industries. Le coup d'État de 1898 fomenté par l'impératrice douairière, soutenue par les fonctionnaires en place fort peu désireux de changer le mode de gouvernement et le type d'enseignement confucéen, fit capoter ces propositions. L'empereur devint le prisonnier de l'impératrice, qui renforça le rôle des Mandchous dans l'administration.

La guerre des Boxers et l'effondrement de la dynastie Qing

En 1900, l'impératrice organisa sa propre riposte à l'intervention étrangère en patronnant les « Boxers », mouvement populaire qui entreprit d'attaquer les chrétiens chinois et les missionnaires étrangers. Elle s'opposa à ce que ces actes soient punis, ce qui rendit les Boxers plus agressifs. Ils coupèrent les lignes télégraphiques, mirent le feu à la légation d'été des Britanniques, tuèrent le chancelier de la légation japonaise et le ministre allemand et incendièrent des églises et des résidences d'étrangers à Beijing. On les laissa s'emparer de Tianjin. Le 21 juin 1900, l'impératrice déclarait la guerre aux puissances étrangères, plaçait les Boxers sous commandement impérial et les encourageait à attaquer les légations étrangères, groupées au centre de Beijing.

Les autorités provinciales de Guangzhou, Wuhan et du Shandong refusèrent de se plier aux ordres de l'impératrice, l'invitant à se débarrasser des Boxers et à protéger les étrangers. Les généraux impériaux n'étaient pas pressés de combattre. Une force internationale de 18 000 hommes s'empara de Tianjin et dégagea les légations pékinoises le 14 août. La guerre de l'impératrice douairière avait duré moins de deux mois et se soldait par une défaite humiliante. La cour se retira à Xi'an, dans la province de Shaanxi, au nord–ouest du pays. Effrayées à l'idée d'un effondrement complet de la Chine et d'une guerre qui les dresserait les unes contre les autres, les puissances alliées se montrèrent relativement indulgentes à l'égard de l'impératrice. Le règlement de paix exigeait l'exécution ou l'exil des ministres coupables, le renforcement permanent des gardes devant les légations installées à Beijing, la destruction des forts situés entre Beijing et la mer, le droit pour les troupes étrangères de stationner dans la région et une indemnité de 450 millions de taels. Pendant la crise, les Russes avaient occupé toute la Mandchourie. Ils acceptèrent de s'en aller, mais traînèrent les pieds et furent expulsés lors de la guerre russo–japonaise de 1905, au cours de laquelle le Japon occupa la Mandchourie orientale et la moitié de l'île de Sakhaline (Karafuto). La Corée devint un protectorat japonais, puis une colonie japonaise en 1910.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

L'impératrice douairière retourna à Beijing en 1902 et introduisit à contrecœur des réformes similaires à celles du programme des 100 jours qu'elle avait refusé de mettre en œuvre en 1898. Les mesures prises comprenaient en particulier la restructuration des forces armées, la réduction des forces vertes classiques et la modernisation de l'entraînement des forces sous la bannière mandchoue. Le général Yuan Shikai, qui avait aidé l'impératrice à préparer son coup d'État de 1898, se vit confier le commandement de l'armée. Un ministère des Affaires étrangères fut créé et des réformes mises en œuvre dans le secteur de l'enseignement. Les concours de style confucéen pour entrer dans la fonction publique furent abandonnés après 1905, ce qui eut pour effet de rabaisser considérablement la condition sociale de la petite noblesse. L'impératrice douairière fit traîner les réformes constitutionnelles. Elle mourut en 1908, un jour après la mort de l'empereur, son neveu (sans doute empoisonné). Le nouvel empereur étant un enfant, la responsabilité impériale fut confiée à un régent. Celui–ci mit Yuan Shikai à la retraite, ordonna la création d'assemblées provinciales en 1909, mais rejeta la demande qui lui avait été faite de réunir un parlement.

Ce refus, ajouté à une proposition gouvernementale maladroite de nationaliser les compagnies de chemin de fer privées, déclencha un mouvement insurrectionnel à Wuchang, suivi par la sécession de 15 assemblées provinciales, qui se désolidarisèrent de la dynastie Qing en octobre/novembre 1911. Depuis les années 1880, Sun Yat–sen avait été le principal moteur d'un mouvement nationaliste républicain. Il mena la plus grande partie de son action à l'extérieur de la Chine, appelant les étudiants chinois du Japon, des États–Unis et d'Europe à rejoindre l'alliance révolutionnaire qu'il avait créée à Tokyo en 1905. Le 25 décembre 1911, les délégués provinciaux de Shanghai élurent Sun comme président provisoire de la république de Chine, qui devait être proclamée le 1er janvier 1912.

Entre temps, le régent se rétracta et rappela Yuan Shikai au poste de Premier ministre. Au lieu de défendre la dynastie mandchoue, celui–ci persuada la nouvelle impératrice douairière d'abdiquer (la famille impériale et ses serviteurs étant toutefois autorisés à vivre dans la Cité interdite jusqu'en 1924). Sun Yat–sen avait toujours pensé que la révolution commencerait par la mise en place d'un régime militaire. Le 13 février, il renonça donc volontairement à sa charge de président provisoire au profit de Yuan Shikai, qui fut alors élu par le groupe même qui, moins de deux mois auparavant, l'avait nommé.

Les régimes républicains

Le gouvernement des militaires et des seigneurs de la guerre (1911–28)

La dynastie se trouvait donc renversée par les militaires qui avaient renforcé leur pouvoir au sein de l'ancien système tout au long du demi–siècle précédent. Le pouvoir devait rester entre leurs mains et celles des seigneurs de la guerre provinciaux jusqu'en 1928. Le nouveau président de la République n'avait aucunement l'intention de faire appliquer les principes chers à Sun de démocratie et de bien–être du peuple. Il fit assassiner le leader du parti parlementaire du Guomindang (KMT), décréta la dissolution du nouveau parlement et créa pour lui–même un poste de président à vie ayant le droit de désigner son successeur. Il envisageait en fait de se faire empereur. Il continua de faire des concessions aux étrangers. En 1915, il reconnut la suzeraineté de la Russie sur la Mongolie extérieure, la suzeraineté de l'Angleterre sur le Tibet et accéda aux nouvelles exigences du Japon, qui désirait étendre son pouvoir sur le Shandong, la Mandchourie, la Mongolie intérieure et la vallée du Yangzi Jiang.

Yuan Shikai mourut en 1916, alors que plusieurs provinces s'étaient déjà révoltées contre son régime. Sa mort fut suivie de 12 années de guerre civile, pendant lesquelles l'administration centrale disparut et le pays fut dirigé par des seigneurs de la guerre dans les provinces.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

La montée du Guomindang

La période d'administration décentralisée par les seigneurs de la guerre prit fin en 1928, avec la mise en place par Jiang Jieshi (Tchang Kaï–chek) d'un gouvernement KMT à Nanjing.

Le nouveau gouvernement républicain était un produit de l'activisme nationaliste de Sun Yat–sen. Celui–ci, qui avait fui au Japon en 1913, rentra en Chine en 1916 et passa alors son temps entre Shanghai et Guangzhou jusqu'à sa mort en 1925, essayant de jeter les bases d'un pouvoir régional et s'efforçant avec pragmatisme d'obtenir des fonds de l'étranger pour son mouvement. En 1923, il commença à obtenir un appui financier et logistique de l'URSS, qui le pressait de s'allier au nouveau parti communiste (PC) chinois (créé en 1921). Sun parvint à installer un gouvernement militaire régional à Guangzhou. Il reçut un soutien financier du pouvoir soviétique et Mikhaïl Borodine, son conseiller politique soviétique, lui fournit une aide organisationnelle. Il obtint également des fusils, des mitrailleuses, de l'artillerie, des munitions et l'aide d'un conseiller militaire soviétique, Vassili Blücher. L'organisation du parti du KMT fut renforcée et Jiang Jieshi (Tchang Kaï-chek), le disciple de Sun, fut nommé chef de l'académie militaire de Huangpu, près de Guangzhou, à l'issue d'une formation de plusieurs mois à Moscou. Après la mort de Sun en 1925, il consolida son pouvoir à la tête du KMT et se dirigea vers le nord avec une nouvelle armée révolutionnaire nationale, forte de 85 000 hommes. À la fin de 1926, il avait pris Wuhan et Fuzhou et contrôlait sept provinces. En 1927, Jiang Jieshi entra à Shanghai, où les activistes communistes avaient organisé une grève générale pour soutenir son arrivée. Il donna certaines assurances temporaires aux hommes d'affaires et aux étrangers de Shanghai en trahissant ses alliés communistes et en organisant le meurtre de certains syndicalistes activistes. Peu après, il recourut au chantage et à la terreur pour soutirer d'importantes sommes d'argent aux capitalistes de Shanghai. En 1928, après un affrontement sérieux avec les troupes japonaises dans le Shandong, il réussit à traiter avec les derniers seigneurs de la guerre et à obtenir leur soutien au nouveau gouvernement KMT à Nanjing. Il resta en poste comme chef effectif de ce gouvernement jusqu'en 1949.

Les principaux seigneurs de la guerre étaient autorisés à opérer dans des territoires régionaux semi–indépendants en échange d'une reconnaissance du gouvernement central. Toutefois, celui–ci ne réussit pas à liquider le mouvement communiste. Les éléments prosoviétiques du PC ne purent créer des soviets dans les villes, mais Mao rallia à sa cause les paysans des régions rurales en dehors de la juridiction officielle du parti. Il gagna le soutien général des campagnes en redistribuant des terres aux paysans pauvres, aux petits propriétaires terriens et à des paysans plus riches et en combattant les troupes du KMT avec des tactiques de guérilla. Il consolida son ascendant sur le parti en conduisant, de 1934 à 1936, la Longue marche depuis le Jiangxi, sa base au sud du pays, jusqu'à Yan'an, une nouvelle base plus sûre située dans le nord–ouest de la province de Shaanxi.

Les Japonais déclenchèrent les hostilités en Mandchourie en septembre 1931 et l'occupèrent entièrement en l'espace de cinq mois. Le gouvernement de Jiang Jieshi offrit peu de résistance réelle et lança en vain un appel à la Société des nations. En 1932, les Japonais ouvraient un nouveau front en attaquant Shanghai, et le gouvernement KMT dut quitter provisoirement Nanjing. En 1933, le Japon créait le nouvel État du Manzhouguo, qui englobait les trois provinces mandchoues de la Chine ainsi que le Jehol (qui comprenait des parties de la Mongolie intérieure, le Hebei et le Liaoning). La Chine fut contrainte de transformer en zone démilitarisée la région entourant Beijing et Tianjin, ce qui laissait le nord sans défense.

La guerre et la guerre civile (1937–49)

En juillet 1937, les Japonais lancèrent une nouvelle attaque contre la Chine du nord, près de Beijing. On ne sait trop quels étaient leurs objectifs, mais il est probable qu'ils voulaient s'emparer de tout le nord de la Chine après une courte campagne, puis dominer un gouvernement KMT docile au

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

sud dans le cadre du nouvel ordre qu'ils désiraient instituer en Asie de l'Est. Cette fois, le KMT réagit vigoureusement, infligeant de lourdes pertes aux troupes japonaises sur leur second front, près de Shanghai. Il rejeta également les démarches de l'Allemagne pour arranger un règlement de paix, et la guerre dura 8 ans.

La guerre se présentait mal pour le gouvernement de Nanjing. Beijing et Tianjin furent perdus en juillet. Les Japonais occupèrent Nanjing en décembre 1937, massacrant quelque 100 000 civils. Le gouvernement du KMT se replia très loin dans le sud–ouest, à Chongqing. Il transféra le matériel des usines situées dans les zones qui risquaient d'être occupées par le Japon et détruisit tout ce qui restait dans les régions qu'il devait évacuer. En 1938, les Japonais prirent Guangzhou et la ville clé de Wuhan, sur le Yangzi Jiang. Après 18 mois de campagne, ils avaient donc occupé la plus grande partie de la Chine orientale, où se trouvaient les villes les plus importantes et les industries les plus avancées du pays. En 1937–38, ils mirent en place trois administrations chinoises fantoches. En 1940, ces administrations furent regroupées à Nanjing sous la houlette de Wang Jingwei, un éminent responsable politique du KMT qui avait rompu avec le gouvernement de Chongqing.

Après 1938, Jiang Jieshi évita des conflits graves contre les Japonais. Les communistes de Yan'an parvinrent aussi à survivre, résistant à la pression japonaise par des tactiques de guérilla. Une trêve difficile fut conclue entre le KMT et les forces communistes chinoises pendant la guerre, mais rien qui ressemblât à une réconciliation. Les deux camps s'attendaient à ce qu'un conflit éclate une fois la guerre contre le Japon terminée. Après 1941, lorsque les hostilités entre le Japon et les États–Unis éclatèrent, les Japonais s'emparèrent des ports « ouverts » et redéployèrent leur énergie guerrière sur le théâtre d'autres opérations militaires. Finalement, le Japon fut battu par l'Amérique, son armée quitta la Chine en 1945 et la guerre civile entre le KMT et les communistes commença en 1946.

À la fin du conflit, les communistes étaient bien plus forts qu'ils ne l'avaient été en 1937. Ils disposaient d'une armée régulière d'un million d'hommes disciplinés et de milices importantes. Mais le KMT avait des troupes près de trois fois plus nombreuses et bénéficiait de la reconnaissance diplomatique des États–Unis et de l'Union soviétique. Les Américains ordonnèrent à l'armée japonaise de ne se rendre qu'aux forces du KMT, qui mit ainsi la main sur d'importants stocks d'armes. Le gouvernement corrompu et autocrate du KMT fit mauvaise impression dans les territoires réoccupés, où ses officiers et ses fonctionnaires s'enrichissaient aux dépens de la population, qui souffrait de l'hyperinflation. Dans les zones communistes, les troupes – plus austères et mieux disciplinées – parvinrent à gagner le soutien des paysans en prenant des mesures pour imposer la réforme agraire.

Dans la dernière semaine du conflit, l'Union soviétique déclara la guerre au Japon et occupa la Mandchourie comme convenu à la conférence de Yalta. Mais elle y resta pendant près d'un an et Staline commença à soutenir les communistes chinois plutôt que le KMT. Sous la protection soviétique, les forces communistes s'emparèrent des armes et du matériel japonais en Mandchourie. Lorsque les soviétiques quittèrent la Mandchourie au milieu de 1946, elles s'étaient assurées du contrôle militaire et politique effectif de la région.

Après trois années de combats féroces, les forces communistes finirent par vaincre le KMT. Mao proclama la République populaire le 1er octobre 1949 et le gouvernement KMT dut fuir à Taiwan en décembre 1949.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 2.3. **Population par province en Chine, 1819–1953**
(en millions)

	1819	1893	1953
Cinq provinces les plus touchées par la révolte Taiping[a]	153.9	101.8	145.3
Trois provinces les plus touchées par les révoltes musulmanes[b]	41.3	26.8	43.1
Autres provinces chinoises proprement dites[c]	175.6	240.9	338.6
Trois provinces mandchoues[d]	2.0	5.4	41.7
Xinjiang, Mongolie, Tibet, etc.	6.4	11.8	14.0
Total	379.4	386.7	582.7

a. Anhui, Zhejiang, Hubei, Jiangxi, Jiangsu.
b. Gansu, Shaanxi et Shanxi.
c. Fujian, Henan, Hebei, Hunan, Guangxi, Guangdong, Guizhou, Shandong, Sichuan, Yunnan.
d. Heilongjiang, Jilin, Liaoning.

Source : Perkins (1969, p. 212). Pour 1819, Perkins ne donne pas de chiffres pour le dernier groupe (sauf pour le Tibet). Nous avons fait l'hypothèse que le taux de croissance de la population de ce groupe pour la période 1819-73 était le même qu'entre 1873 (date pour laquelle Perkins donne des chiffres) et 1893. Il y avait finalement 23 provinces dans l'empire Qing, c'est–à–dire les 21 énumérées ci–dessus plus le Xinjiang et Taiwan, qui devinrent des provinces en 1885. Auparavant, Taiwan faisait partie du Fujian. Taiwan n'est pas inclus dans ce tableau ; en 1893, il comptait 2.5 millions d'habitants. La Mongolie extérieure (environ 1 million d'habitants) fit sécession en 1911. Le vaste territoire sibérien cédé à la Russie en 1860 ne comptait que 15 000 habitants.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143081315744

Le déclin économique (1820–1949)

Dans les cinq provinces les plus touchées par la révolte des Taiping, la population au début des années 1890 était inférieure de 50 millions à ce qu'elle était 70 ans plus tôt (tableau 2.3). Si l'on considère généralement que le mouvement Taiping a causé directement la mort de 20 millions de personnes, il a évidemment eu des effets indirects importants en ce qu'il a entraîné une baisse des taux de natalité et une augmentation des taux de mortalité. C'est également cette zone qui a le plus souffert des inondations du Fleuve jaune en 1855. Comme les ouvrages d'irrigation avaient été négligés par l'administration impériale, le fleuve est sorti de son lit, provoquant des dégâts très importants dans les provinces d'Anhui et du Jiangsu. Alors qu'auparavant, il suivait le cours inférieur de la rivière Huai avant de se jeter dans la mer, après 1855, il coulait à partir de Kaifeng jusqu'au nord de la péninsule du Shandong, atteignant la mer à plus de 400 kilomètres au nord de son cours précédent.

Dans les trois provinces septentrionales (Gansu, Shaanxi et Shanxi), qui furent affectées par les révoltes musulmanes du nord et leur brutale répression dans les années 1860 et 1870, ainsi que par la grave sécheresse et la famine qui les frappèrent en 1877–78, la population a aussi diminué de plus de 14 millions de personnes.

Dans le reste de la Chine, la population augmenta de 74 millions d'habitants entre 1819 et 1893 – ce qui représente un taux de croissance de 0.46 pour cent par an. C'est un taux nettement plus faible que pendant le XVIII^{e} siècle, mais suffisamment élevé pour compenser la baisse de la population dans les provinces les plus touchées par les révoltes du XIX^{e} siècle.

Il paraît clair que ces importantes révoltes du XIX^{e} siècle provoquèrent une baisse importante du niveau de vie dans les régions concernées pendant tout le temps qu'elles ont duré. Nous estimons que les habitants ne retrouvèrent leur niveau de vie antérieur qu'après 1890. Tout laisse à penser qu'il y eut une chute du revenu par habitant entre 1820 et 1890.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

En 1890, les industries manufacturières et les moyens de transport modernes ne représentaient que 0.5 pour cent du PIB (tableau 2.5) et le réseau ferré était pratiquement inexistant. La principale innovation dans les transports fut l'arrivée des bateaux à vapeur étrangers opérant sur le Yangzi Jiang et les routes maritimes côtières. Un réseau télégraphique fut installé dans les années 1880. Le modeste programme d'auto–renforcement prévoyait la création de certaines unités industrielles publiques (des arsenaux à Shanghai et à Nanjing et un chantier naval à Fuzhou dans les années 1860), l'inauguration de la Compagnie de navigation maritime des négociants chinois, qui racheta une compagnie américaine de transports maritimes à Shanghai en 1877, la mise en exploitation des mines de charbon de Kaiping à Tangshan et la création de quelques usines textiles dans les années 1870, l'ouverture de nouvelles usines dans les années 1880 et la naissance de l'industrie de la ferronnerie de Hanyang en 1890. L'effort de modernisation du gouvernement aurait pu avoir une plus grande portée si l'impératrice douairière n'avait détourné des fonds importants pour reconstruire le Palais impérial d'été.

À la fin du XIX^{e} siècle, la part de la population totale urbaine était probablement équivalente à celle enregistrée en 1820 (voir Perkins, 1969, pour 1900–10 et le tableau 1.7 pour 1820). L'aspect de la plupart des villes chinoises n'avait guère changé sauf dans les cités qui avaient subi des dommages importants pendant les révoltes Taiping (comme Nanjing et les villes du Wuhan). Les ports « ouverts » toutefois, en particulier Shanghai et Hong–Kong, étaient des îlots de modernité. Les étrangers étaient les principaux bénéficiaires des privilèges extraterritoriaux, mais ils avaient des contacts avec des intermédiaires chinois (les *compradores*), qui se familiarisaient petit à petit avec les pratiques bancaires, la navigation et la technologie des Occidentaux. En 1890, les entrepreneurs chinois ne formaient encore qu'un groupe très restreint dans les ports « ouverts », mais ils allaient devenir le noyau du capitalisme chinois.

En 1890, les exportations chinoises représentaient environ 0.6 pour cent du PIB (tableau 3.25). La Chine n'importait pratiquement pas de machines ou d'autres moyens de production modernes. L'opium représentait toujours plus du quart du total de ses importations, le coton 41 pour cent, les denrées alimentaires 15 pour cent environ et les articles de laine 3 pour cent environ. Le thé était le premier produit d'exportation avec 27 pour cent du total ; la soie grège représentait environ un quart des exportations, les articles en soie 6 pour cent et le coton écru 3 pour cent (voir Hsiao, 1974, pour la composition des échanges).

Entre 1890 et 1933, le PIB par habitant a augmenté de 7 pour cent environ (soit une moyenne de l'ordre de 0.16 pour cent par an). Performance très médiocre au regard des normales occidentales, elle s'accompagne malgré tout d'une transformation de la structure de l'économie (tableau 2.5). En 1933, le secteur moderne (industries manufacturières, mines, production d'électricité, transports et communications) représentait 5.3 pour cent du PIB, contre 0.7 pour cent en 1890. Entre 1937 et 1949, la Chine connut huit années de guerre contre le Japon et 3 ans et demi de guerre civile. Du fait de ces conflits, le PIB par habitant en 1952 était retombé à son niveau de 1890. La part du secteur moderne a cependant augmenté et, en 1952, elle atteignait 10.4 pour cent du PIB.

La politique économique des Qing peut difficilement être considérée comme un aiguillon pour la modernisation. La Chine était confrontée à de graves difficultés financières en raison des indemnités énormes qu'elle devait verser à la suite de la guerre japonaise et de la révolte des Boxers. Ces indemnités, conjuguées à la baisse des cours mondiaux de l'argent, provoquèrent une vive inflation. Entre 1890 et 1911, le tael d'argent perdit la moitié de sa valeur par rapport au dollar américain.

L'expansion continue des installations des ports « ouverts », la possibilité accordée en 1895 aux étrangers d'ouvrir des unités de production en Chine, l'intérêt des Russes et des Japonais pour le développement de la Mandchourie furent autant de facteurs qui contribuèrent au développement du secteur moderne et, en particulier, des chemins de fer, des activités bancaires, du commerce, de la production industrielle et des mines. Il y eut parallèlement un développement des activités capitalistes

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 2.4. **Exportations par habitant, Chine, Inde et Japon, 1850–2003**
(en dollars)

	Chine	Inde	Japon	Chine	Inde	Japon
	(à prix et taux de change courants)			(à prix et taux de change de 1990)		
1850	0.12	0.36	0.00	n.d.	n.d.	n.d.
1870	0.28	1.01	0.44	3.90	13.70	1.5.
1890	0.70	2.49	6.10	9.60	31.22	32.59
1913	1.36	3.39	15.32	12.90	24.64	68.67
1929	1.01	3.18	9.95	11.60	15.29	42.21
1950	6.60	5.00	341.00	13.24	16.69	874.87
1973	339.96	54.40	3 278.9	352.17	82.02	3 166.80
2003	0.12	0.36	0.00	n.d.	n.d.	n.d.

Sources : pour la Chine, les chiffres sont tirés de l'annexe E. Les statistiques pour l'Inde et le Japon sont tirés de Lewis *in* Grassman et Lundberg (1981, p. 49), Maddison (1995*a*, pp. 235 et 237) et FMI (plusieurs années).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143110537135

Tableau 2.5. **Contribution au PIB chinois par secteur en 1890, 1913, 1933 et 1952**
(en pourcentage du PIB)

	1890	1913	1933	1952
Agriculture, pêche et sylviculture	68.5	67.0	64.0	55.7
Artisanat	7.7	7.7	7.4	7.4
Industries manufacturières modernes	0.1	0.6	2.5	4.3
Mines	0.2	0.3	0.8	2.1
Électricité	0.0	0.0	0.5	1.2
Construction	1.7	1.7	1.6	3.0
Transports et communications traditionnels	5.1	4.6	4.0	3.8
Transports et communications modernes	0.4	0.8	1.5	2.8
Commerce	8.2	9.0	9.4	9.3
Administrations publiques	2.8	2.8	2.8	
Finance	0.3	0.5	0.7	{ 10.4
Services personnels	1.1	1.2	1.2	
Services résidentiels	3.9	3.8	3.6	
PIB	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : tableau C.1.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143241757447

chinoises, essentiellement liées à l'origine aux activités d'intermédiation des *compradores* dans les ports « ouverts ». La Chine bénéficia d'un apport important de capitaux envoyés par les Chinois qui avaient émigré en grand nombre dans d'autres régions d'Asie. Ceux–ci maintenaient des liens culturels avec la Chine du sud–est et investissaient, s'ils devenaient prospères, dans leur pays d'origine[2].

Les seigneurs de la guerre, qui dirigèrent la Chine entre 1911 et 1928, ne firent guère d'efforts pour stimuler l'industrie. Les conflits locaux incessants et les taxes arbitraires sur les entreprises n'étaient pas particulièrement propices au développement du capitalisme. Toutefois, la suppression des concours d'entrée dans la fonction publique et le transfert du pouvoir des bureaucrates aux militaires entraînèrent une désagrégation des structures sociales et de profonds changements dans les mentalités de l'ancien régime. Les capitalistes devenaient un élément plus respectable et moins étroitement encadré de l'ordre social. La jeunesse instruite était davantage tentée de suivre leur exemple.

La Première Guerre mondiale eut pour effet d'affaiblir la compétitivité des capitalistes occidentaux dans les ports « ouverts », ce qui permit aux capitalistes chinois de jouer un rôle plus important dans diverses activités telles que la production, les mines, les transports maritimes, les banques et les chemins de fer.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Le gouvernement KMT introduisit quelques réformes institutionnelles dans la politique économique entre 1928 et 1937. La Chine retrouva la liberté de gérer ses tarifs douaniers en 1929. Elle put donc relever fortement les droits de douane appliqués aux marchandises étrangères, ce qui lui permit d'accroître les recettes de l'État et de protéger dans une certaine mesure l'industrie chinoise. En 1931, le *likin*, taxe interne sur les marchandises en transit, fut supprimé. Cette taxe avait été introduite en désespoir de cause dans les années 1860 pour faire face aux besoins financiers, mais elle bridait le développement chinois de façon discriminatoire puisque les étrangers pouvaient acheter le droit d'en être exemptés. Rien ne fut fait pour réformer les taxes foncières, qui avaient été la principale source de financement de l'empire mais étaient passées aux gouvernements provinciaux dans les années 1920. Le gouvernement réussit à accroître les recettes fiscales au début des années 1930, mais Young (1971) montre que le ratio des recettes au PNB, à tous les niveaux de l'appareil de l'État, n'était que de 5.4 pour cent à l'époque où elles étaient les plus élevées, c'est–à–dire en 1936. Par ailleurs, le poids des dépenses militaires entraîna un déficit budgétaire assez important. Le gouvernement parvint à réduire la charge de sa dette extérieure en jouant au chat et à la souris avec ses créanciers, obtenant ainsi des remises de dettes et des renouvellements de crédits et consentant de temps à autre à rembourser une partie du principal et des intérêts. Une grande portion de la dette était liée aux « indemnités » que la Chine fut contrainte de verser à la fin de la guerre contre le Japon et de la révolte des Boxers. Les puissances occidentales se montraient plus indulgentes à l'égard des défauts de paiement de la Chine qu'elles ne l'auraient peut–être été si les prêts initiaux avaient été consentis à des fins commerciales.

Une banque centrale fut créée en 1928 à Shanghai et le ministre des Finances en fut nommé gouverneur. Le gouvernement contrôlait dans les faits les autres grandes banques, ce qui a conduit un observateur à noter : « Il serait difficile de savoir où finit le gouvernement et où commencent les banques » (Young, 1971). Le réseau d'agences bancaires de type moderne connut une forte expansion, entraînant un recul brutal des activités des banques locales, mais les nouvelles banques ne s'engagèrent pas de manière significative dans la distribution du crédit rural ou le financement des nouvelles entreprises industrielles. La réforme monétaire de 1935 créa un nouveau papier monnaie pour remplacer les pièces d'argent. Le gouvernement avait ainsi les mains bien plus libres pour suivre la politique inflationniste qui devait à la longue ruiner sa crédibilité politique. Le KMT n'eut pas beaucoup de succès dans l'action qu'il entreprit pour réduire les privilèges dont jouissaient les puissances étrangères dans les ports « ouverts »[3] ou le contrôle dont elles disposaient sur certains organes du gouvernement. Les puissances occidentales avaient refusé de mettre fin à l'extra–territorialité à la Conférence de paix de 1919 tenue à Paris et, si la plupart d'entre elles se déclaraient disposées à abandonner leurs privilèges plus tard, le système ne disparut en fin de compte qu'avec les traités conclus en 1943 avec le Royaume–Uni et les États–Unis. Le contrôle des douanes par les étrangers ne fut supprimé que progressivement. En 1937, un tiers seulement des commissaires étaient chinois et l'administration sino–étrangère du sel ne fut démembrée qu'après 1938.

Le gouvernement ne fit rien pour aider concrètement les paysans en introduisant une réforme agraire ou en facilitant le crédit rural. En 1930, il promulgua une loi visant à inciter les propriétaires terriens à s'occuper de leurs terres et à plafonner le montant des fermages. Young (1971), le conseiller économique du gouvernement, observait à ce propos : « Malheureusement, la loi de 1930 est restée lettre morte. Le gouvernement était trop préoccupé par les urgences internes et externes pour faire véritablement avancer les réformes de base et améliorer les conditions de vie dans les campagnes. En outre, la plupart des dirigeants du pays étaient des citadins qui ne s'intéressaient guère aux problèmes ruraux et ils avaient tendance à s'identifier avec les propriétaires terriens et les intérêts financiers ». Les propriétaires terriens devinrent probablement plus âpres au gain lorsqu'ils perdirent leur statut privilégié d'aristocrates et la population rurale resta exposée aux exactions des seigneurs de la guerre.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 2.6. **Longueur du réseau ferré en service en Chine, en Inde et au Japon, 1870–1995**
(kilomètres)

	Chine	Inde	Japon
1870	0	7 678	0
1890	10	26 400	2 349
1913	9 854	55 822	10 570
1930	13 441	68 045	21 593
1950	22 238	54 845[a]	27 401
1975	46 000	60 438	26 752
1995	54 000	63 000	27 258

a. en décomptant les 11 166 kilomètres du Bangladesh et du Pakistan.

Sources : les chiffres relatifs à la Chine pour les années 1870-1950 et relatifs à l'Inde et au Japon pour les années 1870-1975 sont tirés de Mitchell (1982, pp. 504-507). Les chiffres concernant la Chine pour 1975 et 1995 sont tirés de DNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 1995, p. 467). Les données de 1995 pour l'Inde ont été fournies par le service d'information de la presse du gouvernement indien. Les chiffres relatifs au Japon pour 1995 sont ceux du ministère japonais des Transports.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143274267558

Tableau 2.7. **Stock d'investissements directs étrangers en Chine, 1902–36**
(millions de dollars)

	1902	1914	1931	1936
À prix courants	503.2	1 067.0	2 493.2	2 681.7
Aux prix de 1931	922.5	1 784.0	2 493.2	2 681.7

Sources : la première rangée de chiffres est tirée de Hou (1965, p. 13). Ces chiffres incluent Hong–Kong et la Mandchourie. Le stock des investissements britanniques à Hong–Kong en 1939 était de l'ordre de 94 millions de dollars. L'ajustement aux prix de 1931 est fondé sur l'indice des prix de Nankai cité par Hou, qui montre que le niveau des prix n'a pas varié entre 1931 et 1936.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143356600406

Tableau 2.8. **Principaux produits d'exportation et d'importation de la Chine, 1937**
(en milliers de yuan)

Exportations		Importations	
Huile d'abrasin	89 846	Papier	56 498
Soie grège	56 598	Pétrole lampant	47 860
Œufs	54 382	Riz	40 781
Wolfram (tungstène)	40 759	Articles en laine	35 000
Étain	39 917	Essence	27 613
Articles bridés	36 900	Bois d'œuvre	23 239
Coton écru	31 301	Articles en coton	21 710
Thé	30 787	Sucre	21 471
Poils de brosse	27 921	Machines textiles	20 986
Laine	19 427	Automobiles, camions et pièces détachées	19 096
Articles unitaires en soie	17 728	Tabac en feuilles	19 449
Huile d'arachide	17 332	Combustibles liquides	14 968
Charbon	13 044	Matériel ferroviaire	13 946
Peaux	12 602	Sidérurgie	17 096
Antimoine	11 446	Produits de la pêche	13 823
		Machines électriques	4 681
Total des exportations	880 010	Total des importations	953 386

Source : Hsiao (1974). Ces chiffres ne tiennent pas compte des importations et des exportations du Manzhouguo.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143378241857

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Les ministres des Finances successifs – Sung entre 1928 et 1933 et Kung par la suite – étaient l'un et l'autre des beaux frères de Jiang Jieshi et entretenaient des relations étroites avec la communauté des banquiers. Le gouvernement s'efforça de promouvoir le développement industriel en s'appuyant sur les entreprises publiques. À cet égard, il avait un comportement aussi paternaliste que les réformateurs Qing du « programme d'auto–renforcement » des années 1870 et 1880. Les transports sont l'un des rares domaines où la situation progressa réellement, avec une extension importante des réseaux routiers et ferrés.

D'après les estimations de Liu et Yeh (1965) pour 1933, les entreprises chinoises produisaient 67 pour cent de la valeur ajoutée brute des usines, les entreprises étrangères installées sur le territoire chinois proprement dit 18.8 pour cent et les entreprises étrangères de Mandchourie, dont la plupart étaient japonaises, 14.2 pour cent. Dans le secteur des textiles de coton, 48 pour cent des broches et 56 pour cent des métiers à tisser appartenaient à des étrangers en 1936. La grande majorité de ces équipements étaient japonais (Chao, 1977). Les activités manufacturières traditionnelles du secteur artisanal étaient toutes aux mains des Chinois et leur valeur ajoutée brute était trois fois plus élevée que celle des industries manufacturières modernes. Dans les transports maritimes, le tonnage sous pavillon étranger en 1936 représentait environ 55 pour cent du total (Hou, 1965) ; en 1937, le réseau ferré étranger représentait environ un tiers du kilométrage total et plus ou moins la moitié de la production de charbon était attribuable à des entreprises à capitaux étrangers ou sino–étrangers *(ibid.)*. En 1933, les banques étrangères pourraient avoir représenté moins d'un tiers de la valeur ajoutée dans le secteur financier (Liu et Yeh, 1965). Dans le secteur agricole, la participation étrangère était pratiquement nulle. Globalement, on peut penser qu'en 1933, les entreprises étrangères produisaient environ 2.5 pour cent du PIB chinois.

Le tableau 2.7 donne les estimations du stock d'investissements directs étrangers (IDE) en Chine pour la période 1902–36, en forte expansion. Dans les années 1930 pourtant, ils ne représentaient que 5 dollars par habitant approximativement, soit la moitié du niveau enregistré en Inde, un septième de celui de Taiwan et un centième de celui de l'Australie (Maddison, 1989, p. 61). Toujours dans les années 1930, près de 46 pour cent des IDE étaient concentrés à Shanghai, 36 pour cent en Mandchourie et 18 pour cent dans le reste de la Chine. En 1936, 37 pour cent des investissements concernaient le secteur du commerce extérieur et les banques, 30 pour cent les transports et les communications et 21 pour cent l'industrie. Le reste intéressait essentiellement le secteur immobilier.

Les exportations chinoises ont atteint un niveau maximum d'environ 2.3 pour cent du PIB à la fin des années 1920. Elles ont diminué avec la dépression mondiale du début des années 1930, avant de se reprendre légèrement ; mais en 1937, au moment du déclenchement des hostilités avec le Japon, elles étaient encore inférieures de 10 pour cent au volume enregistré en 1929. En 1937, 38 pour cent environ des exportations provenaient de l'État fantoche japonais du Manzhouguo. Environ 46 pour cent des exportations de la Chine proprement dite quittaient le pays à partir de Shanghai, 15 pour cent de Tianjin et 7 pour cent de Guangzhou (Hsiao, 1974).

La composition des échanges était bien plus variée en 1937 qu'en 1890. Les exportations de thé étaient tombées à 3.5 pour cent seulement du total en raison de la concurrence des plantations aménagées en Inde et à Ceylan par des investisseurs britanniques. Les principaux produits d'exportation en 1937 étaient l'huile d'abrasin, la soie grège, les œufs, le wolfram, l'étain, les articles brodés, le coton écru, le thé, les soies de brosses et la laine (tableau 2.8). La composition des importations avait elle aussi profondément évolué. Les importations d'opium s'étaient taries après la Première Guerre mondiale. En 1937, les importations de textiles étaient tombées à moins de 6 pour cent du total ; la Chine importait quelques denrées alimentaires, mais les moyens de production industriels et les biens d'équipements représentaient une part significative des achats chinois à l'étranger.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Au XX[e] siècle, la Chine accusait un lourd déficit commercial, contrairement à l'Inde et à l'Indonésie, qui dégageaient d'importants excédents. Selon les estimations de Remer (1933) pour les années 1930, la diaspora chinoise comptait quelque 9 millions de personnes. Trois ou 4 millions d'entre elles envoyaient des fonds à leur famille restée en Chine. Pour 1929, Remer estimait ces flux financiers à 281 millions de dollars chinois (180 millions de dollars américains), dont 90 pour cent arrivaient *via* Hong–Kong, 44 pour cent environ des États–Unis et le reste des pays d'Asie pour l'essentiel. Remer montre également que les recettes douanières sous–estiment les exportations chinoises, en particulier celles destinées à la Russie et à Hong–Kong, de sorte que le déficit commercial global était peut–être plus faible qu'il n'y paraît.

Dans les années 1930, la Chine était un grand exportateur d'argent – une situation inhabituelle pour un pays traditionnellement importateur net de ce métal. Les importations nettes d'argent s'élevaient à 74 millions de dollars en 1928 et à 68 millions de dollars en 1929. En 1934, sous la pression de leurs producteurs d'argent, les États–Unis mirent en place un programme officiel d'achat d'argent dans le but de faire remonter le niveau général des cours pour le plus grand bénéfice des producteurs américains. Entre 1932 et 1935, les cours de l'argent firent plus que doubler à New York, ce qui provoqua d'importantes sorties de Chine. Les autorités chinoises saisirent l'occasion pour démonétiser l'argent et adopter le papier monnaie en 1935 qui, n'étant rattaché ni à la livre sterling, ni au dollar, ni à l'or, restait flottant. Les raisons profondes de la réforme monétaire ont été occultées pour des raisons diplomatiques. En abandonnant ouvertement l'argent, la Chine aurait mis en lumière les conséquences absurdes de la politique américaine en poussant le plus grand consommateur d'argent du monde à renoncer à l'étalon argent (Maddison, 1985). Avec le papier monnaie, il devenait bien plus facile de financer le déficit.

Les prix augmentèrent d'environ un cinquième entre 1926 et le premier semestre 1937, mais l'hyperinflation se développa pendant les années de guerre. Entre 1937 et 1941, les prix de détail furent multipliés par 15 à Shanghai et 37 à Chongqing. À la fin de la guerre à Chongqing, les prix étaient 2 500 fois plus élevés qu'en 1937 (Young, 1965).

À partir des années 1860, les régions les plus dynamiques de l'économie chinoise sont Shanghai et la Mandchourie. Shanghai prit une importance prépondérante en raison de sa situation à l'embouchure d'un immense réseau de voies d'eau. « Le total des voies d'eau intérieures navigables par jonques pratiquement en toute saison atteint près de 30 000 miles. Il faut ajouter à cela environ un demi–million de miles de canaux ou de voies d'eau artificielles dans la région du delta. Il n'est donc pas surprenant qu'entre 1865 et 1936, Shanghai ait vu transiter entre 45 et 65 pour cent du commerce extérieur de la Chine » (Eckstein, Galenson et Liu, 1968). Pendant la dynastie Qing, Shanghai était déjà un port côtier important, qui comptait 230 000 habitants dans les années 1840. En 1938, la population était passée à 3.6 millions d'habitants, faisant de Shanghai la plus grande ville de la Chine (Cooke Johnson, 1993 ; Perkins, 1969).

Alors que la Mandchourie avait été fermée à la colonisation chinoise jusque dans les années 1860 par la dynastie mandchoue, la population passa de 4.5 millions d'habitants environ en 1872–73 à 38.4 millions en 1940. L'État fantoche japonais du Manzhouguo comptait 48.8 millions d'habitant en 1941 (Jehol et les trois provinces mandchoues inclus). Les superficies cultivées de la Mandchourie, qui couvraient 1.7 million d'hectares en 1872, en occupaient 15.3 millions en 1940, passant donc de deux à 15 pour cent du total chinois. L'agriculture, les forêts et la pêche ne représentaient toutefois qu'un tiers environ du PIB mandchou en 1941. Le réseau ferré se développa considérablement, d'abord sous l'impulsion de la Russie, puis sous celle du Japon. Dans les années 1930, le Japon effectua d'importants investissements dans les mines de charbon et métallifères de la région, ainsi que dans le secteur manufacturier. La valeur ajoutée du secteur manufacturier moderne fut multipliée par plus de quatre entre 1929 et 1941 ; elle tripla dans le secteur minier. Liu et Yeh (1965) estiment qu'en 1933 le

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Manzhouguo entrait pour près de 14 pour cent de la production manufacturière chinoise. En 1941, ce pourcentage avait probablement augmenté d'un tiers et, en 1945, il représentait sans doute la moitié de la production manufacturière moderne. Entre 1929 et 1941, le PIB a progressé à un rythme moyen de 3.9 pour cent par an, pour un rythme d'environ 1.8 pour cent pour le PIB par habitant (Chao, 1982).

En 1940, le Manzhouguo abritait 820 000 civils japonais. En 1945, ils étaient plus d'un million. Il s'agissait essentiellement de fonctionnaires, de techniciens et de personnel de gestion et d'encadrement. Seulement 10 pour cent travaillaient dans l'agriculture, 45 pour cent environ dans l'industrie, le commerce et les transports et 26 pour cent dans la fonction publique. C'était une élite privilégiée au sein d'une population qui comptait 86 pour cent de Chinois, 6 pour cent de Mandchous, 3 pour cent de Coréens et 2.5 pour cent de Mongols (Taeuber, 1958).

Pendant l'occupation soviétique en 1945–46, l'URSS démantela pratiquement tout le matériel transportable des usines mandchoues pour l'expédier en Russie. La Mandchourie resta toutefois une base industrielle importante sous l'ère communiste.

★ ★ ★

La dynastie Qing s'effondra en 1911, après avoir connu sept décennies de révoltes internes importantes et subi des intrusions étrangères humiliantes. L'élite aristocratique de l'administration fut incapable de conduire des réformes sérieuses pour moderniser le pays en raison de son attachement profondément conservateur à un régime millénaire dont dépendaient ses privilèges et son statut social. Après la chute de la dynastie, le pouvoir politique fut accaparé par les militaires pendant près de 40 ans. Les nouveaux dirigeants du pays furent eux aussi confrontés à des guerres civiles et à des agressions étrangères plus graves que sous la dynastie Qing. Ils ne firent pas grand chose pour donner une nouvelle impulsion aux réformes économiques, et la structure politique à cinq étages du gouvernement KMT était loin d'être démocratique. La modernisation limitée de l'économie fut surtout initiée par les ports « ouverts » et la Mandchourie, où pénétra l'entreprise capitaliste étrangère et où apparurent les bourgeons du capitalisme chinois. Les étrangers forcèrent la Chine à ouvrir ses ports au commerce international, mais ils furent déçus par le peu d'opportunités commerciales qui s'offraient à eux.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Notes

1. Dans la *Cambridge History of China*, vol. 12, Feuerwerker explique que l'expression « port ouvert » souleva quelques polémiques. Le texte chinois du traité de Nanjing mentionne des « ports » ou des « mouillages », alors que le texte britannique parle de « villes » et d'agglomérations. Les cinq villes citées dans le traité de 1842 étaient incontestablement des ports maritimes. « En 1893, 28 autres places avaient été ouvertes au commerce extérieur et 59 places supplémentaires furent ouvertes entre 1894 et 1917, ce qui portait le total à 92. Certaines étaient des villes de l'intérieur ou des places situées aux frontières terrestres de la Chine, d'autres étaient des ports côtiers ou des nœuds ferroviaires en Mandchourie ; beaucoup étaient des ports fluviaux sur le Yangzi Jiang ou les fleuves de l'ouest. Collectivement, les Chinois les appelaient *chang–pu* ou *shang–fou*, c'est–à–dire 'ports de commerce'. Juridiquement, les ports ouverts aux échanges extérieurs se répartissaient en trois catégories : les 'ports ouverts' proprement dits, c'est–à–dire les ports ouverts à la suite d'un traité ou d'un accord international *(treaty ports)* ; les ports volontairement ouverts par les autorités chinoises, sans qu'elles y soient tenues par traité, et les 'ports de relâche', où les navires à vapeur étrangers pouvaient accoster ou embarquer des passagers, ainsi que des marchandises à certaines conditions, mais où les étrangers n'avaient pas le droit de s'installer. En 1915, il n'y avait des douanes maritimes que dans 48 de ces places ». Allen et Donnithorne (1954) fournissent une liste de 90 places.

2. À l'origine, la diaspora chinoise était presque exclusivement originaire des provinces du sud–est. Il y eut un mouvement de migration à l'époque Ming, puis une forte vague de départs au début de la dynastie mandchoue. Le pirate antimandchou Koxinga occupa Taiwan et fit des incursions sur la côte sud–est. Pour couper son approvisionnement et « intimider les populations de ces régions, hostiles à l'autorité impériale, les Mandchous les obligèrent à évacuer une zone de huit à 30 miles le long des côtes du Guangdong, du Fujian et du Zhejiang. Les cultures furent arrachées et les villages incendiés » (Purcell, 1965, p. 24). Les habitants émigrèrent alors en grand nombre. Il y eut une nouvelle vague d'émigration après 1870, lorsque le gouvernement Qing, sous la pression des Américains, reconnut aux Chinois le droit de quitter le pays aux termes du traité de Burlingame.

3. Le *China Handbook 1937–43* (ministère chinois de l'Information, 1943) donne des détails sur la fin des concessions étrangères. Avant la Première Guerre mondiale, « 19 pays bénéficiaient de l'extraterritorialité et de la juridiction consulaire en Chine en vertu de traités inégaux : l'Allemagne, l'Autriche–Hongrie, la Belgique, le Brésil, le Danemark, l'Espagne, les États–Unis, la France, la Grande–Bretagne, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Norvège, les Pays–Bas, le Pérou, le Portugal, la Russie, la Suède, et la Suisse. L'Allemagne et l'Autriche–Hongrie perdirent leurs droits lors de la Première Guerre mondiale ; les droits russes furent suspendus par la Chine en 1920 et l'URSS en prit acte en 1924. Les participants à la conférence de paix de Versailles, en 1919, refusèrent de considérer l'abolition de l'extraterritorialité et, lorsque les Chinois tentèrent de mettre fin au système en 1921 et 1929, la plupart des puissances concernées traînèrent les pieds. À la fin de 1930, les ressortissants boliviens, finlandais, grecs, mexicains, perses, polonais et tchèques furent soumis à la juridiction chinoise. Lorsque la guerre éclata en 1937, la Chine mit fin aux privilèges extraterritoriaux des Danois, des Espagnols des Italiens, des Japonais et des Roumains. En 1943, le Royaume–Uni et les États–Unis abandonnèrent leurs privilèges extraterritoriaux aux termes d'un traité conclu avec la Chine, et c'est ainsi que le système disparut. Les ports furent rétrocédés entre 1927 et 1943.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Chapitre 3

La dynamique du développement dans la Chine nouvelle

La création de la République populaire entraîna un brusque changement dans l'élite politique et le mode de gouvernance du pays. Le contrôle exercé par les autorités centrales se fit bien plus important qu'à l'époque de la dynastie Qing ou du KMT. Il s'étendait aux derniers échelons de l'appareil de l'État, aux lieux de travail, aux exploitations agricoles et aux foyers. Le parti, extrêmement discipliné, a maintenu une surveillance de chaque instant sur la machine administrative régulière. L'armée a été étroitement intégrée au système. La propagande politique et idéologique était diffusée par des mouvements de masse contrôlés par le parti. Les intérêts des propriétaires terriens et des capitalistes nationaux et étrangers disparurent avec la suppression de la propriété privée. La Chine devint une économie dirigée calquée sur le modèle soviétique. Après un siècle de capitulations et de soumission aux incursions et aux agressions étrangères, le nouveau régime s'attacha à défendre avec une énergie farouche l'intégrité nationale de la Chine, acceptant l'idée de fonctionner en n'entretenant que des liens minimaux avec l'économie mondiale.

À l'époque maoïste, ces changements politiques eurent un coût important, qui réduisit les fruits des efforts de développement de la Chine. La version chinoise du communisme impliquait une expérimentation assez risquée à grande échelle. Les blessures que s'infligea le pays amenèrent le système économique et politique au bord du gouffre lors du Grand Bond en avant (1958–60), puis à nouveau au moment de la Révolution culturelle (1966–76), qui ébranla profondément le système éducatif et politique du pays. Cela étant, la performance économique était nettement supérieure à ce que le pays avait connu dans le passé. Entre 1952 et 1978, le PIB tripla, le produit réel par habitant augmenta de 82 pour cent et la productivité de la main–d'œuvre de 58 pour cent. La structure de l'économie fut transformée. Alors qu'en 1952, la part de l'industrie dans le PIB était sept fois moins importante que celle de l'agriculture, elle l'avait pratiquement rattrapée en 1978. La Chine obtint ces résultats malgré son isolement politique et économique, les relations hostiles tant avec les États–Unis qu'avec l'URSS, et les guerres contre la Corée et l'Inde.

Un changement radical de politique est intervenu après 1978. La Chine s'engagea dans des réformes pragmatiques mesurées, qui se traduisirent par un assouplissement du contrôle politique central et une profonde transformation du système économique. Ces évolutions permirent au pays de s'engager sur un sentier de développement plus stable et d'accélérer grandement la croissance économique. Entre 1978 et 2003, soit en l'espace de 25 ans, le PIB a été multiplié par pratiquement sept, le revenu réel par habitant par pratiquement cinq et la productivité de la main-d'œuvre par quatre, alors que l'accroissement démographique marquait fortement le pas. Avec un PIB par habitant en progression de 6.6 pour cent par an, la Chine connut alors une croissance bien plus rapide que n'importe quel autre pays. Cette accélération s'explique essentiellement par une efficacité accrue. L'agriculture collective fut abandonnée et les décisions de production rendues aux ménages agricoles considérés individuellement. Les petites activités industrielles et de services furent libérées de la tutelle de l'État alors même que l'importance relative des entreprises publiques dans ces secteurs se réduisait

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 3.1. **Croissance du PIB chinois par secteur à prix constants, 1890–2003**
(taux de croissance annuels moyens composites)

	1890–1952	1952–2003	1952–78	1978–2003
Agriculture, pêche, sylviculture	0.3	3.3	2.2	4.5
Industrie	1.7	10.0	10.1	9.8
Construction	1.6	8.5	7.8	9.8
Transports et communications	0.9	8.3	6.0	10.8
Commerce et restaurants	0.8	6.5	3.3	9.9
Autres services	1.1	4.9	4.2	5.6
PIB	0.6	6.1	4.4	7.9
PIB par habitant	0.0	4.4	2.3	6.6
PIB par personne employée	0.0	3.8	1.8	5.8

Sources : annexes C et D.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143774672163

Tableau 3.2. **Structure du PIB chinois, 1890–2003**
(en pourcentage du PIB à prix constants)

	1890	1952	1978	2003
Agriculture, pêche, sylviculture	68.5	59.7	34.4	15.7
Industrie	8.1	8.3	33.5	51.8
Construction	1.7	1.7	3.4	5.3
Transports et communications	5.5	2.4	3.6	7.0
Commerce et restaurants	8.2	6.7	5.1	8.2
Autres services	8.0	21.2	20.1	11.9
PIB	100.0	100.0	100.0	100.0

Sources : annexes C et D.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144171371137

Tableau 3.3. **Poids géopolitique de la Chine, 1820–2003**

	1820	1890	1913	1952	1978	2003
Part dans le PIB mondial	32.9	13.2	8.8	4.6	4.9	15.1
Part dans la population mondiale	36.6	26.2	24.4	22.5	22.3	20.5
PIB par habitant en pourcentage de la moyenne mondiale	90.0	50.3	41.7	23.8	22.1	73.7
Rang en termes de PIB	1	2	3	3	4	2
Part dans les exportations mondiales	n.d.	1.7	1.6	1.0	0.8	5.9

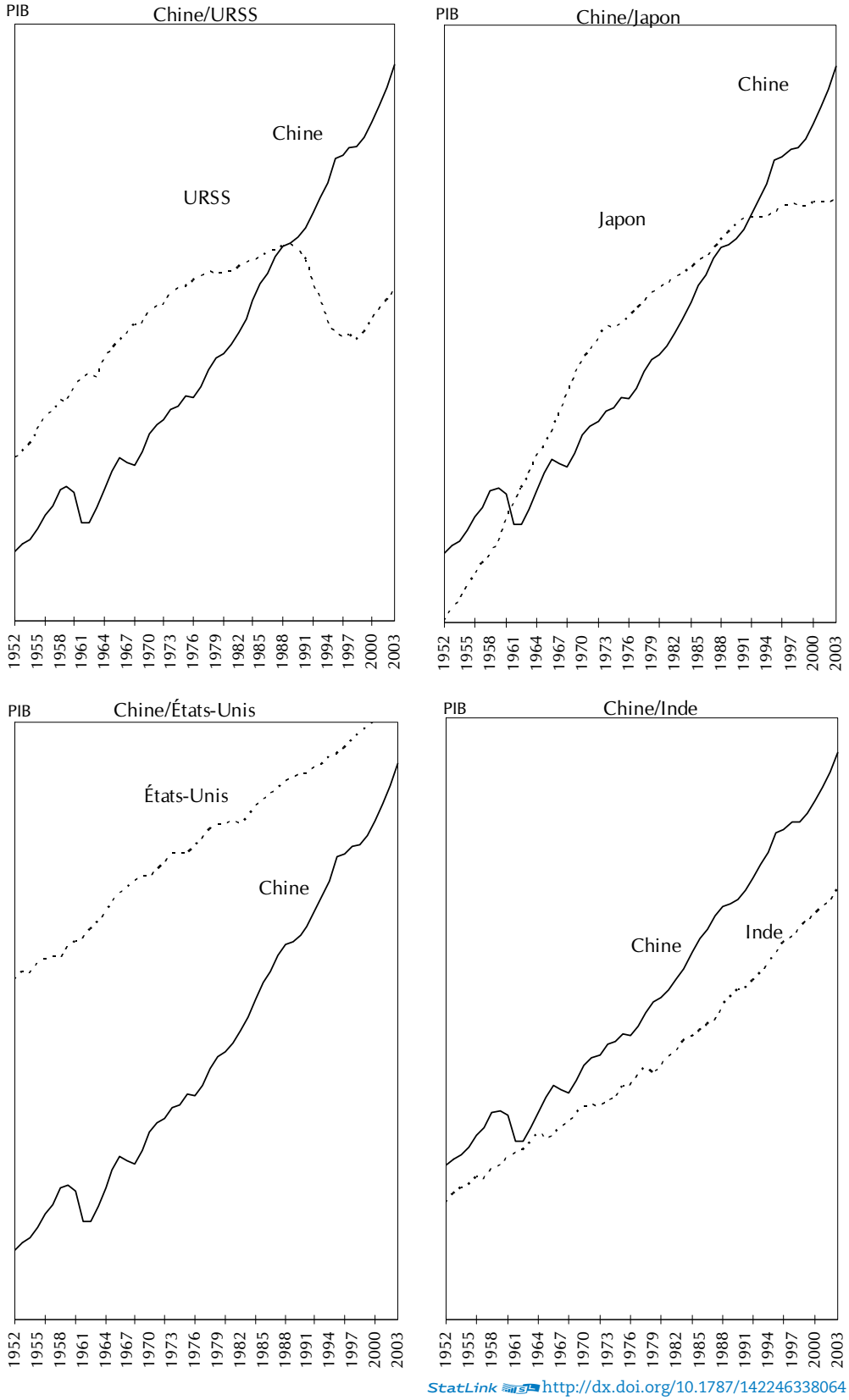
Sources : www.ggdc.net/Maddison et tableau 3.26.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144227045535

considérablement et que la production dans les zones urbaines connaissait une expansion massive financée par l'épargne privée et d'importants flux de capitaux étrangers (620 milliards de dollars). La Chine s'ouvrit davantage aux échanges extérieurs : le volume des exportations fut multiplié par 28 entre 1978 et 2003 – contre un simple doublement entre 1952 et 1978. Cela eut pour effet de consolider les forces du marché, de favoriser la conception et l'absorption des nouvelles technologies et d'apporter aux consommateurs une vaste palette de produits nouveaux.

Les nouvelles politiques résultaient d'une réflexion interne et se sont différenciées assez profondément des prescriptions avancées et suivies en URSS pour assurer « la transition ». Le contraste entre la performance de la Chine et celle de l'Union soviétique pendant la période de réformes est particulièrement frappant. Alors que la Chine prospérait, l'Union soviétique et son système étatique s'effondraient : en 1978, le revenu par habitant de la Chine représentait 15 pour cent de celui de l'Union soviétique – contre 76 pour cent en 2003.

Figure 3.1. **Niveaux comparatifs du PIB de la Chine et de quatre autres grands pays, 1952–2003**



StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142246338064

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Les réformes furent engagées dans une période d'apaisement généralisé des tensions internationales. Le poids géopolitique de la Chine, sa stature et son influence progressèrent considérablement. La Chine devint la deuxième économie du monde, prenant une avance confortable sur le Japon et surclassant très largement l'ex-URSS. Sa part dans le revenu mondial a été multipliée par trois et sa part dans les échanges mondiaux par plus de sept. La Chine a récupéré Hong–Kong et Macao sans recourir à la force et inauguré la politique des « deux systèmes », conçue pour persuader Taiwan de rentrer dans le giron national.

La Chine est encore un pays à relativement faible revenu, mais cette situation l'avantage plutôt pour rattraper rapidement les autres. Le fait que son revenu soit toujours bien inférieur à celui de la Corée du Sud, de Hong–Kong, du Japon, de la Malaisie, de Singapour et de Taiwan signifie qu'elle a toujours une grande marge de manœuvre pour tirer parti des avantages de son retard et que la période de croissance accélérée qu'elle connaît peut durer bien plus longtemps que ce ne fut le cas pour ces pays.

La performance de la plupart des pays après la guerre a été soutenue par le regain de jeunesse du capitalisme occidental, qui a dynamisé l'économie mondiale. La situation de la Chine était très différente. Dans les années 1950, son économie était étroitement liée à celle du bloc soviétique. Ce lien fut rompu en 1960 et, jusqu'en 1971, la Chine fut reléguée dans des limbes internationales, exclue des Nations unies et soumise à un embargo commercial total de la part des Américains entre 1950 et 1971. Au cours des 25 dernières années, son statut international a été transformé. Les échanges avec l'étranger, les voyages, les investissements et les transferts de technologie se sont développés à une cadence accélérée. La Chine est devenue un partenaire commercial de premier plan pour nombre de pays en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Elle a engagé un programme d'aide et d'investissement pour renforcer ces économies et s'assurer par la même occasion un accès à l'énergie et aux matières premières indispensables à son développement.

L'expérience de la Chine est fascinante, imprévisible et souvent difficile à comprendre – d'autant plus que, jusque dans les années 1980, le système statistique chinois était fondé sur les concepts soviétiques et qu'il y a un trou statistique pour les années 1960 et 1970. À l'époque en effet, les informations étaient rares et souvent manipulées à des fins politiques. Le bureau de statistique fut même supprimé entre 1968 et 1972. Depuis 1978, les choses se sont grandement améliorées, les comptes sont plus transparents et la couverture et la classification plus ou moins conformes aux concepts occidentaux. Toutefois, le système de notification et les méthodes d'ajustement des données sont encore influencés par les pratiques antérieures. Les statistiques officielles surévaluent encore la croissance du PIB et sous–estiment les niveaux de performance. Confrontés à ces problèmes, la plupart des observateurs se contentent d'utiliser les statistiques officielles, découragés par une tâche d'ajustement qui leur paraît trop complexe. Il est toutefois possible d'ajuster les comptes nationaux chinois pour améliorer la comparabilité internationale et inter-temporelle des estimations du PIB (ce que nous avons fait à l'annexe C). Nos estimations ajustées sous-tendent tout ce chapitre de préférence aux statistiques officielles.

Pendant la période maoïste, la Chine a poursuivi quatre grands objectifs économiques :

i) elle a engagé une réforme radicale des droits de propriété, axée sur trois cibles principales : les propriétaires terriens, la bourgeoisie du pays (capitalistes, commerçants et banquiers) et les intérêts étrangers (surtout en Mandchourie et dans les anciens ports « ouverts ») ;

ii) elle a pris des mesures pour accroître fortement les recettes publiques afin de financer l'expansion de l'appareil administratif, maintenir un haut niveau de préparation militaire et augmenter le taux d'« accumulation ». L'investissement a été concentré sur l'industrie, en particulier l'industrie lourde. La consommation fut jugulée. La priorité a été donnée à la satisfaction des besoins fondamentaux en matière de nourriture, de santé et d'instruction, mais l'habillement est resté tristement conformiste, et le logement et les services minimaux. À partir de 1972, les dirigeants exercèrent des pressions extrêmement fortes pour réduire la taille des familles ;

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 3.4. **Comparaison des taux de croissance de 14 pays, 1913–2003**
(taux de croissance annuel moyen)

	1913–52	1952–78	1978–2003	1913–52	1952–78	1978–2003
	PIB par habitant			Population		
Chine	-0.1	2.3	6.6	0.7	2.0	1.2
Hong-Kong	1.6	5.4	3.9	3.9	3.1	1.5
Inde	-0.2	1.7	3.3	1.0 *	2.2	1.9
Indonésie	0.02	2.5	2.9	1.3	2.1	1.7
Japon	1.3	6.7	2.1	1.3	1.1	0.4
Singapour	1.5	4.8	4.2	3.3	2.9	2.4
Corée du Sud	-0.1	6.3	5.6	1.8	2.2	1.1
Taiwan	0.9	6.6	4.7	2.3	2.7	1.1
Australie	0.9	2.4	2.1	1.5	1.9	1.3
France	1.3	3.7	1.6	0.1	0.9	0.5
Allemagne	0.6	4.3	1.4	0.2	0.5	0.2
Russie	1.8	3.1	-0.6 *	0.4	1.0	0.2
Royaume-Uni	0.9	2.3	2.1	0.3	0.4	0.3
États-Unis	1.7	2.2	1.8	1.2	1.3	1.1

* Chiffres modifiés en raison des changements de frontières.

Source : www.ggdc.net/Maddison

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144232066282

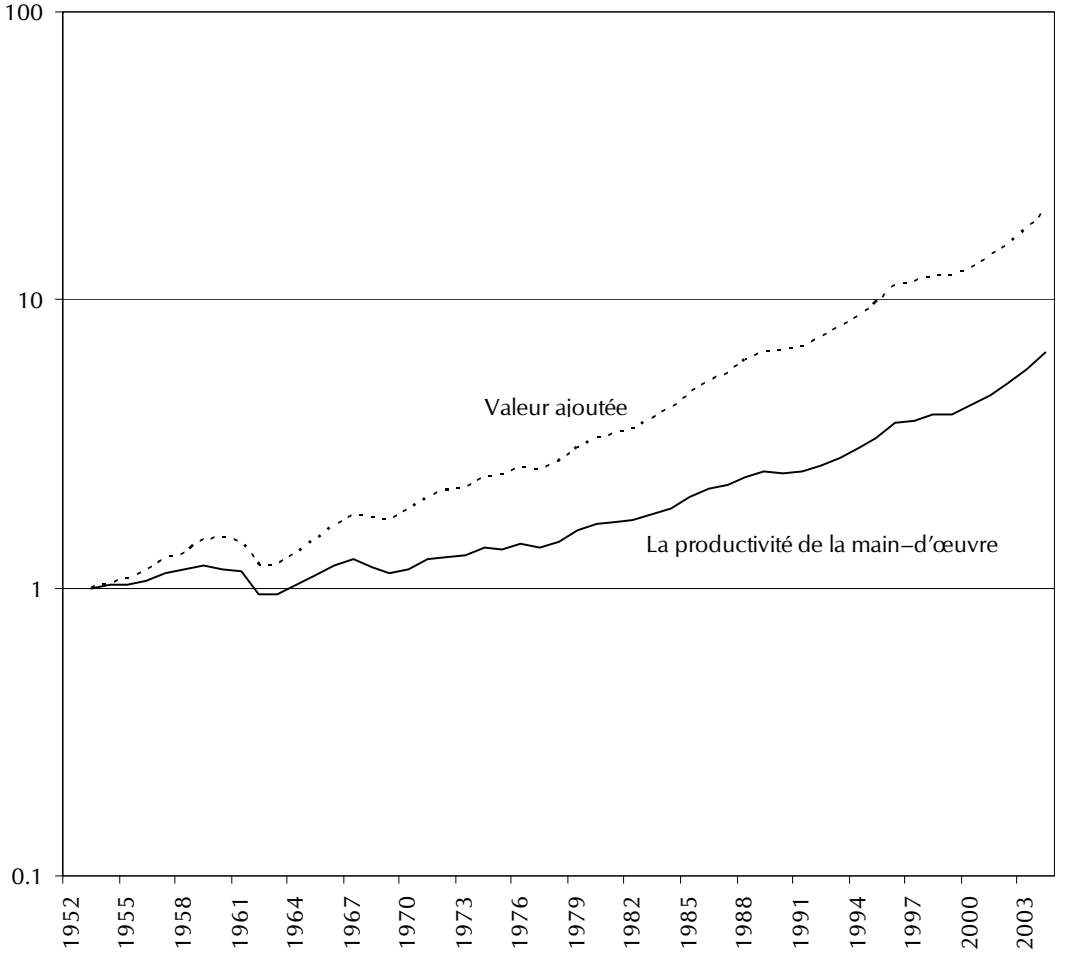
iii) les forces du marché ont été remplacées par des dispositifs réglementaires pour allouer les ressources d'investissement et les facteurs de production physiques, contrôler les mouvements de la main–d'œuvre et déterminer le niveau des prix et des salaires. Dans les premières années, les autorités étaient particulièrement soucieuses d'éviter l'inflation, parce que ce facteur avait largement contribué à discréditer le régime du KMT. La consommation en zone rurale fut limitée par la fiscalité et le système des contingents de livraison obligatoires, que l'État imposait pour approvisionner la population urbaine à moindre coût. Cela permit de maintenir les salaires urbains à un niveau faible. Un mécanisme de planification centrale fut mis en place mais, dans un pays de cette taille doté de moyens de transport médiocres, le mot d'ordre était « l'autonomie » aux niveaux national et provincial comme au niveau des entreprises. Une préférence très nette a été donnée aux grandes entreprises, dont on attendait une intégration verticale plus poussée que dans une économie de marché capitaliste. Dans les zones urbaines, la protection sociale fut déléguée aux entreprises d'État, chargées de fournir à leurs employés logement, formation, services de santé, cantines, clubs, etc. L'objectif du plein emploi était plus fondamental encore. Les entreprises d'État ne pouvaient licencier les salariés en sureffectif, les éléments paresseux ou les travailleurs inefficaces ;

iv) le commerce extérieur est devenu un monopole d'État, dont l'objectif était d'assurer l'autonomie du pays. Les importations portaient essentiellement sur les biens de production essentiels et l'économie domestique était isolée des forces du marché international. Les IDE se tarirent et les emprunts extérieurs se sont limités pratiquement aux transactions d'État à État avec l'Union soviétique et d'autres pays communistes. Si la Chine avait recours aux pays communistes pour se fournir en biens d'équipement, ce n'était pas seulement par volonté d'autarcie : c'était aussi par nécessité politique compte tenu de l'embargo commercial qu'elle subissait, de son isolement diplomatique et du peu de chances qu'elle avait d'obtenir des prêts des pays capitalistes.

Pendant la période des réformes, engagées à partir de 1978, la politique changea radicalement dans ces quatre domaines. La part relative de l'État se replia fortement et les recettes budgétaires furent ramenées de 31 à 17 pour cent du PIB. L'investissement est désormais financé en grande partie par l'épargne privée (*via* le système bancaire) ; les forces du marché jouent un rôle bien plus important dans l'allocation des ressources ; et l'économie s'est ouverte au commerce extérieur et à l'investissement

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Figure 3.2. **PIB total et productivité du travail en Chine, 1952–2003**



Source : Tableaux C.3 et D.3.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142246477668

étranger. Bien qu'il n'y ait pas eu de retour officiel au système capitaliste des droits de propriété par la privatisation des biens publics, des capitalistes ont pu devenir membres du parti communiste, les paysans ont retrouvé un droit de regard important sur la gestion de leurs terres, le nombre de Chinois propriétaires de leur logement augmente rapidement et les possibilités d'enrichissement personnel *via* l'initiative privée et quasi privée se multiplient. La taille moyenne des unités de production a énormément diminué. En 1978, l'agriculture était aux mains de 6 millions d'équipes de production ; aujourd'hui, la Chine compte 250 millions d'exploitations familiales. En 1978, on dénombrait 384 000 entreprises industrielles de 175 travailleurs en moyenne ; en 1996, on comptait 8 millions d'entreprises de 14 salariés en moyenne. En 1978, il y avait 1.6 million de points de vente dans le secteur du commerce et de la restauration, contre 18.6 millions en 1996, avec une diminution de la taille moyenne des entreprises de 5.4 à 2.8 employés.

Tableau 3.5. **Comparaison des niveaux de performance économique de 14 pays, 2003-06**

	PIB par habitant de 2003 (dollars internationaux de 1990)	Population en 2003 (millions)	Consommation d'énergie en 2003 (millions de tonnes équivalent pétrole)	Exportations en 2006 (milliards de dollars)
Chine	4 803	1 288.4	1 409	969
Corée du Sud	15 732	48.2	205	326
Hong-Kong	24 098	6.8	17	317
Inde	2 160	1 049.7	553	120
Indonésie	3 555	214.5	162	99
Japon	21 218	127.2	517	650
Singapour	21 530	4.2	22	272
Taiwan	17 284	22.6	99	224
Allemagne	19 144	82.4	347	1 126
Australie	23 287	19.7	113	123
États-Unis	29 037	290.3	2 281	1 038
France	21 861	60.2	271	485
Royaume-Uni	21 310	60.9	232	371*
Russie	6 323	144.6	640	305

* 2005.

Sources : les données du PIB par habitant et de la population sont tirées de www.ggdc.net/Maddison ;
les chiffres concernant l'énergie sont tirés de AIE (2005a) ; les chiffres relatifs aux exportations sont tirés de FMI (avril 2007).

StatLink http://dx.doi.org10.1787/144287371763

Le bilan macro–économique

Le facteur travail

En Chine, le facteur travail a augmenté plus rapidement que la population, ainsi que le montre le tableau 3.6. La politique officielle a encouragé la baisse de la natalité, ce qui a entraîné une modification de la pyramide des âges et augmenté la proportion de la population en âge de travailler. L'emploi a progressé à un rythme plus important que la population en âge de travailler en raison de la participation accrue des femmes. Alors que dans les années 1930, 20 pour cent seulement des travaux agricoles étaient assurés par les femmes, celles–ci représentaient en 1995 près de la moitié de la population active dans les campagnes.

Pendant la période maoïste, la Chine n'utilisait pas sa main–d'œuvre de façon efficace, du fait d'une segmentation très rigide du marché du travail entre secteurs urbains et secteurs ruraux. Les ménages ruraux n'avaient pas le droit d'aller s'installer dans les zones urbaines. Un système de registres les obligeant à se faire inscrire auprès des autorités locales, ils se trouvaient ainsi bloqués dans des emplois peu rémunérés dans l'agriculture, les industries et les services ruraux. Les avantages sociaux qui étaient accordés aux citadins leur étaient déniés. Généralement, ils recevaient leurs moyens de subsistance en nature et accumulaient des points de travail qui n'étaient échangés contre de l'argent qu'en fin d'année.

Dans le secteur urbain, les entreprises publiques n'avaient pas le droit de recruter ou de licencier des travailleurs. Ceux–ci étaient affectés par les services du ministère du Travail en fonction du quota d'emploi des entreprises. Le ministère fixait également la structure des salaires pour les ouvriers, les cadres et les techniciens sur la base d'un barème emprunté aux Soviétiques. Presque tous les citadins en âge de travailler qui étaient inscrits sur les registres pouvaient espérer trouver un emploi qui les mettait à l'abri du besoin pour toute leur vie et bénéficier d'un avancement quasi automatique à l'ancienneté. Le passage d'une entreprise à une autre était pratiquement impossible. Comme les salaires étaient bas et les licenciements impossibles, les travailleurs n'étaient guère incités à travailler. Les dirigeants des entreprises d'État, non tenus par des contraintes budgétaires rigoureuses, toléraient les tire–au–flanc.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 3.6. **Statistiques démographiques, facteur travail et niveau d'instruction en Chine, 1952–2003**

	Taux brut de natalité pour 1 000 habitants	Espérance de vie à la naissance (nombre d'années)	Proportion de la population en âge de travailler	Pourcentage de personnes ayant un emploi	Années d'instruction par personne de 15 ans et plus
1952	37.0	38*	51.7	36.4	1.70
1978	18.3	64	53.6	41.9	5.33
2003	13.0	72	69.5	49.7	10.20

* 1950.

Sources : DNS/BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, plusieurs années). L'enseignement primaire est affecté d'une pondération de 1, l'enseignement secondaire de 1.4 et l'enseignement supérieur de 2, conformément aux données d'observation internationales sur les salaires associés aux différents niveaux d'instruction.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144312200801

Pendant la période des réformes, l'allocation de la main–d'œuvre s'est améliorée, en particulier dans les régions rurales, où l'essor marqué des petites industries et des emplois de service a permis d'absorber l'excédent de main–d'œuvre agricole. Toutefois, d'importantes restrictions continuent de brider les mouvements migratoires entre les zones rurales et les zones urbaines, et la pléthore des effectifs reste une caractéristique des entreprises d'État dans les zones urbaines.

Qualité de la main–d'œuvre

Sur le long terme, le bilan de la Chine en matière de formation du capital humain est assez remarquable, mais les progrès n'ont pas été réguliers, tant s'en faut. Dans le secteur de l'éducation, le principal objectif était de développer l'enseignement primaire et secondaire (tableau 3.7). En 1949, un tiers environ des enfants étaient inscrits dans des écoles primaires et 20 pour cent environ des adultes savaient lire et écrire. Actuellement, environ les quatre cinquièmes des adultes savent lire et écrire, mais la scolarisation primaire n'est pas encore universelle et les taux d'abandon sont élevés dans les régions rurales.

Dans l'enseignement supérieur, le bilan de la Chine dans les années 1960 a été désastreux. Le nombre d'élèves inscrits a ainsi chuté, passant de 962 000 étudiants à 48 000 en 1970. Si la situation s'est ensuite redressée, le niveau atteint en 1978 restait encore inférieur à celui de 1960. Pendant la Révolution culturelle, pratiquement tous les établissements d'enseignement supérieur furent fermés, les professeurs faisant l'objet d'une chasse aux sorcières humiliante. Entre 1966 et 1969, les étudiants furent incités à participer au vandalisme des Gardes rouges et, par la suite, beaucoup furent déportés dans des régions rurales écartées pendant plusieurs années. Lorsque les établissements d'enseignement purent rouvrir leurs portes, la priorité alla aux jeunes dont les origines sociales et les attitudes politiques étaient « correctes » et non à ceux qui avaient réussi aux examens. Il en alla de même pour les établissements secondaires spécialisés (écoles techniques et normales). Là, les taux d'inscription tombèrent d'un niveau record de deux et un quart de million en 1960 à 38 000 en 1969. Le redressement a été très lent.

Pendant la période de réformes, la scolarisation dans le supérieur a brusquement progressé, passant de moins d'un million d'étudiants en 1978 à pratiquement 16 millions en 2005. Le nombre de jeunes Chinois étudiant à l'étranger a lui aussi explosé, d'un niveau proche de zéro sous la période maoïste à 118 500 en 2005 (et un total cumulé depuis les années 1970 de plus d'un million).

Entre 1952 et 2003, le niveau moyen d'instruction de la population de 15 ans et plus a été multiplié par six, passant de 1.7 à 10.2 années de scolarité (tableaux 3.6 et 3.8). Cette amélioration de la formation de la main–d'œuvre a accru de façon notable le potentiel productif du pays, qui a également bénéficié des améliorations dans le domaine sanitaire. L'espérance de vie à la naissance est passée de

Tableau 3.7. **Effectifs inscrits par niveau d'enseignement en Chine, des années 1930 à 2005**
(en milliers)

	Enseignement supérieur	Enseignement secondaire	Enseignement primaire	Enseignement préscolaire
Années 1930	31[a]	632[b]	12 670[b]	n.d.
1949	117	1 268	24 391	140[c]
1952	191	3 145	51 100	424
1957	441	7 081	64 283	1 088
1960	962	12 476	93 791	29 331
1970	48	26 483	105 280	0
1978	856	65 483	146 240	7 877
2005	15 618	85 809	108 641	21 790

a 1937. b 1939–40. c 1950.
Sources : pour les années 1930, les chiffres sont du ministère chinois de l'Information (1943). Pour les autres années, les chiffres sont de SSB/NBS (l'*Annuaire 1984* du BNS (Bureau national chinois de la statistique), pp. 483–85 ; 1993, pp. 640–41 ; 1996, p. 631 ; et 2006, p. 800).
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144314500648

Tableau 3.8. **Nombre d'années de scolarité par personne de 15 à 64 ans pour dix pays, 1950–92**
(équivalent d'années d'enseignement primaire)

	1950	1973	1992		1950	1973	1992
France	9.58	11.69	15.96	Chine	1.60	4.09	8.50
Allemagne	10.40	11.55	12.17	Inde	1.35	2.60	5.55
Royaume–Uni	10.84	11.66	14.09	Japon	9.11	12.09	14.86
États–Unis	11.27	14.58	18.04	Corée	3.36	6.82	13.55
Espagne	5.13	6.29	11.51	Taiwan	3.62	7.35	13.83

Sources : les estimations concernant la Chine sont tirées des sources indiquées pour le tableau 3.6. Pour les autres pays, les chiffres sont tirés de Maddison (1995a, p. 77). L'enseignement primaire a été affecté d'une pondération de 1, l'enseignement secondaire, de 1.4 et l'enseignement supérieur de 2, conformément aux données internationales concernant le niveau des salaires en fonction des niveaux de formation.
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144351324281

38 ans en 1950 à 72 ans en 2003. La mortalité infantile représente un huitième environ de ce qu'elle était en 1949. Une bonne partie de la population reste très attachée à la médecine et à la pharmacopée traditionnelles chinoises, mais on note une très forte augmentation des médecins de type occidental et de la consommation de médicaments modernes. Les principaux facteurs qui ont contribué à allonger l'espérance de vie sont l'amélioration de l'hygiène et du régime alimentaire, et une grande facilité d'accès aux médicaments modernes.

Les taux d'investissement et le facteur capital

Les succès du nouveau régime dans le domaine de l'investissement sont indéniables. Le taux d'investissement brut non résidentiel est passé de 7 pour cent du PIB environ dans la période d'avant–guerre (voir tableau C.8 et sa note) à 11 pour cent en moyenne au début des années 1850, à 18 pour cent pendant la période maoïste et à 22 pour cent dans la période de réformes. C'est une performance très respectable et désormais sensiblement meilleure que celle des pays capitalistes avancés (tableau 3.9).

Comme les autres pays communistes, la Chine a pratiqué des investissements inhabituellement massifs sous forme de stocks et de travaux en cours. Les entreprises publiques chinoises conservaient des stocks importants de matériel à cause des difficultés d'approvisionnement ou de l'inefficacité du processus de planification. Elles gaspillent les moyens de production tels que l'acier et l'énergie parce

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

que le système de fixation des prix est inefficace et qu'elles ne sont pas tenues par des contraintes budgétaires rigoureuses. Il y a un grand nombre de chantiers de construction inachevés et les entreprises ont souvent des stocks importants de marchandises invendables dont la qualité ou la conception ne répondaient pas au goût des consommateurs. Entre 1978 et 2003, l'augmentation des stocks n'a représenté en moyenne aux États-Unis que 0.45 pour cent du PIB, contre 5.75 pour cent en Chine. Dans les pays capitalistes avancés, environ les deux tiers du PIB sont maintenant le fait du secteur des services, où les stocks sont très faibles. Dans les pays pauvres, où la production matérielle entre pour une part importante dans le PIB, la formation des stocks joue un rôle plus important. Cela dit, la Chine fait figure d'exception, ce qui semble indiquer que la très forte proportion des stocks était attribuable à l'inefficacité de l'organisation de la production, en particulier dans le secteur public. Pour autant, le ratio chinois de l'évolution des stocks par rapport au PIB s'est fortement dégradé en 2000-03, atteignant en moyenne 1.55 pour cent.

Pour établir les estimations du stock de capital, il faut additionner des actifs datant de différentes années – ce qui nécessite de disposer d'une longue série de données d'investissement à prix constants. Ces estimations n'existant pas en Chine, nous avons « contourné » le problème en employant des ratios d'investissement aux prix courants associés à des estimations du PIB à prix constants (pour plus d'explications, voir l'annexe C et les tableaux C.7 et C.8). Nous avons recouru à la méthode de l'inventaire permanent et posé comme hypothèse une durée de vie moyenne des actifs de 25 ans. En fonction des rares informations disponibles sur la formation de capital avant la guerre, nous avons estimé de manière approximative le stock de capital pour 1952, sachant que nos estimations pour 1978 et 2003 sont bien plus solides. Pour 1952, nous sommes parvenus à ratio capital sur production de 1.2. Ce chiffre est faible au regard des normes internationales, mais il faut rappeler qu'avant la guerre, les taux d'investissement étaient très modestes et que les nombreuses années de guerre et de guerre civile ont causé des dégâts très importants.

Le stock de capital a augmenté beaucoup plus rapidement que la production pendant la période maoïste, avec un ratio de capital sur production passant de 1.2 en 1952 à 2.7 en 1978. Depuis, la productivité du capital s'est nettement améliorée et le ratio capital sur production était de 2.6 en 2003.

Pendant la période précédant les réformes, la plupart des investissements étaient financés par l'État, qui a freiné la consommation et maintenu les salaires à un niveau faible afin de financer l'accumulation de capital. Pendant la période de réformes, une proportion rapidement croissante des investissements a été financée par l'épargne des ménages et l'investissement étranger. Si l'État continue à jouer un rôle important dans l'allocation des ressources d'investissement, son désengagement relatif a permis de drainer les fonds vers des secteurs plus rentables.

Les effets de cette meilleure allocation des ressources peuvent être observés dans les comptes de la croissance macro–économique (tableau 3.9). La forte augmentation de la productivité totale des facteurs entre 1978 et 2003 est visible, au rebours des performances négatives enregistrées entre 1952 et 1978.

Productivité totale des facteurs

La partie supérieure gauche du tableau 3.9 présente une version simplifiée des comptes de la croissance pour les deux grandes phases de l'expansion chinoise : 1952–78 et 1978–2003.

Le niveau élevé de la mobilisation des ressources est surtout évident dans le cas du stock de capital, qui a augmenté bien plus rapidement que le PIB pendant la période maoïste. Pendant la première période, les apports en capital ont progressé plus rapidement malgré des taux d'investissement plus faibles en moyenne, parce que le stock initial était très faible. L'emploi a augmenté à un rythme nettement

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 3.9. **Comptes de croissance agrégés pour la Chine, la Corée du Sud, les États–Unis et le Japon, 1952–2003**
(taux de croissance annuels moyens composites)

	Chine		Japon	
	1952–78	1978–2003	1952–78	1978–2003
	Performance macro–économique			
Population	2.02	1.20	1.10	0.41
PIB	4.39	7.85	7.86	2.53
PIB par habitant	2.33	6.57	6.69	2.11
Facteur travail	2.57	1.89	1.12	0.07
Instruction	4.49	2.63	1.19	1.12
Qualité de la main–d'œuvre	4.87	3.23	1.72	0.63
Capital non résidentiel	7.72	7.73	9.57	5.03
Productivité de la main–d'œuvre	1.78	5.85	6.67	2.46
Productivité du capital	–3.09	0.11	–1.56	–2.39
Stock de capital par personne employée	5.02	5.73	7.97	4.38
Productivité totale des facteurs	–1.37	2.95	3.32	0.36
Exportations en volume	2.60	14.42	13.17	4.09
	États–Unis		Corée du Sud	
	1952–78	1978–2003	1952–78	1978–2003
	Performance macro–économique			
Population	1.34	1.07	2.21	1.06
PIB	3.61	2.94	8.63	6.68
PIB par habitant	2.24	1.85	6.28	5.56
Facteur travail	1.12	1.10	3.40	1.75
Instruction	1.12	1.20	3.13	3.13
Qualité de la main–d'œuvre	1.69	1.61	5.02	2.15
Capital non résidentiel	3.39	3.23	10.89	10.24
Productivité de la main–d'œuvre	2.47	1.82	5.05	4.85
Productivité du capital	0.22	–0.38	–2.05	-3.22
Stock de capital par personne employée	1.85	1.81	8.77	8.05
Productivité totale des facteurs	1.28	0.69	1.48	0.93
Exportations en volume	5.19	5.91	26.1	11.2

Sources : les chiffres concernant la population et le PIB sont tirés de www.ggdc.net/Maddison
Le nombre d'heures, l'instruction et le stock de capital pour le Japon et les États–Unis proviennent pour l'essentiel de Maddison (1995*a*, pp. 253–54) actualisé dans Maddison (2007). Voir aussi Maddison (1995*b*, pp. 150-56) pour une estimation détaillée du stock de capital au Japon et aux États-Unis. Pour ces deux pays, nous supposons que les structures non résidentielles ont une durée de vie de 29 ans et les machines-outils et l'équipement de 14 ans. Pour la Corée, les données du facteur travail et de l'instruction pour la période pour 1952-78 sont tirées de Maddison (1998, p. 66) alors que la croissance du stock de capital productif pour la même période vient de van Ark et Timmer (2002, pp. 239-40). Toujours pour la Corée, les données du facteur travail pour 1978-2003 sont issues de la base de données du GGDC (Groningen Growth and Development Centre) et les données du stock de capital pour la même période de Pyo *et al*. (2006, p. 108). Les chiffres pour l'emploi, l'instruction et le stock de capital en Chine viennent de Maddison (1998*a*) actualisé. Comme nous n'avons pas pu ventiler le stock de capital chinois entre structures non résidentielles et machines-outils, nous avons supposé une durée de vie moyenne des deux actifs combinés de 25 ans (tableau C.8). La qualité de la main-d'œuvre pour la Corée, les États-Unis et le Japon renvoie au nombre total d'heures travaillées et, pour la Chine, à l'emploi. La qualité de la main-d'œuvre est améliorée pour l'augmentation du niveau moyen d'instruction de la population active. Nous avons supposé que l'impact de la qualité de la main-d'œuvre était égal à la moitié du taux de croissance de l'éducation. Pour le calcul de la productivité totale des facteurs, nous avons donné une pondération de 0.65 au facteur travail, de 0.325 à l'éducation et de 0.35 au capital.
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144384744744

supérieur à celui de la population pendant les deux périodes, pour les raisons que nous avons déjà analysées. Durant les deux périodes, le niveau d'instruction s'est beaucoup élevé, ce qui a eu des effets positifs sur la qualité de la main–d'œuvre.

Pendant la période maoïste, la productivité du travail a quelque peu augmenté, alors que la productivité du capital a sensiblement diminué. On peut mesurer approximativement l'efficacité totale de l'allocation des ressources dans l'économie en combinant les principaux facteurs de production (la main-d'œuvre, dont la qualité s'améliore avec l'éducation, et le capital fixe non résidentiel) et en comparant leur croissance avec celle du PIB, afin de mesurer la « productivité totale des facteurs ». Le tableau 3.9 montre qu'elle a été négative — le taux se situant à –1.37 pour cent par an — au cours de la période 1952–78.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

L'année 1978 marque un retournement de tendance brutal. Les taux de croissance du facteur travail et du stock d'éducation ralentissent alors que les apports en capital augmentent au même rythme. Pourtant, la croissance du PIB enregistre une forte progression, la productivité de la main–d'œuvre augmente bien plus rapidement qu'auparavant, la productivité du capital cesse d'être négative et la productivité totale des facteurs augmente de 2.95 pour cent par an. L'amélioration de l'allocation des ressources pendant la période des réformes ressort de façon spectaculaire dans ces simples comptes macro–économiques. L'analyse détaillée des réformes politiques et institutionnelles présentée ci–après permet d'avoir une idée plus précise des facteurs à l'origine de ces gains d'efficacité.

Il est utile d'appliquer à d'autres pays la technique simplifiée utilisée pour le tableau 3.9 pour avoir une idée plus juste de la signification comparative de nos résultats sur la croissance passée et pour disposer d'une base de comparaison à l'analyse des perspectives présentée au chapitre 4. Le tableau 3.9 inclut donc des estimations effectuées sur les mêmes bases pour le champion mondial de la productivité, les États–Unis, pour le Japon, autre géant économique de l'Asie, et pour la Corée du Sud, dont l'économie a prouvé sa capacité de rattrapage rapide sur plus de quatre décennies.

L'expérience du Japon offre un contraste frappant avec celle de la Chine. Sa période de très forte croissance s'est déroulée entre 1952 et 1978, avec des taux de croissance du PIB pratiquement identiques à ceux de la Chine pendant la période de réformes. Depuis 1978, la croissance japonaise s'est fortement ralentie, retombant à un niveau inférieur à celui de la Chine pendant la période maoïste. On retrouve ce mouvement de ciseaux entre les deux pays tant pour ce qui est de la productivité totale des facteurs que des échanges extérieurs.

Il faut toutefois se garder des comparaisons simplistes, car l'histoire économique des deux est très différente. La modernisation du Japon a commencé en 1867 et, pendant près de huit décennies, elle a servi en bonne partie à des agressions extérieures, en particulier contre la Chine. Ayant été complètement démilitarisé en 1952, le Japon a pu utiliser sa main–d'œuvre hautement qualifiée et sa prodigieuse capacité à mobiliser l'épargne à d'autres fins que militaires. Il a aussi été en mesure de tirer pleinement parti des avantages qu'offrait l'expansion rapide de l'économie mondiale. En 1952, la population japonaise avait un niveau d'instruction plus ou moins comparable à celui de l'Europe de l'ouest, avec une proportion de la population instruite cinq fois supérieure à celle de la Chine à la même époque. Son revenu par habitant était plus de quatre fois supérieur à celui de la Chine. Grâce à sa longue expérience du développement capitaliste autochtone indépendant, le Japon était doté d'un système élaboré de banques et de sociétés de commerce et il disposait de gestionnaires expérimentés. Il était bien équipé pour rattraper rapidement le niveau de productivité des pays les plus avancés. Il fut en mesure de compenser toutes les occasions perdues avant la guerre pendant les années où il poursuivait des objectifs militaires. Entre 1952 et 1978, son revenu par habitant passa de moins d'un quart à plus des deux tiers de celui des États–Unis. Après cela, sa croissance ne pouvait que marquer le pas, puisqu'il se rapprochait de la frontière technologique, là où les niveaux élevés d'investissement sont nettement moins payants.

Les changements structurels

La Chine a connu des changements structurels extrêmement importants entre 1952 et 2003. La production et l'emploi ont augmenté bien plus lentement dans le secteur agricole que dans le reste de l'économie. La part de l'agriculture dans le PIB a été ramenée de 60 à 16 pour cent et sa part dans le total des emplois de 83 à 51 pour cent. Le secteur le plus dynamique pendant cette période a été celui de l'industrie, dont la part dans le PIB est passée de 8 à 52 pour cent. La part des services dans le PIB s'est légèrement repliée pendant toute la période, mais sa part dans l'emploi a progressé considérablement (tableau 3.2).

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Les changements structurels sont généralement la résultante de deux forces fondamentales, qui entrent en jeu dans tous les pays à mesure que progressent le revenu réel et la productivité. La première de ces forces est l'élasticité de la demande de certains produits. À mesure que les revenus augmentent, les forces qui sous–tendent la demande provoquent une baisse de la part des produits agricoles dans la consommation au profit des produits de l'industrie et des services. La seconde force fondamentale est liée au rythme différent des progrès technologiques d'un secteur d'activité à l'autre. Ces deux forces se sont manifestées en Chine, mais son profil de développement a été aussi grandement influencé par la politique gouvernementale.

C'est ainsi que la médiocre performance de l'agriculture pendant la période maoïste était due au faible niveau de revenu des paysans qu'impliquait la politique du gouvernement en matière de fiscalité, de fixation des prix et de marchés publics, aux contraintes qui restreignaient la migration entre les campagnes et les villes et aux effets négatifs des réformes institutionnelles, le système collectiviste ayant pour conséquence de réduire l'efficacité et les incitations à produire. L'assouplissement de la réglementation régissant les prix agricoles et les déplacements de la main–d'œuvre vers des activités non agricoles, ainsi que le retour au système d'exploitation familiale pendant la période de réformes ont eu des effets extrêmement positifs sur la productivité – mais, dans une certaine mesure, cette situation ne pourra pas se reproduire.

De même, l'augmentation extrêmement forte de la production dans l'industrie et la construction avant la période des réformes était liée aux incitations en termes de prix instituées par le gouvernement et à la forte concentration des ressources d'investissement dans ce secteur, ce qui a contribué à relever le niveau relatif de la productivité dans ces activités. La croissance dans l'industrie et la construction a conservé le même rythme pendant la période des réformes mais, à mesure que l'importance relative des entreprises publiques diminuait, l'efficacité avec laquelle ces deux branches utilisaient le capital s'est améliorée.

Le secteur des services a lui aussi été bridé dans la période qui a précédé les réformes, en particulier les entreprises commerciales et de restauration. Ces contraintes ont été largement desserrées pendant la période de réformes, avec le développement massif de l'entreprise privée.

La dernière ligne du tableau 3.10 fournit une mesure grossière de l'impact de la redistribution de la main–d'œuvre sur la croissance du PIB. Dans la période qui a précédé les réformes, le taux de croissance annuel moyen du PIB aurait été inférieur de 0.88 pour cent (3.51 pour cent au lieu de 4.39 pour cent) si la structure de l'emploi n'avait pas évolué et si les gains de productivité dans les différents secteurs étaient restés identiques. Sur la base de ces mêmes hypothèses, la croissance annuelle du PIB aurait été inférieure de 2.01 pour cent (5.84 pour cent au lieu de 7.85 pour cent) entre 1978 et 2003. Cependant, les effets des changements structurels ne doivent pas être ajoutés comme un élément explicatif dans les comptes de croissance agrégés du tableau 3.9, car cela conduirait à comptabiliser deux fois un grand nombre d'éléments. Les fortes différences intersectorielles dans les niveaux de productivité de la main–d'œuvre et les taux de croissance sont liées en grande partie à des différences dans la répartition du capital physique et le niveau d'instruction. Ces éléments de causalité sont déjà pris en considération dans les comptes agrégés de croissance, et une analyse plus fine des effets des changements structurels nécessiterait des données désagrégées sur les stocks de capital physique et humain, données non disponibles actuellement.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 3.10. **Indicateurs de croissance sectoriels en Chine, 1952–2003**
(taux de croissance annuels moyens composites)

	1952–78	1978–2003	Variation du taux de croissance entre les deux périodes
PIB dans l'agriculture	2.20	4.52	2.32
Emploi dans l'agriculture	2.02	0.51	–1.51
Productivité de la main–d'œuvre dans l'agriculture	0.17	3.99	3.82
PIB dans l'industrie et la construction	9.76	9.76	0.00
Emploi dans l'industrie et la construction	5.84	2.83	–3.01
Productivité de la main–d'œuvre dans l'industrie et la construction	3.70	6.74	3.04
PIB dans le secteur tertiaire	4.18	7.60	3.42
Emploi dans le tertiaire	3.20	3.65	0.45
Productivité de la main–d'œuvre dans le tertiaire	0.96	3.81	2.85
PIB de l'ensemble de l'économie	4.39	7.85	3.46
Emploi total	2.57	1.89	-0.68
Productivité totale de la main–d'œuvre	1.78	5.85	4.07
Impact du déplacement sectoriel de l'emploi sur la croissance totale du PIB	0.88	2.01	1.13

Sources : Annexes C et D.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143410310604

Tableau 3.11. **Évolution de la structure de l'économie chinoise, 1952–2003**
(en pourcentage du total)

	Agriculture	Industrie et construction	Secteur tertiaire	Total
		PIB		
1952	59.7	10.0	30.3	100
1978	34.4	36.8	28.8	100
2003	15.7	57.2	27.1	100
		Emploi		
1952	82.5	7.0	10.5	100
1978	71.9	15.8	12.3	100
2003	51.1	19.9	29.0	100
		Productivité relative de la main–d'œuvre		
1952	72.7	142.9	288.6	100
1978	47.8	252.9	234.1	100
2003	41.2	287.4	93.4	100

Sources : Annexes C et D.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143414330232

Les performances du secteur rural

L'agriculture

Pour plusieurs raisons, le nouveau régime a donné la priorité à la réforme agraire. Le parti prônait la création d'une société plus égalitaire et la suppression des classes nanties — en particulier des derniers représentants de l'aristocratie terrienne de l'époque Qing. L'appropriation du « surplus » agricole constituait une source importante de financement. Dans les régions où le parti communiste avait déjà assuré son emprise politique et militaire, la réforme agraire s'était révélée efficace pour obtenir le soutien des masses et les dirigeants pensaient que de nouvelles mesures en ce sens consolideraient et légitimeraient leur pouvoir.

Il est important de tracer un tableau réaliste de la situation que le nouveau régime avait trouvée à son arrivée au pouvoir. La rhétorique du parti n'était guère précise. L'agriculture était qualifiée de « féodale » et l'exploitation par les propriétaires terriens était considérée comme extrême. En fait, la féodalité avait disparu de la Chine depuis des siècles. Aucune noblesse terrienne ne gérait de grands domaines et le servage était inexistant. Dans leur très grande majorité, les paysans étaient soit propriétaires des terres qu'ils travaillaient, soit métayers, soit ouvriers agricoles. La terre pouvait être achetée et vendue librement. Seulement 10 pour cent des familles rurales ne possédaient pas de terres et, parmi les cultivateurs, 44 pour cent étaient des propriétaires exploitants, 23 pour cent étaient à la fois propriétaires terriens et métayers et 33 pour cent étaient des métayers. Ces pourcentages sont les estimations établies par Buck (1937) pour la période 1929–33, mais une étude gouvernementale pour 1931–36 aboutit à des proportions similaires — avec des taux respectifs de 46, 24 et 30 pour cent (Feuerwerker, 1977). Le montant moyen des fermages représentait 43 pour cent environ des récoltes sur les terres louées (voir les sources citées par Feuerwerker, 1977). Cinq pour cent seulement des prêts agricoles étaient fournis par des banques ou des coopératives de type occidental, 14 pour cent étaient financés par des prêteurs sur gages ou des banques autochtones et 81 pour cent par des commerçants, des boutiquiers villageois, des propriétaires ou des paysans prospères *(ibid.)*.

Nous ne disposons pas d'enquêtes sur la situation en 1949, mais il n'y a aucune raison de penser qu'elle avait beaucoup évolué depuis les années 1930. D'après Buck (1937), qui a effectué une étude de grande envergure sur plus de 38 000 exploitations familiales dans 22 provinces entre 1929 et 1933, la taille moyenne des exploitations agricoles au début des années 1930 était de l'ordre de 1.7 hectare pour une famille moyenne de 6.2 personnes[1]. Les exploitations de plus de 67 hectares ne représentaient que 2 pour cent des terres (Feuerwerker, 1977) alors que la superficie moyenne des exploitations américaines en 1930 était de 63 hectares. Il n'existait pas de grandes plantations comme à Ceylan, en Inde ou en Indonésie. Habituellement, l'exploitation était divisée en six parcelles distinctes situées dans différentes parties du village. Cette fragmentation était due aux pressions démographiques qui s'exerçaient depuis longtemps dans un pays dont le cadre physique ne laissait que des superficies limitées à la culture. Le système de succession par partage entre les héritiers mâles avait entraîné la fragmentation des exploitations de génération en génération. Le morcellement des exploitations en parcelles séparées visait à doter chaque héritier d'un lot équitable de terres de différentes qualités. Ce morcellement était considéré comme une forme d'assurance. Tawney (1932) décrit la situation en ces termes : « La qualité de la terre varie d'un acre à l'autre. Le même homme ne peut avoir toutes les meilleures terres et l'autre toutes les plus mauvaises ; un agriculteur a besoin à la fois de terres sèches et de terres humides, de terres montagneuses pour le combustible et le fumier et de terres à niveau pour ses cultures. La dispersion des parcelles lui permet de répartir ses risques d'inondation et de sécheresse ».

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Les cultures occupaient environ 90 pour cent des terres, les bâtiments de ferme 1.4 pour cent, les tombes ancestrales 1.9 pour cent, les chemins et les mares 2 pour cent et les zones consacrées aux pâturages, au bois de chauffe, aux forêts et à l'irrigation 3.1 pour cent. Les terres non cultivées représentaient seulement 1.4 pour cent du total. Depuis des siècles, les paysans chinois ne pratiquaient pas la jachère. Il n'y avait pas de terrains communaux pour le pâturage. Le ratio moyen de cultures multiples était de 1.38, ce qui donne une superficie moyenne ensemencée de 2.1 hectares par exploitation (2.45 hectares dans les régions productrices de blé, 1.85 pour cent dans les régions rizicoles)[2]. Compte tenu de ces caractéristiques concernant les hommes et la terre et des techniques agricoles de l'époque, il n'était pas rentable de se lancer dans la gestion de grandes exploitations. Les grands domaines que la dynastie Qing avait créés à l'origine pour les nobles et les militaires mandchous avaient depuis longtemps été divisés en petites parcelles mises en location ou vendus (Myers, 1970). Dans ce monde rural, les femmes occupaient une position nettement inférieure. Elles ne pouvaient hériter de biens, 1.2 pour cent d'entre elles seulement était alphabétisées (contre 30.3 pour cent pour les hommes) et elles ne représentaient que 20 pour cent de la population active agricole (Buck, 1937). L'exploitation du potentiel de travail que représentaient les femmes était un élément fondamental de la stratégie de développement communiste. En 1995, les femmes représentaient 47 pour cent de la main–d'œuvre rurale.

D'après les estimations de Riskin (1975), les revenus du patrimoine rural en 1933 représentaient 26 pour cent environ du produit agricole net, selon la répartition suivante : fermages, 16.5 pour cent ; profits des employeurs de main–d'œuvre salariée, 5.2 pour cent ; et rémunération de l'argent prêté, 4.3 pour cent. En outre, les taxes foncières représentaient 3.2 pour cent des revenus. L'amortissement était de l'ordre de 2.2 pour cent (Liu et Yeh, 1965). Les estimations de Riskin donnent une idée du surplus que le gouvernement communiste entendait s'approprier en transformant les relations patrimoniales et en confisquant les actifs détenus par les propriétaires terriens, les marchands et les usuriers. Les fermages furent remplacés par une combinaison de taxes publiques, de livraisons obligatoires et d'un système qui maintenait les prix agricoles à un niveau bas et les prix industriels à un niveau élevé. À terme, les dirigeants chinois voulaient également maintenir la consommation des régions rurales à un niveau minimal, pour que le surplus dégagé augmente proportionnellement dans le temps.

Après 1949, la politique relative aux institutions agricoles a connu six grands changements d'orientation : quatre phases successives de collectivisation de plus en plus poussée et deux phases de marche arrière, qui amenèrent pratiquement à un retour à la case départ. La réforme agraire de 1949–50 a conduit à la confiscation de 43 pour cent environ des terres cultivées (45 millions d'hectares) ainsi que des bâtiments de ferme et du bétail, qui ont été redistribués aux métayers et aux agriculteurs sans terre. Les temples et les terres qui les entouraient furent placés sous la tutelle de l'État. Les commerçants et les prêteurs sur gages perdirent leurs fonctions et leurs biens. Stavis (1982) décrit ainsi le processus : « La terre ne fut pas redistribuée avec des procédures administratives paisibles, mais des réunions furent organisées dans les villages pour déterminer à quelle classe économique appartenaient les villageois et dénoncer les propriétaires. Dans certains villages, ces réunions furent violentes. Pour un Chinois, il était dramatique de perdre ainsi la face. Les propriétaires terriens ou d'autres notables furent battus, humiliés jusqu'au point d'être poussés au suicide et parfois exécutés. Dans le climat chargé d'émotion des assemblées villageoises, les excès étaient fréquents. Entre 500 000 et 1 million de personnes au moins furent tuées et 2 millions emprisonnées ». Près de 4 pour cent de la population furent dépossédés de leurs terres alors qu'environ 60 pour cent des paysans tirèrent quelque profit de ce processus. Les réformes créèrent un système relativement égalitaire pour les 106 millions de foyers paysans, qui devinrent tous des propriétaires exploitants et se mirent à payer des impôts (en nature la plupart du temps) à l'État au lieu d'acquitter un fermage.

Peu après, dans la deuxième phase de la réforme, les paysans furent encouragés à mettre en commun leur main–d'œuvre, leurs animaux de trait et leurs outils agricoles dans les périodes de pénurie saisonnière. Au début, on baptisa ce système (qui regroupait généralement quelques paysans) du nom d'équipes « d'entraide ». Il fut complété par des coopératives élémentaires, qui supposaient

une mise en commun plus ambitieuse des ressources en main–d'œuvre et impliquaient des travaux sur des projets d'équipement importants en matière d'irrigation et de maîtrise de l'eau. En 1955, les deux tiers environ des paysans faisaient partie d'équipes d'entraide et de « coopératives élémentaires » à titre « volontaire ». La taille moyenne était de 27 ménages environ (Lin, 1990).

Ces arrangements n'étaient pas suffisants aux yeux des dirigeants du parti, qui craignaient que les paysans ne vendent ou ne louent leurs terres, ce qui conduirait à la longue à revenir aux anciens systèmes de propriété. Ils voulaient également contrôler plus étroitement les décisions dans les régions rurales, convaincus qu'ils pouvaient réaliser des économies d'échelle et dégager un surplus plus important en accélérant le processus de socialisation. En 1956–57, au cours d'une troisième phase de réformes, des « coopératives avancées » furent créées et presque tous les paysans furent contraints d'y adhérer. Le nouveau système prévoyait la mise en commun des terres et de la main–d'œuvre. Les paysans perdirent donc leurs droits de propriété individuels sur leurs parcelles pour devenir des parties prenantes dans ce qui était essentiellement des fermes collectives de type soviétique. À titre de consolation, ils furent autorisés à cultiver des légumes et élever du bétail sur de petits lopins privés occupant environ 5 pour cent des terres collectives. Les nouvelles fermes collectives avaient à peu près la même taille en termes de main–d'œuvre que les fermes collectives soviétiques de l'époque — elles regroupaient environ 160 ménages — mais elles étaient cinq fois plus petites du point de vue des superficies cultivées. Les décisions concernant la production et la gestion appartenaient désormais aux cadres du parti et les paysans étaient organisés en brigades de travail composées d'une vingtaine de ménages en moyenne.

À la fin de l'été 1958, une quatrième réforme drastique intervint. Les 123 millions de ménages paysans faisant partie de 753 000 « coopératives avancées » furent contraints de former 26 000 communes du peuple géantes, comptant chacune une moyenne de 4 600 ménages paysans et environ 6 700 travailleurs. Ces communes étaient 30 fois plus importantes que les fermes collectives soviétiques en termes de main–d'œuvre et quatre fois plus importantes quant aux superficies moyennes couvertes. Elles comprenaient 500 000 brigades et plus de 3 millions d'équipes de production. Il y avait aussi des fermes d'État, mais elles étaient d'une importance relativement faible : elles ne représentèrent jamais plus de 4 pour cent des terres agricoles, alors que les fermes d'État soviétiques couvraient 11 pour cent des superficies cultivées en 1950, 36 pour cent en 1960 et 51 pour cent en 1990.

Les communes firent leur apparition à l'époque du Grand Bond en avant, en 1958–60. Toutes les propriétés privées disparurent — les parcelles privées, l'élevage, les bâtiments de ferme et les revenus en numéraire. Les marchés ruraux furent fermés[3]. L'État contrôlait désormais tous les circuits de commercialisation et de crédit. Les familles devaient prendre leurs repas dans des cuisines et des salles de réfectoires communales. Les tâches étaient distribuées comme si les paysans étaient des soldats. Les nouveaux responsables firent des expérimentations risquées avec les labours profonds et les plantations denses, qui se soldèrent généralement par des échecs coûteux. Les communes furent chargées de l'administration locale, de la collecte des impôts locaux, de la fourniture des soins de santé et de l'instruction, de la supervision de la production agricole, de la construction des installations industrielles dans les régions rurales et des activités de service dans leur zone. Elles devaient être pratiquement autosuffisantes. Cette stratégie s'expliquait par l'extrême isolement de la Chine sur la scène politique internationale et le besoin perçu de mettre en place un système économique capable de survivre à une guerre nucléaire. La présentation des statistiques devint un exercice politique qui alimentait les fantaisies des dirigeants politiques, créant l'impression que la transformation millénariste réalisait des miracles, justifiant que l'on arrache des masses de paysans à leurs champs pour leur faire fondre le fer dans des arrière–cours, fabriquer du ciment, construire des bâtiments et des réseaux d'irrigation. Entre 1959 et 1961, quelque 30 millions de Chinois durent abandonner leurs travaux agricoles pour effectuer ces tâches. Résultat, la production agricole par habitant en 1961 était tombée à un niveau inférieur de 31 pour cent à celui de 1957, la priorité en matière d'approvisionnement en denrées alimentaires fut donnée aux zones urbaines et des millions de ruraux moururent de faim. Avec les décès liés à la

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 3.12. **Degré de participation dans différentes formes de l'agriculture socialiste, 1950–58**
(pourcentage de ménages paysans)

	Équipes d'entraide	Coopératives élémentaires	Coopératives avancées	Communes
1950	10.7	0.0		
1951	19.2	0.0		
1952	39.9	0.1		
1953	39.3	0.2		
1954	58.3	2.0		
1955	50.7	14.2		
1956	0.0	8.5	87.8	
fin août 1958				30.4
fin septembre 1958				98.0
fin décembre 1958				99.1

Source : SSB (1960). Cette source ne donne pas de chiffres pour 1957.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143467740355

Tableau 3.13. **Caractéristiques de l'agriculture chinoise, 1933–2003**

	Valeur ajoutée brute dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche et les activités d'appoint (millions de yuans de 1987)	Valeur ajoutée brute par habitant (yuans de 1987)	Valeur ajoutée brute par personne employée dans les activités agricoles (yuans de 1987)	Part de l'agriculture dans l'emploi total (%)	Part de l'agriculture dans le PIB (%)
1933	138 497	277	789	85	63
1952	127 891	225	748	83	60
1957	153 649	241	812	80	54
1958	154 538	237	889	68	49
1961	110 965	168	604	71	43
1978	225 079	235	781	72	34
2003	679 821	527	2 858	51	16

Source : tableau A.3, actualisé à partir des annexes C et D.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143535736845

famine et la chute des naissances, la population diminua de près de 6 millions d'habitants en 1959–61, alors qu'elle avait augmenté de plus de 28 millions d'habitants entre 1957 et 1959 (Banister, 1987, pour une analyse plus détaillée). Une bonne partie de cette nouvelle production industrielle n'avait aucune valeur ou était inutilisable. Comme les preuves de ce gaspillage s'accumulaient, il fut décidé d'abandonner la politique d'industrialisation. Alors que les emplois industriels étaient passés de moins de 23 millions en 1957 à près de 62 millions en 1959, ils étaient retombés en 1963 à un niveau inférieur à celui de 1957 (tableau D.3).

Le cinquième changement d'orientation de la politique économique intervint en 1962. Si les communes continuèrent d'exister jusqu'au milieu des années 1980 en tant qu'organes du gouvernement, la gestion des exploitations fut à nouveau confiée à des unités plus petites — des unités de production qui comptaient une trentaine de familles. Les parcelles privées furent restaurées, les marchés agricoles réapparurent, les repas en commun furent supprimés et des ressources importantes furent attribuées pour l'acquisition de moyens de production modernes — engrais, électrification et tracteurs. La rémunération des paysans était fonction des points de travail donnés par l'unité collective au sein de laquelle ils travaillaient ; ils recevaient des produits pour assurer leur subsistance tout au long de l'année, mais ils n'étaient payés en espèces qu'à la fin de l'année. Comme les cadres du parti avaient une influence considérable sur l'attribution des points, la récompense obtenue pour les efforts déployés

et les incitations à obtenir de bons résultats étaient bien plus faibles que dans un système où la prise de décision était laissée aux ménages. Les autorités continuaient d'insister sur la nécessité de fonctionner en autarcie, ce qui empêchait la spécialisation des exploitations et des régions.

Après la mort de Mao et l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe, la politique agricole entra dans une sixième phase. Cette fois, il n'y eut pas de changement de vitesse dramatique, mais une série de mesures pragmatiques dans une nouvelle direction, laissant une plus grande place au marché et offrant de meilleures incitations. Après 1978, diverses mesures furent prises en vue d'assouplir progressivement les contrôles agricoles, les objectifs de production et les quotas. Le contingent autorisé pour les parcelles privées fut porté de 5 à 15 pour cent des terres agricoles et les restrictions concernant les activités d'appoint furent assouplies. Les prix payés pour les produits agricoles furent sensiblement relevés. Entre 1978 et 1983, les prix moyens offerts aux paysans augmentèrent de 50 pour cent, alors que les prix industriels progressaient beaucoup plus lentement. Les prix payés pour les quotas furent augmentés et une nouvelle structure de prix à trois niveaux apparut, avec des prix plus élevés pour la part des livraisons à l'État supérieure aux quotas, les prix du marché libre étant appliqués pour le reste de la production (tableau A.22c). Les systèmes de paiement égalitaires furent abandonnés et remplacés par des contrats de responsabilité avec les ménages. La redistribution des terres collectives aux ménages commença à titre expérimental dans la province de Anhui en 1978 et se révéla un grand succès. En 1980, 14 pour cent des équipes de production étaient passées au système de responsabilité des ménages, 45 pour cent en 1981, 80 pour cent en 1982 et 99 pour cent en 1984 (Lin, 1992).

Avec le processus de décollectivisation, la fragmentation des parcelles agricoles réapparut. Wu et Meng (1995) montrent pour les cinq provinces qu'ils ont étudiées pour 1993–94 que le ménage agricole moyen disposait de 6.5 parcelles distinctes. Ces chiffres sont similaires à ceux que Buck (1937) pour les années 1930, où la propriété moyenne d'un paysan comprenait 6 parcelles séparées.

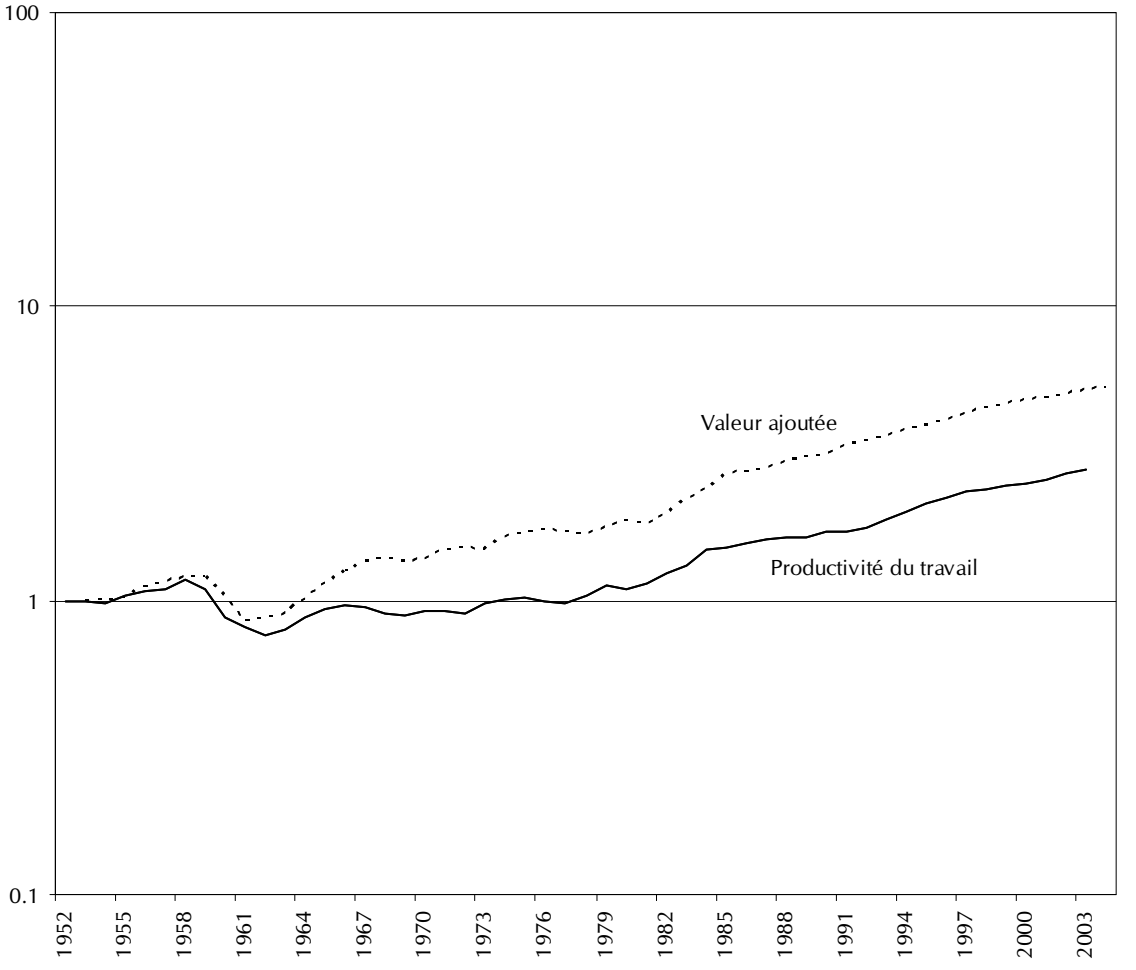
Après 1984/85, le prix relatif des livraisons agricoles à l'État fut réduit. Cette décision fut notamment motivée par le fait que l'approvisionnement s'était amélioré avec l'augmentation rapide de la production entre 1978 et 1984 (le PIB agricole a progressé de 53 pour cent pendant cette période). Il était en outre nécessaire d'alléger les pressions budgétaires causées par la hausse des prix à la production et le maintien de prix faibles pour les consommateurs urbains.

En 1984, les entreprises des communes et des brigades devinrent des entreprises municipales et villageoises. Les municipalités et les villages réapparurent en tant qu'unités administratives. L'ancienne administration des communes fut remplacée par des administrations distinctes pour les municipalités, des comités du parti au niveau des municipalités et des comités d'association économique. Le gouvernement autorisa également la création d'entreprises privées en zone rurale. Les possibilités d'emploi dans ces nouvelles activités industrielles et de service réduisirent l'attrait de l'agriculture, ainsi d'ailleurs que l'assouplissement des contrôles sur les mouvements de population entre les campagnes et les villes.

Le tableau 3.14 détaille l'évolution du secteur agricole pendant les quatre phases de la période 1952–94. Entre 1952 et 1957, lorsque les paysans étaient encore propriétaires en titre de leurs terres, la productivité de la main–d'œuvre a augmenté de 1.7 pour cent par an et la production totale des facteurs de 0.63 pour cent. Entre 1957 et 1978, la productivité de la main–d'œuvre a diminué de 0.2 pour cent par an et il y a eu une décélération de la productivité totale des facteurs. Pendant ces deux décennies, les expériences téméraires de collectivisation ont engendré de profondes distorsions dans l'allocation des ressources et les incitations, qui n'ont été supprimées qu'après 1978. Entre 1978 et 1987, la productivité de la main–d'œuvre a progressé de 5 pour cent par an avec l'adoption de politiques plus libérales et la hausse des prix à la production ; la productivité totale des facteurs a augmenté de 4.6 pour cent par an. Cette phase connut des éléments de reprise économique évidents, de sorte que la croissance s'est quelque peu ralentie entre 1987 et 1994, période pendant laquelle la productivité de la main–d'œuvre a progressé de 3 pour cent par an et la productivité totale des facteurs de 2.7 pour cent.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Figure 3.3. **Valeur ajoutée brute et productivité du travail dans l'agriculture chinoise, 1952–2003**
(Indices, 1952 = 1.00, Échelle verticale logarithmique)



Sources : tableaux C.3 et D.3.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142257682166

Plusieurs autres études ont cherché à mesurer la productivité totale des facteurs dans l'agriculture à l'aide d'une analyse des sources de la croissance ou de techniques économétriques, afin d'évaluer l'efficacité des différentes phases de la politique chinoise. L'une des études les plus fouillées et les plus transparentes est celle de Wen (1993), qui contient en outre une revue des autres études sur le sujet. Wen se fonde sur la mesure officielle du produit agricole brut (agriculture, sylviculture, pêche et activités d'appoint) en « prix comparables » comme indicateur de production, et il « l'explique » par la variation *a)* des intrants courants (alimentation animale, semences, engrais modernes et traditionnels et électricité) ; *b)* de la main–d'œuvre ; *c)* des superficies ajustées pour tenir ompte des cultures multiples et de l'irrigation ; et *d)* du stock de bétail et des machines, qu'il appelle « capital ». Il a choisi les pondérations de Wiens (1982), soit 20 pour cent pour les intrants courants, 35 pour cent pour la main–d'œuvre, 36 pour cent pour la terre et 9 pour cent pour le « capital », mais il utilise quatre autres séries de

Tableau 3.14. **Taux de variation de la production agricole, des intrants et de la productivité totale des facteurs au cours de quatre phases de la politique agricole en Chine, 1952–94**
(taux de croissance annuels moyens composites)

	1952–57	1957–78	1978–87	1987–94
Production agricole brute	3.70	2.32	5.77	4.28
Intrants agricoles	6.36	2.54	4.35	4.83
Autres moyens de production	12.12	8.98	8.43	6.67
Intrants courants, total	7.36	4.57	6.42	5.86
Valeur ajoutée brute agricole	3.05	1.72	5.52	3.62
Emploi agricole	1.35	1.92	0.49	0.58
Productivité de la main–d'œuvre agricole	1.66	–0.19	4.99	3.05
Zones cultivées irriguées	6.46	2.41	–0.16	1.32
Zones cultivées non irriguées	–0.79	–2.08	–0.60	–1.49
Accroissement des surfaces cultivées	1.70	0.18	–0.32	0.34
Autres apports de capital	7.81	4.43	5.00	3.48
Productivité totale des facteurs	0.63	0.57	4.56	2.67

Sources : tableaux A.3, A.4, A.8, A.9 et A.10. Pour l'accroissement des surfaces cultivées, les terres irriguées ont une pondération de 2 et les terres non irriguées, de 1. La rubrique « Autres apports de capital » englobe le stock des animaux de ferme et des machines agricoles, les animaux ayant une pondération de 51 pour cent et les machines de 49 pour cent pour 1951, comme indiqué dans Wen (1993, p. 3). La productivité totale des facteurs donne une pondération de 0.55 à l'emploi, de 0.30 aux terres supplémentaires et de 0.15 aux autres apports en capital.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143564104722

pondérations pour tester la sensibilité de ses résultats. Les cinq séries de résultats font apparaître une progression modeste ou négative de la productivité totale des facteurs entre 1952 et 1957, une forte baisse entre 1957 et 1978 et des gains importants de productivité pour la période 1978–87 (tableau 3.15). Tout comme l'approche économétrique de Lin (1992), l'analyse des facteurs de la croissance de Wen (1993) montre que la plupart des gains de productivité après 1978 sont liés à la libéralisation de la politique agricole.

Depuis 1978, la performance du secteur agricole s'est grandement améliorée par rapport à la période maoïste, mais il ne faut pas oublier que la productivité de la main–d'œuvre chinoise est très faible au regard des normes internationales. Le tableau 3.16 compare les niveaux de performance de l'agriculture chinoise et de trois autres grands pays pendant la période 1933–94, la valeur ajoutée étant exprimée en dollars de 1987, comme indiqué à l'annexe A. En 1994, la productivité de la main–d'œuvre chinoise ne représentait que 1.6 pour cent de celle de la main–d'œuvre américaine, pourcentage en léger recul par rapport à 1978. La Chine est bien moins richement dotée en ressources naturelles que les États–Unis (tableau 1.4) et sa situation en termes d'avantages comparatifs donne à penser que ses possibilités de rattrapage des États–Unis se situent en dehors de l'agriculture. Le cas du Japon est également très instructif. Ce pays a des ressources naturelles encore plus restreintes que la Chine compte tenu de sa population, mais il a poursuivi des politiques très coûteuses pour assurer son autosuffisance, en particulier dans le domaine céréalier. La productivité de la main–d'œuvre agricole japonaise ne représentait qu'un vingtième de celle des États–Unis en 1994. Le revenu réel du Japon aurait été plus élevé s'il avait adopté une politique plus libérale pour les importations de céréales. C'est certainement un élément que les responsables chinois devraient garder à l'esprit à l'avenir. En URSS (et en Russie), la politique collectiviste et la mise en place des fermes d'État se sont soldées par une productivité désastreuse malgré les fantastiques ressources naturelles de ce pays. Cela montre le bien–fondé des réformes qui ont déjà été introduites en Chine.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 3.15. **Taux de variation de la production agricole, des intrants et de la productivité totale des facteurs en Chine pendant trois phases Évaluations de Wen, 1952–87**

(taux de croissance annuels moyens composites)

	1952–57	1957–78	1978–87
Productivité agricole brute	4.56	2.33	6.93
Intrants courants	11.20	7.63	–0.53
Emploi agricole	1.36	2.20	1.29
Accroissement des surfaces cultivées	1.92	–0.43	–0.63
« Capital »	6.03	4.32	4.48
Productivité totale des facteurs	0.08	–1.53	6.00

Source : Wen (1993). La productivité totale des facteurs est la moyenne des résultats de Wen avec cinq séries de pondérations différentes. Pour construire ses comptes de croissance, Wen suit l'approche de Jorgenson, c'est-à-dire qu'il tente d'expliquer les variations de la production brute en valeur réelle alors que nous, nous suivons l'approche de Denison et expliquons les variations de la valeur ajoutée (voir Maddison, 1987, pour une analyse des deux approches). En outre, nos comptes ne font référence qu'à l'agriculture proprement dite, alors que ceux de Wen couvrent également la sylviculture, la pêche et les activités d'appoint. Wen se base sur les anciennes mesures officielles de la production alors que nous exploitons nos estimations telles que décrites dans l'annexe A. Ses estimations des apports de fumier et d'engrais traditionnels sont très supérieures aux nôtres (pour plus de détails, voir la note du tableau A.8).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143640878406

Tableau 3.16. **Comparaison des niveaux de performance agricole entre la Chine, les États–Unis, le Japon et l'Union soviétique/la Russie, 1933–94**

	Chine	Japon	URSS/Russie	États-Unis	Chine	Japon	URSS/Russie	États-Unis
	Valeur ajoutée agricole brute (millions de dollars de 1987)				Emploi (milliers)			
1933	56 846	7 316	25 273	41 466	166 545	14 078	42 244	8 722
1952	52 071	7 482	33 913	37 522	161 097	16 450	35 318	5 946
1957	60 501	6 400	45 598	38 432	172 301	15 210	34 326	5 295
1978	86 732	6 925	70 337	41 972	256 726	6 330	29 740	2 723
1990	159 435	7 631	69 303	70 623	287 134	4 510	27 239	1 999
1994	180 517	7 665	26 274	83 337	279 487	3 740	10 350	2 114
	Valeur ajoutée brute par personne employée (dollars de 1987)				Productivité de la main-d'œuvre en pourcentage de celle des États-Unis (États-Unis = 100.0 chaque année)			
1933	341	520	598	4 754	7.1	10.9	12.6	100.0
1952	323	455	960	6 310	5.1	7.2	15.2	100.0
1957	351	420	1 328	7 258	4.8	5.8	18.3	100.0
1978	338	1 094	2 365	15 414	2.2	7.1	15.3	100.0
1990	555	1 692	2 544	35 329	1.6	4.8	7.2	100.0
1994	646	2 050	2 539	39 421	1.6	5.2	6.4	100.0
	Emploi agricole en pourcentage de l'emploi total							
1933	80.4	45.9	60.0	21.1				
1952	77.7	42.5	42.1	8.8				
1978	63.5	19.0	23.2	2.8				
1990	50.3	7.2	20.6	1.7				
1994	45.2	5.7	14.9	1.7				

Sources : les données pour la Chine et les États-Unis sont tirées du tableau A.14. La valeur ajoutée brute pour l'URSS/la Russie entre 1933 et 1990 vient de Kouwenhoven (1996). Celui-ci a construit sa valeur de référence pour comparer les données de 1987 de l'URSS et des États-Unis exactement comme nous l'avons fait pour comparer la Chine et les États-Unis ; ensuite, il a fusionné ses données avec une série chronologique de la CIA. Les données pour l'emploi soviétique entre 1952 et 1990 sont tirées de différents numéros de *Narodnoe Khoziastvo* (comme indiqué dans Maddison, 1998, tableau 2), alors que les données pour 1933 sont une interpolation tirée de Maddison (1998). Les variations de la valeur ajoutée et de l'emploi en Russie entre 1990 et 1994 ainsi que la part de la Russie dans la valeur ajoutée et l'emploi soviétiques en 1990 proviennent de Banque mondiale (1995). La part de la Russie dans la valeur ajoutée agricole soviétique en 1990 était de 50.9 pour cent, alors que sa part dans l'emploi agricole soviétique représentait 36.6 pour cent et que le niveau de productivité de sa main-d'œuvre agricole était de 39.1 pour cent supérieur à la moyenne soviétique. Sa part dans la population soviétique en 1990 était de 51.2 pour cent. Les données de la valeur ajoutée brute du Japon par rapport aux États-Unis pour 1975 sont tirés de Maddison et van Ooststroom (1993). Les séries chronologiques pour la valeur ajoutée brute à prix constants sur la période 1933–90 sont tirées de Pilat (1994) et actualisées pour 1994 d'après les comptes nationaux de l'OCDE (1982-94, p. 93) ; les données pour l'emploi sur la période 1952–94 proviennent des statistiques de la population active de l'OCDE (plusieurs numéros), alors que les données sur les variations de la période 1933–52 sont tirées de Pilat (1994, p. 277).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143644468465

Activités rurales non agricoles

Dans la Chine impériale, les secteurs de l'artisanat, du commerce et des transports ont toujours été très actifs. Le Grand Bond en avant, de 1958 à 1960, a été marqué par un transfert massif de la main–d'œuvre rurale vers des activités non agricoles, mais le résultat a été si désastreux que le mouvement inverse a été plus important encore : les activités non agricoles, qui représentaient 6.6 pour cent des emplois ruraux en 1957, se sont fortement développées, pour atteindre 28 pour cent à la fin de l'année 1958, avant de retomber à 2 pour cent en 1962. En 1977, ce taux restait inférieur à celui de 1957 (tableau 3.17).

Depuis 1978, les petites entreprises ont connu un essor phénoménal dans les zones rurales mais, cette fois, avec des résultats bien meilleurs et bien plus solides que pendant le Grand Bond en avant. En 1977, les petites industries, la construction, le commerce, les transports et d'autres services (tableau 3.17) employaient 17 millions de salariés. En 2005, ce nombre était passé à 166 millions.

Tableau 3.17. **Répartition de la population et de l'emploi entre zones rurales et urbaines en Chine, 1952–2005**
(milliers, en fin d'année)

	Population rurale	Population urbaine	Emploi agricole	Emploi rural non agricole	Emploi urbain	Emploi total
1952	503 190	71 630	173 170	9 500	24 620	207 290
1957	547 040	99 490	193 090	13 690	30 930	237 710
1958	552 730	107 210	154 900	60 040	51 060	266 000
1959	548 360	123 710	162 710	48 030	51 000	261 740
1960	531 340	130 730	170 160	31 690	56 960	258 810
1962	556 360	116 590	212 760	4 550	41 790	259 100
1970	685 680	144 240	278 110	8 750	57 460	344 320
1977	783 050	166 690	293 400	17 320	83 050	393 770
1978	790 140	172 450	283 730	31 510	86 280	401 520
1987	816 260	276 740	308 700	81 304	137 826	527 830
2005	745 440	562 120	318 560	166 300	273 310	758 250

Sources : pour la population rurale/urbaine, les chiffres sont tirés de BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 1988, p. 75 ; 1995, p. 59 ; et 1996, p. 69). De manière générale, la population est classée en fonction de son lieu de résidence permanent. La population urbaine comprend les habitants des agglomérations urbaines et des bourgades. Les données ci–dessus se réfèrent apparemment à la définition de la bourgade de 1964, soit un centre de 3 000 habitants ou plus, dont au moins 75 pour cent des habitants travaillent en dehors du secteur agricole, ou un centre de 2 000 habitants ou plus, dont 85 pour cent ne sont pas des agriculteurs. Pour l'emploi total pour la période 1952–77, les données proviennent de DNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 1993, p. 78) ; pour la période 1978–87 et 2005, les données sont tirées de BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 1996, p. 92 et 2006, p. 99 respectivement). Les statistiques pour l'emploi agricole et l'emploi rural non agricole pour la période 1952–78 sont issues de Wu (1992) ; pour 1987 et 2005, elles sont tirées de BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 1996, p. 354 et 2006, p. 125 respectivement). Signalons de légers écarts entre les totaux présentés dans ce tableau et ceux du tableau D.3 pour les années avant 2005, ainsi qu'un problème d'incohérence pour les chiffres de 2005 (voir annexe D).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143722311706

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution. Avec la forte progression des intrants modernes (engrais, irrigation mécanisée, emploi de petits tracteurs, de camions, etc.) dans les années 1960 et 1970 et l'utilisation plus efficace des ressources liée au fait que les ménages avaient retrouvé leur pouvoir de décision, un réservoir croissant de main–d'œuvre rurale s'est constitué. Ne pouvant trouver de possibilités d'emploi productif dans les exploitations familiales, dont la taille moyenne était inférieure à un demi-hectare et sous un système strict d'enregistrement des ménages, la plupart de ces gens ne pouvaient aller chercher un emploi dans les villes. D'où une masse très importante de main–d'œuvre disposée à travailler pour un faible salaire dans des entreprises rurales.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 3.18. **Caractéristiques des petites entreprises en fonction du type de propriété, Chine 1978–96**

	Entreprises municipales	Entreprises villageoises	Entreprises individuelles	Total	Entreprises municipales	Entreprises villageoises	Entreprises individuelles	Total
	Nombre d'entreprises (milliers)				Emploi (milliers)			
1978	320	1 205	0	1 525	12 576	15 689	0	28 265
1984	402	1 462	4 201	6 065	18 792	21 030	12 259	52 081
1987	420	1 163	15 919	17 502	23 975	23 208	40 869	88 052
1994	423	1 228	23 294	24 945	29 607	29 381	61 194	120 182
1995	417	1 201	20 409	22 027	30 294	30 311	68 016	128 621
1996	406	1 143	21 814	23 363	29 588	29 940	75 555	135 083
	Effectifs moyens par entreprise (nombre de salariés, fin d'année)				Valeur brute de la production (milliards de yuans courants)			
1978	39	13	0	19	28.11	21.19	0.00	49.30
1984	47	14	3	9	81.75	64.84	24.40	170.99
1987	57	20	3	5	182.59	141.16	152.68	476.43
1994	71	24	3	5	1 504.09	1 382.51	1 372.25	4 258.85
1995	73	25	3	6	2 140.09	2 031.04	2 720.39	6 891.52
1996	73	26	3	6				
	Valeur ajoutée brute (milliards de yuans courants)				Valeur ajoutée brute (milliards de yuans de 1987)			
1978	6.18	4.86	0.00	11.03	8.86	6.97	0.00	15.84
1984	17.96	14.87	4.70	37.52	21.90	18.13	5.73	45.77
1987	40.11	32.37	29.39	101.87	40.11	32.37	29.39	101.87
1994	330.43	317.02	264.14	911.59	144.52	138.65	115.53	398.70
1995	470.15	465.73	523.64	1 459.52				
	Valeur ajoutée brute par personne employée (yuans de 1987)							
1978	705	444	0	560				
1984	1 166	862	467	879				
1987	1 673	1 395	719	1 157				
1994	4 881	4 719	1 887	3 317				

Sources : les données des quatre cadrans supérieurs sont tirées de BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 1995, pp. 363-65 ; 1996, pp. 387-90 ; et 1997, p. 399). Avant 1995, on ne disposait de données que pour la production brute, mais l'édition 1996 de *l'Annuaire* (p. 390) donne aussi la valeur ajoutée brute pour 1995. Sur cette base, il apparaît que le ratio valeur ajoutée/production brute en 1995 était de 0.2197 pour les entreprises municipales, de 0.2293 pour les entreprises villageoises et de 0.1925 pour les entreprises individuelles. Dans le cinquième cadran, ces ratios ont été appliqués à toutes les années, pour obtenir une mesure approximative de la valeur ajoutée à prix courants. Aucune des estimations de BNS n'étant exprimée en prix constants, nous avons appliqué le déflateur implicite des prix de Wu (1997) pour les produits industriels (calculés à partir de la 4e colonne du tableau B.4 et de la 3e colonne du tableau B.1) pour établir les estimations du sixième cadran. Les données du dernier cadran ont été établies à partir de celles des cadrans 2 et 6.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143725883241

Tableau 3.19. **Répartition sectorielle des petites entreprises, Chine 1995**

	Part des petites entreprises dans la valeur ajoutée totale (pourcentage)	Effectif moyen par entreprise (nombre d'employés)	Valeur ajoutée brute par salarié (yuans de 1995)
Industrie	74.0	10.5	14 282
Construction	8.8	18.1	6 631
Transports	5.5	1.9	8 447
Services	9.8	2.5	6 791
Activités liées à l'agriculture	1.9	11.3	8 771

Sources : BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 1996, pp. 387–90).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143758410478

L'augmentation très importante des revenus ruraux en valeur réelle s'est accompagnée du désir des paysans de modifier la composition de leur panier de produits agricoles au profit de la viande et du poisson, et d'une demande de biens de consommation manufacturés et de logements de meilleure qualité qui ne pouvait être satisfaite. Les réformes institutionnelles favorisèrent l'interaction productive de ces éléments favorables de l'offre et de la demande. Les marchés ruraux furent libérés, le crédit bancaire devint disponible et, en 1981, un système d'exonérations fiscales fut mis en place. Les entreprises des régions rurales n'avaient pas les responsabilités sociales coûteuses des grandes entreprises publiques des zones urbaines. Un facteur plus fondamental encore est entré en jeu avec le basculement idéologique d'une planification par décret administratif à une situation où le profit n'était plus un tabou. Les fonctionnaires locaux et l'élite du parti qui avaient dirigé les activités non agricoles des communes devinrent les directeurs et les cadres de direction des industries municipales et villageoises. Ces industries publiques pouvaient de fait être pratiquement dirigées comme des entreprises capitalistes. Elles procuraient des recettes extrabudgétaires aux collectivités locales et offraient aux bureaucrates, en poste ou anciens, des possibilités légales d'augmenter fortement leurs revenus s'ils dirigeaient judicieusement leur entreprise.

Le nombre d'entreprises municipales et villageoises n'augmenta guère après 1978, mais leur taille moyenne en termes d'emplois s'éleva sensiblement, puisque leur effectif total passa de 28 millions en 1978 à 59 millions en 1996. La productivité de la main–d'œuvre fut multipliée par sept dans les entreprises municipales et par près de onze dans les entreprises villageoises. Les unités les plus dynamiques appartenaient à des entrepreneurs individuels. Inexistantes en 1978, les entreprises privées étaient 4 millions en 1984 et plus de 23 millions en 1996. Les effectifs de ces entreprises sont passés de zéro en 1978 à 76 millions en 1996. Il s'agissait en général d'entités assez petites, comptant trois salariés en moyenne en 1996, contre 73 dans les entreprises municipales et 26 dans les entreprises villageoises.

Politique industrielle et performances de l'industrie

L'industrialisation rapide figurait au premier rang des priorités de la nouvelle Chine. Elle devait permettre de produire les matériels et les machines nécessaires pour accroître le taux d'investissement du pays, ainsi que les équipements qui garantiraient la sécurité militaire. Pour réaliser les indispensables changements structurels, le nouveau régime était prêt à comprimer les secteurs de l'agriculture et des services et à maintenir la consommation à un niveau faible afin de libérer des ressources pour l'investissement.

Cette stratégie se révéla efficace. En 2003, la valeur ajoutée dans l'industrie était 126 fois plus élevée en valeur réelle qu'en 1952. Dans l'agriculture en revanche, les progrès furent modestes, la production de 2003 étant environ cinq fois supérieure à celle de 1952. De ce fait, l'industrie représente désormais 52 pour cent du PIB contre moins de 8 pour cent en 1952 (tableau 3.2). Proportionnellement, la Chine est désormais l'un des pays les plus industrialisés du monde en termes de production. Cette part de 52 pour cent dans le PIB est à comparer avec les parts de l'Allemagne (23 pour cent), des États-Unis (17 pour cent), du Japon (23 pour cent) et du Royaume-Uni (18 pour cent). Toutefois, la part de l'industrie dans l'emploi est relativement modeste en Chine (14 pour cent en 2002), parce que ce secteur est nettement plus capitalisé que la plupart des autres secteurs de l'économie. De ce fait, le niveau relatif de la productivité de la main–d'œuvre industrielle est anormalement élevé.

Jusqu'en 1978, l'industrie était étroitement contrôlée par l'État, et l'investissement entièrement financé par les ressources publiques. C'est dans le secteur public, où les entreprises étaient en général de grande taille et où les salariés constituaient une élite prolétarienne jouissant de la sécurité totale de l'emploi et d'avantages sociaux relativement généreux, que l'expansion a été la plus rapide. Un second

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 3.20. **Performance des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services, Chine 1952–2003**

	Taux de croissance de la valeur ajoutée réelle, de l'emploi et de la productivité de la main-d'œuvre (taux annuel moyen composite)							
	Industrie & construction		Agriculture		Services		Ensemble de l'économie	
	1952-78	1978-2003	1952-78	1978-2003	1952-78	1978-2003	1952-78	1978-2003
Valeur ajoutée	9.8	9.8	2.2	4.5	4.2	7.3	4.4	7.9
Emploi	5.8	2.8	2.0	0.5	3.2	6.5	2.6	1.9
Productivité de la main-d'œuvre	3.7	6.5	0.2	4.0	2.0	2.0	1.8	5.8

	Productivité de la main-d'œuvre (yuans de 1987 par personne employée)		
	Industrie & construction	Agriculture, sylviculture et pêche	Services
1952	1 482	748	2 292
1978	3 128	781	3 831
2003	19 454	2 858	6 345

Source : tableaux C.3 et D.3.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143777723035

groupe d'entreprises collectives s'est caractérisé par des installations plus petites et moins capitalistiques et des salariés moins privilégiés. La plupart des employés des petites entreprises artisanales furent transférés dans le secteur collectif, mais certaines des anciennes activités artisanales furent supprimées ou disparurent.

Depuis 1978, le gouvernement a grandement relâché les rênes. La part relative du secteur public s'est fortement contractée. L'emploi dans les entreprises publiques, après avoir atteint un sommet de 35 millions de salariés en 1992, est retombé à 6 millions en 2005. Ce processus de réduction des effectifs a été amorti par l'État : alors que les bénéfices d'exploitation des entreprises publiques se sont effondrés, le gouvernement les a soutenues avec des fonds empruntés au système bancaire. Ce déclin des entreprises étatiques a eu de lourdes incidences sociales. La part de salariés du secteur industriel bénéficiant d'avantages sociaux généreux et de la sécurité de l'emploi s'est fortement repliée.

Les entreprises industrielles extérieures au secteur étatique ont connu un essor prodigieux : alors que l'on dénombrait 265 000 entreprises collectives en 1978, ce chiffre était passé à 1.6 million en 1996. Le nombre des entreprises privées est passé de zéro à 6.2 millions sur cette période. La grande majorité d'entre elles étaient de petites unités implantées pour la plupart en zones rurales et dirigées par des particuliers ou par les collectivités locales. Le succès de ces nouvelles entreprises s'explique principalement par des coûts de main–d'œuvre moindres que ceux des entreprises publiques, une capitalisation plus modeste et leur plus grande liberté de manœuvre pour s'adapter à la demande du marché. Beaucoup ont bénéficié des privilèges fiscaux accordés par les autorités locales. Le secteur industriel privé a par ailleurs largement profité de l'afflux massif d'IDE.

Entre 1978 et 1996, la taille moyenne des entreprises industrielles n'a pas changé dans le secteur étatique, mais les réductions de personnel ont été spectaculaires dans le reste de l'industrie, puisque l'effectif moyen est tombé de 112 à huit salariés. De ce fait, l'effectif moyen des entités industrielles a été ramené de 175 à 14 salariés (tableau 3.21, cadran C). Dans la plupart des économies planifiées, les entreprises étaient plus importantes qu'en Chine. En 1987, l'entreprise industrielle soviétique moyenne comptait 814 salariés et il en allait à peu près de même en Pologne ; en Tchécoslovaquie, les entreprises étaient deux fois plus importantes que la moyenne soviétique. Par comparaison, l'entreprise moyenne comptait 49 employés aux États–Unis, 30 en Allemagne et au Royaume–Uni, 19 en France et 16 au Japon. Avec la transformation de l'organisation industrielle en Chine, la taille moyenne des entreprises est devenue inférieure à celle des pays capitalistes les plus avancés et à peu près la même que celle des

Tableau 3.21. **Caractéristiques des entreprises industrielles selon le type de propriété, Chine 1952–96**

	1952	1978	1996
	A. Nombre d'entreprises (milliers)		
Entreprises publiques	n.d.	83.7	113.8
Autres	n.d.	264.7	7 872.7
Total	n.d.	348.4	7 986.5
	B. Nombre de personnes employées (milliers, en fin d'année)		
Entreprises publiques	5 100	31 390	42 770
Autres	7 360	29 520	66 610
Total	12 460	60 910	109 380
	C. Effectifs moyens par entreprise (personnes employées en fin d'année)		
Entreprises publiques	n.d.	375	376
Autres	n.d.	112	8
Total	n.d.	175	14
	D. Contribution à la production brute (en pourcentage)		
Entreprises publiques	41.5	77.6	28.5
Autres	58.5	22.4	71.5
Total	100.0	100.0	100.0
	E. Valeur brute de la production par personne employée (en pourcentage de la moyenne)		
Entreprises publiques	101.5	150.6	72.8
Autres	98.9	46.2	117.4
Niveau moyen	100.0	100.0	100.0
	F. Ratio de la valeur ajoutée à la production brute (en pourcentage)		
Total	35.6	37.9	29.2

Sources : cadran A : les chiffres de 1978 sont tirés de SSB (*Annuaire statistique de la Chine*, 1984, p. 193) ; les chiffres de 1996 sont tirés de SSB (*Annuaire statistique de la Chine*, 1997 p. 411). Cadran B : les chiffres de 1952 sont tirés de SSB (*Annuaire statistique de la Chine*, 1984, pp. 109 et 114) ; les chiffres de 1978–96 sont issus de SSB (*Annuaire statistique de la Chine*, 1997, pp. 98 et 109). Cadran C : les chiffres sont calculés à partir des données des cadrans A et B. Cadran D : les chiffres sont tirés de SSB (*Annuaire statistique de la Chine*, 1997, p. 411). Cadran E : les chiffres sont calculés à partir des cadrans B et D. Cadran F : les chiffres de 1952 sont calculés à partir de la colonne 5 du tableau B.1. La diminution du ratio VAB/production brute après 1978 est en partie due au développement rapide des petites entreprises en dehors du secteur étatique, mais elle traduit également les changements intervenus dans la structure de la production. SSB (*Annuaire statistique de la Chine*, 1997, pp. 424 et 428) donne la valeur ajoutée brute et la production brute des entreprises qui ont un système comptable indépendant. Le ratio de la valeur ajoutée était de 32 pour cent pour les entreprises publiques et de 26 pour cent pour les entreprises n'appartenant pas au secteur étatique.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143835845384

Tableau 3.22. **Comparaison des niveaux de performance du secteur manufacturier en Chine, aux États–Unis, au Japon et en URSS/Russie, 1952–94**

	Valeur ajoutée brute (millions de dollars de 1985)				Emplois (milliers)			
	Chine	Japon	États–Unis	URSS/Russie	Chine	Japon	États–Unis	URSS/Russie
1952	11 058	25 020	324 041	84 602	11 000	7 100	17 174	15 363
1978	105 185	357 958	730 655	395 739	53 320	13 260	21 784	32 913
1994	425 934	688 839	930 917	144 969	96 130	14 960	20 157	17 546
	Valeur ajoutée brute par personne employée (dollars de 1985)				Productivité de la main–d'œuvre en pourcentage de celle des États–Unis (États–Unis = 100.0 chaque année)			
1952	1 005	3 524	18 868	5 507	5.3	18.7	100.0	29.2
1978	1 973	26 995	33 541	12 024	5.9	80.5	100.0	35.8
1994	4 431	46 045	46 183	8 262	9.6	99.7	100.0	17.9
	Part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total (pourcentages)							
1952	5.3	18.4	25.4	18.3				
1978	13.2	24.5	22.2	25.7				
1994	15.6	23.2	16.2	25.3				

Sources : les niveaux absolus de performance sont convertis en dollars américains de 1985 sur la base des indices de PPA (ratios de valeur unitaire) à partir d'une série d'études ICOP (Szirmai et Ren, 1995 ; Pilat, 1994 ; et Kouwenhoven, 1996). Les niveaux de performance pour les années de référence sont tous binaires, comparant chacun des pays étudiés avec les États–Unis. Nous avons utilisé les indices de Paasche (aux prix relatifs américains), les États–Unis servant de référence. Les niveaux de performance pour les années de référence ont été combinés avec les séries chronologiques pertinentes pour la valeur ajoutée. Les chiffres de l'emploi pour 1952 sont généralement tirés de ces sources, sinon ils proviennent de l'OCDE et de Maddison (1998).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143841672301

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

entreprises japonaises. Toutefois, la taille moyenne des entités chinoises était nettement plus élevée qu'en Inde où, toutes branches du secteur manufacturier confondues, les entreprises ne comptaient en moyenne que 2.3 salariés en 1984–85 (les données sur la taille des entreprises ou des effectifs ailleurs qu'en Chine sont tirées de Kouwenhoven [1996] pour l'URSS ; Ehrlich [1985] pour l'Europe orientale ; van Ark [1993] pour les pays capitalistes ; et Lee et Maddison [1997] pour l'Inde).

L'étude de Wu (2002) et l'annexe B nous fournissent un bon indicateur de la croissance de la valeur ajoutée en valeur réelle pour les mines, les services d'utilité publique et les 15 branches d'activité manufacturières. Si nous ignorons la ventilation de la valeur ajoutée en valeur réelle entre le secteur public et le secteur privé, les données sur la production brute permettent de tirer des conclusions solides. Il paraît clair que, depuis 1978, la productivité de la main–d'œuvre a augmenté bien plus lentement dans le secteur étatique que dans d'autres parties de l'industrie si l'on en juge par les variations relatives à prix courants de la production brute par personne employée (tableau 3.21, cadran E). Le niveau moyen de productivité de la main–d'œuvre dans les entreprises étatiques était inférieur au reste de l'industrie et ce, malgré une capitalisation supérieure.

La politique industrielle poursuivie pendant la période maoïste s'est organisée en deux phases. Jusqu'en 1958, les dirigeants ont adopté une approche assez prudente en matière de prise de contrôle des entreprises privées détenues par des Chinois. La plupart des firmes à capitaux étrangers (un tiers du secteur industriel avant la guerre) ont été expropriées très rapidement. La moitié étaient japonaises et ont été nationalisées à la fin de la guerre. La plupart des autres entreprises étrangères ont été saisies lors du déclenchement de la guerre de Corée en représailles contre l'embargo sur le commerce extérieur décrété par les puissances étrangères. Les biens des Chinois qui coopéraient avec les Japonais avaient déjà été confisqués par le gouvernement du KMT. Entre 1949 et 1957, il y eut coexistence avec les capitalistes nationaux. Les entreprises privées exécutaient les ordres de l'État ou étaient dirigées en commun. Certains chefs d'entreprise privés furent employés comme cadres de direction après les nationalisations. Environ 1.1 million de personnes reçurent des indemnisations modestes pour les biens confisqués (5 pour cent par an pendant 10 ans de la valeur estimée de leurs biens ; Riskin, 1987).

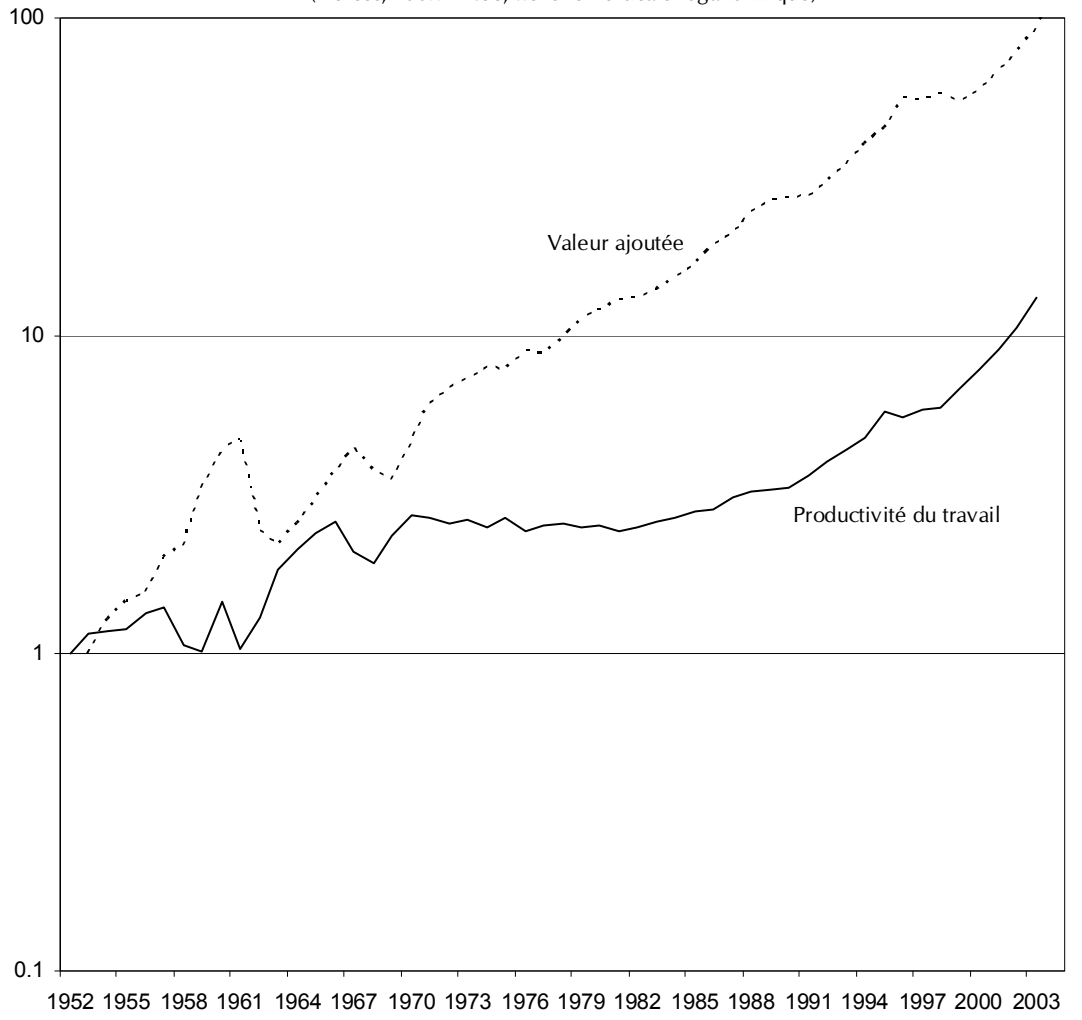
Les entreprises industrielles privées disparurent complètement en 1958 pendant le Grand Bond en avant. Cette époque fut également marquée par une expansion massive des petites industries dans les régions rurales, avec les transferts de main–d'œuvre vers les fonderies, les fabriques de ciment, d'engrais et d'outils agricoles installées dans des arrière–cours. Ces transferts s'apparentèrent à une opération quasi militaire, au cours de laquelle 30 millions de paysans non qualifiés furent arrachés à leurs terres, puisque les dirigeants chinois pensaient – à tort – qu'ils formaient une main–d'œuvre excédentaire. Le nombre des emplois industriels fit un bond, passant de 23 millions en 1957 à 62 millions en 1959, mais les récoltes désastreuses et l'inutilité d'une grande partie de la nouvelle production industrielle conduisirent les dirigeants du parti à renverser brutalement leur politique. En 1963, le nombre d'emplois industriels était retombé à 23 millions.

La fin de l'aide soviétique à l'industrie chinoise en 1960 fut un sérieux coup pour la Chine, qui dut interrompre un grand nombre de projets d'investissements ambitieux à moitié terminés. En 1967-68, dans la tourmente engendrée par la Révolution culturelle, la production industrielle chuta également.

Le programme du « troisième front » des années 1960 se traduisit par une diminution de la productivité des investissements industriels, l'idée étant de construire des usines dans des régions reculées pour des motifs stratégiques, car les dirigeants chinois estimaient qu'une guerre atomique était imminente. Ce programme fut un échec, tout comme le Grand Bond en avant. Les problèmes de transports rendaient difficile l'accès aux marchés et aux matières premières, ce qui ralentissait les travaux. Dans les années 1970, le programme fut abandonné en faveur du développement des régions côtières.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Figure 3.4. **Valeur ajoutée brute et productivité du travail dans les secteurs de l'industrie et de la construction, Chine 1952–2003**
(Indices, 1952 = 1.00, Échelle verticale logarithmique)



Source: Tableaux C.3 et D.3

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142315880532

Les grandes erreurs de politique économique, conjuguées à la mauvaise gestion des affaires publiques, entraînèrent un gaspillage massif de ressources d'investissement et de main–d'œuvre. Entre 1952 et 1978, la productivité de la main–d'œuvre dans l'industrie progressa de 3.7 pour cent par an, mais ce secteur bénéficia d'énormes apports de capital. D'après les estimations de Chen *et al*. (1988), le stock net de capital fixe dans les entreprises industrielles publiques a augmenté de 13.3 pour cent par an entre 1952 et 1978. Si ce pourcentage était applicable à tout le secteur industriel, cela signifierait que la productivité totale des facteurs n'a augmenté que de 0.5 pour cent par an pendant cette période (avec une pondération de 0.6 pour la main–d'œuvre et de 0.4 pour le capital). Entre 1978 et 2003, la productivité de la main–d'œuvre dans l'industrie a progressé de 6.5 pour cent par an (tableau 3.20).

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Après 1978, les entreprises publiques ont dû faire face à la concurrence liée à la croissance exponentielle de la production des entreprises communales, villageoises et individuelles des régions rurales, caractérisées par des coûts et des charges salariales faibles. Elles ont également dû lutter contre la rapide expansion des zones économiques spéciales (ZES) à statut fiscal privilégié des régions côtières et des importations, qui sont passées de 11 milliards de dollars en 1978 à 660 milliards de dollars en 2005. Associée au relâchement du contrôle exercé par l'État, cette concurrence a entraîné un effondrement de leurs bénéfices d'exploitation.

À l'heure actuelle, les industries manufacturières publiques représentent environ 10 pour cent du PIB, contre 31 pour cent en 1978. Le gouvernement a peu à peu fermé les entités qui n'arrivaient plus à rembourser leurs emprunts bancaires ou interentreprises. Les privatisations massives, « à la russe », ne semblent pas offrir une solution prometteuse. Les dettes importantes ont été reportées ou annulées. La plupart des entités publiques ont continué à produire des marchandises peu demandées et se sont retrouvées à la tête de stocks importants de marchandises invendables. On estime à quelque 450 milliards de dollars les sommes dépensées par l'État depuis 1998 pour sauver ou recapitaliser les banques publiques qui finançaient ces entreprises.

Les industries manufacturières publiques font partie du naufrage du collectivisme, avec lequel le gouvernement devra probablement vivre encore pendant quelques années. Tant qu'un système général de sécurité sociale ne sera pas créé, il sera politiquement difficile d'abandonner à leur sort les salariés et les dirigeants de ces entreprises. Plus le secteur privé deviendra prospère, plus il offrira des salaires meilleurs et plus il attirera de salariés du secteur étatique.

Le secteur des services

La politique du gouvernement a imprimé des changements d'orientation notables dans le secteur du commerce. Entre 1952 et 1978, ses activités ont été sévèrement limitées et soumises à des contrôles débilitants. Depuis 1978, le commerce de détail et la restauration sont pratiquement libres et la structure du capital des entreprises est redevenue ce qu'elle était en 1952.

De 1952 à 1978, le nombre de personnes employées dans les petits commerces de détail, la restauration et la vente de produits de consommation courante est tombé de 9.5 à 6.1 millions alors que, dans le même temps, la population augmentait de deux tiers. Le nombre des points de vente est tombé de 5.5 millions à 1.3 million. Cette période a également été marquée par une diminution très importante des petits commerces de rue et des marchés à la campagne, ainsi que par la disparition quasi totale des colporteurs. La suppression de l'initiative privée dans ces activités simples a entraîné une baisse considérable de la qualité de vie des consommateurs, renforcé l'effet des pénuries et empêché les producteurs d'avoir une idée précise de la demande des consommateurs[4].

Lorsque le secteur des services a été libéré des contraintes officielles, après 1978, il s'est développé très rapidement, en particulier dans les régions rurales. Comme il ne fallait pas beaucoup de capital ou d'instruction formelle pour lancer une affaire, les barrières à l'entrée étaient minimes. En 1996, 93 pour cent des commerces de détail, 96 pour cent des restaurants et 53 pour cent du commerce de gros étaient aux mains d'entrepreneurs privés. Le nombre des commerces de détail a été multiplié par plus de 13, celui des restaurants et de la confection de plats à emporter par plus de 20. L'emploi dans le secteur a progressé, de 11 millions en 1978 à pratiquement 50 millions en 2002, provoquant une augmentation de la production d'un facteur proche de onze entre 1978 et 2003. La satisfaction des consommateurs a augmenté en conséquence. Il est difficile de comprendre pourquoi l'ancienne politique de suppression totale du petit capital dans ce secteur d'activité a même pu faire partie de la stratégie de collectivisation.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

L'évolution des relations avec le monde extérieur

Dans les années 1950, les relations commerciales de la Chine se limitaient essentiellement à l'URSS et aux autres pays communistes. Elles reflétaient les affinités politiques et les accords passés entre Staline et Mao en 1950, en vertu desquels l'Union soviétique accordait un prêt initial de 300 millions de dollars à la Chine pour financer l'achat de biens d'équipement et s'engageait à lui fournir également un nombre considérable de techniciens et de plans d'usines soviétiques. Ces liens ont été renforcés par les embargos commerciaux que les pays européens, le Japon et les États–Unis avaient imposés à la fin des années 1950, après l'envoi par la Chine de « volontaires » pour aider à expulser les forces des Nations unies de la Corée du Nord. Le Royaume-Uni, le Japon et la plupart des autres pays levèrent leur embargo en 1957, mais les États–Unis gelèrent les avoirs chinois et maintinrent une interdiction totale sur toutes les transactions avec ce pays jusqu'en 1971.

Le commerce extérieur était un monopole d'État portant essentiellement sur les importations de biens d'équipement et de technologie. Dans les années 1950, les biens d'équipement provenant du bloc communiste représentaient environ un tiers des investissements en machines (Chao, 1974) et ils étaient également très importants pour l'armée. Les projets soviétiques comprenaient des machines-outils, des camions, des tracteurs, le développement de l'industrie pétrolière, du matériel de production d'électricité, des avions à réaction et des sous–marins, ainsi que la fourniture de réacteurs expérimentaux et d'autres technologies nucléaires connexes. En 1958, l'URSS revint sur son offre de fournir des armes atomiques, mais l'aide qu'elle avait apportée auparavant à la Chine a sans aucun doute facilité la mise au point de sa première bombe atomique en 1964 et de sa première bombe à hydrogène en 1969. Les relations sino–soviétiques tournèrent à l'aigre à la fin des années 1950. Les prêts soviétiques furent annulés et les techniciens soviétiques brutalement rappelés en URSS en 1960. La Chine avait compté sur la coopération soviétique pour construire 290 grands projets avant la fin de 1967, mais seuls 130 étaient achevés au moment de la rupture. Beaucoup d'aciéries et de centrales hydroélectriques n'étaient achevées qu'en partie lorsque les experts soviétiques furent rapatriés (emportant les plans dans leurs bagages). Cette rupture fut surtout dommageable pour l'investissement et le développement industriel, car elle intervenait en plein milieu de la désorganisation et du chaos créés par le Grand Bond en avant. Dans les années 1960, les pénuries alimentaires obligèrent la Chine à importer de grandes quantités de céréales d'Australie et du Canada, ce qui réduisit d'autant les ressources disponibles pour financer les importations de machines.

Dans les années 1960, la Chine était très isolée. Le volume des exportations diminua d'un cinquième entre 1959 et 1970. Les importations en provenance des pays communistes chutèrent, passant de 66 pour cent du total en 1959 à 17 pour cent en 1970. La Chine n'avait pas d'échanges avec les États–Unis et les crédits étrangers se limitaient à des accords à court ou moyen terme avec les pays de l'Europe de l'ouest et le Japon, pour financer la construction d'usines de produits chimiques, d'engrais et de plastique. Parallèlement, la Chine devait rembourser ses dettes à l'égard de l'URSS et s'était embarquée (dans les années 1960) dans un programme d'aide comportant l'octroi de crédits d'environ un milliard de dollars à des pays d'Asie et d'Afrique. Entre 1950 et 1964, les envois de fonds des Chinois émigrés n'ont atteint que 30 millions de dollars par an en moyenne contre 180 millions de dollars en 1929. La position de la Chine était bien moins confortable que celle de la plupart des autres pays d'Asie pour ce qui est de l'accès aux marchés mondiaux (tableaux 3.23 et 3.24) et des flux de capitaux. Entre 1952 et 1978, les financements extérieurs reçus par la Corée du Sud représentaient 7.8 pour cent de son PIB, et ceux reçus par Taiwan, 2.5 pour cent. Pendant cette période difficile, la Chine a eu la chance de dégager d'importants excédents commerciaux avec Hong–Kong, ce qui lui a procuré un volume considérable de devises, lui a permis d'établir des relations d'affaires avec des sociétés de commerce pour ses exportations et lui a offert la possibilité d'échapper à l'embargo des puissances étrangères.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 3.23. **Exportations de marchandises en volume pour sept pays, 1929–2003**
(taux de croissance annuels moyens composites)

	1929–52	1952–78	1978–2003
Chine	1.1	2.6	14.3
Corée	–13.1	26.1	11.2
Japon	–0.2	13.2	4.1
Taiwan	1.7	16.6	7.8
Allemagne	–2.3	10.0	4.8
États–Unis	2.3	5.2	5.9
Royaume–Uni	1.6	4.6	3.1

Source : Maddison (1995a), données actualisées.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/143860642347

Tableau 3.24. **Exportations de marchandises en volume et à prix constants pour sept pays, 1929–2003**
(millions de dollars de 1990)

	1929	1952	1978	2003
China	6 262	8 063	16 076	453 734
Corée	1 292	51	21 146	299 578
Japon	4 343	4 163	147 999	402 861
Taiwan	261	385	20 693	134 884
Allemagne	35 068	20 411	241 885	785 035
États-Unis	30 368	51 222	190 915	801 784
Royaume-Uni	31 990	45 597	148 487	321 021

Sources : les statistiques pour la Chine sont tirées du tableau 3.26 ; les autres proviennent de Maddison (1995a), actualisées d'après les chiffres de la Banque asiatique de développement, de l'OCDE (perspectives économiques), du FMI et, pour Taiwan, de sources nationales.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144016180835

À partir des années 1970, les possibilités de participation de la Chine aux échanges mondiaux dans des conditions plus ou moins normales s'améliorèrent de façon régulière. En 1971, elle faisait son entrée aux Nations unies. En 1972, les relations avec le Japon et les États–Unis furent transformées à la suite de visites d'État, qui débouchèrent sur la reconnaissance diplomatique par le Japon et une reconnaissance de fait par les États–Unis. L'embargo américain sur le commerce et les transactions fut levé. Après l'établissement des relations diplomatiques officielles avec les États–Unis en 1979, les revendications au sujet des biens furent réglées, le gel des avoirs chinois levé et la Chine obtint de Washington le traitement de la nation la plus favorisée en matière de tarifs douaniers. En 1980, elle devenait membre du FMI et de la Banque mondiale et, en 1982, membre de la Banque asiatique de développement. En 1982, elle obtint le statut d'observateur au GATT et engagea une longue bataille pour devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), statut qu'elle finit par obtenir en 2001.

Les nouveaux dirigeants qui accédèrent au pouvoir après le milieu des années 1970 décidèrent d'abandonner la politique d'autosuffisance autarcique et d'ouvrir l'économie du pays à l'extérieur afin de profiter des mêmes avantages que plusieurs autres pays d'Asie avaient tirés de l'expansion de l'économie mondiale. Le contrôle de l'administration centrale sur les échanges et les paiements extérieurs fut assoupli. Les décisions relatives au commerce extérieur furent décentralisées à des entreprises agréées et aux autorités provinciales. Les barrières rigides entre les prix intérieurs et les prix extérieurs furent progressivement démantelées, donnant plus de champ aux forces du marché. Alors que les taux de change étaient restés inchangés entre 1955 et 1970, ils s'apprécièrent entre 1970 et 1980 avant la dévaluation (d'un facteur de cinq) du yuan vis-à-vis du dollar entre 1980 et 1995. La parité resta fixée

Encadré 3.1. **La Chine émerge de son isolement international, 1949–2001**

Octobre 1949	Création de la République populaire de Chine.
	Reconnaissance diplomatique par la Birmanie, l'Inde et les pays communistes en 1949 ; par l'Afghanistan, le Danemark, la Finlande, Israël, la Norvège, le Pakistan et le Royaume–Uni en 1950.
Février 1950	L'URSS accepte de fournir une assistance technique et financière — aide qui prend finalement la forme d'un prêt de 1.4 milliard de dollars et du détachement de 10 000 techniciens. La Chine reconnaît l'indépendance de la Mongolie extérieure et accepte le principe d'une gestion conjointe avec l'Union soviétique des chemins de fer mandchous, l'installation de bases militaires soviétiques à Port Arthur et Dairen et l'installation d'entreprises minières soviétiques au Xinjiang.
25 juin 1950	La Corée du Nord envahit la Corée du Sud, s'enfonçant profondément jusqu'à Pusan.
27 juin 1950	Les États–Unis abandonnent leur politique de neutralité envers Taiwan et envoient leur 7e flotte.
Octobre 1950	La Chine envoie des « volontaires » (700 000 en tout) en Corée du Nord pour repousser les forces des Nations unies qui s'avancent vers la frontière chinoise sur la rivière Yalu.
1950–51	La Chine reprend le Tibet.
Juillet 1953	Armistice en Corée.
1954	L'Inde renonce aux anciennes revendications extraterritoriales britanniques sur le Tibet.
1958	La Chine menace Taiwan lors des incidents des Quemoy et de Matsu. Khrouchtchev retire son offre d'aide dans le domaine atomique.
1959	Révolte au Tibet, le Dalaï–lama se réfugie en Inde.
1960	L'URSS rapatrie ses experts, abandonnant les projets en cours.
1962	Incident frontalier avec l'Inde au sujet de la route de l'Aksai Chin reliant le Xinjiang au Tibet.
1964	Premier essai nucléaire chinois (et premier essai de la bombe à hydrogène en 1969).
1963–69	Incidents frontaliers avec l'URSS en Mandchourie. La Chine remet en question la légitimité des frontières sino–soviétiques en Mandchourie et au Xinjiang.
Avril 1971	Les États–Unis lèvent l'embargo sur la Chine.
Octobre 1971	La Chine est admise aux Nations unies, Taiwan en est expulsé.
Février 1972	Le Président Nixon se rend en Chine.
Septembre 1972	Visite du Premier ministre Tanaka, en vue de la normalisation des relations sino–japonaises.
1973	Les États–Unis et la Chine établissent des relations diplomatiques de fait.
Décembre 1978	Les États–Unis établissent des relations diplomatiques officielles et reviennent sur leur reconnaissance de Taiwan.
Février-mars 1979	Guerre frontalière avec le Viêtnam après l'expulsion des personnes d'origine chinoise et le renversement par les Vietnamiens du régime Khmer rouge au Cambodge.
1980	La Chine devient membre de la Banque mondiale et du FMI.
1986	La Chine devient membre de la Banque asiatique de développement.
1997	La Chine récupère Hong-Kong.
1999	La Chine récupère Macao.
2001	La Chine devient membre de l'Organisation mondiale du commerce.

Source : MacFarquhar et Fairbank (1987 et 1991).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145471147373

à 12 cents pour un yuan (et 8.33 yuans pour un dollar) entre 1995 et 2005. Les produits chinois devinrent ce faisant très concurrentiels, ce qui explique le bond des exportations. Pour empêcher une appréciation du yuan, la banque centrale a acquis quantité de titres garantis par le gouvernement américain et elle a fini par se constituer des réserves de change supérieures à 3 trillions de dollars. Si de telles réserves peuvent sembler excessives et auraient pu être mieux utilisées, elles garantissent à la Chine son indépendance politique et préservent sa stature internationale. Depuis 2005, les autorités chinoises ont autorisé une légère appréciation du yuan.

La création des ZES fut un élément important de la nouvelle politique. Ces enclaves constituaient des zones franches où les importations de biens intermédiaires et les exportations étaient exonérées de droits de douane, où les salaires étaient très faibles au regard des normes internationales et où les nouvelles entreprises bénéficiaient d'importantes exonérations fiscales temporaires. Quatre zones de ce genre furent créées en 1980 : Shenzhen (près de Hong–Kong et la plus grande des quatre, avec 328 km²), Zhuhai (près de Macao), Shantou à Guangdong et Xiamen (le vieux port de commerce d'Amoy) dans la province du Fujian, en face de Taiwan. Ville rurale de 23 000 habitants en 1979, Shenzhen est aujourd'hui une immense agglomération de 17 millions d'habitants (zones périphériques comprises). Elle fut intégrée à l'économie du grand Hong–Kong, ce qui amena la relocalisation de la

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

plus grande partie des industries de Hong–Kong dans cette zone à bas salaires. Les agences maritimes de Hong–Kong, les facilités financières et les contacts internationaux permirent aux nouvelles usines installées dans la zone de développer fortement leurs exportations. En 1984, 14 villes côtières furent ouvertes aux activités économiques tournées vers l'étranger. Les villes du delta du Yangzi Jiang et Shanghai furent aussi intégrées au processus. L'île de Hainan devint pour sa part la cinquième ZES en 1988.

Le volume des exportations chinoises, qui avait doublé entre 1970 et 1978, fut multiplié par plus de 28 entre 1978 et 2003. En 1978, les exportations (en yuans courants) représentaient 5.2 pour cent du PIB (selon les statistiques officielles) ; ce pourcentage est passé à 26.6 pour cent en 2003. Ces chiffres surestiment toutefois l'importance des exportations dans la mesure où celles–ci sont vendues aux prix mondiaux alors que le niveau général des prix en Chine est bien plus faible. Si l'on rapporte les exportations chinoises en dollars américains constants aux estimations du PIB en dollars internationaux constants sur la base de la parité de pouvoir d'achat (PPA) plutôt que sur celle du taux de change, on constate que la part des exportations est nettement plus faible : elle passe de 1.7 pour cent du PIB en 1978 à 7.3 pour cent en 2003 (tableau 3.25 et annexe C). Ces ratios donnent une idée plus réaliste de l'importance économique des exportations chinoises. En 2003, celles–ci entraient pour 8 pour cent dans le total mondial, ce qui représente une augmentation importante par rapport à 1978, où elles n'atteignaient que 0.8 pour cent.

Dans les années 1950, les exportations chinoises portaient principalement sur les denrées alimentaires, les matières premières et les textiles. Au fil des années, la part des produits de l'industrie légère a augmenté pour représenter en 1978 la moitié du total. En 2005, la structure des exportations était très diversifiée, dont 86 pour cent concernaient une large gamme de produits manufacturés. Les importations se sont elles aussi diversifiées (tableau 3.27). Les biens d'équipement et les biens intermédiaires prédominent, mais la Chine importe aussi des biens de consommation manufacturés, qui contribuent à renforcer la concurrence sur les marchés intérieurs. Les importations de denrées alimentaires étaient relativement faibles. La répartition géographique des échanges est de fait extrêmement diversifiée depuis les années 1970 (tableau 3.26).

En 1978, la Chine n'avait pas de dette extérieure et les IDE étaient pratiquement inexistants. Les flux annuels d'IDE sont passés de 3.5 milliards de dollars en 1990 à 60 milliards en 2005, le total des flux sur la période 1979-2005 étant supérieur à 620 milliards de dollars (NBS, 2006). Une partie de ces investissements étaient le fait d'investisseurs chinois installés dans divers endroits du monde, qui avaient les relations et le savoir–faire nécessaires pour opérer dans un environnement riche en opportunités, mais où la protection des investissements étrangers est loin d'être absolue. Certains provenaient d'investisseurs chinois continentaux qui recyclaient leurs capitaux *via* Hong–Kong, afin de profiter des privilèges fiscaux qu'offraient les ZES. Celles–ci ont fortement contribué au développement d'une classe capitaliste en Chine ; elles se sont aussi révélées très utiles pour les transferts de technologie. Les privilèges accordés aux entreprises de ces zones ont bien évidemment créé des distorsions dans l'allocation des ressources. Les ZES étaient des paradis fiscaux pour les investisseurs locaux comme pour les investisseurs étrangers. Une part significative des investissements qui y ont été effectués aurait pu s'orienter vers d'autres régions si l'incidence fiscale avait été uniforme sur l'ensemble du pays. Les incitations fiscales et douanières, qui visaient à promouvoir les transferts de technologie et à dynamiser les exportations chinoises, favorisèrent également les mouvements illicites de biens de consommation exonérés de droits de douane qui sortaient en contrebande des ZES (le cas le plus connu est celui de Hainan en 1984–85) et étaient écoulés sur le marché chinois à des prix bien plus élevés. Ces privilèges ont eu des effets identiques à ceux dont jouissaient les ports « ouverts » au XIX^{e} siècle — ils creusaient les inégalités de revenu entre les zones côtières et les zones de l'intérieur.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 3.25. **Évolution des exportations de la Chine, 1870–2003**

	Exportations de marchandises aux prix de 1990 (millions de dollars)	Exportations en pourcentage du PIB (millions de dollars internationaux de 1990)	Exportations de marchandises à prix courants (millions de dollars)	Exportations de la Chine en pourcentage des exportations mondiales (dollars courants)
1870	1 398	0.6	102	2.0
1913	4 197	1.2	299	1.6
1929	6 262	2.3	660	2.0
1952	8 063	2.6	820	1.0
1978	15 639	1.7	9 750	0.8
1990	62 090	2.9	62 090	1.9
2003	453 734	7.1	438 230	5.8

Sources : première colonne : les exportations en dollars de 1990 sont calculées en appliquant l'indice en volume du tableau E.4 au niveau des exportations de 1990. Colonne 2 : ratio de la 1ère colonne par rapport aux estimations du PIB en dollars internationaux de 1990 du tableau C.3. Les exportations en dollars courants sont tirées du tableau E.2. Les exportations mondiales à prix courants sont tirées de Maddison (1995a, p. 238), actualisé avec les données du FMI.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144030170577

Tableau 3.26. **Répartition géographique des importations et des exportations de la Chine, 1952–2005**
(pourcentage du total)

	URSS/Russie	Autres pays (ex-)communistes	États–Unis	Hong–Kong	Japon	Australie/Canada	Europe occidentale
	Destination des exportations						
1952	47.4	21.7	0.0	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1959	49.3	23.1	0.0	n.d.	0.9	n.d.	n.d.
1965	11.1	20.9	0.0	17.4	10.9	2.7	14.7
1970	1.1	21.9	0.0	22.3	10.7	3.0	16.9
1978	2.5	12.9	3.2	22.3	19.3	2.2	12.5
2005	2.9	2.3	21.5	16.3	11.0	3.0	18.2
	Origine des importations						
1952	54.2	15.8	0.0	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1959	46.4	19.9	0.0	n.d.	0.02	n.d.	n.d.
1965	10.3	17.6	0.0	0.3	13.9	16.8	18.9
1970	1.1	15.8	0.0	0.5	26.7	12.9	29.4
1978	2.3	12.5	8.4	0.6	29.8	9.0	22.7
2005	2.4	0.9	7.4	1.9	15.2	3.6	11.7

Sources : pour 1952, 1959 et 1965, les chiffres sont tirés de Joint Economic Committee (JEC, 1975, pp. 631, 648–49) ; pour 1970, les chiffres sont tirés de JEC (1978) ; pour 1978 et pour le Japon en 1959, les chiffres sont tirés de JEC (1982, respectivement pp. 41–42 et p. 115) ; pour 2005, les chiffres sont tirés du BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 2006, pp. 720-43).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144071447666

Tableau 3.27. **Principaux produits exportés et importés par la Chine, 2005**
(millions de dollars)

	Exportations	Importations
Textiles	107 661	23 445
Machines, matériel électrique, vidéos, etc.	322 008	271 119
Chaussures, chapeaux, bijoux, etc.	28 306	4 141
Produits en cuir, en caoutchouc et en plastique	38 887	44 317
Produits chimiques	31 853	50 583
Matériel d'optique et de photographie, autres instruments	28 398	51 188
Matériel de transports	28 410	19 835
Métaux et produits métalliques	57 086	56 593
Bois et produits papetiers	12 684	16 749
Denrées alimentaires et produits connexes	26 462	22 188
Minéraux	33 177	95 667
Autres	47 023	4 119
Total	761 953	659 953

Source : BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 2006, pp. 589–593).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144126304776

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Face au volume d'IDE, les emprunts chinois sont restés relativement modestes, atteignant un total de 147 milliards de dollars sur la période 1979 et 2005, sachant qu'il s'agissait avant tout d'emprunts à moyen ou long terme. La structure de la dette est telle que la Chine est à l'abri des brusques sautes de confiance des opérateurs étrangers du fait qu'elle n'a aucun arriéré sur sa dette extérieure et qu'elle dispose d'importantes réserves en devises. À cet égard, l'ouverture de la Chine au monde extérieur a été remarquablement facile par rapport à ce qu'ont connu d'autres pays d'Asie et d'Amérique latine, sans parler de l'ancien bloc soviétique.

La gestion macro–économique et le nouveau rôle de la politique budgétaire et monétaire

Entre 1952 et 1978, la Chine était une économie dirigée. C'était l'État qui finançait les investissements et décidait de la répartition des fonds entre les secteurs d'activité. Les moyens de production en matériel et en main–d'œuvre étaient contrôlés par l'État, les prix étaient réglementés et les principaux biens de consommation étaient à la fois subventionnés et rationnés. Le secteur des banques et de la finance était peu développé et agissait en fonction des directives qui lui étaient données. L'État exerçait un contrôle étroit sur les échanges extérieurs et l'investissement étranger était pratiquement inexistant.

Le système budgétaire et le système de planification étaient étroitement intégrés. Le principal poste de dépenses de l'État était représenté par la « construction économique », qui englobait les investissements, l'administration et les activités de soutien aux principaux secteurs productifs de l'économie. Les fermes collectives, les entreprises publiques et les coopératives finançaient aussi certaines dépenses d'investissement et de fonctionnement sur leurs propres fonds, mais les recours aux emprunts bancaires et à l'émission d'obligations ou d'actions, courants dans une économie capitaliste, étaient négligeables.

Du côté des recettes, l'État tirait une part importante de ses revenus des entreprises qu'il finançait. À l'exception des années du Grand Bond en avant et du début de la Révolution culturelle, la politique budgétaire suivie pendant la période maoïste fut relativement prudente et les recettes étaient généralement supérieures aux dépenses. Les premiers emprunts contractés auprès de l'Union soviétique furent remboursés en totalité en 1965 et, en 1978, l'endettement extérieur et intérieur de la Chine était nul. Le taux d'inflation était relativement modeste, avec une moyenne de 1.7 pour cent par an entre 1952 et 1978.

Après 1978, la nature de l'économie changea radicalement. Le rôle direct de l'État dans le financement et l'orientation du développement s'est trouvé fortement diminué. Les entreprises étatiques ont cessé d'alimenter le budget et exigeaient au contraire des subventions nettes massives. La plupart des impôts sont depuis collectés par les autorités locales qui sont extrêmement soucieuses, pour leurs intérêts financiers, de la profitabilité des entreprises qu'elles gèrent. Elles accordent des incitations et des allégements fiscaux importants pour ce type d'activité – ce qui explique aussi la chute proportionnelle des recettes de l'État. En 2005, la part de ces recettes dans le PIB était tombée à 17 pour cent, contre 31 pour cent en 1978. Confronté à la chute brutale de ses recettes, l'État a également dû réduire ses dépenses de façon drastique. Cela étant, la dette intérieure de l'État est restée très raisonnable, à moins de 16 pour cent du PIB en 2005. Entre 1978 et 2003, l'inflation a été bien supérieure à celle enregistrée pendant la période maoïste (avec un taux annuel moyen de 5.5 pour cent).

Cet ensemble de réformes impliquait la levée des contrôles exercés par l'État sur les décisions de production dans l'agriculture. Dans les autres secteurs d'activité, elles laissaient le champ libre à une forte expansion de l'initiative privée et des activités productives dans les entreprises dirigées par des

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 3.28. **Montant et composition des recettes et des dépenses publiques de la Chine, 1952–2005**
(pourcentage du PIB à prix courants, estimations officielles)

	Recettes nettes de l'État par catégorie			
	Total	Impôts	Recettes procurées par les entreprises	Autres recettes
1952	25.6	14.4	8.4	2.8
1965	27.6	11.9	15.4	0.3
1978	31.2	14.3	15.8	1.1
1995	10.3	10.1	–0.6	0.9
2005	17.3	15.7	-0.1	1.7

	Dépenses de l'État par catégorie					
	Total	Construction économique	Culture et éducation	Défense	Administration	Autres dépenses
1952	25.9	10.8	3.1	8.5	2.3	1.2
1965	27.1	14.8	3.6	5.1	1.5	2.1
1978	31.1	19.7	4.0	4.6	1.5	1.0
1995	11.4	4.8	2.9	1.1	1.7	1.0
2005	18.5	5.1	4.9	1.4	3.6	3.6

Sources : les données pour 1952 et 1965 sont tirées de DNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 1993, pp. 187-89) ; les données pour 1978–2005 sont tirées de BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 2006, pp. 281-83). Ces chiffres se rapportent aux administrations centrales, provinciales et locales et ne tiennent pas compte des emprunts.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144161147132

collectivités locales et des individus. Le secteur capitaliste en pleine expansion put recruter de la main-d'œuvre à moindre coût, sans devoir garantir la sécurité de l'emploi, sans devoir fournir une sécurité sociale et sans avoir affaire aux syndicats qui auraient pu défendre ses intérêts. Le déclin des entreprises étatiques entraîna une réduction sensibles des avantages considérables dont avaient bénéficié jusque-là les salariés du secteur en termes de santé, d'éducation, de logement, de retraite et de sécurité de l'emploi. L'État lui–même ne consacre qu'une enveloppe négligeable aux prestations sociales — approximativement 0.04 pour cent du PIB en 2005. Dans les années 1990, l'éducation commença à devenir payante. Pour aussi faibles que soient ces recettes (1.1 pour cent du PIB en 2005), elles représentent une ponction considérable pour les familles démunies.

Alors qu'en Russie, la transition vers une économie de marché s'est opérée de manière brutale et a réduit à néant l'épargne privée, la situation a été gérée avec beaucoup d'habileté par les Chinois. Le pays a évité l'hyperinflation. La solvabilité de la Chine a été préservée et il n'y a pas eu de fuite de capitaux. Certaines années, une forte déflation a été nécessaire afin de stabiliser le sentier de croissance, mais ces difficultés ont été traitées de main de maître. Résultat – et grâce aussi à l'accélération de la croissance économique et à l'augmentation des revenus – l'épargne des ménages a progressé en flèche.

La croissance explosive de l'épargne des ménages et la monétisation rapide de l'économie ont largement contribué à prévenir toute crise financière. L'essentiel de l'épargne a été drainé par les banques du secteur public, et le processus de monétisation a également procuré d'importantes recettes de seigneuriage à l'État. Ces nouvelles ressources ont plus que compensé la chute brutale des bénéfices d'exploitation des entreprises publiques et la disparition des excédents budgétaires. L'épargne des ménages, qui était négligeable avant la période des réformes, représente maintenant plus du quart de leur revenu. En 1978, la masse monétaire (monnaie et dépôts liquides) représentait moins d'un tiers du PIB ; en 2005, elle était supérieure au PIB. Jusqu'en 1978, la Banque populaire de Chine faisait partie du ministère des Finances et contrôlait pratiquement toutes les transactions financières et dans le secteur des assurances. Depuis 1978, les autorités ont mis en place une structure bancaire bien plus complexe. La Banque populaire de Chine est devenue une banque centrale. Il existe en outre quatre grandes banques commerciales et un nombre plus important encore de banques d'investissement, de compagnies d'assurances et de coopératives de crédit urbaines et rurales.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Les banques se sont efforcées d'attirer des clients en rémunérant les dépôts et en développant leur réseau d'agences. Les premières émissions d'obligations ont eu lieu en 1981. Au début, une partie importante des obligations placées étaient de l'épargne forcée mais les taux d'intérêt ont été relevés et, en 1988, un marché secondaire a été créé. La bourse de Shanghai qui avait été fermée en 1949 fut ouverte à nouveau en 1990, un an avant celle de Shenzhen. Plus de 1 200 entreprises étaient cotées sur ces deux places boursières à la fin de 2006, la capitalisation des 840 entreprises cotées à la bourse de Shanghai atteignant 915 milliards de dollars. Toujours en 2006, les bourses de Shanghai et de Hong-Kong (dont la capitalisation est supérieure) ont ouvert avec succès une première souscription pour la Banque industrielle et commerciale de Chine et cédé pour 21.9 milliards de dollars d'actions.

L'un des événements les plus marquants dans l'évolution de la situation budgétaire de la Chine tient à la réduction drastique des dépenses militaires, qui sont passées de 4.6 pour cent du PIB en 1978 à 1.4 pour cent en 2005 (tableau 3.28). Cela s'explique notamment par le fait que les militaires ont été encouragés à se procurer eux–mêmes des revenus en se livrant à une activité économique quelconque. On trouve donc des militaires dans des branches très diverses — notamment les produits pharmaceutiques, le matériel d'optique, l'acier, les explosifs et l'armement. Ils sont aussi présents dans l'immobilier, la finance, l'hôtellerie et les services de voyage. Ils participent à des co-entreprises et sont d'importants exportateurs. Si l'état de préparation militaire du pays en souffre probablement et si cette situation a sans doute légèrement favorisé la corruption, ce système semble avoir dopé le moral de l'armée (chez les officiers supérieurs en particulier) – ce qui a probablement valu aux réformes un soutien plus appuyé de l'armée.

Notes

1. L'étude de Buck couvrait 83.5 pour cent des terres cultivées. La plus grande partie des régions non couvertes par l'étude se trouvent dans les quatre provinces de Mandchourie, qui représentaient environ 15.4 pour cent des terres cultivées et où les exploitations étaient plus grandes (Liu et Yeh [1965] donnent des estimations des superficies cultivées pour 30 provinces).
2. Ces chiffres se rapportent aux régions étudiées par Buck. Si l'on intègre la Mandchourie, le ratio de polyculture était de 1.32.
3. Skinner (1965) décrit ainsi la suppression des marchés : « Les semaines de marché traditionnelles, qui s'étaient déroulées de façon ininterrompue dans des milliers de marchés depuis des siècles, furent brutalement supprimées... L'abolition du système des marchés périodiques dans la plupart des régions entraîna rapidement une quasi-paralysie dans la distribution des produits ».
4. Si l'on compare les chiffres officiels de l'emploi dans le commerce en 1952 et en 1957 (indiqués dans le tableau 3.24), aux estimations de Liu et Yeh (1965) pour les mêmes années (reproduites au tableau D.5), il est manifeste que les chiffres officiels ne tiennent pas compte des colporteurs, de sorte qu'ils sous–évaluent le recul des activités de service.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Chapitre 4

L'avenir de la Chine et de l'économie mondiale, 2003–30 : enjeux et perspectives

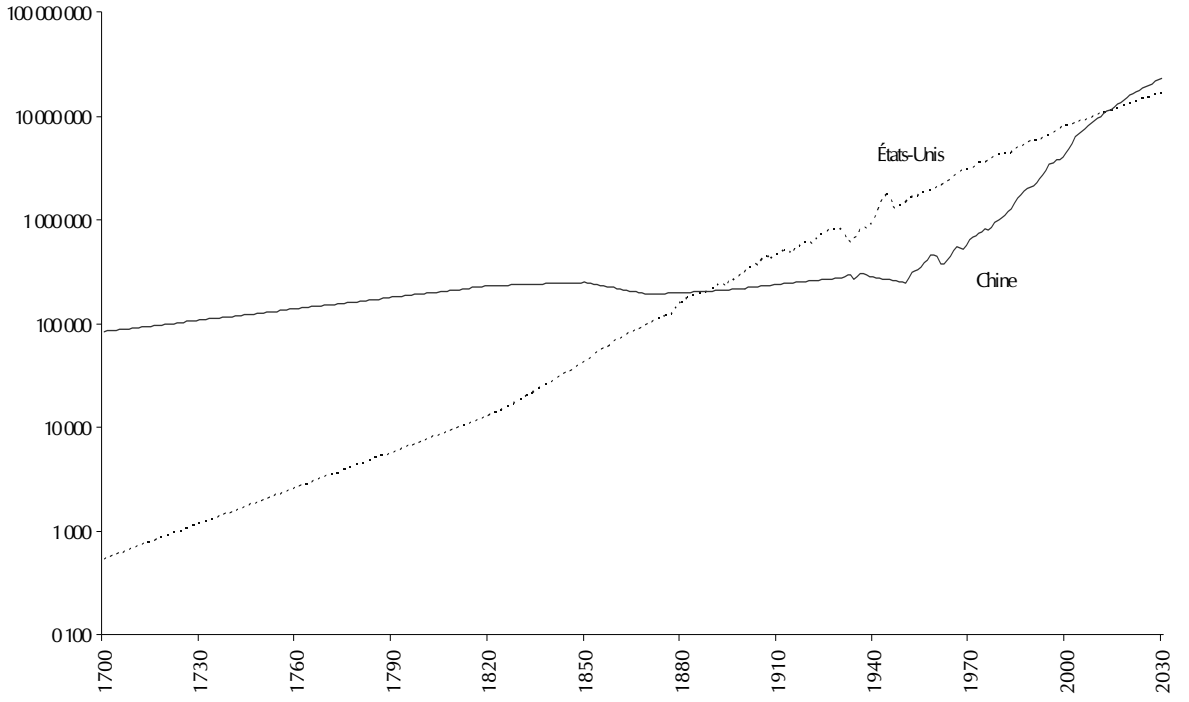
Grâce à des politiques efficaces, le revenu par habitant chinois a progressé de 6.6 pour cent l'an entre 1978 et 2003 – soit plus vite que dans n'importe quel autre pays d'Asie, bien mieux qu'aux États–Unis et en Europe occidentale (1.8 pour cent) et quatre fois plus vite que la moyenne mondiale. Le PIB par habitant est lui passé de 22 à 63 pour cent de la moyenne mondiale, et la contribution de la Chine au PIB mondial de 5 à 15 pour cent. La Chine est devenue la deuxième puissance économique du monde, derrière les États–Unis. En 1998, alors que la plupart des pays d'Asie de l'Est étaient frappés par une crise de change et une récession profonde, la Chine a été relativement épargnée[1]. Si l'on se fie à nos hypothèses, plutôt prudentes, la Chine devrait devenir la première économie mondiale en termes de PIB, devant les États–Unis, avant 2015 ou juste après. En 2030, elle devrait représenter un quart du PIB mondial, avec un revenu par habitant supérieur d'un tiers environ à la moyenne mondiale. Son influence sur la santé de l'économie mondiale et son poids géopolitique seront sans aucun doute plus importants en 2030 qu'en 2003.

La Chine reste un pays relativement pauvre. En 2003, son revenu par habitant ne représentait que 17 pour cent de celui observé aux États–Unis, 23 pour cent de celui du Japon, 28 pour cent de celui de Taiwan et 31 pour cent de celui des habitants de la Corée. du Sud. Les pays comparables à la Chine en niveau de technologie peuvent connaître une croissance rapide pourvu qu'ils mobilisent et allouent efficacement leur capital matériel et humain, adaptent la technologie étrangère à l'échelle de leurs facteurs et sachent exploiter les possibilités de spécialisation que leur procure l'intégration dans l'économie mondiale. La Chine s'est montrée capable de déployer cet éventail de mesures pendant la période des réformes.

Le processus de rattrapage devrait se poursuivre au cours des 25 prochaines années, mais sans que la trajectoire de croissance – hypothèse peu réaliste – se maintienne au rythme des années 1978–2003. Les considérables gains d'efficacité obtenus alors dans le secteur agricole en termes d'allocation des moyens, l'explosion du commerce extérieur et la rapidité d'absorption de la technologie étrangère grâce à des IDE massifs ne devraient pas se reproduire. Plus la Chine se rapprochera de la frontière technologique, plus son rythme de croissance se ralentira. Notre hypothèse d'une croissance annuelle du revenu par habitant de 4.5 pour cent en moyenne entre 2003 et 2030 prend en compte un tassement progressif de son rythme : nous tablons en effet sur un taux annuel de 5.6 pour cent jusqu'en 2010, de 4.6 pour cent entre 2010 et 2020, et d'à peine plus de 3.6 pour cent entre 2020 et 2030. Dans notre scénario, la Chine aura alors rattrapé le niveau de revenu par habitant de l'Europe occidentale en 1990 et du Japon en 1986, dates de la fin de leurs processus respectifs de rattrapage. À mesure que la Chine se rapprochera de ce niveau, le progrès technique deviendra de plus en plus coûteux, la réplique devant céder la place à l'innovation. D'ici 2030 cependant, la frontière technologique se sera déplacée et il existera donc encore des marges de rattrapage.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Figure 4.1. **Niveaux comparatifs du PIB de la Chine et les États-Unis, 1700-2030**
(millions de dollars internationaux 1990)



Source: www.ggdc.net/Maddison and Maddison (2007).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142318703383

Pendant la période des réformes, le rythme d'augmentation de l'emploi a été pratiquement le double de celui de la population, l'évolution de la structure démographique ayant fait passer la part de la population active de 54 à près de 70 pour cent de la population ; par ailleurs, le taux d'activité des femmes a sensiblement augmenté. D'ici 2030, l'accroissement démographique devrait nettement se ralentir, entraînant un léger repli de la part de population en âge de travailler. Avec l'augmentation des salaires et des loisirs de plus en plus accessibles financièrement, la durée moyenne du travail devait diminuer. Le niveau de formation de la main–d'œuvre, mesuré en points, progressera proportionnellement moins vite. Celui–ci avait sextuplé entre 1952 et 2003, il ne devrait guère augmenter de plus de moitié d'ici 2030. On peut donc raisonnablement s'attendre à ce que la qualité de la main–d'œuvre augmente chaque année d'un demi–point entre 2003 et 2030, contre 3.2 pour cent entre 1978 et 2003 (tableau 3.9).

En 1998, nous avions publié des prévisions de croissance pour la période 1995–2015 qui tenaient compte de trois grands problèmes intérieurs auxquels la Chine semblait alors confrontée : *a)* la nécessité de démanteler un grand nombre d'entreprises d'État déficitaires ; *b)* l'obligation de faire évoluer le système financier, de plus en plus plombé par des avoirs non productifs ; et *c)* la nécessité de renforcer la fragile position budgétaire du gouvernement central. Il s'agit là de difficultés classiques lors du passage d'une économie planifiée à une économie de marché. L'incapacité à les résoudre dans la plupart des pays de l'ex–URSS explique en grande partie leurs performances désastreuses dans les années 1990. La Chine a mieux su résoudre ou atténuer ces problèmes que nous ne l'escomptions, et son intégration dans l'économie mondiale a été bien plus rapide.

Les tableaux ci–dessous permettront d'apprécier la position relative de la Chine dans l'économie mondiale, ses résultats pendant la période des réformes (1978–2003) et ses perspectives pour 2003–30. Ces informations seront comparées aux perspectives de quatre autres grands pays – les États–Unis, la

fédération de Russie, l'Inde et le Japon. Avec la Chine, ils ont produit en 2003 la moitié du PIB mondial. Nous présenterons également les perspectives des sept grandes régions à l'origine de l'autre moitié de la richesse mondiale.

Il est évident, à la lecture des tableaux 4.1a et 4.1b, que les performances de la Chine sur la période 1990–2003 ont été supérieures à celles des quatre autres grands pays. L'écart avec la fédération de Russie, elle aussi engagée dans un processus de transition vers l'économie de marché, est le plus frappant : alors qu'en 1990 le PIB chinois était moitié moins important que celui de la fédération de Russie, il est six fois supérieur en 2003. Les raisons de la meilleure performance chinoise méritent d'être rappelées.

Tableau 4.1a. **Comparaison des niveaux de performance du PIB de la Chine, des États-Unis, de la fédération de Russie, de l'Inde et du Japon, 1990-2030**

	Niveaux de PIB en milliards de dollars PPA de 1990					Chine, en pourcentage du PIB			
	Fédération de Russie	Japon	Chine	États-Unis	Inde	Fédération de Russie	Japon	États-Unis	Inde
1990	1 151	2 321	2 124	5 803	1 098	185	92	37	199
1991	1 093	2 399	2 264	5 792	1 112	207	94	39	204
1992	935	2 422	2 484	5 985	1 169	266	103	42	212
1993	854	2 428	2 724	6 146	1 238	319	112	44	220
1994	745	2 455	2 997	6 396	1 328	402	122	47	226
1995	715	2 504	3 450	6 558	1 426	483	138	53	242
1996	689	2 590	3 521	6 804	1 537	511	136	52	229
1997	699	2 636	3 707	7 110	1 611	530	141	52	230
1998	662	2 609	3 717	7 407	1 716	561	142	50	217
1999	704	2 605	3 961	7 736	1 820	563	152	51	218
2000	774	2 667	4 319	8 019	1 900	558	162	54	227
2001	814	2 673	4 781	8 079	2 009	587	179	59	238
2002	852	2 664	5 374	8 209	2 080	631	202	65	258
2003	914	2 699	6 188	8 431	2 267	677	229	73	273
2015	1 300	3 116	12 271	11 467	4 665	944	394	107	263
2030	2 017	3 488	22 983	16 662	10 074	1 139	659	138	228

Sources : Les données pour la période 1990-2003 sont tirées de www.ggdc.net/Maddison ; les données pour 2015 et 2030 sont tirées des tableaux 4.2 et 4.3.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144404637554

Tableau 4.1b**. Comparaison des niveaux de performance du PIB par habitant de la Chine, des États-Unis, de la fédération de Russie, de l'Inde et du Japon, 1990-2030**

	Niveaux de PIB par habitant en dollars PPA de 1990					Chine, en pourcentage du PIB par habitant			
	Fédération de Russie	Japon	Chine	États-Unis	Inde	Fédération de Russie	Japon	États-Unis	Inde
1990	7 779	18 789	1 871	23 201	1 309	24	10	8	143
1991	7 373	19 355	1 967	22 849	1 299	27	10	9	151
1992	6 300	19 482	2 132	23 298	1 341	34	11	9	159
1993	5 752	19 478	2 312	23 616	1 390	40	12	10	166
1994	5 020	19 637	2 515	24 279	1 463	50	13	10	172
1995	4 813	19 979	2 863	24 603	1 538	59	14	12	186
1996	4 645	20 616	2 892	25 230	1 630	62	14	11	177
1997	4 717	20 929	3 013	26 052	1 680	64	14	12	179
1998	4 475	20 662	2 993	26 824	1 760	67	14	11	170
1999	4 776	20 594	3 162	27 699	1 835	66	15	11	172
2000	5 277	21 051	3 421	28 403	1 885	65	16	12	181
2001	5 573	21 062	3 759	28 347	1 963	67	18	13	191
2002	5 865	20 969	4 197	28 535	2 012	72	20	15	209
2003	6 323	21 218	4 803	29 037	2 160	76	23	17	222
2015	9 554	24 775	8 807	35 547	3 663	88	36	25	240
2030	16 007	30 072	15 763	45 774	7 089	98	52	34	222

Sources : Les données pour la période 1990-2003 sont tirées de www.ggdc.net/Maddison ; les données pour 2015 et 2030 sont tirées des tableaux 4.2 et 4.3.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144404637554

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

1) Les réformateurs chinois se sont d'abord attaqués à l'agriculture. Mettant un terme aux démesures collectivistes de Mao, ils ont donné aux ménages ruraux la possibilité de gagner leur vie avec leur travail. Les réformateurs russes ont quant à eux plus ou moins ignoré l'agriculture, tout esprit d'entreprise chez les paysans ayant été tué dans l'œuf par Staline dans les années 1920. Le gouvernement chinois a encouragé les entreprises des cités et villages à une production manufacturière de petite taille. Les responsables locaux et l'élite du parti ont eu la possibilité d'augmenter sensiblement leur revenu s'ils géraient efficacement ces entreprises.

2) Contrairement à l'URSS, la Chine n'a pas connu de démantèlement. La Chine compte bien moins de minorités ethniques et, en dépit de sa taille, le pays s'apparente plus à une nation qu'à un empire. Grâce à une diplomatie patiente et l'acceptation d'enclaves capitalistes, elle a pu réintégrer Hong–Kong et Macao et augmenter ainsi son territoire de deux régions administratives spéciales.

3) Pendant les réformes, la Chine a su tirer parti de l'importante diaspora chinoise. Une grande partie des investissements et des entrepreneurs étrangers sont venus de Hong–Kong, de Singapour, de Taiwan et d'implantations chinoises d'outremer.

4) Le niveau de départ de la Chine en termes de productivité et de revenu était extrêmement faible. Au lancement des réformes, en 1978, le revenu par habitant n'atteignait pas 15 pour cent de celui de l'URSS, pour un niveau d'industrialisation bien inférieur. Dès lors qu'un pays adopte de bonnes politiques, son retard est loin d'être un handicap pour un rattrapage rapide. L'extrême faiblesse du niveau de revenu de la Chine par rapport à la Corée du Sud, à Hong–Kong, au Japon, à la Malaisie, à Singapour et à Taiwan lui a permis de tirer parti de ce retard et d'engager d'immenses réformes structurelles. La période de super–croissance de la Chine peut ainsi se prolonger bien davantage que dans ces pays.

5) La politique chinoise de planification familiale a réduit le taux de natalité et rendu la structure démographique propice à la croissance économique. Entre 1978 et 2003, le taux de la population en âge de travailler est passé de 54 à 70 pour cent. Alors que l'espérance de vie augmentait en Chine, elle a diminué en Russie.

6) Les dirigeants ont été très attentifs au risque d'hyperinflation, qui avait sévi en Chine à l'époque du Guomindang. Au lieu de ruiner les épargnants, comme en Russie, ils ont encouragé l'épargne privée qui a augmenté dans des proportions impressionnantes. Ce qui explique comment le niveau d'investissement a pu atteindre de tels sommets. La thérapie de choc infligée à la Russie a provoqué une période d'hyperinflation, une fuite massive de capitaux, l'effondrement de la monnaie et l'incapacité de rembourser la dette extérieure. La Chine a su préserver sa cote de crédit à l'international et n'a connu qu'une évasion limitée de capitaux. Ses incitations fiscales ont attiré des investissements étrangers massifs – favorisant ce faisant sa progression technologique.

7) Le secteur public n'a pas été privatisé mais s'est éteint de lui–même. Si la Chine abrite désormais de nombreux entrepreneurs aisés, dont certains ont bénéficié de faveurs officielles, elle n'a pas encouragé l'apparition d'oligarques super–riches en bradant ses entreprises publiques, à l'instar de la fédération de Russie. Selon le classement Forbes 2007 des 100 plus grosses fortunes du monde, 13 de ces milliardaires sont originaires de Russie, trois de Hong–Kong mais aucun de Chine continentale.

8) La Chine a progressé à pas de géant pour intégrer l'économie mondiale, en privilégiant les exportations de produits manufacturés, grâce à la création de zones franches spéciales sur le littoral. Les exportations ont aussi bénéficié d'une sous–évaluation durable de la monnaie nationale. La reprise de l'économie russe depuis 1998 s'explique en grande partie par la flambée des cours du pétrole et du gaz naturel, deux grands produits d'exportation pour ce pays. Si l'on inclut

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Hong–Kong, la Chine est désormais le premier exportateur du monde, avec pratiquement 11 pour cent du total mondial. En 2006, les exportations chinoises (Hong–Kong inclus) ont représenté 1 286 milliards de dollars. La Chine arrive ainsi devant l'Allemagne (1 126 milliards), les États–Unis (1 038 milliards) et le Japon (650 milliards), alors que la fédération de Russie occupe la septième position, avec 305 milliards de dollars (FMI, 2007).

La Chine connaît toujours certains des problèmes évoqués dans l'édition 1998 de cet ouvrage : *a)* les ressources budgétaires du gouvernement central devront être largement consolidées pour financer les dépenses sociales d'éducation et de santé et atténuer les inégalités de revenu et de chances entre les différentes régions ; *b)* il reste encore des entreprises publiques déficitaires, que les autorités devront démanteler, mais leur importance relative a sensiblement diminué ; *c)* des progrès considérables ont été accomplis pour améliorer la solvabilité et l'efficacité du système bancaire, plombé par une proportion considérable d'actifs non productifs. La plupart ayant été passés par profits et pertes, la Chine a pu attirer des participations étrangères dans les banques d'État en négociant des titres sur les bourses de Hong–Kong et de Shanghai. Depuis juin 2005, plus de 60 milliards de dollars ont pu être ainsi levés et une poignée de banques étrangères ont reçu l'autorisation de s'installer en Chine. Alors qu'elle a accumulé 1.2 milliard de milliards de dollars de réserves de change, la Chine s'est lancée dans des investissements à l'étranger à grande échelle pour assurer ses approvisionnements futurs en matières premières et en énergie. Son intégration dans l'économie mondiale a aussi profité du démantèlement de ses propres barrières commerciales et d'un accès plus sûr aux marchés étrangers grâce à son adhésion à l'OMC. D'importants problèmes n'en demeurent pas moins.

Énergie et environnement

L'économie chinoise a connu une expansion extrêmement rapide et sa consommation énergétique a considérablement augmenté. La production d'électricité a été multipliée par dix entre 1978 et 2005 et son prix, relativement modéré, a transformé la vie de nombreux ménages urbains qui ont ainsi pu accéder à l'éclairage électrique, à la télévision, aux lave–linges, micro–ondes, ventilateurs et autres climatiseurs. Le nombre de propriétaires de voitures particulières a lui aussi progressé et ce segment devrait être le plus dynamique de la consommation privée. En 2006, on dénombrait près de 19 millions de voitures particulières (soit une pour 70 habitants) – contre 140 millions aux États–Unis (un habitant sur deux). Si l'on se base sur le rapport moyen entre la possession d'une voiture et le revenu par habitant en Europe occidentale, on peut estimer que d'ici 2030, la Chine comptera 300 millions de voitures individuelles (une pour 5 habitants ; voir Autoexecmag pour les niveaux actuels aux États–Unis et les informations de Harry Wu pour la Chine).

Si la consommation énergétique par habitant a doublé depuis 1973, elle est allée de pair avec une rentabilisation étonnante de son usage. Alors qu'en 1973 il fallait 0.64 tonne d'équivalent pétrole pour produire 1 000 dollars de PIB, il n'en fallait plus que 0.22 tonne en 2003. Dans son scénario A, qui mesure l'efficacité des politiques énergétiques que les pouvoirs publics pourraient raisonnablement adopter (tableau 4.2), l'Agence internationale de l'énergie (AIE) table sur une nouvelle diminution à 0.11 tonne à l'horizon 2030. En 2003, la Chine a obtenu de meilleurs résultats que les États–Unis en termes d'efficacité énergétique, et ce devrait encore être le cas en 2030.

Le scénario R de l'AIE propose une estimation de l'augmentation de la demande en énergie hors interventions particulières de la part des gouvernements exceptés les engagements déjà pris en faveur des économies d'énergie. Là encore, l'AIE s'attend à ce que la Chine soit plus efficace que les États–Unis (dernière colonne du tableau 4.2).Pourtant, l'impact sur l'environnement de la consommation d'énergie en Chine est particulièrement nocif, du fait d'une dépendance exceptionnellement marquée

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 4.2. **Intensité de la consommation d'énergie et des émissions de carbone en Chine, aux États-Unis et dans le monde, 1973-2030**

(millions de tonnes métriques d'équivalent pétrole pour l'énergie et millions de tonnes pour les émissions de carbone)

	1973	1990	2003	2030A	2030R
			Chine		
Consommation totale d'énergie	**472**	**880**	**1 409**	**2 630**	**2 971**
Tonne par habitant	0.54	0.78	1.09	1.80	2.04
Tonne/1 000 dollars de PIB	0.64	0.41	0.22	0.11	0.13
Émissions de carbone	**244**	**615**	**1 043**	**2 100**	**2 487**
Émissions par habitant	0.28	0.52	0.81	1.44	1.71
Émissions/consommation d'énergie	0.52	0.70	0.74	0.80	0.83
			États-Unis		
Consommation totale d'énergie	**1 736**	**1 928**	**2 281**	**2 889**	**3 131**
Tonne par habitant	8.19	7.71	7.86	7.94	8.61
Tonne/1 000 dollars de PIB	0.49	0.33	0.27	0.17	0.19
Émissions de carbone	**1 283**	**1 321**	**1 562**	**1 828**	**2 081**
Émissions par habitant	6.05	5.28	5.38	5.02	5.72
Émissions/consommation d'énergie	0.74	0.69	0.68	0.63	0.66
			Monde		
Consommation totale d'énergie	**6 248**	**8 811**	**10 760**	**14 584**	**16 203**
Tonne par habitant	1.60	1.68	1.71	1.78	1.98
Tonne/1 000 dollars de PIB	0.39	0.32	0.26	0.15	0.17
Émissions de carbone	**4 271**	**5 655**	**6 736**	**8 794**	**10 447**
Émissions par habitant	1.09	1.08	1.07	1.08	1.28
Émissions/consommation d'énergie	0.68	0.64	0.63	0.60	0.64

Sources : Consommation d'énergie primaire 1973-2003, d'après AIE (2005*a*). Émissions de carbone 1990-2003, d'après AIE (2005*b*). Les données pour 1973 ont été fournies par l'AIE. Nous avons converti le CO_2 en carbone en divisant les données par 3.667 (le coefficient de masse moléculaire du dioxyde de carbone par rapport au carbone). Les projections pour 2030 sont dérivées du « scénario alternatif » de l'AIE pour cette année-là (AIE, 2006). Nous avons ajusté les projections de l'AIE pour 2030 en utilisant l'écart entre ses projections pour le PIB et les nôtres (coefficient à la baisse pour la Chine [0.875] et pour le monde [0.9478] et coefficient à la hausse pour les États-Unis [1.069]). Le « scénario alternatif A » intègre les politiques d'efficacité énergétique que les pays pourraient raisonnablement adopter au cours de la période de prévision ; le « scénario de référence R » de l'AIE propose une « vision de référence » de l'évolution de la demande d'énergie au cas où les gouvernements n'iraient pas au-delà de leurs engagements actuels. Le PIB est exprimé en dollars Geary-Khamis, PPA de 1990 et les données démographiques sont tirées de www.ggdc.net/Maddison.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144405042012

à l'égard du charbon, sachant que les émissions de carbone sont proportionnellement bien supérieures lors de la combustion du charbon qu'avec celle du pétrole ou du gaz. En 2003, 60 pour cent de la consommation d'énergie en Chine provenait du charbon, contre 23 pour cent aux États–Unis, 17 pour cent en fédération de Russie et 5 pour cent en France. Quatre–vingt (80) pour cent de l'électricité chinoise sont produits par des centrales à charbon. Cela signifie que le ratio émissions de carbone/consommation d'énergie de la Chine est supérieur à celui de la plupart des autres pays. Dans le scénario A de l'AIE, la Chine devrait émettre 0.8 tonne de carbone par tonne d'énergie consommée en 2030, contre 0.63 aux États–Unis et une moyenne mondiale de 0.60 (tableau 4.2).

Le charbon chinois étant particulièrement impur, le dioxyde de soufre et les particules de suie produites par la combustion ont pollué l'air des grandes villes du pays et provoqué des pluies acides qui frappent 30 pour cent de son territoire. On dénombre plus de 20 000 mines de charbon où près de 6 millions de mineurs travaillent dans des conditions dangereuses, pour une productivité médiocre. La mine tue chaque année plusieurs milliers d'entre eux. Dans le nord de la Chine, certaines veines de charbon proches de la surface brûlent en permanence et ces feux sont inmaîtrisables. Ces problèmes d'environnement sont probablement plus importants en Chine que dans le reste du monde, dans la mesure où il est plus difficile et plus coûteux de réduire la place relative du charbon dans une économie.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

L'AIE estime que la Chine absorbera environ 48 pour cent de la production mondiale de charbon en 2030, contre 36 pour cent en 2004. Les autorités ont réalisé un effort significatif pour compenser les émissions de carbone en reboisant 4 millions d'hectares par an entre 2000 et 2005, et elles cherchent de nouvelles techniques énergétiques plus efficaces.

Elles ont négocié des accords d'investissements en Angola, en Iran, au Soudan et au Venezuela pour leurs futurs approvisionnements en pétrole. En 2005, l'offre d'achat de la compagnie pétrolière américaine Unocal – d'une valeur de 18.5 milliards de dollars – par l'entreprise chinoise CNOOC a été bloquée par le congrès des États–Unis. La CNOOC a signé un accord de recherche conjointe avec l'Union européenne pour mettre au point, dans une centrale à charbon pilote en Chine, une technologie ne produisant pratiquement aucune émission, par capture et stockage du carbone (*Stern Review*, 2006). Cela dit, il faudra plusieurs années pour obtenir des résultats dont personne ne connaît la rentabilité/coût réelle. À long terme, la Chine devrait retirer des avantages substantiels d'un accès au réseau des pipelines de gaz naturel russe.

Inégalités régionales

La Chine est un pays de profondes inégalités régionales. Le tableau F.2 fait apparaître une fourchette de 1 à 10 du PIB par habitant des 31 régions administratives de la Chine pour l'année 2005. Globalement, le revenu annuel moyen d'un Chinois est de 14 000 yuans. Shanghai arrive en tête, avec un revenu annuel moyen de 52 000 yuans, suivie de Beijing (45 000 yuans) puis de Tianjin (35 000 yuans). La région du Guizhou est lanterne rouge, avec 5 300 yuans, juste derrière le Gansu (7 500 yuans) et le Yunnan (7 800 yuans). Les trois premières régions abritent près de 44 millions d'habitants au total, contre près de 108 millions pour les trois dernières. L'écart de revenu s'est resserré, passant de 14 pour un en 1978 à dix pour un en 1995. Depuis, les choses n'ont guère évolué. Shanghai arrive toujours en tête et Guizhou reste bonne dernière (BNS, 1997). Ces écarts ne tiennent pas compte des différences de prix entre régions, mais c'est pratiquement toujours le cas pour les pays où ce type d'estimations existent. Au regard des normes internationales, l'écart interrégional chinois paraît considérable : dans les années 1980, nous avions calculé des écarts de huit pour un au Brésil, de six pour un au Mexique et de deux pour un aux États–Unis (Maddison, 1992). Cela étant, l'écart interrégional s'est creusé en Inde (entre Goa et Bihar), passant de 5.5 pour 1 en 1993/94 à 10.1 pour 1 en 2002/03 (voir *Indiastat.com*). En Chine, ces divergences de revenu par régions pourraient être atténuées par des investissements massifs dans les transports et autres infrastructures, par une meilleure offre d'éducation dans les zones à faible revenu, par la suppression des restrictions aux migrations entre zones et par l'abolition des avantages fiscaux dont bénéficient les entreprises des zones franches dans l'est du pays. Mais ce processus prendra du temps.

Inégalités entre zones rurales et zones urbaines

L'écart entre le revenu moyen des ruraux et des citadins est bien plus profond en Chine que dans les autres pays d'Asie : en 2002, il était de 3.2 pour 1 en Chine contre une fourchette allant de 1.3 pour 1 à 2.2 pour 1 partout ailleurs en Asie. Le fossé est particulièrement important dans les provinces occidentales (3.5 pour 1), alors qu'il est bien moins marqué dans les provinces orientales (1.9 pour 1). Cette situation tient en particulier au système de déclaration de résidence des ménages (le *hukou*) mis en place sous Mao pour contrôler les déplacements de population. Vient s'y ajouter la législation visant à pénaliser les travailleurs migrants qui cherchent du travail non déclaré dans les zones urbaines.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Malgré un certain assouplissement du système, ces travailleurs n'ont toujours pas accès aux services publics de base (éducation et santé), ils ont du mal à trouver un logement, et leurs employeurs risquent toujours des amendes. Ils sont donc dans une position de faiblesse et contraints d'accepter de longues heures de travail pour un salaire de misère, qu'ils perçoivent souvent avec retard, quand ils sont payés. Sicular *et al*. (2007) estiment que les ménages non officiellement résidents représentent environ 17 pour cent de la population urbaine et qu'ils touchent en moyenne un revenu inférieur de 60 pour cent à celui des ménages urbains résidents. Mais ce salaire est toujours de 40 pour cent supérieur à celui des ménages ruraux. L'écart de 3.2 pour 1 entre les citadins et les ruraux évoqué plus haut ne concerne que les ménages urbains résidents – il retombe à 3 pour 1 si l'on intègre tous les ménages urbains. Et quand on prend en compte les écarts du coût de la vie, la différence s'établit alors à 2.1 pour 1. De toute évidence, le système discriminatoire de déclaration de résidence est une source importante de grogne sociale qui devra trouver une solution.

Le système judiciaire et les droits de propriété privée

La Chine a progressé à pas de géant vers l'économie de marché et son système judiciaire permet aux entreprises privées de s'épanouir. Récemment consolidés, les droits de propriété restent néanmoins bien plus fragiles et ambigus que dans une économie capitaliste. La terre reste propriété de l'État ou de la « collectivité ». Les paysans peuvent obtenir un bail de 30 ans pour leurs exploitations – contre 70 ans pour les logements des citadins. Ensuite, l'État récupère le bien. Il est donc difficile de vendre ces biens ou de les nantir pour un emprunt. Dans ce pays socialiste, paradoxalement, les droits de propriété du citoyen ordinaire sont moins protégés que ceux d'un capitaliste local ou étranger. Les urbanistes ont plus de facilité que leurs homologues des pays capitalistes pour exproprier de leurs terres les paysans ou les citadins pauvres, et démolir leurs maisons sans les dédommager en conséquence. Les membres du parti qui ont de l'influence peuvent s'enrichir en favorisant de telles transactions. Cette situation a suscité des protestations de plus en plus fréquentes et la prise de sanctions – pour corruption – contre certains officiels. L'équité et l'efficacité de l'économie auraient tout à gagner de droits de propriété mieux établis et d'un système judiciaire moins sensible aux pressions officielles.

Perspectives pour l'économie mondiale : 2003–30

L'évolution de l'économie mondiale au cours des 50 dernières années a été relativement complexe. Entre 1952 et 1978, le revenu mondial par habitant a progressé à un rythme inédit de 2.6 pour cent l'an, soit 50 fois plus vite qu'entre 1500 et 1820 et pratiquement trois fois plus vite qu'entre 1820 et 1952. Pendant cet âge d'or, tous les segments de l'économie mondiale ont sensiblement amélioré leurs performances par rapport aux périodes précédentes. Les États–Unis – premier pays du monde en termes de productivité et de revenu par habitant – ont progressé moins vite que la moyenne mondiale mais ont continué à afficher une croissance de la productivité totale des facteurs assez élevée, preuve d'avancées rapides à la frontière technologique (tableau 3.9). Le Japon et les pays capitalistes avancés ont fait preuve de capacités remarquables de rattrapage, en réduisant sensiblement l'écart de revenu par habitant avec le pays de tête. D'autres pays (d'un niveau de revenu plus faible au départ) ont réalisé un rattrapage significatif, en Asie et en Europe de l'Est, ainsi que l'URSS. Le taux de croissance par habitant de l'Amérique latine était identique à la moyenne mondiale. En Afrique et en Chine, le revenu réel par habitant a progressé plus vite que jamais, mais à un rythme inférieur à la moyenne mondiale[2].

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 4.3. **Croissance économique mondiale : résultats et prévisions, 1952-2030**
(taux de croissance annuel moyen composite)

	1952-78		1978-2003		2003–30	
	PIB par habitant	Population	PIB par habitant	Population	PIB par habitant	Population
Pays riches	**3.34**	***0.97***	**1.93**	***0.62***	**1.73**	**0.32**
Europe occidentale	3.66	*0.65*	1.84	*0.32*	1.7	*0.05*
États-Unis	2.24	*1.34*	1.85	*1.06*	1.7	*0.84*
Autres pays d'immigration européenne	2.54	*1.89*	1.76	*1.21*	1.7	*0.70*
Japon	6.69	*1.10*	2.11	*0.40*	1.3	*-0.33*
Autres pays	**2.72**	***2.14***	**2.00**	***1.72***	**3.01**	***1.08***
Chine	2.33	*2.02*	6.57	*1.19*	4.5	*0.46*
Inde	1.66	*2.16*	3.27	*1.95*	4.5	*1.13*
Autres pays d'Asie	3.58	*2.44*	2.25	*2.05*	2.5	*1.29*
Russie	3.39	*1.02*	-1.48	*0.22*	3.5	*-0.49*
Autres républiques de l'ex-URSS	2.86	*1.69*	-2.14	*0.56*	2.0	*0.43*
Europe de l'est	3.75	*0.96*	0.48	*0.20*	2.0	*-0.21*
Amérique latine	2.62	*2.65*	0.53	*1.82*	1.5	*0.97*
Afrique	1.83	*2.45*	0.16	*2.63*	1.0	*1.98*
Monde	**2.62**	***1.91***	**155**	***1.55***	**2.23**	***0.98***

Sources : Les données du PIB par habitant 1952-2030 sont tirées de www.ggdc.net/Maddison et de Maddison (2007) ; les données sur la population 1952-2030 sont tirées de l'International Programs Department, US Census Bureau, www.census.gov/ipc.
Les pays d'immigration européenne sont l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144414645172

Les progrès de l'économie mondiale entre 1978 et 2003 ont été bien plus lents. La décélération enregistrée aux États–Unis s'explique surtout par un brusque repli de la productivité totale des facteurs, signe évident d'un tassement du rythme des avancées à la frontière technologique. Le Japon comme les autres pays capitalistes avancés ont connu un fort ralentissement sous l'effet d'une croissance plus faible à la frontière technologique et parce qu'ils s'en étaient considérablement rapprochés – érodant ce faisant une bonne partie de leur potentiel de rattrapage rapide.

Les économies d'Asie ont fait preuve du plus fort dynamisme sur la période 1978–2003. En Chine, le revenu par habitant a brusquement décollé. L'Inde a connu une amélioration substantielle et les autres pays d'Asie une accélération plus modérée.

Le ralentissement observé dans les pays capitalistes avancés était prévisible, leur potentiel de rattrapage rapide étant plus ou moins épuisé. L'accélération dans un nombre important de pays asiatiques était elle aussi logique, vu l'ampleur de leur potentiel de rattrapage. Si l'économie mondiale n'avait été composée que de ces deux groupes de pays, alors le schéma de développement aurait pu être interprété comme une illustration quasi parfaite des possibilités de « convergence conditionnelle » chère à la théorie néoclassique de la croissance. Or, le rattrapage dans les pays pauvres n'a été ni automatique, ni généralisé. Ces pays ne pouvaient exploiter leur potentiel de rattrapage qu'à condition d'opter pour des politiques favorables à la croissance, d'augmenter les investissements dans le capital physique et humain, d'accroître la participation de la main–d'œuvre, d'ouvrir leur économie au commerce extérieur et à la spécialisation, et de poursuivre des politiques macro–économiques lissant la trajectoire de croissance, ainsi que des politiques micro–économiques favorisant une allocation des moyens plus efficace. C'est ce qu'ont fait la Chine et les économies asiatiques dynamiques.

La théorie de la croissance n'a guère d'utilité pour expliquer le comportement des autres régions du monde entre 1978 et 2003. Le choc le plus fort est lié au démantèlement de l'URSS en 15 États indépendants, avec pour impact net un repli important du revenu par habitant en fédération de Russie, une chute encore plus rapide dans les autres républiques de l'ex–URSS et un ralentissement brutal en

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Europe de l'est. Au Moyen–Orient, en Amérique latine et en Afrique, la croissance pendant l'âge d'or ne devait rien à de quelconques vertus des politiques intérieures mais était largement liée aux effets de diffusion de la dynamique qui portait alors les pays capitalistes avancés. Le brusque ralentissement dans le noyau dur capitaliste est à l'origine des crises de la dette, de l'inflation et des problèmes budgétaires et monétaires qu'ont connus l'Amérique latine et l'Afrique. Au Moyen–Orient, la chute des cours du pétrole et les guerres frappant l'Iran, l'Irak et le Liban ont été autant de facteurs perturbateurs.

Les projections pour l'évolution mondiale entre 2003 et 2030 (tableaux 4.4 et 4.5) proviennent pour l'essentiel de Maddison (2007). Elles reposent sur deux paramètres : l'accroissement démographique et la progression du PIB par habitant. Les projections relatives au PIB en sont dérivées. Les projections relatives à l'accroissement démographique sont celles de l'*US Census Bureau* et couvrent 224 pays (voir www.census.gov/ipc et www.ggdc.net/Maddison). Les projections pour le PIB par habitant sont nettement plus synthétiques. Elles couvrent sept grandes régions, les quatre plus gros contributeurs au PIB mondial et la fédération de Russie. Elles ne résultent pas d'un exercice économétrique mais reposent sur une analyse des évolutions de la dynamique de croissance dans les différents pans de l'économie mondiale ainsi que sur notre évaluation de la probabilité d'un maintien de ces tendances ou d'un changement. Ces projections entendent refléter soit une continuation possible de la dynamique de croissance des années 1990–2003, soit un changement possible par rapport au passé.

Pour le groupe des pays capitalistes avancés (Europe occidentale, États–Unis, autres pays d'immigration européenne et Japon), nous partons de l'hypothèse que leur PIB par habitant augmentera pratiquement au même rythme qu'entre 1990 et 2003 – ce qui ne signifie pas que tous les pays du groupe progresseront de la même manière. L'Allemagne, la France, l'Italie et le Japon ont avancé moins vite que les États–Unis sur la période 1990–2003, mais l'Irlande a fait un bond en avant remarquable alors que l'Australie, l'Espagne et le Royaume–Uni faisaient preuve d'un degré raisonnable de rattrapage. Le taux de main–d'œuvre par habitant est en général plus faible en Europe occidentale qu'aux États–Unis, de sorte que l'écart de performance est nettement plus réduit en termes de productivité que lorsqu'il est exprimé en PIB par habitant.

On peut raisonnablement prévoir des retournements de situation après le repli du revenu par habitant observé dans les pays de l'ex–URSS, mais aussi une accélération de la croissance en Afrique, en Amérique latine, en Europe de l'est et dans la plupart des pays d'Asie. Pour la Chine, nous tablons sur un ralentissement de la croissance par habitant, pour les raisons évoquées, sans que cela n'enlève rien au dynamisme remarquable de cette économie – lequel dynamisme sera le moteur de l'économie mondiale et viendra compenser la relative perte d'importance des pays du groupe capitaliste (tableau 4.6).

Les projections globales pour le monde font état d'un ralentissement de l'accroissement démographique par rapport à 1978–2003 mais d'une vive augmentation du revenu par habitant. Le PIB par habitant mondial devrait augmenter à un rythme annuel de 2.2 pour cent, soit bien plus vite que sur la période 1978–2003 (1.55 pour cent) mais sans retrouver les 2.6 pour cent de l'âge d'or (1952–78).

Les évolutions de performances attendues sont présentées aux tableaux 4.4 et 4.5. Le changement en termes d'influence économique aura inévitablement des répercussions géopolitiques, rendant obsolète l'appartenance à des groupes comme le Conseil de sécurité des Nations unies ou le G8. Cela réduira également l'aptitude des États–Unis à assumer un rôle hégémonique. Des changements dans ces dispositifs seront indispensables pour préserver la coexistence pacifique des grandes puissances, pour réduire la taille et la prolifération des arsenaux nucléaires et pour endiguer la propagation de toute forme de fondamentalisme religieux. Tout revers sérieux dans ces domaines risque de rendre nos prévisions économiques – pourtant prudentes – exagérément optimistes.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau 4.4. **PIB par habitant dans le monde et les grandes régions, 1952-2030**

	Niveaux en dollars internationaux, PPA de 1990					Taux de variation annuel moyen	
	1952	1978	1990	2003	2030	1990-2003	2003-30
Pays riches	**6 149**	**14 455**	**18 781**	**23 345**	**37 086**	**1.69**	**1.73**
Europe occidentale	4 963	12 621	15 965	19 912	31 389	1.71	1.7
États-Unis	10 316	18 373	23 201	29 037	45 774	1.74	1.7
Autres pays d'immigration européenne	7 688	14 745	17 902	22 853	36 025	1.90	1.7
Japon	2 336	12 585	18 789	21 218	30 072	0.94	1.3
Autres pays	**1 157**	**2 324**	**2 718**	**3 816**	**8 504**	**2.64**	**3.01**
Europe de l'est	2 207	5 749	5 440	6 476	11 054	1.35	2.0
Fédération de Russie	3 120	7 420	7 779	6 323	16 007	-1.58	3.5
Autres républiques de l'ex-URSS	2 696	5 607	5 954	4 461	7 614	-2.20	2.0
Amérique latine	2 588	5 070	5 072	5 786	8 648	1.02	1.5
Chine	538	978	1 871	4 803	15 763	7.52	4.5
Inde	629	966	1 309	2 160	7 089	3.93	4.5
Autres pays d'Asie	978	2 441	3 078	4 257	8 292	2.53	2.5
Afrique	928	1 488	1 449	1 549	2 027	0.52	1.0
Monde	**2 260**	**4 432**	**5 162**	**6 516**	**11 814**	**1.81**	**2.23**

Source : Maddison (2007).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144506655737

Tableau 4.5. **Croissance du PIB dans le monde et les grandes régions, 1952-2030**

	Niveaux en milliards de dollars, PPA de 1990					Taux de variation annuel moyen	
	1952	1978	1990	2003	2030	1990-2003	2003-30
Pays riches	**3 556**	**10 753**	**15 020**	**20 265**	**35 120**	**2.33**	**2.06**
Europe occidentale	1 532	4 609	6 033	7 857	12 556	2.05	1.75
États-Unis	1 625	4 090	5 803	8 431	16 662	2.91	2.56
Autres pays d'immigration européenne	196	611	862	1 277	2 414	3.07	2.39
Japon	202	1 446	2 321	2 699	3 488	1.17	0.95
Autres pays	**2 357**	**8 216**	**12 117**	**20 649**	**61 460**	**4.19**	**4.12**
Europe de l'est	198	662	663	786	1 269	1.33	1.79
Fédération de Russie	329	1 018	1 151	914	2 017	-1.76	2.98
Autres républiques de l'ex-URSS	217	697	837	638	1 222	-2.17	2.43
Amérique latine	453	1 749	2 240	3 132	6 074	2.61	2.48
Chine	306	935	2 124	6 188	22 983	8.56	4.98
Inde	234	625	1 098	2 267	10 074	5.73	5.68
Autres pays d'Asie	400	1 865	3 099	5 401	14 884	4.36	3.83
Afrique	221	664	905	1 322	2 937	2.96	3.00
Monde	**5 913**	**18 969**	**27 136**	**40 913**	**96 580**	**3.21**	**3.23**

Source : Maddison (2007).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144524864320

Tableau 4.6. **Parts du PIB mondial, 1700-2003 (en pourcentage du total mondial)**

	1700	1820	1952	1978	2003	2030
Chine	22.3	32.9	5.2	4.9	15.1	23.1
Inde	24.4	16.0	4.0	3.3	5.5	10.4
Japon	4.1	3.0	3.4	7.6	6.6	3.6
Europe occidentale	21.9	23.0	25.9	24.2	19.2	13.0
États-Unis	0.1	1.8	27.5	21.6	20.6	17.3
URSS	4.4	5.4	9.2	9.0	3.8	3.4

Source : Maddison (2007).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144527815381

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Notes

1. Cette année–là, le revenu par habitant a marqué le pas en Chine et au Japon, mais de seulement 1.3 pour cent, alors qu'il se repliait de 14.3 pour cent en Thaïlande, 14.1 pour cent en Indonésie, 9.3 pour cent en Malaisie, 7.7 pour cent en Corée, 5.7 pour cent à Hong Kong, 3.5 pour cent à Singapour et 2.6 pour cent aux Philippines. Pour mémoire, nos estimations du PIB et les données officielles du BNS divergent considérablement pour l'année 1998, le BNS parlant d'une augmentation du PIB par habitant de 6.8 pour cent.

2. Lorsque l'on analyse les performances et le potentiel de la croissance, il est utile d'aller au–delà des seules estimations du produit par habitant. Les états de croissance tels que présentés au tableau 3.9 pour la Chine, la Corée, les États–Unis et le Japon sont un premier guide pour une analyse de ce type, puisqu'ils mettent en évidence les causes dont procède la croissance économique et donnent une idée du rôle de l'accumulation et de la productivité des facteurs.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Annexe A

Performances de l'agriculture, de la pêche, de la sylviculture, et des activités agricoles d'appoint, Chine 1933–95

Le système initial de suivi statistique de la DNS (Direction nationale de la statistique) était à bien des égards le reflet du système soviétique de comptabilité du produit matériel, et ses méthodes de collecte des données reflétaient l'ubiquité du contrôle de l'État.

Dès sa création en 1952, la DNS a établi des estimations globales pour l'agriculture sur une base annuelle. La première publication statistique importante (DNS, 1960) a fourni des indications détaillées sur la production de 20 cultures principales, certaines catégories d'animaux d'élevage et certains intrants agricoles pour la période 1949–58, mais la performance agricole globale n'était évaluée qu'à partir de la valeur brute de la production aux prix courants. Au cours des 20 années suivantes, les données publiées sur l'agriculture étaient rares et souvent manipulées pour des raisons d'ordre politique, en particulier pendant le Grand Bond en avant et la Révolution culturelle. La DNS fut en fait supprimée en 1968 et son personnel dispersé. Il semble que les services provinciaux aient également été démantelés. Le système statistique fut rétabli en 1972, mais la plupart des anciens fonctionnaires avaient disparu, un grand nombre de registres avaient été détruits et aucun statisticien qualifié n'avait évidemment été formé pendant les années où les universités étaient fermées. En 1981, la Banque mondiale signalait que les services centraux de la DNS, devenue le BNS (Bureau national de la statistique), ne comptaient que 200 agents contre 400 en 1966.

Dans les années 80, après être devenue membre des Nations unies, de la Banque mondiale et du FMI, la Chine a commencé à adopter progressivement le système standardisé de comptabilité nationale utilisé par les pays occidentaux. Des vestiges des anciens concepts demeurent, et le système de communication des données statistiques n'a pas beaucoup changé. Le caractère hybride du nouveau système se voit très clairement dans le tableau d'entrées–sorties officiel de 1987. Le tableau A.1 donne les principales entrées pour le secteur agricole dans son ensemble et pour les activités agricoles proprement dites. Il montre en particulier très clairement la relation entre le concept occidental de valeur ajoutée brute et celui de produit matériel net, qui était le principal indicateur de performance dans la version la plus élaborée de l'ancien système chinois. En fait, la différence entre ces deux grandeurs est assez faible pour l'agriculture.

Le tableau A.2 donne une série chronologique des trois principales mesures officielles de la performance globale de l'agriculture : la production brute, le produit matériel net (PMN) et la valeur ajoutée brute (VAB) en prix « comparables » (quasi constants). La mesure de la production brute surestime la performance du secteur car aucune déduction n'est faite pour les intrants utilisés dans la production. D'après la Banque mondiale (1992), le produit matériel net était obtenu en déduisant 13 intrants distincts de la production brute — à savoir : les semences, l'alimentation animale, les coûts de la reproduction

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

animale et des services vétérinaires, les engrais, le combustible, les pesticides et autres produits chimiques, l'électricité consommée pour la production, le coût du petit outillage, l'amortissement, les intrants utilisés pour les activités d'appoint, les réparations de matériel et la production de services de soutien et d'autres intrants physiques ; mais aucune déduction n'était opérée pour les services « non productifs » entrant dans la production. La valeur ajoutée brute montre la contribution de l'agriculture au produit intérieur brut, et elle est comparable au plan conceptuel aux mesures occidentales de la performance. Elle est égale au produit matériel net, moins les services « non productifs », plus l'amortissement.

Dans les années 80, la diffusion des données statistiques connaît une nette amélioration, avec la publication de l'*Annuaire statistique de la Chine*, qui couvre toutes les activités économiques. Une autre revue, l'*Annuaire agricole de la Chine*, contient une section statistique qui n'apporte pas grand chose par rapport à la première source citée, mais il existe un volume spécial contenant des données rétrospectives détaillées (ministère de l'Agriculture, 1989), qui couvre toute la période 1949–86. Il donne les estimations de production pour une cinquantaine de produits de l'agriculture et de l'élevage, une mesure de la production agricole globale brute en prix « comparables » (pp. 106–109) avec une ventilation en cinq grandes branches d'activité (cultures, élevage, pêche, sylviculture, et « activités agricoles d'appoint » — ces dernières couvrant les activités artisanales rurales, la chasse et les activités de cueillette). Dans les années 90, cet indice de la production brute a été révisé, ce qui donne une croissance un peu plus lente. Des estimations rétrospectives du produit matériel net de l'agriculture ont été fournies pour la période 1952–93. En 1997, les estimations officielles rétrospectives (à partir de 1952) de la valeur ajoutée brute de l'agriculture à prix comparables ont été publiées. Ces trois indicateurs sont donnés à prix courants et à prix « comparables ». Toutefois, ces publications ne donnent pas la ventilation entre l'agriculture, la pêche, la sylviculture et les activités d'appoint.

Comme je voulais vérifier les taux de croissance et les niveaux de la production indiqués dans les statistiques officielles et comparer la performance du secteur agricole de la Chine à celui des États–Unis, j'ai établi mes propres estimations à prix constants. Le tableau A.3 résume les résultats que j'ai obtenus pour l'agriculture considérée globalement. Le tableau A.4 reproduit mes estimations de la production agricole brute et de la valeur ajoutée pour six années de référence de 1933 à 1994. J'ai pondéré ces estimations par les prix de 1987 fournis par la FAO, les quantités sont tirées des statistiques de la FAO pour 1975, 1987 et 1994, de la DNS pour 1952, 1957 et 1978, et de Liu et Yeh (1965) pour 1933. Je disposais de données quantitatives pour 136 produits de l'agriculture et de l'élevage, et d'indications de prix pour 103 de ces produits. Pour 24 produits, j'ai jugé raisonnable d'estimer des prix virtuels en assimilant des produits pour lesquels il n'y avait pas d'indication de prix à des produits similaires pour lesquels il y en avait. Mon résultat global pour la production agricole chinoise couvre 125 produits. J'ai utilisé le tableau chinois d'entrées–sorties pour évaluer les consommations intermédiaires pour 1987, et j'ai extrapolé les données de ces années en utilisant les indicateurs officiels des variations des principales consommations intermédiaires, comme indiqué dans les notes du tableau A.4. Les tableaux A.5, A.6 et A.7 fournissent des estimations approximatives pour la production de la pêche, de la sylviculture et des « activités d'appoint ».

J'ai utilisé les pondérations de 1987 pour tous mes calculs parce que j'ai pu disposer d'un tableau détaillé d'entrées–sorties pour cette année–là. Normalement, le fait de pondérer une période de 61 ans par une année située en fin de période devrait provoquer une sous–estimation du taux de croissance, mais cette sous–estimation est bien moins importante pour l'agriculture que pour le secteur industriel étant donné qu'il n'y a pas de nouveaux produits et qu'il y a beaucoup moins de variation dans la gamme des produits que dans d'autres secteurs de l'économie.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Mes estimations aboutissent à une croissance légèrement plus forte que les chiffres officiels pour 1952–78. Pour la valeur ajoutée brute, je trouve un taux de croissance de 2.2 pour cent par an, contre 2.1 pour cent d'après les chiffres officiels. Pour la période 1978–95, mes estimations aboutissent au même taux de croissance que les chiffres officiels, soit 5.1 pour cent. Pour la période 1952–95 considérée globalement, j'arrive à un taux de croissance de 3.4 pour cent par an contre un taux officiel de 3.3 pour cent. Pour l'agriculture, j'obtiens un taux de croissance de 3.0 pour cent pour la période 1952–94 ; pour la pêche, un taux de 5.7 pour cent ; pour la sylviculture, un taux de 7.1 pour cent ; et pour les « activités d'appoint », un taux de 5.6 pour cent.

Mes estimations font apparaître une valeur ajoutée sensiblement plus élevée que les chiffres officiels. Pour l'année de référence 1987, je trouve une valeur ajoutée brute de 381 milliards de yuans pour l'agriculture, contre 320 milliards d'après les chiffres officiels. La différence est entièrement due aux activités agricoles proprement dites, pour lesquelles j'obtiens 326 milliards de yuans contre un chiffre officiel de 265 milliards de yuans. Pour les autres secteurs, j'ai utilisé les estimations officielles.

Pour 1952 et 1957, mes estimations de la production agricole sont supérieures de 14 pour cent aux chiffres officiels, et à partir de 1978, elles sont supérieures de 18 pour cent. Il n'est pas facile d'expliquer ces différences parce que les données statistiques des sources officielles chinoises sont assez restreintes. Les données quantitatives publiées qui sont disponibles couvrent une cinquantaine de produits contre 125 dans les sources de la FAO. Pour les 50 produits couverts par la DNS, il n'y a pas de différence significative avec les données de la FAO, mais il est très possible que les estimations officielles ne couvrent pas la totalité des produits pour des cultures comme les fruits, les légumes ou les noix, qui ne font pas partie des livraisons obligatoires. Les informations officielles sur les prix sont assez rares et elles semblent concerner surtout les prix à la consommation plutôt que les prix à la production. Les tableaux A.22a et A.22b comparent une série d'estimations officielles avec les estimations de la FAO. On ne trouve pas de différence frappante, mais on ne sait pas exactement sur quels prix sont fondés les mesures officielles. Le tableau A.22c montre que les marchés agricoles chinois étaient encore assez fortement segmentés en 1987. Le segment le plus important pour les céréales était l'autoconsommation des paysans, où les prix doivent nécessairement être imputés. Le premier segment « marchand » comprend les produits pour lesquels le gouvernement a établi un quota de livraison obligatoire. En 1987, les contingents étaient les suivants : 18 pour cent de la récolte de riz, 33 pour cent de la récolte de blé, 40 pour cent de la récolte de maïs et 50 pour cent de la récolte de soja. Le second segment concerne les achats de l'État « au–dessus du quota » (pour lesquels les prix payés sont plus élevés). Les prix les plus élevés sont ceux pratiqués sur le marché libre. Les estimations officielles de la production et celles de la FAO paraissent se situer quelque part entre les prix payés pour les quotas et les prix au–dessus du quota, les évaluations officielles étant probablement plus faibles.

Mes estimations de la production agricole sont sans doute plus élevées que les chiffres officiels, pour diverses raisons. Cela tient peut–être en partie à des différences dans les valeurs estimées, et en partie à des différences dans les produits couverts.

Selon Albert Keidel (Banque mondiale, 1994), les chiffres officiels sous–estiment la production agricole de 1987 du fait de problèmes de sous–évaluation et de couverture incomplète. Ce même auteur affirme que les services statistiques chinois évaluent généralement l'autoconsommation des céréales dans les régions rurales à des prix inférieurs à ceux du marché. La correction proposée par Keidel est une majoration de la production céréalière de 20 pour cent (ce qui ajouterait environ 8 pour cent à la valeur de la production agricole). Il estime en outre que la production de céréales et de légumes n'est pas entièrement comptabilisée et que, pour tenir compte de ce facteur, il faudrait majorer les chiffres officiels de 10 pour cent pour les céréales et de 30 pour cent pour les légumes. Cela se traduirait probablement par une nouvelle augmentation de 6 pour cent de la valeur de la production agricole.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Mesures de la performance du secteur agricole en 1933

Les estimations officielles de la performance agricole n'établissent aucun lien avec les années d'avant–guerre, ce qui est pourtant indispensable si l'on veut donner une idée raisonnable du bilan de ce secteur après la guerre.

Pour évaluer la performance de l'agriculture en 1933, j'ai relié la production globale d'un échantillon de 28 produits en 1933 à la production de ces mêmes produits en 1975 (voir tableau A.21). J'ai utilisé toutes les données pour 1933 de l'étude de Liu et Yeh (1965) que l'on pouvait rapprocher de données concernant les mêmes produits pour 1975. L'échantillon représentait 73 pour cent de la production brute de 1975, et j'ai fait l'hypothèse que la couverture était la même en 1933. Les principales différences entre leurs mesures pour 1933 et les miennes résident dans le fait que la base de pondération utilisée n'est pas la même — je rapporte mes mesures à l'année 1975, non à l'année 1957 — et dans le fait que le nombre de mes produits appariés est un peu plus faible. Mon estimation montre une valeur ajoutée pour 1933 équivalente à 94 pour cent de celle de 1957, contre une moyenne de 96.2 pour cent pour leurs deux mesures.

Le tableau A.21 indique aussi la production agricole de 1931–37 tirée de Perkins (1969) pour 22 produits que j'ai pu apparier. Ces données font apparaître une production agricole d'avant–guerre inférieure d'environ 10 pour cent à celle que j'ai obtenue sur la base des données de Liu et Yeh pour 1933. La principale différence est due au fait que Liu et Yeh ont utilisé des estimations du rendement des cultures datant d'avant la guerre, et, dans certains cas, ces rendements étaient supérieurs à ceux qui prévalaient en 1957. Perkins refuse l'idée d'une baisse des rendements agricoles. Il présume que les rendements de 1957 sont identiques à ceux qui prévalaient dans toutes les provinces dans les années 30. Il opère certains ajustements pour les superficies cultivées et retient des chiffres plus faibles que Liu et Yeh pour la plupart du cheptel dans les années 30. Le tableau A.21 permet une comparaison détaillée des estimations de Perkins et de Liu–Yeh pour les années 30 pour la plupart des produits qu'il a été possible d'apparier, et le tableau A.4 indique la différence dans les résultats obtenus. Je préfère les chiffres fondés sur les données de Liu et Yeh car elles sont mieux étayées. L'hypothèse de Perkins selon laquelle les rendements de 1957 étaient les mêmes que ceux qui prévalaient en 1933 paraît un peu arbitraire. Il semble fort possible que les rendements de 1957 aient été inférieurs à ceux de 1933, après 12 années de guerre et de perturbations liées à la réforme agraire et à la collectivisation.

La performance de l'agriculture chinoise dans le contexte international

Une autre manière d'avoir une idée de la performance de la Chine est de comparer son bilan à celui d'autres pays. Le tableau A.11compare l'agriculture de la Chine et celle des États–Unis en 1987, sur la base des informations détaillées de la FAO sur les prix et les quantités produites pour les produits agricoles, l'alimentation animale et les semences, et des données sur les consommations intermédiaires non agricoles tirées des tableaux d'entrées–sorties (tableaux A.12 et A.13).

Il est clair que l'économie agricole de la Chine est plus importante, avec une valeur ajoutée 2.3 fois plus élevée que celle des États–Unis (aux prix américains de 1987). La valeur ajoutée par habitant représentait 51 pour cent de celle des États–Unis en 1987, mais la productivité de la main–d'œuvre chinoise en 1987 ne représentait que 1.8 pour cent de celle des États–Unis. Le tableau A.14 combine les données pour les années de référence et des séries chronologiques pour chacun des deux pays. On peut voir que la productivité de la main–d'œuvre chinoise a sensiblement diminué par rapport à celle des États–Unis. En 1933, elle représentait 7.1 pour cent du niveau américain ; en 1952, 5.1 pour cent ; en 1978, 2.2 pour cent ; et en 1994, seulement 1.6 pour cent

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Dans le même état d'esprit, le tableau A.15 montre les résultats d'une étude comparative effectuée sur 13 pays pour 1975, sur la base d'informations détaillées établies par la FAO sur les prix et les quantités, pour la production brute et les apports en alimentation animale et en semences ; et sur la base des données provenant de diverses sources pour les consommations intermédiaires non agricoles. Les données de 1975 sur la Chine ont depuis lors été révisées à la baisse par la FAO et on dispose maintenant de données plus précises sur les consommations intermédiaires non agricoles, mais il n'en demeure pas moins que les résultats de cette étude apportent un bon nombre d'éléments d'appréciation sur la performance de l'agriculture dans divers pays. Dans cette étude, la Chine arrive en avant–dernière position des pays étudiés pour ce qui est de la productivité de la main–d'œuvre.

Le tableau A.16 donne aussi des indications intéressantes sur la performance de la Chine par rapport aux autres pays. Elle se classe maintenant au deuxième rang des consommateurs d'engrais par hectare de terre cultivée, son taux n'étant dévancé dans ce domaine que par celui du Japon.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.1. **Caractéristiques des intrants et de la production agricole, estimations officielles, Chine 1987**
(en millions de yuans)

	Agriculture, Sylviculture, Pêche et Activités d'appoint	Agriculture
Valeur brute de la production	467 570	390 371
Total des intrants	147 367	125 712
dont :		
Agriculture	56 017	52 572
Sylviculture, pêche et activités d'appoint	12 831	3 444
Industrie	61 450	54 331
Autres produits matériels	8 887	8 675
Services « non productifs »	8 182	6 690
Valeur ajoutée brute	320 203	264 660
Amortissement de base	9 050	7 180
Réparations et entretien	1 059	888
Valeur ajoutée nette	310 094	256 591
Produit matériel brut	328 385	271 349
Produit matériel net	318 276	263 281
Répartition de la valeur ajoutée brute		
Revenu du travail	262 213	217 873
Prestations sociales	7 099	5 760
Profits et taxes	28 368	23 167
Amortissement, réparations et entretien	10 109	8 068
Autres	12 413	9 791
Valeur ajoutée brute totale	320 203	264 659
Valeur brute de la production	467 570	390 371
Consommations intermédiaires totales	217 926	180 735
dont :		
Agriculture, sylviculture, pêche et activités	68 848	56 017
Industrie	136 490	118 093
Autres produits matériels	10 241	5 000
Services « non productifs »	2 347	1 625
Utilisations finales :	249 644	209 637
dont :		
Consommation privée	217 579	192 377
Consommation sociale	710	655
Investissements	9 590	1 409
Stocks	11 980	7 027
Exportations nettes	7 755	6 682
Compte d'ajustement	2 031	1 487

Sources : BNS, *Tableau d'entrées–sorties de la Chine*, 1987 (en chinois), 1991.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144544458772

Tableau A.2. **Mesures officielles de la performance globale de l'agriculture, Chine 1952–95 (Agriculture, sylviculture, pêche et activités d'appoint – ASPA)**
(en millions de yuans de 1987)

	Valeur de la production	Produit matériel net	Valeur ajoutée brute (VAB)	Ratio VAB/production brute
1952	133 173	116 485	112 038	84.1
1953	137 301	118 349	114 167	83.2
1954	141 962	120 329	116 072	81.8
1955	152 749	129 881	125 259	82.0
1956	160 473	135 705	131 085	81.7
1957	166 200	139 898	135 118	81.3
1958	170 195	140 131	135 679	79.7
1959	147 023	117 184	114 167	77.7
1960	128 379	97 381	95 457	74.4
1961	125 316	98 663	96 913	77.3
1962	133 040	103 322	101 283	76.1
1963	148 488	115 203	112 711	75.9
1964	168 730	130 346	127 276	75.4
1965	182 580	143 160	139 600	76.5
1966	198 428	153 643	149 683	75.4
1967	201 491	156 323	152 484	75.7
1968	196 563	153 294	150 132	76.4
1969	198 694	153 993	151 364	76.2
1970	210 147	162 846	163 016	77.6
1971	216 939	165 408	166 041	76.5
1972	214 675	163 661	164 585	76.7
1973	232 387	178 338	179 374	77.2
1974	240 643	185 444	186 768	77.6
1975	248 101	189 055	190 577	76.8
1976	247 036	185 327	187 216	75.8
1977	246 103	180 668	183 071	74.4
1978	266 079	187 773	190 577	71.6
1979	286 055	199 791	202 341	70.7
1980	290 184	196 223	199 316	68.7
1981	306 964	210 118	213 209	69.5
1982	341 588	234 905	237 858	69.6
1983	368 223	254 809	257 576	69.9
1984	413 369	287 669	290 852	70.4
1985	427 485	295 553	296 118	69.3
1986	441 868	304 569	305 977	69.2
1987	467 570	318 276	320 430	68.5
1988	485 815	325 411	328 497	67.6
1989	500 863	335 927	338 692	67.6
1990	538 951	361 088	363 453	67.4
1991	558 927	369 350	372 192	66.6
1992	594 617	387 752	389 670	65.5
1993	641 094	403 337	408 044	63.6
1994	696 228	n.d.	424 290	60.9
1995	772 003	n.d.	445 577	57.7

Source: On peut trouver un indice de la valeur brute de la production agricole (agriculture, sylviculture, pêche et activités d'appoint considérées globalement) en prix « comparables » dans l'*Annuaire statistique de la Chine* (1933, p. 52 et 1996, p. 356). Les annuaires et les statistiques chronologiques du ministère de l'Agriculture (1989) donnent la répartition de la production brute entre les quatre grands secteurs d'activité, mais il n'existe pas de ventilation de ce type pour les mesures officielles du produit matériel net ou de la valeur ajoutée brute. On peut trouver l'indice du produit matériel net (PMN) en prix « comparables » dans l'Annuaire 1993 (p. 31) pour la période 1952–92 et dans l'Annuaire 1994 (p. 28) pour certaines années jusqu'en 1993. Depuis, cette mesure n'est plus faite. La valeur ajoutée brute en prix « comparables » a remplacé la mesure du produit matériel net et on dispose maintenant de l'indice à partir de 1952 dans DNS : Hitotsubashi (1997, p. 70). Les valeurs de la production brute et du produit matériel net pour 1987 sont tirées du tableau officiel d'entrées–sorties (voir tableau A.1) et la VAB est tirée de DNS/Hitotsubashi (1997, p.61). On a combiné ces valeurs aux indices de volume pour obtenir les estimations des niveaux de production en prix de 1987 pour la période 1952–95, estimations qui sont reproduites ci–dessus. C'est une mesure hybride dans laquelle 1987 est simplement le numéraire. Pour obtenir les indices de volume officiels sous–jacents, on a lié les segments temporels avec différentes pondérations.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144747847034

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.3. **Mesures de la performance de l'agriculture chinoise par Maddison, années de référence 1933–94**

	Production brute		Valeur ajoutée brute		Emploi en milieu d'année		Valeur ajoutée brute par personne employée	
	Total agriculture	Total ASPA	Total agriculture	Total ASPA	Total agriculture	Total ASPA	Total agriculture	Total ASPA
	(en millions de yuans 1987)				(en milliers)		(yuans de 1987)	
1933	151 106	n.d.	131 485	138 497	166 545	175 366	789	789
1952	140 132	149 614	120 440	127 891	161 097	171 070	748	748
1957	168 031	185 191	139 938	153 649	172 301	189 175	812	812
1978	272 424	305 373	200 612	225 079	256 747	288 060	781	781
1987	451 182	528 381	325 470	381 013	268 728	314 585	1 211	1 211
1994	604 939	728 018	417 536	503 098	279 487	336 760	1 494	1 494
	Taux de croissance annuels moyens pondérés (pour cent par an)							
1933–78	1.3	n.d.	0.9	1.1	1.0	1.1	0.0	0.0
1952–78	2.6	2.8	2.0	2.2	1.8	2.0	0.2	0.2
1978–94	5.1	5.6	4.7	5.2	0.5	1.0	4.1	4.1

Source: le calcul des estimations pour l'agriculture est décrit dans le tableau A.4. Les tableaux A.5, A.6 et A.7. donnent des estimations nettement plus approximatives pour la pêche, la sylviculture et les activités d'appoint. L'emploi total en fin d'année dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche et les activités d'appoint (ASPA) est tiré de BNS, *Annuaire statistique de la Chine* 1993 (p. 79) et de l'annuaire de 1996 (p. 92), ajusté sur la base du milieu d'année. La variation de l'emploi pour la période 1933-52 est tirée de Liu et Yeh (1965, p. 69) ; les chiffres qu'ils indiquent pour l'emploi agricole sont supérieurs de 18 millions aux estimations officielles que j'utilise, mais ils englobent toute la population de 7 ans et plus pp. 84-186), alors que le BNS n'inclut que les hommes âgés de 16 à 60 ans et les femmes âgées de 16 à 55 ans (voir Banque mondiale, 1991, p. 16). Il n'existe pas de données officielles concernant l'emploi dans l'agriculture. Pour simplifier, j'ai supposé que l'emploi agricole avait le même poids dans l'emploi total et dans la valeur ajoutée totale (c'est-à-dire que les niveaux de productivité étaient les mêmes).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144811136078

Tableau A.4. **Niveaux estimés de la production brute, des intrants et de la valeur ajoutée dans l'agriculture chinoise,1933–94**
(en millions de yuans de 1987)

	Production brute	Alimentation animale	Semences	Autres intrants agricoles	Intrants non agricoles	Valeur ajoutée brute
1931–37*	135 786	6 081	3 905	4 005	3 781	118 014
1933	151 106	7 045	4 261	4 534	3 781	131 485
1952	140 132	7 705	4 131	4 746	3 110	120 440
1957	168 031	11 094	5 016	6 460	5 523	139 938
1975	247 602	18 210	7 407	9 760	22 455	189 768
1978	272 424	19 096	8 162	10 930	33 624	200 612
1987	451 182	32 558	7 425	16 033	69 696	325 470
1994	604 939	48 496	7 118	22 301	109 488	417 536

* La première rangée donne une estimation de la performance du secteur avant la guerre sur la base des hypothèses différentes retenues par Dwight Perkins (voir tableau A.5 pour la différence entre ses estimations et celle de Liu et Yeh, que je préfère).

Source : les estimations de la première colonne pour 1975, 1987 et 1994 sont des chiffres globaux calculés à partir de 125 produits de la FAO ; voir tableau A.17, A.18 et A.19 pour le détail. La production brute pour 1933, 1952, 1957 et 1978 est calculée sur la base d'un échantillon représentant à peu près les trois quarts de la valeur de la production totale comme indiqué dans les tableaux A.20 et A.21. Les totaux de ces échantillons ont été grossis pour tenir compte des produits non inclus dans le total pour l'année de référence 1975. Les chiffres de la deuxième et troisième colonne pour 1975, 1987 et 1994 sont tirés des tableaux A.17, A.18 et A.19. Pour les autres années, on a estimé que l'alimentation animale utilisée évoluait de la même manière que le cheptel et que les semences variaient parallèlement à la production de céréales et de pommes de terres. Les chiffres de la quatrième et cinquième colonne pour 1987 sont calculés sur la base du tableau d'entrées–sorties officiel de cette année (tableau A.1). Pour les autres années on a extrapolé les chiffres à partir de l'année de référence 1987. Pour ce qui est les autres intrants agricoles, on a présumé qu'il variaient parallèlement à l'ensemble alimentation animale/semences. Pour évaluer les intrants non agricoles, on s'est fondé sur un indice combine des apports d'engrais, sur la variation du stock pondéré de différents types de tracteurs, sur la consommation d'électricité et sur les superficies irriguées (voir tableau A.8). Selon l'Annuaire statistique de la Chine 1995 (p. 334), la pondération d'un tracteur moyen–lourd était égale à 3.69 fois celle d'un monoculteur en 1978. Les pondérations pour ces divers intrants non agricoles pour l'année de référence 1987 sont tirées du tableau d'entrées–sorties officiel pour 1987.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144845770610

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.5. **Niveaux estimés de la production brute et de la valeur ajoutée brute de la pêche en Chine, années de référence 1933–94**

	Production physique de produits aquatiques (en milliers de tonnes)	Valeur brute de la production (en millions de yuans de 1987)	Valeur ajoutée brute (millions de yuans de 1987)
1933	n.d.	3 449	2 909
1952	1 670	3 930	3 264
1957	3 120	7 343	5 911
1975	4 410	10 379	7 691
1978	4 655	10 956	7 801
1985	7 052	16 596	11 628
1986	8 236	19 384	13 551
1987	9 554	22 486	15 683
1990	12 370	29 114	19 914
1994	21 431	50 439	33 480

Sources : les chiffres de la production brute et de la valeur ajoutée brute pour 1987 sont tirés des tableaux d'entrées–sorties officiels. Les chiffres de la production physique sont tirés de l'*Annuaire statistique de la Chine, 1993* (p. 347) et de l'édition 1996 (p. 380). On a présumé que le ratio de la valeur ajoutée brute à la production brute varie dans les mêmes proportions que dans l'agriculture. Les chiffres relatifs aux variations de la valeur brute et de la valeur ajoutée brute entre 1933 et 1952 sont tirés de Liu et Yeh (1965, p. 140). Une bonne partie de la production de la pêche (48 pour cent en 1987) provient d'élevages piscicoles.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144851821236

Tableau A.6. **Niveaux estimés de la production brute et de la valeur ajoutée brute de la sylviculture en Chine, années de référence 1933–94**

	Indice officiel du volume de production	Valeur brute de la production (en millions de yuans de 1987)	Valeur ajoutée brute (en millions de yuans de 1987)
1933	n.d	1 519	1 430
1952	11.2	1 470	1 382
1957	35.9	4 707	4 289
1975	83.6	10 961	9 192
1978	100.0	13 112	10 564
1985	176.1	23 090	18 308
1986	169.8	22 264	17 616
1987	169.3	22 198	17 523
1990	179.3	23 510	18 200
1994	237.8	32 165	24 286

Sources : les chiffres de la production brute et de la valeur ajoutée pour 1987 sont tirés des tableaux d'entrées–sorties officiels. Les indices de la production proviennent du ministère de l'Agriculture (1989, pp. 106–108) pour 1952–1978 ; pour 1978–1994, les chiffres sont tirés de l'*Annuaire statistique de la Chine 1993* (p. 301), et de l'édition 1996 (p. 356). On a présumé que le ratio de la valeur ajoutée brute à la production brute varie dans les mêmes proportions que dans l'agriculture. Les chiffres concernant les variations de la valeur brute et de la valeur ajoutée brute sont tirés de Liu et Yeh (1965, p. 140).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144880603075

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.7. **Niveaux estimés de la production brute et de la valeur ajoutée brute des activités agricoles d'appoint en Chine, années de référence 1933–94**
(en millions de yuans de 1987)

	Valeur ajoutée brute de la production		Valeur ajoutée brute	
	Ancienne définition	Nouvelle définition	Ancienne définition	Nouvelle définition
1933	n.d.	n.d.	(2 673)	1 129
1952	4 082	n.d.	2 805	1 185
1957	5 110	n.d.	3 511	1 483
197l	14 074	5 948	9 669	4 086
1975	24 504	7 205	16 834	4 952
1978	44 505	8 881	30 574	6 102
1985	202 098	23 910	138 836	16 426
1986	267 467	29 106	183 743	19 995
1987	n.d.	32 515	n.d.	22 337
1990	n.d.	40 285	n.d.	27 666
1994	n.d.	(40 475)	n.d.	(27 796)

Sources : les chiffres de la valeur brute de la production et de la valeur ajoutée brute pour l'année de référence 1987 sont tirés du tableau d'entrées–sorties officiel. J'ai présumé que le ratio VAB/valeur brute de la production de 1987 était applicable à toute la période couverte par le tableau. La mesure de la performance des activités d'appoint est particulièrement difficile. Jusqu'en 1971, ce poste couvrait la production des industries villageoises ainsi que les travaux d'artisanat des ménages, la chasse et les activités de cueillette. Après 1971, la production des industries villageoises a été traitée comme une production industrielle. Les chiffres de la production brute pour la période 1952–86 sont publiés par le ministère de l'Agriculture (1989, pp. 107 et 109). L'essor très important des industries villageoises après 1971 ressort très visiblement des données du tableau (la différence entre les colonnes 3 et 4 pour la valeur ajoutée). En 1978, les industries villageoises représentaient environ 12 pour cent de la production industrielle et probablement plus d'un tiers en 1986, date à partir de laquelle les anciennes statistiques ont cessé d'être publiées. Pour les besoins de mon analyse, j'ai dû accepter la discontinuité dans la définition (c'est–à–dire ancienne définition jusqu'à 1971, puis nouvelle définition après cette date) puisqu'il n'y avait pas de moyen satisfaisant d'obtenir une couverture cohérente et d'intégrer à la production industrielle le contenu de l'industrie villageoise des années antérieures. L'*Annuaire statistique de la Chine* pour l'année 1993 et les éditions suivantes n'indiquent pas la variation en volume des activités d'appoint depuis 1991. J'ai supposé que le taux de croissance pour 1991–94 était le même que pour 1987–91. J'ai présumé également que l'estimation officielle des activités d'appoint en volume était insuffisamment déflatée après 1978, et j'ai opéré des ajustements en conséquence comme je l'ai fait pour la production industrielle dans l'annexe B. Liu et Yeh (1965, p. 66) n'incluent pas les activités d'appoint dans les activités agricoles, j'ai donc supposé que les variations pour 1933–52 étaient les mêmes que celles qu'ils donnent pour l'ensemble des activités artisanales.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145038841672

Tableau A.8. **Quelques intrants traditionnels et modernes de l'agriculture chinoise, années de référence 1933–95**

	Intrants traditionnels			Intrants modernes			
	Poudrette	Fumier animal	Superficies irriguées	Engrais chimiques	Électricité consommée dans les régions rurales	Gros et moyens tracteurs employés	Petits tracteurs et motoculteurs
	(millions de tonnes d'éléments nutritifs)		(millions d'hectares)	(en millions de tonnes d'éléments nutritifs)	(en milliards de Kw/h)	(fin d'année)	(en milliers ; fin d'année)
1933	1.32	1.06	26.5	.000	.00	0	0
1952	1.50	1.17	20.0	.078	.05	1 307	0
1957	1.68	1.68	27.3	.373	.14	14 674	0
1975	2.41	2.75	41.9	5.369	18.34	(500 000)	(109)
1978	2.51	2.89	45.0	8.840	25.31	557 358	1 373
1987	2.85	3.22	44.4	19.993	65.88	880 952	5 300
1994	3.13	4.11	48.8	33.179	147.39	693 154	8 237
1995	3.16	4.48	49.3	35.937	165.57	671 846	8 646

Sources : Superficies irriguées : pour 1933, les chiffres sont tirés de Perkins (1969, p. 64) ; pour 1952–94, les chiffres sont tirés de différents annuaires de la DNS (1984, p. 175 ; 1996, p. 361). Les données concernant les engrais chimiques, l'électricité et les tracteurs sont issues de la DNS (1984, p. 175 et 1996, pp. 358–361) ; pour 1975, les chiffres proviennent du JEC (1986, p. 455) et de la Banque mondiale (1981, p. 162). Les coefficients de poudrette et de fumier animal sont tirés de Perkins (1969), ils sont multipliés par la population pour la poudrette et par le nombre d'animaux de ferme pour le fumier animal. Mon total pour la poudrette et le fumier animal est similaire à celui indiqué par Chao (1970, pp. 310–311) pour 1952 et 1957, mais il tient également compte d'autres apports d'engrais traditionnels (compost, tourteaux d'oléagineux, engrais verts, boues de rivière et d'étang). Son total pour ces autres éléments nutritifs est de 620 tonnes pour 1952 et de 840 tonnes pour 1957. Les estimations de Wen (1993, pp. 14–17) pour les engrais traditionnels sont beaucoup plus élevées : pour la poudrette et le fumier animal, il arrive à un total de 8.04 millions de tonnes pour 1952, de 11.18 millions de tonnes pour 1957 et de 18.70 millions de tonnes pour 1987. Ses chiffres pour d'autres engrais traditionnels sont également très élevés : 1.91 million de tonnes d'éléments nutritifs pour 1952, 2.46 millions de tonnes pour 1957 et 3.88 millions de tonnes pour 1987. A mesure que se répand l'usage des engrais chimiques, le coefficient de récupération de la poudrette devrait chuter car sa collecte demande beaucoup de travail et de désagrément. Au Japon, on n'utilise plus ce type d'engrais traditionnels depuis les années 60. J'ai toutefois supposé que ce coefficient restait inchangé pour la Chine.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145044135150

Tableau A.9.**Cheptel (en fin d'année) et production de viande en Chine, années de référence 1933–95**

	Bovins et buffles	Chevaux, ânes, mules et chameaux	Porcs	Chèvres et moutons	Total animaux	Production de porc de bœuf et de moutons
	en millions					en millions de tonnes
1931–37	37.90	25.59	68.36	48.10	179.95	n.d.
1933	40.10	26.00	70.20	72.20	208.50	2.08
1952	56.60	19.86	89.77	61.78	228.01	3.39
1957	63.61	20.21	145.90	98.58	328.30	3.99
1975	74.68	23.31	281.17	160.87	538.90	7.97
1978	70.72	23.17	301.29	169.94	565.12	8.56
1987	94.65	27.26	327.73	180.34	629.99	19.86
1994	123.32	26.87	414.62	240.53	805.34	36.93
1995	132.06	26.56	441.69	276.86	877.17	42.65

Source: *Annuaire statistique de la Chine,* (1984, pp. 159–60 ; 1996 pp. 356–8 and 378). Les chiffres concernant le cheptel pour 1933 sont tirés de Liu et Yeh (1965, p. 308) ; pour 1931–37, les chiffres sont tirés de Perkins (1969, p. 287). Les chiffres pour la production de viande en 1933 sont tirés du tableau A.21.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145483511511

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.10. **Superficies utilisées pour l'agriculture en Chine, années de référence 1933–95**
(en milliers d'hectares)

	Zones pastorales	Superficies cultivées	Superficies plantées	Coefficient de cultures multiples	Pourcentage de terres cultivées irriguées
1933	n.d.	102 300	135 036	1.32	25.9
1952	194 000[a]	107 900	141 256	1.31	18.5
1957	n.d.	111 800	157 244	1.41	24.4
1975	319 000	99 700	149 545	1.50	42.0
1978	319 000	99 390	150 104	1.51	45.3
1987	385 000	95 889	144 957	1.51	46.3
1994	400 000	94 907	148 241	1.56	51.4
1995	400 000	94 971	149 879	1.58	51.9

a. 1947.

Sources : Les chiffres pour les zones pastorales sont issus de divers numéros de l'*Annuaire de la production* de la FAO. Pour les superficies cultivées, 1952–75, les chiffres sont tirés de Lardy (1983, p.5). Pour les superficies plantées, 1952–75, les chiffres sont tirés de l'*Annuaire statistique de la Chine* (1984, p. 137) (*mu* convertis en hectares sur la base de 15 *mu* par hectare) de la DNS. Les données concernant les superficies cultivées et plantées, 1978–95, sont tirés de la DNS, *Annuaire statistique de la Chine* (1996, pp. 355 et 368). Les pourcentages de terres irriguées sont obtenus en divisant les chiffres du tableau A.8 par la colonne (2). Les chiffres concernant les superficies cultivées en 1933 sont tirés de Liu et Yeh (1965, p. 129) ; ceux concernant les superficies plantées en1933, et les coefficient de cultures multiples sont calculés à partir des données de Buck (1937, p. 268), ajustées pour inclure la Mandchourie.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144552478268

Tableau A.11. **Comparaison de la production agricole et du pouvoir d'achat de la Chine et des États–Unis, 1987**
Résultats récapitulatifs

	Chine	États–Unis
(1) Valeur brute : valeur globale de 60 produits appariés (données de la FAO)		
en millions de yuans	403 667	(380 400)
en millions de dollars	(174 538)	126 306
(2) Parité de pouvoir d'achat pour les produits appariés (yuans/dollar)	2.313	3.012
(3) Valeur brute de tous les produits dont les prix sont indiqués dans l'échantillon de la FA0 (125 produits donnés pour la Chine, 95 pour les États–Unis)		
en millions de yuans	451 182	(402 960)
en millions de dollars	(195 064)	133 785
(4) Valeur ajoutée brute (chiffres en yuans pour la Chine calculés sur la base des données du tableau A.4) ; chiffres pour les États–Unis tirés du tableau d'entrées–sorties		
en millions de yuans	325 470	(186 127)
en millions de dollars	(140 713)	61 795
(5) Population (en milliers)	1 084 035	243 942
(6) Nombre de personnes employées dans l'agriculture (en milliers)	268 728	2 106
(7) Valeur ajoutée brute par habitant		
en yuans	300	(763)
en dollars	(130)	253
(8) Valeur ajoutée brute par personne employée		
en yuans	1 211	(88 370)
en dollars	(524)	29 342

Sources : les chiffres des deux premières rubriques sont calculés à partir des données du tableau A.24, qui compare les valeurs unitaires de tous les produits inclus dans les séries de données de la FAO qui peuvent être appariés. La parité des pouvoirs d'achat (PPA) globale pour tous les produits appariés s'établit à 2.313 yuans par dollar lorsque les quantités chinoises sont pondérées par les prix américains (valeurs unitaires), et à 3.012 lorsque les quantités américaines sont pondérées par les prix chinois. La première méthode d'évaluation est appelée PPA de Paasche, la seconde est appelée PPA de Laspeyres (pour reprendre la terminologie ICOP/PCI). Le taux de change en 1987 était de 3.722 yuans pour un dollar. On a présumé que les PPA déterminées à partir de l'échantillon (qui couvre 89 pour cent de la valeur brute indiquée par la FAO pour la Chine et 94 pour cent de la valeur brute indiquée pour les États–Unis) restent valables pour la valeur brute totale (rubrique 3) ainsi que pour la valeur ajoutée brute (rubrique 4). Les chiffres entre parenthèses ont été calculés sur la base des PPA ; les estimations initiales en monnaie nationale ne sont pas entre parenthèses. Dans la rubrique (4), la valeur ajoutée chinoise (325 470 millions de yuans) est mon estimation (voir tableau A.4) ; le chiffre de 61 795 millions de dollars pour les États–Unis est tiré du tableau d'entrées–sorties américain (voir tableau A.13). Les emplois agricoles chinois sont tirés du tableau A.3 et les emplois agricoles américains, du tableau A.25 ; les chiffres de population pour la Chine sont tirés du tableau D–1 et les chiffres de population pour les États–Unis sont tirés de Maddison (1995a).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144570617854

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.12. **Répartition de la production et des intrants dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche et les activités d'appoint en Chine, 1987**
(en millions de yuans de 1987)

	Production brute	Valeur ajoutée	Intrants	Ratio intrants/ production brute
	en millions de yuans			
Céréales	170 512	113 885	56 627	33.2
Autres cultures	113 281	92 008	21 273	18.8
Produits de l'élevage	106 578	58 766	47 812	44.9
Agriculture	390 371	264 659	125 712	32.2
Sylviculture	22 198	17 523	4 675	21.1
Pêche	22 486	15 683	6 803	30.3
Activités d'appoint	32 515	22 337	10 178	31.3
Total	467 570	320 203	147 367	31.5

Source : DNS (1991, pp. 146–47).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144623116678

Tableau A.13. **Répartition de la production et des intrants dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche et les services agricoles aux États–Unis, 1987**
(en millions de dollars de 1987)

	Production brute	Intrants agricoles	Intrants utilisés pour les services agricoles	Autres intrants	Valeur ajoutée	Ratio intrants/production
Cultures	86 742	5 439	6 542	28 040	46 721	46.14
Élevages et produits de l'élevage	87 484	40 596	4 003	27 811	15 074	82.77
Agriculture	174 226	46 035	10 545	55 851	61 795	64.53
Sylviculture et pêche	7 456	195	1 288	2 265	3 708	50.27
Services agricoles	22 201	3 372		8 881	9 948	55.19
Total	203 883	49 602	11 833	66 997	75 451	62.99

Sources : "Benchmark Input–Output Accounts for the US Economy", *Survey of Current Business*, avril 1994, p. 106.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145481813013

Tableau A.14. **Niveaux comparatifs de la valeur ajoutée et de la productivité du travail, Chine/États–Unis, années de référence 1933–94**
(aux prix américains de 1987)

	Valeur ajoutée brute de l'agriculture		Emploi agricole		Valeur ajoutée par personne employée		
	Chine	États–Unis	Chine	États–Unis	Chine	États–Unis	Chine/ États–Unis
	en millions de dollars		en milliers		dollars	dollars	en pourcentage
1933	56 846	41 466	166 545	8 722	341	4 754	7.2
1952	52 071	37 522	161 097	5 946	323	6 310	5.1
1957	60 501	38 432	172 301	5 052	351	7 607	4.6
1975	82 044	46 422	262 740	2 931	312	15 838	2.0
1978	86 732	41 972	256 747	2 723	338	15 414	2.2
1987	140 713	61 795	268 728	2 106	524	29 342	1.8
1994	180 517	83 337	279 487	2 114	646	39 421	1.6

Sources : dans la colonne (1), le chiffre pour 1987 est tiré du tableau A.11 (rubrique 4), extrapolé aux autres années sur la base de la dernière colonne du tableau A.4. Le chiffre de la colonne (2) pour 1987 est tiré du tableau A.11, extrapolé aux autres années sur la base des données du tableau A.26. Dans la colonne (3), les chiffres sont issus du tableau A.3 ; les chiffres de la colonne (4) sont tirés du tableau 25. Les chiffres de la colonne (5) sont le résultat de la division des chiffres de la colonne (1) par ceux de la colonne (3). Les chiffres de la colonne (6) sont le résultat de la division des chiffres de la colonne (2) par ceux de la colonne (4).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144632145231

Tableau A.15. **Comparaison des résultats de l'agriculture dans 13 pays en 1975**

	Valeur ajoutée brute de l'agriculture	Valeur ajoutée brute par habitant	Valeur ajoutée brute par personne employée dans l'agriculture	Exportations agricoles nettes
	en millions de dollars de 1975	États–Unis = 100	États–Unis = 100	en millions de dollars
Argentine	8 933	157.7	43.9	4 035
Brésil	18 303	80.2	10.0	6 178
Chine	95 496	47.9	2.3	175
Corée du Sud	2 524	32.9	3.6	–657
Inde	41 963	31.4	1.9	–88
Indonésie	9 631	33.3	2.4	234
Mexique	6 024	46.0	6.7	44
France	12 082	105.4	39.8	791
Allemagne	6 976	51.9	30.1	–7 730
Japon	7 569	31.2	8.8	–4 107
Pays–Bas	3 347	112.6	90.0	2 208
Royaume–Uni	5 197	42.5	54.7	–7 133
États–Unis	46 981	100.0	100.0	12 310

Sources : Maddison (1995*b* pp. 214–216.) Cette comparaison est établie sur la base des PPA de Paasche de 1975 (c'est–à–dire sur la base des prix américains de 1975).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144671007303

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.16. **Intensité de la consommation d'engrais dans 8 pays, 1993–94**

	Consommation totale (milliers de tones d'éléments)	Superficies cultivées (milliers d'hectares)	Zones de pâturages (milliers d'hectares)	Consommation d'engrais : (kg par hectare de terres cultivées)
Australie	1 488	46 486	413 800	32
Brésil	4 150	48 955	185 000	85
Chine	33 179	94 907	400 000	350
France	4 611	19 439	10 764	237
Inde	12 345	169 650	11 400	73
Japon	1 817	4 463	661	407
États–Unis	20 350	187 776	239 172	108
URSS[a]	19 463	231 540	325 200	84

a. 1991.

Sources : pour la Chine (1994), les chiffres sont tirés des tableaux A.8 et A.10 ci–dessus. Pour les autres pays, les chiffres sont tirés de l'*Annuaire des engrais 1993-94*, et pour les superficies cultivées en 1993 de l'*Annuaire de la production 1994* de la FAO (les superficies se rapportent à 1993). Ces chiffres ne tiennent pas compte du fumier animal et des déjections humaines, qui sont utilisés de façon plus intensive en Chine que dans les autres pays. Le tableau A.8 ci–dessus montre que la Chine a utilisé environ 7 millions de tonnes (valeur en éléments nutritifs) de fumier en 1994.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144728575424

Tableau A.17. **Chine 1994 : Comptes détaillés concernant les quantités, les prix et la valeur de la production agricole**

	Production 1994	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destine à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destine à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale / semences (prix 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuan	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuan
Céréales	390 738		175 017 995	77 952	29 320 845	10 562	4 885 009	34 205 855	140 812 14
Blé	99 299	474	47 067 726	2 000	948 000	4 618	2 188 742	3 136 742	43 930 984
Riz, paddy	175 933	480	84 447 840	2 000	960 000	4 304	2 065 997	3 025 997	81 421 843
Orge	3 200	505	1 616 000	190	95 859	147	74 235	170 094	1 445 906
Maïs	99 277	366	36 335 382	70 000	25 620 000	1 139	416 801	26 036 801	10 298 581
Seigle	600	362	217 200	12	4 344	53	19 005	23 349	193 851
Avoine	600	320	192 000	150	48 042	34	10 880	58 922	133 078
Millet (dourra)	3 696	382	1 411 872	500	191 000	56	21 392	212 392	1 199 480
Sorgho	6 333	475	3 008 175	2 800	1 330 000	43	20 199	1 350 199	1 657 976
Sarrasin	900	412	370 800	300	123 600	84	34 608	158 208	212 592
Triticale	900	390	351 000			85	33 150	33 150	317 850
Céréales, N.d.a.									
Racines et tubercules	156 363		27 425 075	70 625	12 291 801	2 802	504 361	12 796 162	14 628 913
Pommes de terre	48 766	180	8 777 950	25 200	4 536 000	2 802	504 276	5 040 276	3 737 675
Patates douces	102 722	170	17 462 655	45 000	7 650 000	1	85	7 650 085	9 812 570
Cassave	3 501	260	910 369	350	91 000			91 000	819 369
Taro (chou caraïbe)	1 343	200	268 603	65	13 001			13 001	255 602
Racines et tubercules, N.d.a.	31	**180**	5 498	10	1 800			1 800	3 698
Légumineuses	4 966		2 481 197	668	362 574	300	147 140	509 714	1 971 483
Haricots secs	1 511	600	906 872	45	27 080	112	67 500	94 580	812 292
Fèves	2 000	**420**	840 000			179	74 970	74 970	765 030
Pois secs	1 275	543	692 325	600	325 800	9	4 670	330 470	361 855
Lentilles	100	**420**	42 000	23	9 694			9 694	32 306
Légumineuses, N.d.a.	80								
Noix/oléagineux	60 950		79 695 362	6 136	4 560 172	1 811	1 581 079	6 141 251	73 554 111
Noix de cajou	12	**2 092**	25 104						25 104
Châtaignes	110	2 216	243 760						243 760
Amandes	18	**2 092**	37 656						37 656
Noix	210	2 092	439 314						439 314
Pistaches	25	**2 092**	52 300						52 300
Noisettes	9	**2 092**	18 828						18 828
Noix d'arec									
Noix, N.d.a.	26	**2 092**	54 392						54 392
Soja	16 011	808	12 936 888	2 000	1 616 000	854	689 899	2 305 899	10 630 989

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144733673422

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.17. suite (1)

	Production 1994	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destine à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destine à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale / semences (prix 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuan	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuan
Arachides en cosse	9 763	1 137	11 100 284			346	393 754	393 754	10 706 530
Noix de coco	75	300	22 500						22 500
Fruit de palmier à huile	450	**360**	162 000						
Cerneaux	37	360	13 320						13 320
Huile de palme	150	670	100 500						100 500
Graines de ricin	260	3 051	793 260			2	7 322	7 322	785 938
Graines de tournesol	1 367	866	1 184 170			20	17 601	17 601	1 166 569
Graines de colza	7 492	980	7 342 276	800	784 000	242	236 910	1 020 910	6 321 366
Noix de tung	435	735	319 386						319 386
Graines de sésame	548	1 695	929 326			9	15 323	15 323	914 003
Graines de melon	40	**390**	15 600	37	14 274	1	546	14 820	780
Graines de croton	795	**390**	310 050						
Suif végétal	119	390	46 508						46 508
Huile de stillingla	119	390	46 508						46 508
Coton de graines	13 023	2 842	37 011 366						
Graines de coton	8 682	650	5 643 301	3 277	2 129 738	325	211 458	2 341 196	3 302 105
Graines de lin	511	750	383 550			10	7 800	7 800	375 750
Graines de chanvre	25	**700**	17 500	23	16 160	1	466	16 625	875
Oléagineux, N.d.a.	637	700	445 716						445 716
Légumes	170 626		56 374 813	2 207	270 501			270 501	56 104 312
Choux	12 887	200	2 577 330	625	125 000			125 000	2 452 330
Asperges	2 307	**240**	553 782						553 782
Laitues	4 200	**240**	1 008 000						1 008 000
Épinards	4 200	**240**	1 008 000						1 008 000
Tomates	12 028	300	3 608 388						3 608 388
Choux-fleurs	3 459	200	691 878	102	20 400			20 400	671 478
Citrouille, courge	2 253	300	675 767	66	19 800			19 800	655 967
Concombres, cornichons	10 542	240	2 530 123	315	75 600			75 600	2 454 523
Aubergines	7 323	300	2 196 832						2 196 832
Piments, poivrons	5 021	300	1 506 181						1 506 181
Oignons et échalotes, frais	270	400	108 100						108 100
Oignons secs	7 629	500	3 814 571						3 814 571
Ail	6 969	1 800	12 544 470						12 544 470
Poireaux, etc.	6	**240**	14 809						14 809
Haricots verts	840	450	378 000						378 000

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144733673422

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.17. suite (2)

	Production 1994	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destine à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destine à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale / semences (prix 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans
Légumes (suite)									
Pois verts	719	450	323 471						323 471
Fèves	91	450	40 988						40 988
Haricots verts	22	**450**	9 744						
Carottes	3 427	300	1 028 115	99	29 701			29 701	998 414
Champignons	490	3 800	1 861 776						1 861 776
Légumes frais, N.d.a.	82 894	240	19 894 488						19 894 488
Fruits	55 923		48 680 388	1 090	308 398			308 398	48 371 991
Bananes	2 898	911	2 639 923						2 639 923
Oranges	1 680	1 080	1 814 400						1 814 400
Tangérines, etc.	4 500	**980**	4 410 000						4 410 000
Citrons et citrons verts	155	1 100	170 500						170 500
Pamplemousses et pomelos	120	728	87 360						87 360
Agrumes, N.d.a.	351	**980**	343 490						343 490
Pommes	11 129	1 757	19 553 653						19 553 653
Poires	4 043	1 362	5 506 471						5 506 471
Abricots	5								
Coings	20	**980**	19 600						19 600
Pêches, brugnons	2 000	984	1 968 000						1 968 000
Prunes	1 800	700	1 260 000						1 260 000
Raisins	1 522	800	1 217 664						1 217 664
Pastèques, etc.	17 396	259	4 505 691	855	221 448			221 448	4 284 243
Cantaloupes, etc.	4 842	370	1 791 417	235	86 950			86 950	1 704 467
Mangues	950	980	931 000						931 000
Ananas	600	984	590 400						590 400
Dattes	30	**980**	29 400						29 400
Kakis	820	**980**	803 600						803 600
Papayes	4								
Fruits tropicaux, N.d.a.	650	980	637 000						637 000
Fruit frais, N.d.a.	409	980	400 820						400 820

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144733673422

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.17. suite (3)

	Production 1994	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destine à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destine à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale / semences (prix 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans
Autres cultures	77 219		15 689 877	16 527	1 320 568			1 320 568	14 369 309
Café vert	44	3 600	158 400						158 400
Thé	588	3 500	2 059 638						2 059 638
Houblon	12								
Piment blanc	10								
Piment, épices	172	2 850	490 200						490 200
Vanille									
Cannelle	23	5 323	122 429						122 429
Clous de girofle									
Anis, badiane, fenouil	21	2 850	59 850						59 850
Gingembre	65								
Épices, N.d.a.	49	2 850	139 650						139 650
Paille en balle	40			20					
Produits de fourrage, N.d.a.	130								
Feuilles de tabac	2 238	2 000	4 476 000						4 476 000
Caoutchouc naturel	374	6 176	2 309 836						2 309 836
Canne à sucre	60 927	74	4 508 583	13 677	1 012 098			1 012 098	3 496 485
Betteraves sucrières	12 526	109	1 365 290	2 830	308 470			308 470	1 056 820
Fibres	6 138		22 854 865					0	22 854 865
Coton-fibre	4 341	3 558	15 445 278						15 445 278
Filasse et étoupe de lin	250	3 500	875 000						875 000
Fibre et étoupe de chanvre	20	1 448	28 960						28 960
Jute	210	500	105 000						105 000
Fibres assimilables au jute	170	500	85 000						85 000
Ramie	60	12 800	768 000						768 000
Sisal	16								
Plantes textiles, N.d.a.	3								
Laine	255	6 200	1 581 000						
Cocons de vers à soie	813	4 879	3 966 627						
Lait et oeufs	23 423		52 674 100	113	59 598			59 598	52 614 502
Lait de vache, entier, frais	5 288	536	2 834 368						2 834 368
Lait de bufflonne	2 100	530	1 113 000	105	55 650			55 650	1 057 350
Lait de brebis	801	468	374 868						374 868
Lait de chèvre	168	470	78 960	8	3 948			3 948	75 012
Lait de chamelle	16	470	7 426						7 426
Œufs de poules	12 092	3 207	38 779 172						38 779 172
Œufs, hors œufs de poule	2 958	**3 207**	9 486 306						9 486 306

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144733673422

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.17 suite (4) et fin

	Production 1994	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destine à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destine à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale / semences (prix 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans
Viande	46 799		123 692 734	1	1 164			1 164	123 691 57 0
Viande bovine	3 004	4 300	12 916 405						12 916 405
Viande de bufflonne	271	3 800	1 031 221						1 031 221
Viande de mouton	840	3 164	2 657 760						2 657 760
Viande de chèvre	771	3 259	2 513 973						2 513 973
Viande de porc	33 250	2 150	71 487 801						71 487 801
Viande de canard	1 280	3 209	4 108 483						4 108 483
Viande d'oie	1 166	**3 209**	3 741 373						3 741 373
Viande de poulet	5 719	4 188	23 949 916						23 949 916
Viande de cheval	116	3 400	393 638						393 638
Viande d'âne	28	3 100	85 808						85 808
Viande de mule	30	3 100	93 930						93 930
Viande de chameau	10	2 300	23 276	1	1 164			1 164	22 112
Viande de lapin	229	2 100	480 900						480 900
Viande, N.d.a.	85	2 450	208 250						208 250
Miel, cire d'abeille	191		352 230					0	352 230
Miel	177	1 990	352 230						352 230
Cire d'abeille	14								
Valeur ajoutée brute totale de la production			604 938 636		48 495 622		7 117 589	55 613 211	549 325 425

N.d.a. : signifie que ces produits ne sont pas décrits ailleurs.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144733673422

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.18. **Chine 1987: Comptes détaillés concernant les quantités, les prix et la valeur de la production agricole**

	Production	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destinée à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destinée à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale/semences (prix de 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de yuans	Milliers de yuans
Céréales	356 366		160 699 261		19 378 184		4 919 398	24 297 582	136 401 679
Blé	85 900	474	40 716 602	2 796	1 325 162	4 606	2 183 015	3 508 176	37 208 426
Riz, paddy	174 260	480	83 644 802	3 783	1 815 840	4 448	2 135 158	3 950 998	79 693 804
Orge	2 800	505	1 414 000	148	74 598	103	51 964	126 562	1 287 438
Maïs	79 240	366	29 001 841	40 700	14 896 201	985	360 360	15 256 561	13 745 280
Seigle	1 000	362	362 000	20	7 240	68	24 706	31 946	330 054
Avoine	500	320	160 000	113	36 289	42	13 600	49 888	110 112
Millet	4 538	382	1 733 516	772	294 904	88	33 595	328 499	1 405 017
Sorgho	5 428	475	2 578 300	1 650	783 750	62	29 564	813 314	1 764 986
Sarrasin	1 600	412	659 200	350	144 200	136	56 238	200 438	458 762
Triticale	1 100	390	429 000			80	31 200	31 200	397 800
Céréales, N.d.a.									
Racines et tubercules	145 655		25 361 503		9 497 144		444 715	9 941 859	15 419 644
Pommes de terre	26 675	180	4 801 502	9 000	1 620 000	2 470	444 630	2 064 630	2 736 872
Patates douces	114 440	170	19 454 801	45 783	7 783 111	1	85	7 783 196	11 671 605
Cassave	3 300	260	858 000	312	81 198			81 198	776 802
Taro (choux caraïbe)	1 200	200	240 000	60	12 000			12 000	228 000
Racines et tubercules, N.d.a.	40	**180**	7 200	5	835			835	6 365
Légumineuses	5 354		2 713 596		587 866		193 494	781 360	1 932 236
Haricots secs	1 454	600	872 400	45	26 825	104	62 400	89 225	783 175
Fèves	2 200	420	924 000	615	258 300	168	70 560	328 860	595 140
Pois secs	1 652	543	897 036	525	285 075	108	58 644	343 719	553 317
Lentilles	48	**420**	20 160	42	17 665	5	1 890	19 555	605
Légumineuses, N.d.a.				159					
Noix/oléagineux	51 701		70 419 688		1 583 805		1 423 739	3 007 544	67 412 144
Noix de cajou	8	**2 092**	16 318		0		0	0	16 318
Châtaignes	115	2 216	253 818		0		0	0	253 818
Amandes	15	**2 092**	31 380		0		0	0	31 380
Noix	147	2 092	307 524		0		0	0	307 524
Pistaches	22	**2 092**	46 024		0		0	0	46 024
Noisettes	7	**2 092**	15 062		0		0	0	15 062
Noix d'arec			0		0		0	0	0
Noix N.d.a.	19	**2 092**	39 748		0		0	0	39 748
Soja	12 184	808	9 844 672	700	565 600	852	688 496	1 254 096	8 590 576

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142340328157

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.18. suite (1)

	Production	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destinée à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destinée à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale/semences (prix de 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de yuans	Milliers de yuans
Noix/oléagineux									
Arachides en cosse	6 171	1 137	7 016 427		0	262	297 813	297 813	6 718 614
Noix de coco	80	300	24 000		0		0		24 000
Noix de palmier à huile	500	**360**	180 000		0		0		180 000
Cerneaux	42	360	14 976	0	1		0	1	14 975
Huile de palme	167	670	111 622		0		0	0	111 622
Graines de ricin	330	3 051	1 006 830		0	3	8 238	8 238	998 592
Graines de tournesol	1 241	866	1 074 706		0	21	17 970	17 970	1 056 737
Graines de colza	6 605	980	6 472 900	446	437 494	173	169 304	606 797	5 866 103
Noix de tung	342	735	251 180		0		0	0	251 180
Graines de sésame	526	1 695	891 570		0	10	17 794	17 794	873 776
Graines de melon	30	**390**	11 700	2	692	1	273	965	10 735
Graines de croton	680	**390**	265 200		0		0	0	265 200
Suif végétal	102	390	39 780		0		0	0	39 780
Huile de stillingla	102	390	39 780		0		0	0	39 780
Coton de graines	12 735	2 842	36 192 870		0		0	0	36192870
Graines de coton	8 490	650	5 518 500	841	546 751	332	215 630	762 381	4 756 119
Graines de lin	460	750	345 000		0	9	6 923	6 923	338 078
Graines de chanvre	64	**700**	44 800	48	33 268	2	1 299	34 567	10 233
Oléagineux, N.d.a.	519	700	363 300		0		0	0	363 300
Légumes	63 185		23 001 601		138 092			138 092	22863509
Choux	6 500	200	1 300 000	325	65 000			65 000	1 235 000
Asperges	1 260	**240**	302 400		0			0	302 400
Laitue	2 100	**240**	504 000		0			0	504 000
Épinards	2 145	**240**	514 800		0			0	514 800
Tomates	6 250	300	1 875 000		0			0	1 875 000
Choux-fleurs	1 400	200	280 000	42	8 400			8 400	271 600
Citrouilles, courges	1 000	300	300 000	30	9 000			9 000	291 000
Concombres, cornichons	5 760	240	1 382 400	173	41 472			41 472	1 340 928
Aubergines	3 850	300	1 155 000		0			0	1 155 000
Piments, poivrons	2 200	300	660 000		0			0	660 000
Oignons, échalotes, frais	100	400	40 000		0			0	40 000
Oignons, secs	3 700	500	1 850 000		0			0	1 850 000
Ail	3 300	1 800	5 940 000		0			0	5 940 000
Poireaux, etc.	25	**240**	6 000		0			0	6 000
Haricots verts	420	450	189 000		0			0	189 000

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142340328157

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.18. suite (2)

	Production	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destinée à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destinée à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale/semences (prix de 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de yuans	Milliers de yuans
Légumes (suite)									
Pois verts	320	450	144 000		0			0	144 000
Fèves			0						
Haricots verts			0						
Carottes	1 580	300	474 000	47	14 220			14 220	459 780
Champignons	275	3 800	1 045 000		0			0	1 045 000
Légumes frais, N.d.a.	21 000	240	5 040 001		0			0	5 040 001
Fruits	24 104		22 464 630		110 636			110 636	22 353 994
Bananes	2 029	911	1 848 419		0			0	1 848 419
Oranges	2 902	1 080	3 134 160		0			0	3 134 160
Tangerines, etc.	322	**980**	315 560		0			0	315 560
Citrons et citrons verts	135	1 100	148 500		0			0	148 500
Pamplemousses et pomelos	215	728	156 520		0			0	156 520
Agrumes N.d.a.	8	**980**	7 840		0			0	7 840
Pommes	4 265	1 757	7 493 605		0			0	7 493 605
Poires	2 489	1 362	3 390 018		0			0	3 390 018
Abricots			0		0			0	0
Coings	3	**980**	2 940		0			0	2 940
Pêches, brugnons	630	984	619 920		0			0	619 920
Prunes	670	700	469 000		0			0	469 000
Raisins	641	800	512 800		0			0	512 800
Pastèques	5 400	259	1 398 600	270	69 936			69 936	1 328 664
Cantaloupes, etc.	2 200	370	814 000	110	40 700			40 700	773 300
Mangues	315	980	308 700		0			0	308 700
Ananas	412	984	405 408		0			0	405 408
Dattes	20	**980**	19 600		0			0	19 600
Kakis	820	**980**	803 600		0			0	803 600
Papayes			0						
Fruits tropicaux, N.d.a.	580	980	568 400		0			0	568 400
Fruits frais, N.d.a	48	980	47 040		0			0	47 040

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142340328157

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.18. suite (3)

	Production	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destinée à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destinée à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale/semences (prix de 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de yuans	Milliers de yuans
Autres cultures	58 536		12 316 671		752 050			752 050	11 564 621
Café vert	26	3 600	93 600		0			0	93 600
Thé	509	3 500	1 781 500		0			0	1 781 500
Houblon	5		0		0			0	0
Piment blanc	4		0		0			0	0
Piment, épices	150	2 850	427 500		0			0	427 500
Vanille	0		0		0			0	0
Cannelle	20	5 323	106 460		0			0	106 460
Clous de girofle	1		0		0			0	0
Anis, badiane, fenouil	16	2 850	45 600		0			0	45 600
Gingembre	20		0		0			0	0
Épices, N.d.a.	40	2 850	114 000		0			0	114 000
Paille en balle	12		0	9	0			0	0
Produits de fourrage, N.d.a.	50		0	14	0			0	0
Feuilles de tabac	1 943	2 000	3 886 000		0			0	3 886 000
Caoutchouc naturel	238	6 176	1 469 888		0			0	1 469 888
Canne à sucre	47 363	74	3 504 863		0			703 000	2 801 863
Betteraves sucrières	8 140	109	887 260	9500	703 000			49 050	838 210
Fibres	6 105		25 707 807	450	49 050				25 707 807
Coton-fibre	4 240	3 558	15 085 920						15 085 920
Filasse et étoupe de lin	320	3 500	1 120 000						1 120 000
Fibre et étoupe de chanvre	65	1 448	94 120						94 120
Jute en étoupe	300	500	150 000						150 000
Fibres assimilables au jute	269	500	134 500						134 500
Ramie	567	12 800	7 257 600						7 257 600
Sisal	16		0						0
Plantes textiles, N.d.a.	2		0						0
Laine	209	6 200	1 295 800						1 295 800
Cocons de vers à soie	117	4 879	569 867						569 867
Lait et oeufs	11 643		21 951 064		509 900		443 849	953 749	20 997 315
Lait de vache, entier,	3 301	536	1 769 336		0		0	0	1 769 336
Lait de bufflonne	1 800	530	954 000	900	477 000		0	477 000	477 000
Lait de brebis	487	468	227 916		0		0	0	227 916
Lait de chèvre	140	470	65 800	70	32 900		0	32 900	32 900
Lait de chamelle	13	470	6 298		0		0	0	6 298
Œufs de poule	4 722	3 207	15 143 454		0	103	330 321	330 321	14 813 133
Œufs, hors œufs de poule	1 180	**3 207**	3 784 260		0	35	113 528	113 528	3 670 732

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142340328157

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.18. suite (4) et fin

	Production	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destinée à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destinée à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale/semences (prix de 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de yuans	Milliers de yuans
Viande	30 004		86 139 784						86 139 784
Viande bovine	6 714	4 300	28 871 920						28 871 920
Viande de buffle	1 440	3 800	5 472 000						5 472 000
Viande de mouton	351	3 164	1 109 827						1 109 827
Viande de chèvre	371	3 259	1 207 792						1 207 792
Viande de porc	18 562	2 150	39 907 724						39 907 724
Viande de canard	387	3 209	1 241 658						1 241 658
Viande d'oie	284	**3 209**	912 178						912 178
Viande de poulet	1 573	4 188	6 586 179						6 586 179
Viande de cheval	50	3 400	169 323						169 323
Viande d'âne	24	3 100	74 409						74 409
Viande de mule	23	3 100	69 750						69 750
Viande de chameau	15	2 300	35 420						35 420
Viande de lapin	101	2 100	212 104						212 104
Viande, N.d.a.	110	2 450	269 500						269 500
Miel, cire d'abeille	217		405 960		0				405 960
Miel	204	1 990	405 960		0				405 960
Cire d'abeille	13		0		0				0
Valeur ajoutée brute totale de la production			451 181 565		32 557 677		7 425 194	39 982 872	411 198 693

N.d.a. : Signifie que ces produits ne sont pas décrits ailleurs

Sources : les données concernant les quantités produites, l'alimentation animale et les semences, et les données concernant les prix ont été aimablement communiquées par la FAO et proviennent de sa base de données. Lorsqu'il n'y avait pas d'indication de prix et qu'il y avait des raisons de penser qu'il existait un parallèle entre les prix, des prix fictifs ont été estimés. Ils sont indiqués en caractères gras. Il y a des chiffres de production pour 134 produits, des indications de prix pour 103 d'entre eux et des prix virtuels pour 22 produits, ce qui porte notre total à 125 produits. Pour neuf produits, nous n'avions aucune base pour établir les prix virtuels, mais ces produits sont d'une importance négligeable.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142340328157

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.19. **Chine 1975: Comptes détaillés concernant les quantités, les prix et la valeur de la production agricole**

	Production	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destinée à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destinée à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale/semences (prix de 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne
Céréales	241 250		109 036 960		11 467 927		5 772 798	17 240 725	91 796 235
Blé	45 310	474	21 476 940	1 500	711 000	4 541	2 152 434	2 863 434	18 613 506
Riz, paddy	125 560	480	60 268 800	1 700	816 000	6 065	2 911 200	3 727 200	56 541 600
Orge	3 000	505	1 515 000	601	303 505	156	78 780	382 285	1 132 715
Maïs	47 220	366	17 282 520	22 600	8 271 600	960	351 360	8 622 960	8 659 560
Seigle	1 300	362	470 600	26	9 412	95	34 390	43 802	426 798
Avoine	700	320	224 000	175	56 000	43	13 760	69 760	154 240
Millet	6 500	382	2 483 000	830	317 060	158	60 356	377 416	2 105 584
Sorgho	8 500	475	4 037 500	1 810	859 750	152	72 200	931 950	3 105 550
Sarrasin	2 100	412	865 200	300	123 600	179	73 748	197 348	667 852
Triticale	1 060	390	413 400	0	0	63	24 570	24 570	388 830
Céréales, N.d.a.			0						
Racines et tubercules	145 917		25 267 660		5 375 520		324 000	5 699 520	19 568 140
Pommes de terre	24 300	180	4 374 000	7 300	1 314 000	1 800	324 000	1 638 000	2 736 000
Patates douces	118 500	170	20 145 000	23 000	3 910 000	0	0	3 910 000	16 235 000
Cassave	2 100	260	546 000	542	140 920		0	140 920	405 080
Taro (choux caraïbe)	980	200	196 000	53	10 600		0	10 600	185 400
Racines et tubercules, N.d.a.	37	**180**	6 660	0	0		0	0	6 660
Légumineuses	6 200		3 168 300		419 340		271 206	690 546	2 477 754
Haricots secs	1 700	600	1 020 000	61	36 600	136	81 600	118 200	901 800
Fèves	2 400	420	1 008 000	420	176 400	242	101 640	278 040	729 960
Pois secs	2 100	543	1 140 300	380	206 340	162	87 966	294 306	845 994
Lentilles	0	**420**	0	0	0	0	0	0	0
Légumineuses, N.d.a.				0		0			
Noix/oléagineux	25 019		35 494 075		521 568		872 668	1 394 236	34 099 839
Noix de cajou	5	**2 092**	10 460	0			0	0	10 460
Châtaignes	142	2 216	314 672	0			0	0	314 672
Amandes	11	**2 092**	23 012	0			0	0	23 012
Noix	65	2 092	135 980	0			0	0	135 980
Pistaches	16	**2 092**	33 472	0			0	0	33 472
Noisettes	4	**2 092**	8 368	0			0	0	8 368
Noix d'arec			0	0			0	0	0
Noix N.d.a.	12	**2 092**	25 104	0			0	0	25 104
Soja	7 240	808	5 849 920	221	178 568	702	567 216	745 784	5 104 136

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142360125687

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.19. suite (1)

	Production	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destinée à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destinée à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale/semences (prix de 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne
Noix/oléagineux (suite)									
Arachides en cosse	2 270	1 137	2 580 990	0	0	16	18 192	18 192	2 562 798
Noix de coco	54	300	16 200		0		0	0	16 200
Noix de palmier à huile		**360**	0		0		0	0	0
Cerneaux	39	360	14 040		0		0	0	14 040
Huile de palme	156	670	104 520		0		0	0	104 520
Graines de ricin	67	3 051	204 417		0	2	6 102	6 102	198 315
Graines de tournesol	80	866	69 280	0	0	3	2 598	2 598	66 682
Graines de colza	1 635	980	1 602 300	0	0	82	80 360	80 360	1 521 940
Noix de tung	370	735	271 950		0		0	0	271 950
Graines de sésame	208	1 695	352 560		0		0	0	352 560
Graines de melon		**390**	0		0		0	0	0
Graines de croton		**390**	0		0		0	0	0
Suif végétal	104	390	40 560		0		0	0	40 560
Huile de stillingla	104	390	40 560		0		0	0	40 560
Coton de graines	**7 155**	2 842	20 334 510		0		0	0	20 334 510
Graines de coton	4 762	650	3 095 300	476	309 400	295	191 750	501 150	2 594 150
Graines de lin	38	750	28 500	0	0	3	2 250	2 250	26 250
Graines de chanvre	57	**700**	39 900	48	33 600	6	4 200	37 800	2 100
Oléagineux, N.d.a.	425	700	297 500		0		0	0	297 500
Légumes	60 623		20 132 690		85 680		0	85 680	20 047 010
Choux	3 800	200	760 000	190	38 000			38 000	722 000
Asperges	850	**240**	204 000		0			0	204 000
Laitue	1 000	**240**	240 000		0			0	240 000
Épinards	1 710	**240**	410 400		0			0	410 400
Tomates	4 000	300	1 200 000		0			0	1 200 000
Choux-fleurs	572	200	114 400	17	3 400			3 400	111 000
Citrouilles, courges	565	300	169 500	18	5 400			5 400	164 100
Concombres, cornichons	4 226	240	1 014 240	127	30 480			30 480	983 760
Aubergines	2 580	300	774 000		0			0	774 000
Piments, poivrons	1 113	300	333 900		0			0	333 900
Oignons, échalotes, frais	30	400	12 000		0			0	12 000
Oignons, secs	2 330	500	1 165 000		0			0	1 165 000
Ail	2 450	1 800	4 410 000		0			0	4 410 000
Poireaux, etc.		**240**	0		0			0	0

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142360125687

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.19. suite (2)

	Production	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destinée à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destinée à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale/semences (prix de 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuan	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuan	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne
Légumes (suite)									
Haricots verts	275	450	123 750		0			0	123 750
Pois verts	186	450	83 700		0			0	83 700
Fèves			0						
Haricots verts			0						
Carottes	946	300	283 800	28	8 400			8 400	275 400
Champignons	190	3 800	722 000		0			0	722 000
Légumes frais, N.d.a.	33 800	240	8 112 000		0			0	8 112 000
Fruits	9 565		7 791 546		46 250			46 250	7 745 296
Bananes	165	911	150 315		0			0	150 315
Oranges	302	1 080	326 160		0			0	326 160
Tangerines, etc.	34	**980**	33 320		0			0	33 320
Citrons et citrons verts	35	1 100	38 500		0			0	38 500
Pamplemousses et pomelos	50	728	36 400		0			0	36 400
Agrumes N.d.a.	6	**980**	5 880		0			0	5 880
Pommes	1 583	1 757	2 781 331		0			0	2 781 331
Poires	1 087	1 362	1 480 494		0			0	1 480 494
Abricots			0		0			0	0
Coings		**980**	0		0			0	0
Pêches, brugnons	331	984	325 704		0			0	325 704
Prunes	331	700	231 700		0			0	231 700
Raisins	123	800	98 400		0			0	98 400
Pastèques	3 392	259	878 528	170	44 030			44 030	834 498
Cantaloupes, etc.	1 113	370	411 810	6	2 220			2 220	409 590
Mangues	168	980	164 640		0			0	164 640
Ananas	66	984	64 944		0			0	64 944
Dattes	5	**980**	4 900		0			0	4 900
Kakis	450	**980**	441 000		0			0	441 000
Papayes			0						
Fruits tropicaux, N.d.a.	310	980	303 800		0			0	303 800
Fruits frais, N.d.a.	14	980	13 720		0			0	13 720

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142360125687

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.19. suite (3)

	Production	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destinée à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destinée à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale/semences (prix de 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Mlliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de yuans	Milliers de yuans
Autres cultures	20 527		5 015 151		262 206			262 206	4 752 945
Café vert	6	3 600	21 600		0			0	21 600
Thé	211	3 500	738 500		0			0	738 500
Houblon			0		0			0	0
Piment blanc			0		0			0	0
Piment, épices	105	2 850	299 250		0			0	299 250
Vanille			0		0			0	0
Cannelle	5	5 323	26 615		0			0	26 615
Clous de girofle			0		0			0	0
Anis, badiane, fenouil	6	2 850	17 100		0			0	17 100
Gingembre			0		0			0	0
Épices, N.d.a.	22	2 850	62 700		0			0	62 700
Paille en balle			0	0	0	0		0	0
Produits de fourrage, N.d.a.			0	0	0	0		0	0
Feuilles de tabac	960	2 000	1 920 000		0			0	1 920 000
Caoutchouc naturel	69	6 176	426 144		0			0	426 144
Canne à sucre	16 667	74	1 233 358	3 343	247 382			247 382	985 976
Betteraves sucrières	2 476	109	269 884	136	14 824			14 824	255 060
Fibres	3 152		10 569 203						10 569 203
Coton-fibre	2 381	3 558	8 471 598						8 471 598
Filasse et étoupe de lin	90	3 500	315 000						315 000
Fibre et étoupe de chanvre	94	1 448	136 112						136 112
Étoupe de jute	161	500	80 500						80 500
Fibres assimilables au jute	189	500	94 500						94 500
Ramie	25	12 800	320 000						320 000
Sisal	12		0						0
Plantes textiles, N.d.a.			0						0
Laine	133	6 200	824 600						824 600
Cocons de vers à soie	67	4 879	326 893						326 893
Lait et oeufs	4 545		8 363 900		31 620		166 764	198 384	8 165 516
Lait de vache, entier, frais	840	536	450 240		0		0	0	450 240
Lait de bufflonne	1 155	530	612 150	57	30 210		0	30 210	581 940
Lait de brebis	250	468	117 000		0		0	0	117 000
Lait de chèvre	58	470	27 260	3	1 410		0	1 410	25 850
Lait de chamelle	12	470	5 640		0		0	0	5 640
Œufs de poules	1 780	3 207	5 708 460		0	39	125 073	125 073	5 583 387
Œufs, hors œufs de poule	450	**3 207**	1 443 150		0	13	41 691	41 691	1 401 459

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142360125687

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.19. suite (4) et fin

	Production	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destinée à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destinée à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale/semences (prix de 1987)	Production finale
	Milliers de tonnes métriques	Yuans par tonne	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de tonnes métriques	Milliers de yuans	Milliers de yuans	Milliers de yuans
Viande	9 237		22 603 803						22 603 803
Viande bovine	181	4 300	778 300						778 300
Viande de buffle	54	3 800	205 200						205 200
Viande de mouton	159	3 164	503 076						503 076
Viande de chèvre	150	3 259	488 850						488 850
Viande de porc	7 460	2 150	16 039 000						16 039 000
Viande de canard	200	3 209	641 800						641 800
Viande d'oie	143	**3 209**	458 887						458 887
Viande de poulet	730	4 188	3 057 240						3 057 240
Viande de cheval	40	3 400	136 000						136 000
Viande d'âne	20	3 100	62 000						62 000
Viande de mule	9	3 100	27 900						27 900
Viande de chameau	11	2 300	25 300						25 300
Viande de lapin	45	2 100	94 500						94 500
Viande, N.d.a.	35	2 450	85 750						85 750
Miel, cire d'abeille	88		159 200		0			0	159 200
Miel	80	1 990	159 200		0			0	159 200
Cire d'abeille	8		0		0			0	0
Valeur ajoutée brute totale de la production			247 602 488		18 210 111		7 407 436	25 617 547	221 984 941

Source: Voir le tableau A.18. Les quantités de graines de cotton sont marquées en gras car elles découlent des anciennes estimations publiées par la FAO.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142360125687

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.20. **Chine 1952–78 : Calcul détaillé de la valeur brute de la production agricole**

	Prix de 1987 yuans par tonne	(milliers de tonnes métriques) 1952	1957	1975	1978	(milliers de yuans aux prix de 1987) 1952	1957	1975	1978
Riz	480	68 450	86 800	125 550	136 950	32 856 000	41 664 000	60 264 000	65 736 000
Blé	474	18 150	23 650	45 300	53 850	8 603 100	11 210 100	21 472 200	25 524 900
Maïs	366	16 850	21 450	47 200	55 950	6 167 100	7 850 700	17 275 200	20 477 700
Sorgho	472	11 100	7 650	10 750	8 050	5 239 200	3 610 800	5 074 000	3 799 600
Millet	382	11 550	8 550	7 150	6 550	4 412 100	3 266 100	2 731 300	2 502 100
7 céréales secondaires	432	12 050	15 050	13 600	13 600	5 205 600	6 501 600	5 875 200	5 875 200
Tubercules[a]	172	81 750	109 500	142 800	158 750	14 061 000	18 834 000	24 561 600	27 305 000
Soja	808	9 500	10 050	7 250	7 550	7 676 000	8 120 400	5 858 000	6 100 400
Arachides	1 137	2 316	2 571	2 270	2 377	2 633 292	2 923 227	2 580 990	2 702 649
Graines de colza	980	932	888	1 535	1 868	913 360	870 240	1 504 300	1 830 640
Sésame	1 695	481	312	208	322	815 295	528 840	352 560	545 790
Fruits (Total)	932	2 443	3 247	5 381	6 570	2 276 876	3 026 204	5 015 092	6 123 240
Canne à sucre	74	7 116	10 392	16 667	21 116	526 584	769 008	1 233 358	1 562 584
Betteraves sucrières	109	479	1 501	2 477	2 702	52 211	163 609	269 993	294 518
Thé	3 500	82	112	211	268	287 000	392 000	738 500	938 000
Tabac	2 000	222	256	701	1 053	444 000	512 000	1 402 000	2 106 000
Coton	3 558	1 304	1 640	2 381	2 207	4 639 632	5 835 120	8 471 598	7 852 506
Lin	3 500	40	53	29	26	140 000	185 500	101 500	91 000
Chanvre	1 442	36	301	700	1 088	51 912	434 042	1 009 400	1 568 896
Cocons de vers à soie	4 879	123	112	195	228	600 117	546 448	951 405	1 112 412
Viande	2 871	3 385	3 985	7 970	8 563	9 718 335	11 440 935	22 881 870	24 584 373
Total des produits de l'échantillon		248 359	308 070	440 325	489 638	107 318 714	128 684 873	189 624 066	208 633 508
Valeur brute totale de la production						140 131 847	168 030 796	247 602 395	272 424 051
Ratio de l'échantillon au total						0.765841	0.765841	0.765841	0.765841

a. Les services statistiques chinois convertissent les tubercules (pommes de terres et patates douces) en équivalent de céréales en divisant les quantités produites par 5. J'ai donc multiplié les quantités officielles par 5. J'ai utilisé un prix moyen pondéré de la FAQ pour les deux catégories de pommes de terre.

Source: Les prix FAO de 1987 sont tirés du tableau A.18. Les quantités proviennent du ministère de l'Agriculture (1989, pp.150-241). La valeur brute est égale aux quantités multipliées par les prix.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142377608670

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.21. **Chine 1933–75 : Calcul détaillé de la valeur brute de la production agricole**

	Prix de 1987	Estimations en volume effectuées par Liu et Yeh pour 1933	Quantités de 1993 aux prix de 1987	Volumes de 1975	Quantités de 1975 aux prix de 1987	Estimations en volume effectuées par Perkins pour 1931–37	Estimations de Perkins des quantités 1931–37 aux prix de 1987
	yuans par tonne	milliers de tonnes métriques	millions de yuans	milliers de tonnes métriques	millions de yuans	milliers de tonnes métriques	millions de yuans
Blé		26 700	12 655.8	45 310	21 476.9	23 100	10 949.4
Riz		81 740	39 235.2	125 560	60 268.8	69 555	33 386.4
Orge		7 580	3 827.9	3 000	1 515.0	9 720	4 908.6
Maïs		9 295	3 402.0	47 220	17 282.5	10 220	3 740.5
Avoine		665	212.8	700	224.0	n.d.	
Millet		14 645	5 594.4	6 500	2 483.0	13 840	5 286.9
Sorgho (kaolin)		12 565	5 968.4	8 500	4 037.5	12 340	5 861.5
Sarrasin		450	185.4	2 100	865.2	n.d.	
Pommes de terre		4 115	740.7	24 300	4 374.0	4 115	740.7
Patates douces		26 445	4 495.7	118 500	20 145.0	26 445	4 495.7
Fèves		3 015	1 266.3	2 400	1 008.0	n.d.	
Pois		3 265	1 772.9	2 100	1 140.3	n.d.	
Fèves noirs		1 010					
Haricots velus		1 365					
Soja		11 815	9 546.5	7 240	5 849.9	8 430	6 811.4
Arachides		3 345	3 803.3	2 270	2 581.0	2 625	2 984.6
Graines de colza		2 100	2 058.0	1 635	1 602.3	2 540	2 489.2
Sésame		965	1 635.7	208	352.6	905	1 534.0
Tabac		990	1 980.0	960	1 920.0	915	1 830.0
Coton–fibre		950	3 380.1	2 381	8 471.6	944	3 358.8
Chanvre		340	492.3	94	136.1	675	977.4
Canne à sucre		3 930	290.8	16 667	1 233.4	2 434	180.1
		826					
Œufs de poules		128	2 649.0	1 780	5 708.5	n.d.	
Viande de bœuf/buffle		86	535.7	235	983.5	101	422.7
Viande de mouton			272.1	159	503.1	57	180.3
Viande de chèvre		46	149.9	150	488.9	31	101.0
Viande de porc		1 863	4 005.5	7 460	16 039.0	1 814	3 900.1
Viande de cheval		35	119.0	40	136.0	28	95.2
Viande de mule		12	37.2	9	27.9	13	40.3
Viande d'âne		31	96.1	20	62.0	n.d.	
Total des produits de l'échantillon Liu–Yeh			110 408.5		180 915.9		
Valeur brute totale de la production (variante Liu–Yeh)			151 105.7		247 602.5		
Ratio de l'échantillon Liu–Yeh au total			(73.07)		73.07		
Valeur totale des produits de l'échantillon de Perkins					171 907.9		94 274.8
Valeur brute totale de la production (variante Perkins)					247 602.4		135 785.8
Ratio de l'échantillon Perkins au total					69.43		(69.43)

Sources : les prix sont tirés de la FAO (voir tableau A.18) ; pour 1975, les quantités sont tirées de la FAO (voir tableau A.19) ; les volumes de 1933 sont tirés de Liu et Yeh (1965, pp. 290, 300 et 308) ; j'ai globalisé les chiffres qu'ils donnent pour le millet et le millet commun, le riz et le riz gluant. Comme ils indiquent la production d'œufs en millions d'unités, j'ai présumé qu'il y a 14 630 œufs de poule par tonne métrique ; ils indiquent le cheptel et j'ai présumé que la relation entre la production de viande et le cheptel en 1975 était la même qu'en 1933. Les chiffres de la sixième colonne sont tirés de Perkins (1969, pp. 276–287). Perkins donne un chiffre global pour les deux catégories de pommes de terre qui est le même que celui indiqué par Liu et Yeh. Pour ventiler le chiffre global de Perkins, j'ai donc retenu les proportions de Liu et Yeh.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144763868616

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.22a. **Chine 1987 : Prix des produits agricoles**
a) prix du marché, DNS ; *b)* prix payés par l'État, DNS; *c)* prix à la production, FAO
(en yuans par tonne métrique)

	DNS 1987		FAO 1987
	Prix moyens dans tous les points de vente	Prix moyens dans les points de vente de l'État	Prix à la production
Blé	470	470	474
Riz	594	554	480
Soja	830	791	808
Maïs	301	291	366
Porc	3 656	3 535	2 150
Bœuf	4 296	4 166	4 300
Mouton	4 578	4 277	3 164
Poulet blanc	4 840	4 723	4 188
Œufs de poules	3 628	3 461	3 207
Pommes	2 239	2 207	1 757
Poires	1 902	1 951	1 362

Sources : BNS (1988, p. 123).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144768188863

Tableau A.22b. **Chine 1987 : Prix des produits agricoles**
a) « prix de détail moyens composites », DNS ; *b)* prix à la production, FAO
(yuans par tonne métrique)

	DNS 1987	FAO 1987
Porc gras	2 073	2 150
Bœuf	3 498	4 300
Viande de mouton/chèvre	2 918	3 164
Viande de volaille	4 329	4 188
Œufs frais	3 042	3 207
Thé	5 454	3 500
Canne à sucre	78	74
Betteraves sucrières	108	109
Miel	2 144	1 990
Fruits	867	932
Oranges, mandarines	1 114	1 080
Coton–fibre	3 563	3 558
Tabac séché à l'air chaud	2 485	2 000
Chanvre	1 675	1 448
Ramie	5 609	12 800
Cocons de vers à soie du mûrier	4 617	4 879
Laine (de mouton)	6 285	9 200

Sources : BNS, (1988, pp. 121-2).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144768188863

Tableau A.22c. **Structure des prix agricoles chinois et cloisonnement du marché, 1987**

	Prix de vente au quota	Prix de vente hors quota	Prix du marché libre		Ventes au quota	Ventes hors quota	Production totale
	(Yuans par tonne)				(milliers de tonnes)		
Riz paddy (indica)	349	484	553	)			
Riz décortiqué (indica)	490	680	777	)			
Riz paddy(japonica)	414	535	612	)	19 783	11 654	174 260
Riz décortiqué (japonica)	582	752	860	)			
Blé	442	545	620		17 691	10 654	85 900
Maïs	332	445	503		17 202	14 842	79 240
Soja	738	933	1 102		2 194	3 903	12 184
Coton	3 534	3 563	3 681		4 071	0	4 240

Sources : les chiffres des cinq premières colonnes sont fournis par le Département américain de l'Agriculture (mars 1996). Les chiffres de la dernière colonne sont tirés du tableau A.18. La proportion de la production acquise par les acheteurs de l'État était de 18 pour cent pour le riz, 33 pour cent pour le blé, 40 pour cent pour le maïs, 50 pour cent pour le soja et 96 pour cent pour le coton. Le reste de la production était soit consommé par les producteurs eux–mêmes, soit vendu sur le marché libre. Les achats de l'État absorbaient 96 pour cent du thé, 85 pour cent du tabac séché à l'air chaud, 74 pour cent de la canne à sucre et 94 pour cent des betteraves sucrières.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144768188863

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.23. **États-Unis 1987: Comptes détaillés des quantités, des prix et de la valeur de la production agricole**

	Production	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destinée à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destinée à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale/semences (prix de 1987)	Production finale
	milliers de tonnes métriques	dollars par tonne	milliers de dollars	milliers de tonnes métriques	milliers de dollars	milliers de tonnes métriques	milliers de dollars	milliers de dollars	milliers de dollars
Céréales	280 447		21 624 070					11 479 717	10 144 353
Blé	57 362	94	5 392 010	7 898	742 412	2 313	217 422	959 834	4 432 176
Riz	5 879	160	940 640			163	26 128	26 128	914 512
Orge	11 354	83	942 407	5 511	457 372	342	28 369	485 741	456 666
Maïs	181 142	69	12 498 798	121 874	8 409 306	432	29 808	8 439 114	4 059 684
Seigle	496	63	31 247	269	16 963	97	6 080	23 042	8 204
Avoine	5 424	107	580 411	5 199	556 293	459	49 113	605 406	–24 995
Millet	180	61	10 980	113	6 870			6 870	4 110
Sorgho	18 563	66	1 225 185	14 105	930 930	33	2 178	933 108	292 077
Sarrasin	46	52	2 392	5	250	4	224	473	1 919
Graines de millet				13					
Racines et tubercules	18 189		1 811 312					145 088	1 666 224
Pommes de terre	17 659	96	1 695 284	224	21 504	1 159	111 264	132 768	1 562 516
Patates douces	527	220	116 028	16	3 520	40	8 800	12 320	103 708
Tara (choux Caraïbes)	3								
Légumineuses	1 479		479 498					18 551	460 947
Haricots secs	1 181	364	429 793	0.5	165	45	16 345	16 511	413 282
Fèves									
Pois secs	208	154	32 032			13	2 033	2 033	29 999
Doliques secs	13	154	2 042	0.05	7			7	2 035
Lentilles	77	203	15 631						15 631
Noix/oléagineux	70 562		19 979 506					593 327	19 386 180
Amandes	500	2 315	1 157 500						1 157 500
Noix	224	1 085	243 040						243 040
Pistaches	15	2 954	44 310						44 310
Noisettes	20	1 069	21 145						21 145
Noix, N.d.a.	138	1 246	172 197						172 197
Soja	52 737	216	11 391 195	52	11 146	1 500	323 935	335 081	11 056 114
Arachide en cosse	1 640	617	1 011 880			91	56 252	56 252	955 628
Olives	61	670	41 027						41 027
Graines de tournesol	1 183	183	216 489	30	5 435	10	1 811	7 246	209 243
Graines de carthame	147	190	27 930			1	198	198	27 732
Graines de moutarde	26	165	4 282			0	50	50	4 233
Coton en graine	8 448	610	5 153 097						5 153 097
Graines de coton	5 234	90	471 033	2 033	182 970	120	10 800	193 770	277 263
Graines de lin	189	129	24 381			6	731	731	23 650

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142401814481

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.23. suite (1)

	Production	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destinée à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destinée à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentations animale/semences (prix de 1987)	Production finale
	milliers de tonnes métriques	dollars par tonne	milliers de dollars	milliers de tonnes métriques	milliers de dollars	milliers de tonnes métriques	milliers de dollars	milliers de tonnes métriques	dollars par tonne
Légumes	26 433		6 110 593						6 110 593
Choux	1 400	136	190 400						190 400
Artichauts	55	716	39 511						39 511
Asperges	106	1 274	135 630						135 630
Laitues	3 079	326	1 003 689						1 003 689
Épinards	176	348	61 248						61 248
Tomates	8 372	151	1 264 145						1 264 145
Choux-fleurs	335	549	183 641						183 641
Concombres, cornichons	576	190	109 529						109 529
Aubergines	35	390	13 455						13 455
Piment, poivron vert	490	520	254 800						254 800
Oignions	2 046	251	513 619						513 619
Ail	135	490	66 150						66 150
Haricots verts	116	400	46 400						46 400
Pois verts	997	247	246 259						246 259
Haricots verts à écosser	622	403	250 735						250 735
Carottes	1 303	185	241 003						241 003
Maïs vert	3 311	110	364 210						364 210
Champignons	279	1 931	538 170						538 170
Légumes frais, N.d.a.	3 000	196	588 000						588 000
Fruits	27 680		7 700 053					21 871	7 678 181
Bananes	5	653	3 376						3 376
Oranges	6 983	221	1 543 155						1 543 155
Tangérines, mandarines,	509	727	369 970						369 970
Citrons et citrons verts	1 043	449	468 424						468 424
Pamplemousses, pomélos	2 346	193	452 778						452 778
Pommes	4 873	209	1 018 373						1 018 373
Poires	851	214	182 200						182 200
Abricots	104	385	39 963						39 963
Cerises aigres	163	172	28 088						28 088
Cerises	195	819	159 705						159 705
Pêches, nectarines	1 254	300	376 110						376 110
Prunes	886	340	301 240						301 240
Fraises	507	1 089	551 905						551 905
Framboises	22	1 270	28 227						28 227
Groseilles	0	1 650	74						74
Myrtilles	67	1 440	96 270						96 270
Airelles	154	980	150 822						150 822
Baies, N.d.a.	20	1 140	22 954						22 954
Raisins	4 478	274	1 226 999						1 226 999

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142401814481

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.23. suite (2) et fin

	Production	Prix à la production 1987	Valeur brute de la production (prix 1987)	Production destinée à être utilisée pour l'alimentation animale		Production destinée à être utilisée pour les semences		Valeur de l'alimentation animale/semences (prix de 1987)	Production finale
	milliers de tonnes métriques	dollars par tonne	milliers de dollars	milliers de tonnes métriques	milliers de dollars	milliers de tonnes métriques	milliers de dollars	milliers de tonnes métriques	dollars par tonne
Pastèques	1 130	100	113 000	63	6 348			6 348	106 652
Cantoloups, autres melons	1 138	230	261 694	67	15 524			15 524	246 170
Mangues	14								
Figues	47	331	15 689						15 689
Avocats	190	827	156 799						156 799
Ananas	628	158	99 192						99 192
Dattes	17	855	14 706						14 706
Papayes	31	362	11 150						11 150
Fruits frais N.d.a.	26	280	7 190						7 190
Autres cultures	52 542		3 691 262					31 349	3 659 913
Café vert	1	6 388	4 056						4 056
Houblon	23	3 329	75 568						75 568
Piment, toutes les épices	8	750	5 641						5 641
Feuilles de tabac	539	3 467	1 869 614						1 869 614
Canne à sucre	26 506	29	768 674			1 081	31 349	31 349	737 325
Betteraves sucrières	25 466	38	967 708						967 708
Fibres	3 252		4 589 899						4 589 899
Coton-fibre	3 214	1 404	4 512 456						4 512 456
Laine	38	2 022	77 443						77 443
Lait et oeuf	68 901		21 080 829					527 004	20 553 825
Lait de vache, entier, frais	64 731	276	17 865 759	725	200 100			200 100	17 665 659
Oeufs de poule	4 170	771	3 215 070			424	326 904	326 904	2 888 166
Viande	26 508		46 543 049						46 543 049
Viande bovine	10 734	2 435	26 137 290						26 137 290
Viande de mouton	144	2 808	402 948						402 948
Viande de porc	6 487	1 822	11 818 950						11 818 950
Viande de canard	48	970	46 856						46 856
Viande de dinde	1 679	983	1 650 654						1 650 654
Viande de poulet	7 145	864	6 173 280						6 173 280
Viande de cheval	72	2 000	143 072						143 072
Viande de gibier	200	850	170 000						170 000
Miel	103		174 928						174 928
Miel	103	1 700	174 928						174 928
Valeur ajoutée brute totale de la production			133 784 999		11 567 114		1 249 793	2 816 907	120 968 092

Source: base de données de la FAO.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142401814481

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.24. **Appariement détaillé des produits agricoles, Chine/États-unis, 1987, données de la FAO**

	États-Unis Produits	États-Unis Quantités produites (milliers de tonnes métriques)	États-Unis Valeur de la production (milliers de $)	États-Unis Valeur unitaire ($)	États-Unis Quantités évaluées en unités de valeurs chinoises (milliers de yuans)	PPA Yuan/$ pondérée par les quantités américaines (yuan/$)	Chine Produits	Chine Quantités produites (milliers de tonnes métriques)	Chine Valeur de la production (milliers de yuans)	Chine Valeur unitaire (yuan)	Chine Quantités évaluées en unités de valeur américaines (milliers de $)	PPA Yuan/$ pondérée par les quantités chinoises Yuan/$
	Céréales											
1	Blé	57 362	5 392 010	94	27 189 499	5.04	Blé	85 900	40 716 602	474	8 074 600	5.04
2	Riz	5 879	940 640	160	2 821 920	3.00	Riz	174 260	83 644 802	480	27 881 601	3.00
3	Orge	11 354	942 407	83	5 733 922	6.08	Orge	2 800	1 414 000	505	232 400	6.08
4	Maïs	181 142	12 498 798	69	66 297 973	5.30	Maïs	79 240	29 001 841	366	5 467 560	5.30
5	Seigle	496	31 247	63	179 545	5.75	Seigle	1 000	362 000	362	63 000	5.75
6	Avoine	5 424	580 411	107	1 735 808	2.99	Avoine	500	160 000	320	53 500	2.99
7	Millet (dourra)	180	10 980	61	68 760	6.26	Millet (dourra)	4 538	1 733 516	382	276 818	6.26
8	Sorgho	18 563	1 225 185	66	8 817 621	7.20	Sorgho	5 428	2 578 300	475	358 248	7.20
9	Sarrasin	46	2 392	52	18 952	7.92	Sarrasin	1 600	659 200	412	83 200	7.92
	Total		21 624 070		112 86 999	5.22			160 270 261		42 490 927	3.77
	Racines et tubercules											
10	Pommes de terre	17 659	1 695 284	96	3 178 657	1.88	Pommes de terre	26 675	4 801 502	180	2 560 801	1.88
11	Patates douces	527	116 028	220	89 658	0.77	Patates douces	114 440	19 454 801	170	25 176 801	0.77
	Total		1 811 312		3 268 315	1.80			24 256 303		27 737 602	0.87
	Légumineuses											
12	Haricots secs	1 181	429 793	364	708 45	1.65	Haricots secs	1 454	872 400	600	529 256	1.65
13	Pois secs	208	32 032	154	112 94	3.53	Pois secs	1 652	897 036	543	254 408	3.53
	Total		461 825		821 39	1.78			1 769 436		783 664	2.26
	Noix/oléagineux											
14	Noix	224	243 040	1 085	468 608	1.93	Noix	147	307 524	2092	159 495	1.93
15	Soja	52 737	11 391 195	216	42 611 506	3.74	Soja	12 184	9 844 672	808	2 631 744	3.74
16	Arachides en cosse	1 640	1 011 880	617	1 864 680	1.84	Arachides en cosse	6 171	7 016 427	1 137	3 807 507	1.84
17	Graines de tournesol	1 183	216 489	183	1 024 478	4.73	Graines de tournesol	1 241	1 074 706	866	227 103	4.73
18	Graines de coton	8 448	5 153 097	610	24 008 363	4.66	Graines de coton	12 735	36 192 870	2 842	7 768 350	4.66
19	Coton en graine	5 234	471 033	90	3 401 905	7.22	Coton en graine	8 490	5 518 500	650	764 100	7.22
20	Graines de lin	189	24 381	129	141 750	5.81	Graines de lin	460	345 000	750	59 340	5.81
	Total		18 511 115		73 521 290	3.97			60 299 699		15 417 639	3.91

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142453256515

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau.24 suite (1)

	États-Unis Produits	États-Unis Quantités produites (milliers de tonnes métriques)	États-Unis Valeur de la production (milliers de $)	États-Unis Valeur unitaire ($)	États-Unis Quantités évaluées en unités de valeurs chinoises (milliers de yuans)	PPA Yuan/$ pondérée par les quantités américaines (yuan/$)	Chine Produits	Chine Quantités produites (milliers de tonnes métriques)	Chine Valeur de la production (milliers de yuans)	Chine Valeur unitaire (yuan)	Chine Quantités évaluées en unités de valeur américaines (milliers de $)	PPA Yuan/$ pondérée par les quantités chinoises Yuan/$
	Légumineuses											
21	Choux	1 400	190 400	136	280 000	1.47	Choux	6 500	1 300 000	200	884 000	1.47
22	Tomates	8 372	1 264 145	151	2 511 546	1.99	Tomates	6 250	1 875 000	300	943 750	1.99
23	Choux-fleurs	335	183 641	549	66 900	0.36	Choux-fleurs	1 400	280 000	200	768 600	0.36
24	Concombres, cornichons	576	109 529	190	138 353	1.26	Concombres, cornichons	5 760	1 382 400	240	1 094 40	1.26
25	Aubergines	35	13 455	390	10 350	0.77	Aubergines	3 850	1 155 000	300	1 501 50	0.77
26	Piments, poivrons verts	490	254 800	520	147 000	0.58	Piments, poivrons verts	2 200	660 000	300	1 144 00	0.58
27	Oignons	2 046	513 619	251	1 023 145	1.99	Oignons	3 700	1 850 000	500	928 700	1.99
28	Ail	135	66 150	490	243 000	3.67	Ail	3 300	5 940 000	1 800	1 617 00	3.67
29	Haricots verts	116	46 400	400	52 200	1.13	Haricots verts	420	189 000	450	168 000	1.13
30	Pois verts	997	246 259	247	448 650	1.82	Pois verts	320	144 000	450	79 040	1.82
31	Carottes	1 303	241 003	185	390 816	1.62	Carottes	1 580	474 000	300	292 300	1.62
32	Champignons	279	538 170	1 931	1 059 060	1.97	Champignons	275	1 045 000	3 800	531 025	1.97
	Total		3 667 570		6 371 020	1.74			16 294 400		9 952 31	1.64
	Fruits											
33	Bananes	5	3 376	653	4 710	1.40	Bananes	2 029	1 848 419	911	1 324 93	1.40
34	Oranges	6 983	1 543 155	221	7 541 208	4.89	Oranges	2 902	3 134 160	1 080	641 342	4.89
35	Citrons et citrons verts	1 043	468 424	449	1 147 586	2.45	Citrons et citrons verts	135	148 500	1 100	60 615	2.45
36	Pamplemousses, pomelos	2 346	452 778	193	1 707 888	3.77	Pamplemousses, pomelos	215	156 520	728	41 495	3.77
37	Pommes	4 873	1 018 373	209	8 561 158	8.41	Pommes	4 265	7 493 605	1 757	891 385	8.41
38	Poires	851	182 200	214	1 159 607	6.36	Poires	2 489	3 390 018	1 362	532 646	6.36
39	Pêches, nectarines	1 254	376 110	300	1 233 641	3.28	Pêches, nectarines	630	619 920	984	189 000	3.28
40	Prunes	886	301 240	340	620 200	2.06	Prunes	670	469 000	700	227 800	2.06
41	Raisins	4 478	1 226 999	274	3 582 480	2.92	Raisins	641	512 800	800	175 634	2.92
42	Pastèques	1 130	113 000	100	292 670	2.59	Pastèques	5 400	1 398 600	259	540 000	2.59
43	Cantaloups	1 138	261 694	230	420 986	1.61	Cantaloups	2 200	814 000	370	506 000	1.61
44	Ananas	628	99 192	158	617 755	6.23	Ananas	412	405 408	984	65 096	6.23
	Total		6 046 541		26 889 889	4.45			20 390 950		5 195 95	3.92
	Autres produits agricoles											
45	Café vert	1	4 056	6 388	2 286	0.56	Café vert	26	93 600	3 600	166 088	0.56
46	Piment, toutes les épices	8	5 641	750	21 435	3.80	Piment, toutes les épices	150	427 500	2 850	112 500	3.80
47	Feuilles de tabac	539	1 869 614	3467	1 078 520	0.58	Feuilles de tabac	1 943	3 886 000	2 000	6 736 38	0.58
	Total		1 879 312		1 102 241	0.59			4 407 100		7 014 96	0.63

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142453256515

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.24 suite (2) et fin

	États-Unis Produits	États-Unis Quantités produites (milliers de tonnes métriques)	États-Unis Valeur de la production (milliers de $)	États-Unis Valeur unitaire ($)	États-Unis Quantités évaluées en unités de valeurs chinoises (milliers de yuans)	PPA Yuan/$ pondérée par les quantités américaines (yuan/$)	Chine Produits	Chine Quantités produites (milliers de tonnes métriques)	Chine Valeur de la production (milliers de yuans)	Chine Valeur unitaire (yuan)	Chine Quantités évaluées en unités de valeur américaines (milliers de $)	PPA Yuan/$ pondérée par les quantités chinoises Yuan/$
	Fibres											
48	Coton-fibre	3 214	4 512 456	1 404	11 435 412	2.53	Coton-fibre	4 240	15 085 920	3 558	5 952 960	2.53
49	Laine	38	77 443	2 022	237 460	3.07	Laine	209	1 295 800	6 200	422 600	3.07
	Total		4 589 899		11 672 872	2.54			16 381 720		6 375 560	2.57
	Lait et oeufs											
50	Lait de vache, entier, frais	64 731	17 865 759	276	34 695 822	1.94	Lait de vache, entier, frais	3 301	1 769 336	536	911 076	1.94
51	Œufs de poules	4 170	3 215 070	771	13 373 190	4.16	Œufs de poules	4 722	15 143 454	3 207	3 640 662	4.16
	Total		21 080 829		48 069 012	2.28			16 912 790		4 551 738	3.72
	Viande											
52	Viande bovine	10 734	26 137 290	2 435	46 156 200	1.77	Viande bovine	6 714	28 871 920	4 300	16 349 564	1.77
53	Viande de mouton	144	402 948	2 808	454 034	1.13	Viande de mouton	351	1 109 827	3 164	984 954	1.13
54	Viande de porc	6 487	11 818 950	1 822	13 946 620	1.18	Viande de porc	18 562	39 907 724	2 150	33 819 476	1.18
55	Viande de poulet	7 145	6 173 280	864	29 923 260	4.85	Viande de poulet	1 573	6 586 179	4 188	1 358 753	4.85
56	Viande de canard	48	46 856	970	155 011	3.31	Viande de canard	387	1 241 658	3 209	375 322	3.31
57	Viande de cheval	72	143 072	2 000	243 222	1.70	Viande de cheval	50	169 323	3 400	99 602	1.70
	Total		44 722 395		90 878 347	2.03			77 886 631		52 987 671	1.47
	Sucre et miel											
58	Canne à sucre	26 506	768 674	29	1 961 444	2.55	Canne à sucre	47 363	3 504 863	74	1 373 527	2.55
59	Betteraves sucrières	25 466	967 708	38	2 775 79	2.87	Betteraves sucrières	8 140	887 260	109	309 320	2.87
60	Miel	103	174 928	1 700	4 204 769	1.17	Miel	204	405 960	1 990	346 800	1.17
	Total		1 911 311		4 942 008	2.59			4 798 083		2 029 647	2.36
	Total des produits sélectionnés		126 306 179		380 400 387	3.01			403 667 373		174 537 683	2.31
	% de la valeur ajoutée brute de la production		94.4%						89.5%			

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142453256515

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau A.25. **Personnes employées dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche et les services agricoles, années de référence 1933–94**
(en milliers)

	Travailleurs indépendants		Employés à temps plein et partiel		Total	
	Exploitations agricoles	Sylv., pêche, serv. agri.	Exploitations agricoles	Sylv., pêche, serv. agri	Exploitations agricoles	Sylv., pêche, serv. agri.
1933	5 857	95	2 865	130	8 722	225
1952	3 794	152	2 152	186	5 946	338
1957	3 120	143	1 932	182	5 052	325
1975	1 571	180	1 360	351	2 931	531
1978	1 455	207	1 268	495	2 723	702
1987	1 142	335	964	842	2 106	1 177
1994	1 272	407	842	1 101	2 114	1 508

Sources : *National Income and Product Accounts of the United States (N.I.P.A.),* Département américain du commerce (1992 et 1993. Vol. 1, pp. 112–114 et 121 pour 1933–57 ; vol. 2, pp. 212–213 et 218). Pour 1994, *Survey of Current Business* (Janv.–fév. 1996, pp. 75–76).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144785851132

Tableau A.26. **Valeur ajoutée brute de l'agriculture américaine, années de référence 1933–92 aux prix de 1987**
(en millions de dollars)

	Exploitations agricoles	Exploitations agricoles moins services de logement imputés	Produit agricole ajusté
1933	47 400	41 000	41 466
1952	44 800	37 100	37 522
1957	46 300	38 000	38 432
1975	53 100	45 900	46 422
1978	48 200	41 500	41 972
1987	66 000	61 100	61 795
1994	86 900	82 400	83 337

Sources : pour les deux premières colonnes, la période 1933–87 utilise les mêmes chiffres que pour le tableau A.25, ainsi que N.I.P.A. (vol. 1, p. 195, et vol. 2, p. 342). Les variations en volume pour 1987–94 sont tirées du *Survey of Current Business* (août 1996, p. 54). Les variations en volume pour 1987–94 sont fondées sur le nouvel indice en chaîne du Département américain du commerce, que j'ai lié aux chiffres des années précédentes en prix de 1987. La troisième colonne est ajustée sur la valeur ajoutée brute de 1987 comme indiqué dans le tableau d'entrées–sorties (voir tableau 13).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/144805065242

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Annexe B

La performance de l'industrie en Chine, 1913–2003

La mesure officielle chinoise de la performance industrielle (tableau C.5, 2e colonne) est obtenue en collectant les bilans communiqués par les entreprises, qui ne sont que rarement vérifiés par des experts indépendants. Pour mesurer les prix constants, des manuels indiquent aux entreprises quels prix utiliser pour les années de référence. Le manuel recense ainsi le prix de quelque 2 000 produits. En principe, les entreprises estiment les prix constants pour les années qui suivent 1990 en multipliant les quantités d'articles spécifiés produites ces années–là par leur prix de 1990. Toutefois, le manuel ne couvre pas tous les articles produits ou ne fournit pas de spécifications suffisamment détaillées. Les entreprises publiques ont intérêt à altérer leurs résultats en sous–évaluant l'inflation. Des pénalités sont prévues en cas de falsification des chiffres, mais il est relativement facile d'exagérer le volume de la production lorsque de nouveaux produits sont intégrés au système de notification et exprimés en « prix comparables ». En 1978, la Chine comptait 348 000 entreprises industrielles, mais leur nombre était passé à 8 millions en 1996. Beaucoup de ces nouvelles entités sont de petites entreprises privées qui ne peuvent ou ne veulent pas se donner la peine d'établir la distinction entre prix courants et prix « comparables », de sorte que la tendance à sous–évaluer l'inflation a augmenté.

Les estimations de la valeur ajoutée brute réelle établies par Wu

Wu (1997 et 2002) a établi des estimations entièrement nouvelles de la valeur ajoutée brute de l'industrie en prix constants de 1987 depuis 1949. Ses chiffres sont bien plus fiables que les chiffres officiels et ce, pour plusieurs raisons. Wu a actualisé ses estimations pour 2003 dans la perspective de la publication de cet ouvrage (tableaux B.1 et B.2). Il a fait appel à une série chronologique sur des indicateurs physiques et des prix pour un nombre relativement important de produits (117) tirés de DNS (1995 et 1996). Les pondérations de valeur ajoutée pour 1987 sont tirées de DNS (1991 et tableau B.4). L'exercice est complètement transparent et suit les méthodes utilisées dans les pays occidentaux. La procédure qu'il utilise est assez proche de celle que nous avons employée à l'annexe A pour mesurer la production agricole, sauf que Wu n'a pas pu opérer les ajustements nécessaires pour d'éventuelles variations des ratios d'intrants dans le temps. La couverture des produits de Wu correspond aux définitions occidentales (il exclut les produits forestiers et les activités de réparation et d'entretien, qui sont inclus dans les statistiques officielles). Sa ventilation de la production manufacturière, qui porte sur 15 branches, suit la classification industrielle standard ; il fournit aussi des estimations pour les mines et les services publics. Sa mesure donne donc plusieurs indications importantes sur les changements structurels (tableau B.1).

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Les estimations de Wu font apparaître une croissance nettement plus lente que celle qui ressort des estimations officielles. Pour la période 1952–78, il trouve un taux de croissance industriel de 10.1 pour cent par an contre un chiffre officiel de 11.5 pour cent ; pour la période 1978–2003, il parvient à un taux de 9.75 pour cent par an contre un chiffre officiel de 11.46 pour cent. Le profil de ces deux estimations est très différent pour les années 1990, où Wu fait apparaître un ralentissement sensible de la croissance entre 1996 et 1998 puis une reprise plus rapide que les estimations officielles. De toute évidence, les estimations officielles ont procédé à un lissage de la trajectoire de croissance dans les années 1990.

Estimations pour les années d'avant–guerre

Pour la période 1933–52, les meilleures estimations sont celles de Liu et Yeh (1965), sous l'œil vigilant de Simon Kuznets. Ils expliquent leur méthodologie avec minutie et donnent des indications détaillées sur leurs sources ainsi que sur les raisons qui les ont amenés à compléter les données lacunaires.

La partie la mieux documentée de leurs travaux est l'année de référence 1933. Ils mesurent la structure de la production brute, la valeur ajoutée brute et l'amortissement de façon très approfondie, en exploitant les données d'enquête sur les usines chinoises et étrangères et sur la production japonaise en Mandchourie. Ils ont recueilli les données de prix et de quantités pour 61 produits fabriqués dans les usines en 1933 (usines utilisant l'électricité, pp. 426–28) ; de même, ils ont des données sur la production brute, la valeur ajoutée et l'amortissement pour 45 produits d'artisanat (pp. 512–13), 29 produits miniers (p. 569) et trois services publics (p. 578).

Les résultats qu'ils fournissent sur les variations de la production entre 1933 et 1952 sont moins solidement étayés que pour l'année de référence. Ils ont 16 indicateurs de variation de la production des usines et pour tous les produits du secteur minier et des services publics qu'ils couvrent. Pour les produits d'artisanat, en l'absence d'un indicateur direct, ils font l'hypothèse que la production de ces produits a varié parallèlement à la production globale de l'agriculture et des mines, parce que ces deux secteurs fournissaient la plupart des produits bruts nécessaires à l'artisanat (p. 155).

Le tableau B.3 reproduit les résultats de Liu et Yeh pour la période 1933–57 aux prix de 1933 et de 1952. Nous avons utilisé les estimations avec les pondérations de 1933 car elles sont mieux étayées que celles de 1952. Pour la période 1952–57, nous avons travaillé avec les estimations de Wu (1997), qui a réuni bien plus d'indicateurs pour cette période que Liu et Yeh.

Pour la période 1913–33, il y a les estimations de Chang (1969) et de Rawski (1989). Les estimations de Rawski sont mieux étayées grâce à ses indicateurs pour 14 produits (p. 354), alors que Chang n'en a que cinq (pp. 117–19). Toutefois, Chang a une meilleure couverture du secteur des mines, pour lequel nous avons donc utilisé ses données dans le tableau C.1.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau B.1. **Taux de croissance et parts de valeur ajoutée par branche d'activité en Chine – estimations de Wu, 1952-2003**

	Taux de croissance (taux annuel moyen composite)		Part dans la valeur ajoutée brute (pourcentage)		
	1952–78	1978–2003	1952	1978	2003
Produits alimentaires	6.4	9.5	6.3	2.6	2.4
Boissons	9.1	7.4	1.6	1.3	0.7
Tabac	5.9	4.5	10.0	3.6	1.1
Textiles	5.9	6.3	27.5	9.8	4.5
Habillement	3.8	16.9	5.7	1.2	5.9
Produits en cuir et chaussures	8.4	10.6	1.2	0.8	1.0
Produits en bois, meubles et accessoires	6.3	5.3	6.2	2.4	0.9
Papier, imprimerie et édition	10.0	10.1	2.5	2.5	2.7
Produits chimiques et connexes	13.7	8.6	6.7	15.5	11.8
Caoutchouc et produits en plastique	11.5	11.7	1.8	2.4	3.7
Minéraux et produits à base de minéraux non métalliques	9.5	9.9	7.0	6.0	6.2
Ouvrages en métaux, de base ou non	15.7	5.7	2.5	9.0	3.5
Machines-outils et équipements de transports	16.4	9.7	3.2	13.4	13.2
Machines, appareils et équipements électriques	16.5	18.0	1.0	4.4	27.1
Autres	9.2	13.6	4.2	3.3	7.9
Total industrie manufacturière	9.7	10.5	87.4	78.3	92.6
Mines	11.9	3.0	10.6	16.0	3.3
Services publics	14.7	8.4	2.0	5.8	4.2
Total industrie	10.1	9.8	100.0	100.0	100.0

Source : Wu (2002), données actualisées.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145104737448

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau B.2. **Nouvelles estimations par Wu de la valeur ajoutée industrielle, 1952–2003**

	PIB industriel en yuans de 1987 (millions)			
	Industries manufacturières	Mines	Services publics	Total
1952	15 548	1 889	359	17 796
1953	20 246	1 916	452	22 615
1954	23 427	2 405	541	26 373
1955	23 912	3 099	605	27 616
1956	29 920	3 190	816	33 926
1957	33 116	4 155	949	38 220
1958	49 262	7 955	1 352	58 569
1959	66 796	10 717	2 080	79 592
1960	71 770	12 465	2 920	87 155
1961	36 504	8 409	2 360	47 272
1962	31 978	6 760	2 252	40 990
1963	38 100	6 930	2 409	47 439
1964	46 841	6 725	2 753	56 319
1965	57 992	8 587	3 324	69 902
1966	69 882	9 612	4 056	83 550
1967	57 385	8 433	3 805	69 624
1968	54 205	8 979	3 520	66 705
1969	71 884	10 730	4 622	87 236
1970	94 673	14 742	5 698	115 113
1971	104 960	17 672	6 804	129 437
1972	112 177	19 469	7 493	139 139
1973	123 493	20 494	8 201	152 188
1974	118 354	22 704	8 299	149 357
1975	134 009	26 670	9 627	170 306
1976	129 346	28 053	9 985	167 385
1977	147 732	31 252	10 984	189 968
1978	171 695	35 003	12 616	219 314
1979	188 271	34 803	13 865	236 940
1980	199 233	34 825	14 779	248 837
1981	204 491	33 860	15 207	253 557
1982	219 478	34 653	16 111	270 242
1983	237 326	36 455	17 277	291 058
1984	265 054	39 649	18 535	323 239
1985	302 008	41 842	20 192	364 042
1986	328 943	43 931	22 100	394 974
1987	390 072	46 420	24 450	460 943
1988	425 387	48 852	26 805	501 043
1989	437 587	51 552	28 752	517 891
1990	446 245	51 622	30 542	528 408
1991	498 600	53 056	33 310	584 966
1992	569 410	54 979	37 066	661 456
1993	655 098	56 253	41 274	752 626
1994	744 676	59 452	45 630	849 759
1995	956 156	65 472	49 510	1 071 138
1996	916 307	66 963	53 162	1 036 432
1997	965 662	68 257	55 832	1 089 751
1998	893 110	62 284	57 376	1 012 770
1999	990 267	58 789	60 931	1 109 987
2000	1 146 735	57 324	66 649	1 270 707
2001	1 356 913	61 043	72 804	1 490 760
2002	1 651 151	66 513	81 319	1 798 983
2003	2 079 632	73 222	93 935	2 246 790

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145111080270

Tableau B.3. **Estimations par Liu et Yeh de la valeur ajoutée brute de l'industrie chinoise, 1933–57**
(milliards de yuans)

	1933	1952 aux prix de 1933	1957	1933	1952 aux prix de 1952	1957
Usines	0.74	1.35	3.12	3.71	7.46	18.31
Artisanat	2.22	2.33	2.66	4.81	5.14	5.86
Mines	0.23	0.68	1.40	0.54	1.58	3.29
Services publics	0.16	0.39	0.89	0.19	0.41	0.94
Total industrie	3.35	4.75	8.07	9.25	14.59	28.40

Source : Liu et Yeh (1965, pp. 141, 153 et 157).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145111768830

Tableau B.4. **Caractéristiques de la production et des intrants de l'industrie chinoise, 1987**
(millions de yuans)

Valeur brute de la production	1 381 300
Total des moyens de production	908 698
dont :	
Agriculture	136 490
Industrie	651 950
Autre produit matériel	86 678
Services « non matériels »	33 581
Valeur ajoutée brute	472 602
Amortissement de base	42 462
Réparations et entretien	20 695
Valeur ajoutée nette	409 445
Produit matériel brut	506 183
Produit matériel net	443 026
Ventilation de la valeur ajoutée brute	
Revenu du travail	103 502
Prestations sociales	9 706
Bénéfices et impôts	233 781
Amortissement, réparations et entretien	63 156
Autres	62 457
Total de la valeur ajoutée brute	472 602
Valeur brute de la production	1 381 300
Total des emplois intermédiaires	984 713
Dont :	
Agriculture	61 450
Industrie	651 950
Autre produit matériel	206 072
Services « non matériels »	65 240
Emplois finals	396 587
dont :	
Consommation privée	260 269
Consommation sociale	11 523
Investissement	119 792
Stocks	39 416
Exportations nettes	-31 915
Poste de réconciliation	-2 398

Sources : DNS (1991 ; en chinois). Ce tableau adopte la définition officielle de l'industrie, laquelle recouvre certains produits de la sylviculture ainsi que la réparation et l'entretien des machines-outils et des équipements. Ensemble, ces deux postes représentaient 12 milliards de yuans de valeur ajoutée brute en 1987.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145135805723

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Annexe C

Taux de croissance et niveau du produit intérieur brut chinois

Pour la période courant jusqu'en 1890, les estimations du PIB chinois ne peuvent être fondées que sur des jugements très approximatifs. Il semble évident que le PIB de 1890 était inférieur à celui de 1820. Le XIX^{e} siècle a été marqué par plusieurs révoltes d'envergure, une guerre civile grave et des affrontements militaires sérieux avec des puissances étrangères, en particulier la France, le Japon, la Russie et le Royaume–Uni, qui voulaient obtenir des droits extraterritoriaux et des indemnités financières de la Chine. Dans les années 1850, la révolte des Taiping a dévasté les régions les plus prospères du pays. La machine administrative a été sérieusement ébranlée et les grandes voies d'eau ont subi des dégâts importants. Le Grand canal était hors d'usage et le Fleuve jaune sortit de son lit et changea de cours. Entre 1820 et 1890, la population n'enregistra aucune croissance nette alors qu'elle avait augmenté de pratiquement 50 pour cent entre 1750 et 1820.

Le tableau C.1 propose des estimations du PIB exprimées en yuans de 1933 pour certaines années de référence (1890, 1913, 1933 et 1952) avec une ventilation pour 13 branches d'activité. Le tableau C.2 présente des estimations du PIB cumulé exprimées en dollars Geary–Khamis de 1990 pour 12 branches d'activité entre l'an 1 et 1952. Les sources sont précisées dans les notes.

Différentes raisons ont présidé au choix des années retenues : soit elles ont marqué un tournant important de la politique économique, soit elles sont utiles pour les besoins des comparaisons internationales, soit parce que les statistiques sont disponibles. L'année 1890 est la première année pour laquelle nous pouvons établir des estimations sectorielles. L'année 1913 est importante pour les comparaisons internationales, car c'est la dernière année normale avant le déclenchement d'un conflit mondial. L'année 1933 est de loin l'année d'avant–guerre la mieux documentée ; elle a fait l'objet d'études détaillées par Ou (1947), Liu et Yeh (1965), Chang (1969) et Rawski (1989). C'est aussi l'année la plus noire de la dépression mondiale, qui a pourtant épargné la Chine : son revenu par habitant en 1933 est supérieur à celui de 1952. Enfin, la plupart des séries chronologiques longues des services statistiques chinois démarrent à partir de l'année 1952.

Mesures officielles chinoises du PIB pour la période 1952–2003

Tous les ans, la DNS (Direction nationale de la statistique) – devenue depuis le Bureau national de statistique (BNS) – publie des estimations globales de la performance économique de la Chine et ce, depuis 1952. Jusqu'à la fin des années 1980, elle utilisait le système soviétique de comptabilité du produit matériel (CPM), qui surestimait la croissance et excluait un pan important des services. Le système de notification de base était par ailleurs sérieusement déficient. Les turbulences de la Révolution culturelle ont entraîné la fermeture du bureau de statistique en 1968 et le licenciement de son personnel. Il fut rouvert en 1972, mais l'essentiel de l'ancienne équipe avait disparu et de nombreux registres anciens avaient été détruits. En outre, pendant la période où les universités ont été fermées, aucun étudiant n'a pu suivre la formation requise.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

La DNS publiait deux mesures de la performance économique globale : *i)* la « production globale de la société », qui fait apparaître un taux de croissance annuel moyen en prix « comparables » de 7.9 pour cent pour la période 1952–78 (DNS, *Annuaire statistique de la Chine*, 1988). Cette valeur représente la production brute globale de cinq secteurs et implique une bonne dose de doubles comptabilisations, puisque chacun de ces secteurs utilise une part importante d'intrants provenant des autres secteurs ; et *ii)* le « produit matériel net », que les Chinois appellent le « revenu national » et qui fait apparaître une croissance de 6 pour cent sur la même période exprimée en prix « comparables » *(ibid.)*. Cette seconde mesure était plus fiable que l'autre, puisqu'elle ne tenait pas compte de la plupart des intrants, services « non matériels » exceptés.

Au début des années 1990, les mesures de type soviétique sont abandonnées au profit des concepts occidentaux, qui font apparaître une croissance moins vive. Le Bureau national de la statistique cesse de rendre compte des estimations pour la période maoïste (1952–78) et, depuis 1995, les annuaires ne publient plus d'estimations d'avant 1978. Le BNS et l'université Hitotsubashi ont effectué en 1997 un exercice rétrospectif, qui donne des estimations de type occidental pour la période 1952–95.

Les estimations officielles disponibles depuis 1978 sont nettement plus fiables que celles fournies auparavant par le système CPM. Le BNS procède à des estimations distinctes de la production et des dépenses, même si les premières semblent être de meilleure qualité (Xu et Ye, 2000). Bien qu'elles soient construites à partir du système international standardisé de comptabilité nationale (SCN), des améliorations sont encore nécessaires. Le service de la comptabilité nationale du BNS, compétent, manque de personnel : en 2000, il ne comptait que 26 personnes. Les rapports de base parviennent au BNS après avoir subi plusieurs regroupements réalisés tout au long de la hiérarchie administrative. Ce système de transmission permet aux responsables des différents échelons d'ajuster leurs rapports et de présenter ainsi leur gestion sous un jour meilleur. Le BNS procède à des vérifications, forcément limitées. Xu et Ye présentent en détail les procédures suivies pour construire les comptes officiels. À part deux secteurs (agriculture et transports), les mesures de la croissance ne reposent pas sur des indicateurs quantitatifs des mouvements en volume. La plupart des comptes sectoriels sont exprimés en prix courants puis déflatés par les indices de prix. Étant donné la fragilité des informations sur les prix qu'il reçoit, le BNS a distingué jusqu'en 2002 les prix courants des prix « comparables », au lieu de distinguer les prix courants des prix constants, comme le font d'autres pays. Les entreprises étatiques utilisent un manuel qui recense le prix de 2 000 produits, afin de pouvoir différencier les prix courants des prix constants. Dans le secteur privé, la plupart des services comptables ne peuvent ou ne veulent pas faire cette distinction. D'où de fortes surestimations dans les statistiques officielles.

Le tableau C.5 reproduit les estimations annuelles officielles de la croissance du PIB côté production, ventilées en cinq secteurs. Elles comprennent aussi une estimation des services non matériels, mais qui ne transparaît pas explicitement. Le BNS donne une valeur globale pour le secteur tertiaire et une ventilation à deux niveaux pour les transports et le commerce. La troisième composante des services – les services non matériels – est une valeur résiduelle qu'il faut calculer. C'est ce que nous avons fait, d'où notre ventilation en six secteurs. Pour la période 1978–2003, nous avons calculé les mouvements par secteur à partir des indices sectoriels de volume publiés dans l'édition 2006 de l'*Annuaire statistique de la Chine*. Pour la période 1952–78, nous avons repris les estimations de DNS–Hitotsubashi (1977). Les estimations officielles du PIB sont exprimées en yuans courants alors que pour les prix constants, ces estimations officielles sont données en indices uniquement. Pour pouvoir les comparer avec nos estimations du tableau C.3, nous avons repris les pondérations sectorielles publiées dans le tableau entrées–sorties de 1987 qui présente des estimations de niveau exprimées en yuans de 1987 pour toutes les années. Nous avons obtenu le PIB total en additionnant les estimations des six secteurs. Ce faisant, nous sommes parvenus à un taux de croissance annuel moyen composite du PIB de 9.59 pour cent pour la période 1978–2003, conforme aux estimations officielles pour la période. En procédant de la même façon pour la période 1952–78, nous avons obtenu un taux de croissance moyen de 4.7 pour cent, bien en deçà du taux de 6.1 pour cent présenté dans l'étude DNS/

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Hitotsubashi. Nous ne pouvons pas expliquer cet écart avec leur taux de croissance composite, dans la mesure où les pondérations utilisées ne sont pas précisées. Il se peut que leur estimation globale du PIB soit tirée de l'ancienne estimation du produit matériel net.

Estimations officielles du PIB par industrie d'origine pour la période 1952–2003 : modifications apportées par Maddison

Étant donné les problèmes que nous venons d'évoquer, nous avons procédé à de nouvelles estimations de la croissance du PIB, qui entraînent des modifications radicales des chiffres officiels. Le tableau C.3 reproduit des estimations annuelles pour toutes les années de la période 1952–2003, avec une ventilation en six secteurs d'activité. Elles font apparaître une croissance du PIB moins rapide que d'après les estimations officielles du tableau C.5. Dans toute la mesure du possible, nos estimations sont fondées sur les conventions de mesure du SCN. Nous détaillons ci–dessous les principaux ajustements opérés par rapport aux estimations officielles :

i) dans Maddison (1998), nous fournissions nos estimations détaillées de la valeur ajoutée brute du secteur agricole (annexe A). Nous avons utilisé les prix et les quantités de 125 produits de l'agriculture et de l'élevage, en opérant les ajustements nécessaires pour tenir compte des variations dans le temps de la proportion des intrants agricoles et non agricoles. Pour la pêche, la sylviculture et les activités d'appoint, nous nous sommes basés sur les séries officielles chinoises. Notre estimation pour l'agriculture considérée dans son ensemble fait apparaître une croissance légèrement plus forte (3.25 pour cent l'an entre 1952 et 1990) que les estimations officielles (3.15 pour cent). Étant donné cette convergence entre les données officielles et les estimations de Maddison pour ce secteur, nous avons utilisé les estimations officielles pour actualiser la série de données 1990–2003. Notre estimation du niveau de production de ce secteur est cependant bien supérieure à la valeur officielle (de pratiquement un cinquième pour 1990) ;

ii) dans Maddison (1998), nous avions utilisé les estimations de Wu (1997) pour la valeur ajoutée brute de l'industrie, lesquelles faisaient apparaître une croissance sensiblement plus faible que les estimations officielles. Il s'agissait d'un indice de volume, avec des séries temporelles détaillées sur la production physique et les prix, tirés de DNS (1995 et 1996). La valeur ajoutée avait été calculée à partir du tableau d'entrées–sorties officiel. Wu (2002) a présenté un échantillon élargi couvrant 117 produits et expliqué en détail les raisons pour lesquelles les données officielles surévaluaient la croissance. Il a également fourni des séries temporelles détaillées faisant apparaître les mouvements observés dans 15 branches de l'industrie manufacturière ainsi que dans les mines et les services publics. Ici, nous avons utilisé ses estimations révisées mises à jour en 2003 (annexe B). Wu fait état d'un taux de croissance de 10.1 pour cent l'an sur la période 1952–78 pour l'industrie considérée globalement, alors que les données officielles parlent de 11.5 pour cent (et de 9.75 pour cent entre 1978 et 2003). Le profil de ces deux estimations est très contrasté pour les années 1990, avec pour Wu un ralentissement sensible entre 1996 et 1998 et une accélération plus rapide ensuite que dans les estimations officielles. De toute évidence, les estimations officielles ont procédé à un lissage de la trajectoire de croissance dans les années 1990 ;

iii) pour le bâtiment, nous nous sommes systématiquement appuyés sur les estimations officielles ;

iv) pour les transports/communications et le commerce/restauration, nous avons repris les estimations de Liu et Yeh (1965) pour la période 1952–57, reliées aux sources officielles pour la période 1957–2003. Il convient de signaler que les estimations officielles de croissance pour ces deux secteurs sur la période 1993–2003 ont été sensiblement revues à la hausse dans l'édition 2006 de l'*Annuaire statistique de la Chine* (à comparer à l'édition 2005) ;

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

v) dans l'ancien système inspiré des Soviétiques, les « services non matériels » étaient exclus du « produit matériel ». Il s'agissait des banques, des assurances, des services de logement, de la gestion immobilière, des services sociaux, de la santé, de l'éducation, des loisirs, des services à la personne, des activités de recherche et développement, des forces armées, de la police et des organisations publiques et liées au parti. Cette catégorie est désormais intégrée dans les comptes chinois mais sans apparaître de manière explicite. Le BNS donne une estimation globale pour le « secteur tertiaire », ventilée en deux sous–secteurs (transports et commerce). Les estimations des services non matériels sont donc une valeur résiduelle à calculer. Dans la mesure où la contribution au PIB de ce sous–secteur est supérieure à celle des transports ou du commerce, ce traitement résiduel peut s'expliquer par des scrupules vis–à–vis des mesures officielles indiquées pour ce secteur. Le système international standardisé de comptabilité nationale exclut toute imputation d'un gain de productivité dans ce secteur. Le BNS table pourtant sur une croissance substantielle de la productivité (1.5 pour cent par an et par employé entre 1952 et 1978 et 5.1 pour cent sur la période 1978–2003). Il y a donc d'importants écarts entre les estimations officielles présentées au tableau C.5 et nos estimations du tableau C.6. De même, les niveaux des deux estimations diffèrent. La couverture officielle paraît inadéquate, car elle sous–évalue considérablement les dépenses de logement et les dépenses militaires, et elle n'a probablement pas tenu compte des avantages sociaux en nature accordés gratuitement aux employés des entreprises étatiques. Nous avons donc augmenté d'un tiers nos pondérations de 1987 pour ce secteur ;

vi) nous avons utilisé les pondérations de valeur ajoutée brute de 1987 pour toute la période étudiée. La structure des prix a radicalement changé au cours des 51 ans couverts par l'enquête. En 1952, les prix agricoles étaient maintenus à un niveau très faible alors que les prix industriels étaient relativement élevés. En 1987 (notre année de pondération), les prix agricoles avaient plus que triplé mais le déflateur officiel semble indiquer que les prix industriels avaient en fait baissé. L'utilisation des prix de 1987 revient à donner une pondération nettement plus forte au secteur agricole, à faible croissance, que si nous avions utilisé les pondérations de 1952. De fait, nous avons choisi 1987 comme année de pondération pour deux raisons : *i)* cette année–là, l'économie chinoise a été bien plus exposée aux forces du marché que les années précédentes, où les contrôles et le cadre réglementaire étaient très stricts ; *ii)* le tableau d'entrées–sorties de 1987 fournit une masse d'informations détaillées qui permet de déterminer de façon bien plus précise que les années précédentes la valeur ajoutée brute par secteur.

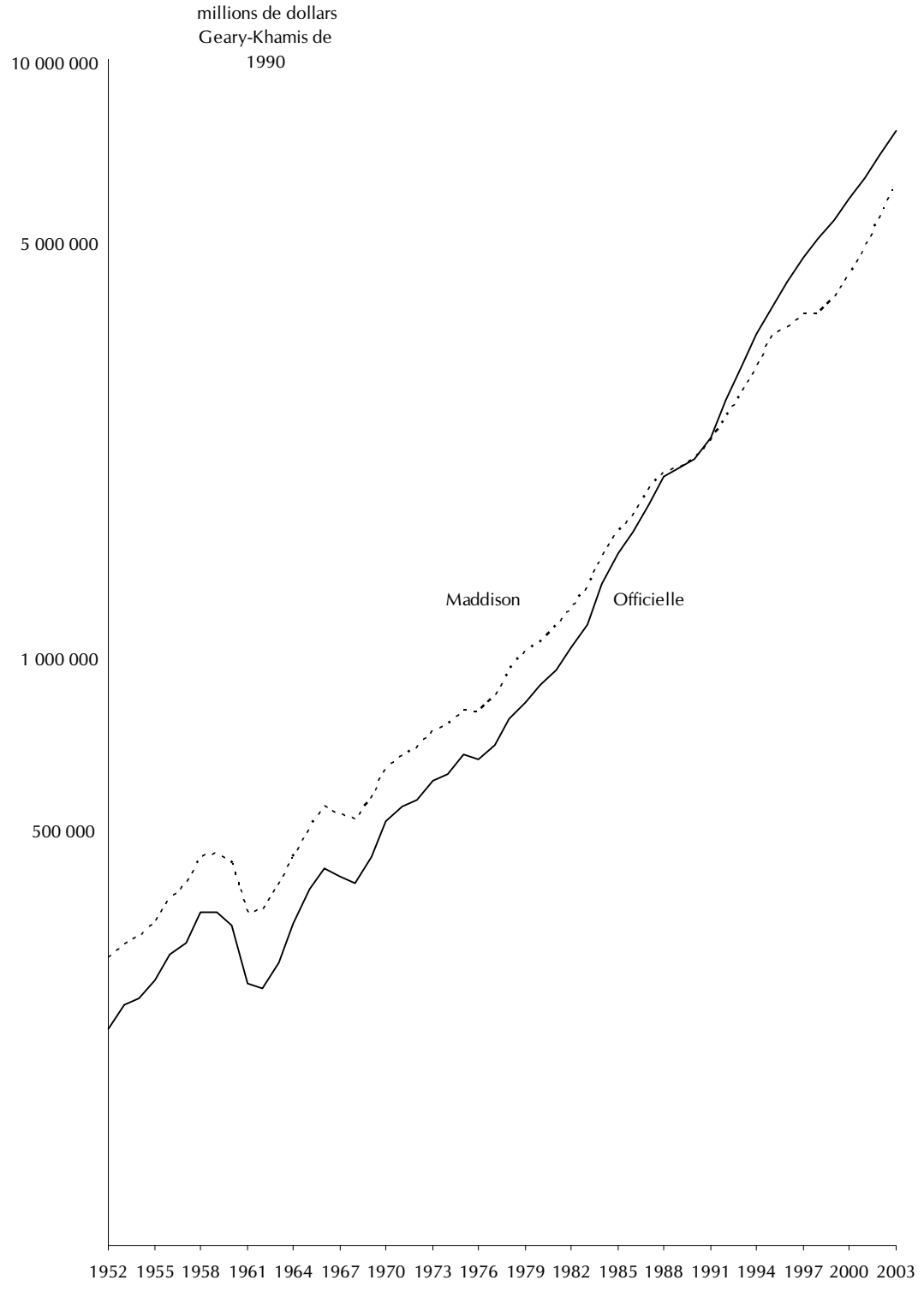
Nos estimations du PIB donnent une croissance inférieure à celle du BNS. Pour la période 1952–78, nous obtenons un taux annuel de croissance de 4.4 pour cent – contre 4.7 pour les données officielles ; pour la période 1978–2003, nous obtenons un taux de 7.85 pour cent, contre 9.6 pour cent pour le BNS. Pour cette dernière période, le taux officiel de croissance du PIB s'est établi à 9.59 pour cent par an. Si l'on se base sur les estimations de Wu pour l'industrie, la croissance du PIB retombe à 8.8 pour cent, puis à 7.98 pour cent avec nos estimations pour les services non matériels et à 7.85 pour cent avec nos estimations pour l'agriculture (ce dernier écart ne s'explique pas par un décalage entre nos chiffres et les chiffres officiels, mais par le fait que l'agriculture – secteur dont la croissance est relativement modérée – a une pondération supérieure dans nos estimations).

La figure C.1 permet de comparer nos estimations et celles du BNS. Nos estimations sont supérieures de 38 pour cent aux chiffres officiels pour 1952, de 27 pour cent pour 1978, de 10.3 pour cent pour 1987 et de pratiquement 19 pour cent pour 2003.

Le tableau C.4 retrace le taux de croissance annuel de la population, du PIB et du PIB par habitant pour la Chine et Hong–Kong entre 1952 et 2003.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Figure C.1. **Confrontation entre les estimations officielles du PIB et les estimations de Maddison,1952–2003**



Source : dernières colonnes des tableaux C.3 et C.5.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/142332745468

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

PIB par type de dépenses : estimations du BNS

Le BNS fournit des estimations du PIB par type de dépenses et par industrie d'origine. Les grands statisticiens officiels que sont Xu et Ye (2000) indiquent que « le BNS considère que ses estimations de la production sont plus fiables ». On observe des décalages entre les estimations à prix courants de la production et des dépenses annuelles qui vont jusqu'à 4 pour cent pour la période 1978–2003 (BNS, *Annuaire statistique de la Chine*, 2006) et une variation du même ordre pour la période 1952–78 (DNS–Hitotsubashi, 1997). Pour autant, le problème lié aux estimations des dépenses tient surtout à ce qu'il n'y est pas fait mention clairement de la variation des volumes de production et que la ventilation des investissements est incorrecte. S'il y a bien une ventilation aux prix courants entre investissement fixe brut et stocks (BNS, *Annuaire statistique de la Chine*, 2006), il n'y a pas d'estimations de la construction résidentielle et non résidentielle avant 1981. Il semble par ailleurs que les estimations officielles de l'investissement couvrent les réparations et le matériel militaire, deux postes qui seraient exclus des comptes des pays de l'OCDE.

Le tableau C.7 présente nos estimations de la ventilation de l'investissement brut à prix courants pour la période 1952–2003. Pour parvenir à ce résultat, nous avons dû poser de nombreuses hypothèses, expliquées en notes. Le tableau C.8 reprend nos calculs – qui s'appuient sur les estimations des comptes de croissance du tableau 3.9 – pour la formation de capital et la croissance du stock non résidentiel de capital fixe. La méthode de calcul est expliquée en notes.

Conversion en dollars « internationaux » des estimations du PIB chinois exprimées en yuans

À des fins de comparaisons internationales, nous devons convertir les estimations pour la Chine exprimées dans la monnaie nationale (le yuan) en un numéraire disponible pour les autres pays. Les taux de change sont trompeurs quand il s'agit de valeurs réelles comparées. La mesure la plus appropriée et la plus pratique consiste à comparer les pouvoirs d'achat en dollars des États–Unis. Les données PPA disponibles les plus utiles sont celles de 1990 ; elles concernent 154 pays, dont 70 couverts par le Programme des comparaisons internationales des Nations unies (PCI) et 84 par les Penn World Tables (PWT) de Summers et Heston (Maddison, 2003). La Chine n'a pas participé à l'exercice PCI de 1990, mais Ren (1997) a produit une estimation de type PCI des niveaux respectifs des dépenses réelles de la Chine et des États–Unis pour 1986.

Plusieurs ajustements doivent être apportés aux estimations de Ren pour qu'elles puissent être comparables aux PPA multilatérales (Geary–Khamis) de 1990. Ren (1997) a effectué trois estimations des dépenses exprimées en PPA pour 1986, son année de référence : une mesure de Laspeyres pondérée par les volumes américains ; une mesure de Paasche pondérée par les volumes chinois ; et une moyenne géométrique (Fisher) des deux mesures binaires. La PPA de Laspeyres s'est révélée la moins favorable (1.5091 yuan pour un dollar) et celle de Paasche la plus favorable (0.5895 yuan pour un dollar), mais Ren préfère la moyenne géométrique de 0.9432 yuan pour un dollar. Toutes ces mesures étaient bilatérales, alors que pour des comparaisons multi–pays, il est préférable d'avoir une PPA multilatérale qui produit des résultats transitifs pour tous les pays. Kravis (1981), qui est le père de la méthode d'approche du PCI et qui a établi les premières estimations de type PCI pour la Chine, a ajusté sa PPA Fisher Chine/États–Unis de 19 pour cent comme approximation de son convertisseur multilatéral préféré (Geary–Khamis). Il s'agit en fait de l'écart entre les moyennes Fisher/Geary–Khamis pour cinq pays d'Asie dans l'exercice PCI de 1980 (Maddison, 1995). Nous avons opéré le même ajustement proportionnel à la moyenne Fisher de Ren, pour obtenir pour 1986 une valeur représentative de la PPA

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

de Geary–Khamis Chine/États–Unis de 0.7926. Ce chiffre est à comparer au taux de change de 3.45 yuans pour un dollar en vigueur cette année–là (voir Maddison, 1995, pour une analyse de ces questions et des exemples de fourchettes entre les différents types de mesure PPA).

Ren s'est appuyé sur l'estimation officielle du PIB chinois pour 1986, alors que nos estimations pour cette année (ajustées aux prix de 1986) étaient supérieures de plus de 13 pour cent aux estimations officielles, en raison des ajustements de couverture évoqués plus haut. Lorsque l'on convertit nos estimations en dollars de 1986 avec le convertisseur de Geary–Khamis, on obtient une estimation de 1 458.996 milliards de dollars. Ce chiffre doit être actualisé à 1990 sur la base de nos estimations de l'augmentation du PIB chinois en volume (24.66 pour cent) et ajusté pour tenir compte de l'augmentation de 16.77 pour cent des prix en dollars (déflateur américain du PIB). Après ces deux ajustements, on obtient une estimation de 2 123.852 milliards de dollars internationaux de 1990. Nous avons ensuite appliqué le coefficient de conversion de 1990 à toutes les autres années, comme on peut le voir en comparant la septième et la huitième colonnes du tableau C.3. Comme les estimations pour la Chine en dollars américains ne sont pas calculées sur la base du taux de change, nous leur avons donné comme label « estimations en dollars 'int.' » (internationaux) ou « dollars G.–K. », du nom des deux inventeurs (Geary et Khamis) de la méthode de calcul des PPA multilatérales.

Pour que les comparaisons internationales du PIB soient valables, il est indispensable d'utiliser des convertisseurs PPA. Les comparaisons fondées sur le taux de change risquent de donner une idée très trompeuse du poids géopolitique de la Chine. En voici trois illustrations :

i) le dernier gouverneur de Hong–Kong, M. Chris Patten, a déclaré dans un article paru dans *The Economist* du 4 janvier 1997 que « le PIB actuel de la Grande–Bretagne est presque deux fois plus important que celui de la Chine — le PIB chinois étant à peu près égal à celui de la Belgique, des Pays–Bas et du Luxembourg réunis ». S'il s'était appuyé sur nos convertisseurs fondés sur les PPA, il aurait pu dire : « le PIB actuel de la Grande–Bretagne représente à peu près un tiers de celui de la Chine — le PIB chinois étant plus de 6.5 fois supérieur à celui de la Belgique, des Pays–Bas et du Luxembourg réunis » ;

ii) une conversion sur la base du taux de change indique que la Chine est devenue une économie très ouverte, avec des exportations en 2003 qui représentaient 27 pour cent de son PIB. Si l'on se base sur notre convertisseur PPA, on obtient un tableau très différent, avec un ratio des exportations de 7 pour cent du PIB pour 2003 ;

iii) on entend souvent dire que la Chine est particulièrement peu disciplinée en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre. En 2003, ses émissions de carbone atteignaient 0.63 tonne par milliers de dollars de PIB (taux de change officiel) – soit un taux bien supérieur à celui des États–Unis (0.19 tonne par milliers de dollars de PIB). Mais si l'on utilise nos convertisseurs PPA, alors le ratio de la Chine devient inférieur à celui des États–Unis (0.17 tonne par milliers de dollars de PIB).

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau C.1. **Produit intérieur brut par secteur d'origine, années de référence 1890–1952**
(millions de yuans de 1933)

	1890	1913	1933	1952
Agriculture, pêche et sylviculture	14 576	16 769	19 180	17 664
Artisanat	1 646	1 932	2 220	2 330
Industries manufacturières modernes	26	156	740	1 350
Mines	45	87	230	680
Énergie électrique	0	5	160	390
Construction	364	420	480	960
Transports et communications modernes	84	208	460	880
Transports et communications traditionnels	1 085	1 150	1 210	1 210
Commerce	1 747	2 257	2 820	2 950
Administrations publiques	602	692	850	
Finance	64	124	220	3 281
Services personnels	239	293	350	
Services résidentiels	805	926	1 060	
PIB	21 283	25 019	29 980	31 695

Sources : pour 1933, la valeur ajoutée brute des huit premiers secteurs est tirée de Liu et Yeh (1965, pp. 140–141, 153, 157 et 161). Pour les cinq autres secteurs, Liu et Yeh ne donnent que la valeur ajoutée nette (p. 66) et une valeur totale de l'amortissement pour l'ensemble de l'économie. L'amortissement résiduel était de 4.2 pour cent de la valeur ajoutée nette des cinq branches d'activité. Nous avons présumé que ce taux moyen s'appliquait à chacune des branches. Pour le secteur de la construction en 1933, Yeh (1979) ajuste l'estimation initiale de Liu et Yeh à la hausse pour la faire passer de 380 à 480 et nous avons incorporé cette révision. Les variations sectorielles pour 1933–52 sont pour la plupart tirées de Liu et Yeh. Nous avons interprété leur estimation de la production des brigades de travail pour 1952 comme faisant partie des activités de construction. Pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche pour 1933–52, nos estimations sont tirées du tableau A.3. Pour les autres services (administrations publiques, finance, services personnels et résidentiels), les 72 pour cent d'augmentation de Liu et Yeh paraissent trop élevés pour être vraisemblables et leur estimation n'est pas solidement étayée ; nous avons donc supposé que la valeur ajoutée de ces services a augmenté parallèlement à celle de l'emploi (tableau D.4). Les taux de croissance pour 1913–33 sont tirés de Yeh (1979, p. 126) pour l'artisanat, les transports modernes et traditionnels, le commerce, les administrations publiques, la finance et les services personnels. Pour ces secteurs (sauf les administrations publiques), nous avons présumé que les taux de croissance de la période 1913–33 étaient valables également pour 1890–1913. Le taux de croissance du secteur manufacturier moderne entre 1913 et 1933 est tiré de Rawski (1989, p. 354) et nous avons retenu le même taux de croissance pour 1890–1913. Pour les mines et les services publics, les chiffres sont tirés de Chang (1969, pp. 117–19 pour les indicateurs individuels ; pp. 76–79 pour ses pondérations et indices sectoriels) ; nous avons adopté ses taux de croissance de la période 1913–33 pour le charbon, les métaux ferreux, d'autres produits miniers et pour l'énergie électrique entre 1890 et 1913.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145145584658

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau C.2. **Taux de croissance et niveau du PIB, population et PIB par habitant en Chine, de l'an 1 à 2030**

	Niveau du PIB (millions de dollars Geary–Khamis de 1990)	Population (milliers)	PIB par habitant (dollars Geary–Khamis de 1990)
1	26 820	59 600	450
960	24 750	55 000	450
1300	60 000	100 000	600
1500	61 800	130 000	600
1600	96 000	160 000	600
1700	82 800	138 000	600
1820	228 600	381 000	600
1850	247 200	412 000	600
1870	189 740	358 000	530
1890	205 379	380 000	540
1990	218 154	400 000	545
1913	241 431	437 140	552
1929	274 090	487 273	562
1930	277 567	489 000	568
1931	280 393	492 640	569
1932	289 304	496 307	583
1933	289 304	500 000	579
1934	264 091	502 639	525
1935	285 403	505 292	565
1936	303 433	507 959	597
1937	296 043	510 640	580
1938	288 653	513 336	562
1950	244 985	546 815	448
1951	273 733	557 480	491
1952	305 854	568 910	538
2003	6 187 983	1 288 400	4 803
2030	22 982 784	1 458 024	15 763

Sources : pour la période de l'an 1 à 1870, les données viennent de Maddison (1998a, 2001 et 2003) ; les mouvements en volume pour les années 1890, 1913, 1933 et 1952 sont tirés de Liu et Yeh (1965) ; voir également le tableau C.1. Les mouvements entre 1929 et 1938 viennent de Maddison (1985, p. 85 et 1995, pp. 145 et 158). Les données pour 1950–52 sont celles de Rawski (1989, p. 336). Les chiffres pour 1952–2003 sont tirés du tableau C.3.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145171454181

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau C.3. **PIB de la Chine par secteur – estimations par Maddison et Wu, 1952–2003**

	PIB en millions de yuans de 1987							PIB en millions de dollars Geary–Khamis de 1990
	Agriculture	Industrie	Construction	Transports et communications	Commerce	Services « non matériels »	PIB total	
1952	127 891	17 796	3 658	5 183	14 272	45 486	214 286	305 854
1953	130 139	22 615	4 990	5 406	14 730	47 038	224 918	321 030
1954	132 229	26 373	4 821	5 679	15 173	48 014	232 289	331 550
1955	142 595	27 616	5 487	5 852	15 498	48 803	245 851	350 908
1956	149 135	33 926	9 238	6 447	16 472	53 042	268 260	382 892
1957	153 649	38 220	8 662	6 695	16 916	59 877	284 019	405 386
1958	154 538	58 569	12 993	9 827	17 522	62 512	315 961	450 977
1959	130 265	79 592	13 728	12 874	18 555	65 264	320 278	457 139
1960	109 107	87 155	13 919	14 213	16 927	68 136	309 457	441 694
1961	110 965	47 272	4 821	9 237	12 359	71 135	255 789	365 092
1962	116 172	40 990	5 970	7 488	11 865	74 266	256 751	366 465
1963	129 505	47 439	7 514	7 368	12 830	77 535	282 191	402 776
1964	146 495	56 319	9 434	7 761	14 525	80 961	315 495	450 312
1965	161 098	69 902	10 433	10 441	14 446	85 227	351 547	501 769
1966	173 034	83 550	11 413	11 521	17 398	87 610	384 526	548 841
1967	176 576	69 624	10 846	9 907	18 106	88 654	373 713	533 407
1968	174 153	66 705	8 794	9 677	16 433	90 469	366 231	522 728
1969	175 885	87 236	11 826	11 878	19 587	91 218	397 630	567 545
1970	189 751	115 113	15 422	13 871	21 417	90 673	446 247	636 937
1971	193 604	129 437	17 295	15 027	21 406	91 694	468 463	668 646
1972	192 235	139 139	16 929	16 471	23 280	94 099	482 153	688 186
1973	209 868	152 188	17 500	17 500	25 391	95 597	518 044	739 414
1974	218 892	149 357	18 583	17 555	24 874	97 548	526 809	751 924
1975	223 928	170 306	21 151	19 562	24 841	99 545	559 333	798 346
1976	220 352	167 385	22 053	19 246	23 909	103 040	555 985	793 568
1977	215 841	189 968	22 420	21 679	27 119	113 659	590 686	843 097
1978	225 079	219 314	22 292	23 617	33 383	131 448	655 133	935 083
1979	238 994	236 940	22 731	25 432	36 312	145 245	705 654	1 007 193
1980	235 798	248 837	28 810	26 876	35 841	153 277	729 439	1 041 142
1981	252 451	253 557	29 722	27 389	46 594	163 330	773 043	1 103 378
1982	281 773	270 242	30 739	30 589	48 424	169 433	831 200	1 186 387
1983	305 265	291 058	35 984	33 648	59 020	176 740	901 715	1 287 034
1984	345 075	323 239	39 891	38 695	71 704	195 369	1 013 973	1 447 262
1985	351 680	364 042	48 747	43 903	92 392	217 901	1 118 665	1 596 691
1986	363 504	394 974	56 484	49 519	102 180	226 955	1 193 616	1 703 670
1987	381 013	460 943	66 580	54 490	115 930	240 320	1 319 276	1 883 027
1988	390 373	501 043	71 899	61 756	132 475	254 910	1 412 456	2 016 024
1989	402 216	517 891	65 826	64 669	121 453	265 620	1 437 675	2 051 813
1990	431 708	528 408	66 609	70 205	115 672	275 400	1 488 002	2 123 852
1991	441 895	584 966	72 984	78 054	120 880	287 268	1 586 047	2 263 794
1992	462 722	661 456	88 321	86 249	136 670	304 853	1 740 271	2 483 921
1993	484 455	752 626	104 215	98 790	148 187	320 442	1 908 715	2 724 344
1994	503 923	849 759	118 482	110 244	162 308	355 068	2 099 784	2 997 060
1995	529 052	1 071 138	133 172	125 808	174 827	383 182	2 417 179	3 450 084
1996	555 991	1 036 432	144 497	142 883	187 345	399 815	2 466 963	3 521 141
1997	575 460	1 089 751	148 286	161 257	206 774	415 403	2 596 931	3 706 647
1998	595 608	1 012 770	161 662	178 332	222 798	433 261	2 604 431	3 717 352
1999	612 360	1 109 987	168 572	202 209	242 995	439 320	2 775 443	3 961 441
2000	627 075	1 270 707	178 135	229 793	267 498	452 984	3 026 192	4 319 339
2001	644 732	1 490 760	190 218	256 433	292 635	474 718	3 349 496	4 780 797
2002	663 522	1 798 983	206 937	281 821	321 645	492 212	3 765 120	5 374 025
2003	679 821	2 246 790	231 926	305 202	356 931	514 495	4 335 165	6 187 983

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145174665325

Tableau C.4. **PIB et PIB par habitant de la Chine et de Hong–Kong, 1952–2003**
(estimations annuelles en dollars internationaux de 1990)

	Chine	Hong–Kong	Chine	Hong–Kong
	PIB en millions de dollars internationaux de 1990		PIB par habitant en dollars internationaux de 1990	
1952	305 854	5 054	538	2 377
1953	321 030	5 515	552	2 460
1954	331 550	6 021	557	2 546
1955	350 908	6 564	577	2 636
1956	382 892	7 136	616	2 729
1957	405 386	7 729	636	2 825
1958	450 977	8 345	690	2 924
1959	457 139	8 981	686	3 027
1960	441 694	9 637	662	3 134
1961	365 092	10 276	553	3 244
1962	366 465	12 072	550	3 652
1963	402 776	13 968	590	4 083
1964	450 312	15 165	645	4 327
1965	501 769	17 360	702	4 825
1966	548 841	17 659	746	4 865
1967	533 407	17 959	707	4 824
1968	522 728	18 557	675	4 880
1969	567 545	20 652	713	5 345
1970	636 937	22 548	778	5 695
1971	668 646	24 144	795	5 968
1972	688 186	26 639	798	6 473
1973	739 414	29 931	838	7 105
1974	751 724	30 629	835	7 091
1975	798 346	30 729	871	6 991
1976	793 568	35 716	853	7 906
1977	843 097	39 908	894	8 707
1978	935 083	43 300	978	9 277
1979	1 007 193	48 289	1 039	9 796
1980	1 041 142	53 177	1 061	10 503
1981	1 103 378	58 066	1 110	11 202
1982	1 186 387	59 662	1 186	11 333
1983	1 287 034	63 055	1 258	11 797
1984	1 447 262	69 340	1 396	12 846
1985	1 596 691	69 639	1 519	12 763
1986	1 703 670	77 122	1 597	13 960
1987	1 883 027	87 099	1 737	15 597
1988	2 016 024	94 083	1 834	16 716
1989	2 051 813	96 478	1 842	17 043
1990	2 123 852	99 770	1 871	17 541
1991	2 263 754	105 395	1 967	18 323
1992	2 483 921	112 336	2 132	19 270
1993	2 724 344	119 466	2 312	20 131
1994	2 997 060	126 016	2 515	20 770
1995	3 450 084	130 912	2 863	21 029
1996	3 521 141	136 550	2 892	21 364
1997	3 706 647	143 476	3 013	22 087
1998	3 717 352	136 347	2 993	20 834
1999	3 961 441	141 006	3 162	21 367
2000	4 319 339	155 337	3 421	22 328
2001	4 780 797	156 057	3 759	23 246
2002	5 374 025	159 003	4 197	23 513
2003	6 187 984	164 103	4 803	24 098

Source : www.ggdc.net/Maddison.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145177272227

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau C.5. **Estimations officielles du PIB par secteur, 1952–2003**

	(en millions de yuans de 1987)							PIB en millions de dollars Geary–Khamis de 1990
	Agriculture	Industrie	Construction	Transports et communications	Commerce	Services « non matériels »	PIB total	
1952	112 038	11 111	3 658	3 637	11 225	13 879	155 548	231 550
1953	114 167	15 077	4 990	4 513	15 490	16 597	170 834	254 305
1954	116 072	17 988	4 821	5 004	15 771	15 336	174 992	260 495
1955	125 259	19 177	5 487	5 128	15 749	16 877	187 677	279 378
1956	131 085	24 666	9 238	6 244	17 096	19 923	208 252	310 006
1957	135 118	27 465	8 662	6 695	16 916	21 883	216 739	322 640
1958	135 679	42 131	12 993	9 827	17 522	26 564	244 716	364 287
1959	114 167	54 409	13 728	12 874	18 555	30 870	244 603	364 119
1960	95 457	57 753	13 919	14 213	16 927	34 693	232 962	346 790
1961	96 913	35 198	4 821	9 237	12 359	27 459	185 987	276 862
1962	101 283	30 521	5 970	7 488	11 865	25 178	182 305	271 381
1963	112 711	34 587	7 514	7 368	12 830	26 294	201 304	299 663
1964	127 276	43 443	9 434	7 761	14 525	31 658	234 097	348 479
1965	139 600	54 664	10 433	10 441	14 446	37 820	267 404	398 061
1966	149 683	67 653	11 413	11 521	17 398	31 731	289 399	430 803
1967	152 484	57 409	10 846	9 907	18 106	32 983	281 735	419 394
1968	150 132	52 675	8 794	9 677	16 433	35 721	273 432	407 034
1969	151 364	70 053	11 826	11 878	19 587	38 233	302 941	450 961
1970	163 016	94 718	15 422	13 871	21 417	39 062	347 506	517 301
1971	166 041	106 384	17 295	15 027	21 406	42 481	368 634	548 753
1972	164 585	114 484	16 929	16 471	23 280	42 926	378 675	563 700
1973	179 374	124 539	17 500	17 500	25 391	44 204	408 508	608 110
1974	186 768	125 761	18 583	17 555	24 874	46 220	419 761	624 861
1975	190 577	145 871	21 151	19 562	24 841	48 770	450 772	671 024
1976	187 216	141 338	22 053	19 246	23 909	50 583	444 345	661 457
1977	183 071	161 715	22 420	21 679	27 119	53 572	469 576	699 016
1978	190 577	188 214	22 292	23 617	33 383	58 972	517 055	769 694
1979	202 341	204 513	22 731	25 432	36 312	62 290	553 619	824 123
1980	199 316	230 401	28 810	26 876	35 841	70 293	591 537	880 569
1981	213 209	234 401	29 722	27 389	46 594	74 330	625 645	931 342
1982	237 858	247 934	30 739	30 589	48 424	87 767	683 311	1 017 184
1983	247 476	272 033	35 984	33 648	59 020	100 188	748 349	1 114 001
1984	290 852	312 442	39 891	38 695	71 704	120 073	873 657	1 300 535
1985	296 118	369 339	48 747	43 903	93 392	137 697	989 196	1 472 528
1986	305 977	404 949	56 484	49 519	102 180	155 122	1 074 231	1 599 112
1987	320 430	458 580	66 580	54 490	115 930	180 240	1 196 250	1 780 751
1988	328 497	528 521	71 899	61 756	132 475	203 045	1 326 193	1 974 186
1989	338 692	555 242	65 826	64 669	121 453	228 880	1 374 762	2 046 486
1990	363 453	573 852	66 609	70 205	115 672	236 943	1 426 734	2 123 852
1991	372 006	656 490	72 984	78 054	120 880	246 481	1 546 895	2 302 725
1992	389 539	795 392	88 321	86 249	136 670	293 388	1 789 559	2 663 957
1993	407 835	955 186	104 215	98 790	148 187	330 870	2 045 083	3 044 333
1994	424 224	1 135 871	118 482	110 244	162 308	368 507	2 319 636	3 453 036
1995	445 378	1 295 289	133 172	125 808	174 827	402 118	2 576 592	3 835 543
1996	468 057	1 457 341	144 497	142 883	187 345	437 784	2 837 907	4 224 540
1997	484 447	1 622 286	148 286	161 257	206 774	480 552	3 103 602	4 620 056
1998	501 408	1 766 577	161 662	178 332	222 798	517 330	3 348 107	4 984 029
1999	515 511	1 917 148	168 572	202 209	242 995	557 416	3 603 851	5 364 732
2000	527 898	2 104 797	178 135	229 793	267 498	601 564	3 909 685	5 820 000
2001	542 763	2 287 177	190 218	256 433	292 435	661 303	4 230 329	6 297 315
2002	558 391	2 515 292	206 937	281 822	321 645	732 572	4 616 659	6 872 410
2003	572 302	2 836 009	231 926	305 202	356 901	801 926	5 104 266	7 598 267

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145180201151

Tableau C.6. **Emploi et production de services « non matériels » – estimations de Maddison, 1952–2003**
(emploi en milliers à mi–année et PIB en yuans de 1987)

	Emploi civil	Personnel militaire présumé	Total de l'emploi sectoriel	PIB sectoriel selon Maddison millions de yuans de 1987	PIB sectoriel selon les données officielles millions de yuans de 1987
1952	7 023	3 000	10 023	45 486	13 879
1953	7 365	3 000	10 365	47 038	16 597
1954	7 580	3 000	10 580	48 014	15 336
1955	7 754	3 000	10 754	48 803	16 877
1956	8 688	3 000	11 688	53 042	19 923
1957	10 194	3 000	13 194	59 877	21 883
1958	17 905	3 000	20 905	62 512	26 564
1959	27 615	3 000	30 615	65 264	30 870
1960	31 515	3 000	34 515	68 136	34 693
1961	24 900	3 000	27 900	71 135	27 459
1962	15 450	3 000	18 450	74 266	25 178
1963	14 085	3 000	17 085	77 535	26 294
1964	14 840	3 000	17 840	80 961	31 658
1965	15 780	3 000	18 780	85 227	37 820
1966	16 305	3 000	19 305	87 610	31 731
1967	16 535	3 000	19 535	88 654	32 983
1968	16 935	3 000	19 935	90 469	35 721
1969	17 100	3 000	20 100	91 218	38 233
1970	16 980	3 000	19 980	90 673	39 062
1971	17 205	3 000	20 205	91 694	42 481
1972	17 735	3 000	20 735	94 099	42 926
1973	18 065	3 000	21 065	95 597	44 204
1974	18 495	3 000	21 495	97 548	46 220
1975	18 935	3 000	21 935	99 545	48 770
1976	19 705	3 000	22 705	103 040	50 583
1977	22 045	3 000	25 045	113 659	53 572
1978	25 965	3 000	28 965	131 448	58 972
1979	29 005	3 000	32 005	145 245	62 290
1980	30 775	3 000	33 775	153 277	70 293
1981	*32 990*	*3 000*	35 990	163 330	74 330
1982	34 335	3 000	37 335	169 433	87 767
1983	35 945	3 000	38 945	176 740	100 188
1984	40 845	3 000	43 845	195 369	120 073
1985	45 015	3 000	48 015	217 901	137 697
1986	47 010	3 000	50 010	226 955	155 122
1987	49 955	3 000	52 955	240 320	180 240
1988	53 170	3 000	56 170	254 910	203 045
1989	*55 530*	3 000	58 530	265 620	228 880
1990	*57 685*	3 000	60 685	275 400	236 943
1991	*60 300*	3 000	63 300	287 268	246 481
1992	64 175	3 000	67 175	304 853	293 388
1993	*67 610*	3 000	70 610	320 442	330 870
1994	*75 240*	3 000	78 240	355 068	368 507
1995	*81 435*	3 000	84 435	383 182	402 118
1996	*85 100*	3 000	88 100	399 815	437 784
1997	*88 535*	3 000	91 535	415 403	480 552
1998	*92 558*	2 912	95 470	433 261	517 330
1999	*94 065*	2 740	96 805	439 320	557 416
2000	*97 237*	2 578	99 815	452 984	601 564
2001	*102 105*	2 500	104 605	474 718	661 303
2002	*105 960*	2 500	108 460	492 212	732 572
2003	*110 870*	2 500	113 370	514 495	801 926

Note : ce tableau corrige les erreurs sur les chiffres de l'emploi de 1981 et de 1985 publiées dans Maddison (1998a, p. 171). Jusqu'en 1992, les données officielles ne tenaient pas compte du personnel militaire. Nous supposions que le personnel militaire était pris en compte dans les chiffres officiels à partir de 1993. Voir les notes du tableau D.3 pour l'emploi.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145185257567

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau C.7. **Estimations officielles et ajustées de l'investissement et du PIB en prix courants, Chine 1952–2003**
(milliards de yuans en prix courants)

	Investissement fixe brut	Investissement fixe brut ajusté	Investissement résidentiel	Investissement fixe brut non résidentiel	Augmentation des stocks	Estimation officielle du PIB
1952	8.07	7.26	2.38	4.88	7.30	69.22
1953	11.53	10.38	2.88	7.50	8.30	83.43
1954	14.09	12.68	3.01	9.67	8.60	87.83
1955	14.55	13.10	3.19	9.91	7.60	93.49
1956	21.96	19.76	3.60	16.16	3.80	103.42
1957	18.70	16.83	3.74	13.09	9.30	110.19
1958	33.30	29.97	3.63	26.34	9.90	129.12
1959	43.57	39.21	5.04	34.17	18.60	145.13
1960	47.30	42.57	5.10	37.47	10.20	150.80
1961	22.76	20.28	4.27	16.21	4.70	127.52
1962	17.51	15.76	4.02	11.74	0.30	117.64
1963	21.53	19.38	4.32	15.06	5.00	129.31
1964	29.03	26.12	5.09	21.03	6.00	144.18
1965	35.01	31.51	6.01	25.50	11.20	162.92
1966	40.68	36.61	6.54	30.07	16.30	182.73
1967	32.37	29.13	6.21	22.92	10.20	170.77
1968	30.02	27.02	6.03	20.99	13.20	170.87
1969	40.69	36.62	6.78	29.84	7.90	185.77
1970	54.59	49.13	7.88	41.25	19.90	220.70
1971	60.30	54.27	8.49	45.78	21.60	239.25
1972	62.21	55.99	8.81	47.18	16.90	245.38
1973	66.45	59.81	9.52	50.29	23.90	266.96
1974	74.81	67.33	9.76	57.57	18.80	273.87
1975	88.03	79.33	10.49	68.74	18.20	295.04
1976	86.51	77.86	10.30	67.56	12.50	296.83
1977	91.11	82.00	11.21	70.79	18.70	316.60
1978	107.39	96.65	23.56	73.09	30.40	360.56
1979	115.31	103.78	26.25	77.55	32.58	409.26
1980	132.24	119.02	29.59	93.43	27.73	459.29
1981	133.93	120.54	29.58	90.96	29.09	500.88
1982	150.32	135.29	35.71	99.58	28.10	559.00
1983	172.23	155.01	41.61	113.40	31.57	621.62
1984	214.70	193.23	46.56	146.67	36.81	736.27
1985	267.20	240.48	64.16	176.32	78.55	907.67
1986	313.97	282.57	72.94	209.63	80.22	1 050.85
1987	379.87	341.88	87.21	254.67	66.33	1 227.74
1988	471.19	424.07	106.70	317.37	99.83	1 538.86
1989	441.94	397.75	106.80	290.95	191.33	1 731.13
1990	482.78	434.50	116.40	318.10	191.82	1 934.78
1991	607.03	546.33	141.70	404.63	179.77	2 257.74
1992	851.37	766.23	171.70	594.63	157.26	2 756.52
1993	1 330.92	1 197.83	132.31	1 065.52	240.85	3 693.81
1994	1 731.27	1 558.14	255.40	1 302.74	302.84	5 021.74
1995	2 088.50	1 879.65	314.90	1 564.75	458.51	6 321.69
1996	2 404.81	2 164.33	321.64	1 842.69	473.68	7 416.36
1997	2 596.50	2 336.85	317.84	2 019.01	400.30	8 165.85
1998	2 856.90	2 571.21	361.42	2 209.79	274.52	8 653.16
1999	3 052.73	2 747.46	410.32	2 337.14	242.42	9 096.41
2000	3 384.44	3 046.00	498.41	2 547.59	99.84	9 874.90
2001	3 775.45	3 397.91	634.41	2 763.50	201.49	10 897.24
2002	4 363.21	3 926.89	779.09	3 147.89	193.29	12 035.03
2003	5 349.07	4 814.16	1 015.38	3 798.78	247.23	13 639.88

Sources : première colonne : les données de la formation brute de capital fixe pour 1952–78 sont tirées de DNS/Hitotsubashi (1997, p. 84) et de NBS (*Annuaire statistique de la Chine*, 2006, p. 69) pour 1979–2003. Les valeurs pour 1995–2003 diffèrent légèrement de celles figurant dans le même *Annuaire* (p. 188). Deuxième colonne : le chiffre officiel de l'investissement fixe brut est ajusté à la baisse de 10 pour cent pour éliminer les investissements militaires et le coût des réparations (qui ne seraient pas inclus dans les comptes des pays occidentaux). Les chiffres de l'investissement résidentiel pour 1981–94 sont tirés de DNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 1988, pp. 493 ; 1993, pp. 117 ; 1995, p. 137 ; et 1996, p. 139) ; pour 1995–2003, ils proviennent de BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 2006, p. 188). Pour la période 1952–80, il a fallu effectuer une évaluation approximative. Sur la base des données fournies dans DNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 1984, pp. 304 et 331) et Chao (1974, pp. 105 et 111), nous avons fait l'hypothèse que l'investissement résidentiel représentait environ 3.5 pour cent du PIB pendant la période 1952–77, avant de grimper à 6.5 pour cent entre 1978 et 1980 (un taux identique à celui des années 1980). La colonne 4 (investissement non résidentiel) correspond à la différence entre les colonnes 2 et 3. Les données sur les stocks pour 1952–78 viennent de Hitotsubashi (1974, p. 84) et celles de 1978–2003 de BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 2006, p. 69). Les estimations officielles du PIB côté dépenses pour 1952–77 sont celles de Hitotsubashi (1974, p. 59) et celles de 1978–2003 BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 2006 , p. 68).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145222611321

Tableau C.8. **Investissement brut non résidentiel, formation annuelle de capital et stock brut de capital non résidentiel, Chine 1952–2003**

	Taux d'investissement en % du PIB	Augmentation du stock de capital (millions de yuans de 1987)	Stock de capital en fin d'année (millions de yuans de 1987)		Taux d'investissement en % du PIB	Augmentation du stock de capital (millions de yuans de 1987)	Stock de capital en fin d'année (millions de yuans de 1987)
1952	7.05	15 107	254 000	1978	20.27	132 795	1 756 133
1953	8.99	20 220		1979	18.95	133 721	1 864 277
1954	11.01	25 575		1980	20.34	148 368	1 986 645
1955	10.60	26 000		1981	18.16	140 385	2 085 100
1956	15.63	41 929		1982	17.81	148 037	2 199 397
1957	11.88	33 741		1983	18.24	164 473	2 299 414
1958	20.40	64 456		1984	19.92	201 983	2 425 961
1959	23.54	75 436		1985	19.43	217 357	2 566 418
1960	24.85	76 900		1986	19.95	238 126	2 772 033
1961	12.71	32 511		1987	20.74	273 618	3 020 027
1962	9.98	25 624		1988	20.62	291 187	3 278 339
1963	11.65	32 875		1989	16.81	241 673	3 473 981
1964	14.59	46 031		1990	16.44	244 628	3 663 592
1965	15.65	55 017		1991	17.92	284 220	3 884 519
1966	16.46	63 293		1992	21.57	410 182	4 244 549
1967	13.42	50 152		1993	28.85	550 664	4 750 240
1968	12.28	44 973		1994	25.94	544 684	5 231 065
1969	16.06	63 859		1995	24.75	598 252	5 743 913
1970	18.69	85 404		1996	24.85	613 040	6 267 336
1971	19.13	89 617		1997	24.73	642 221	6 816 839
1973	19.23	92 718		1998	25.53	664 911	7 384 202
1976	18.83	97 548		1999	25.93	719 672	7 993 139
1974	21.02	110 735		2000	25.80	780 758	8 643 592
1975	23.30	130 325		2001	25.36	849 432	9 366 462
1976	22.76	126 542		2002	26.16	984 955	10 219 34
1977	22.36	132 077	1 643 558	2003	27.85	1 207 343	11 293 88

Source : les ratios d'investissement brut non résidentiel à prix courants sont calculés à partir de la 4e et 6e colonnes du tableau C.7. La formation annuelle de capital correspond à l'augmentation du stock de capital non résidentiel calculé en appliquant les ratios aux estimations du PIB aux prix de 1987 de l'avant–dernière colonne du tableau C.3. Le stock de capital en fin d'année est calculé avec la méthode de l'inventaire permanent en supposant une durée de vie des actifs de 25 ans, des modèles de retraite uniformes et une évaluation nulle des biens au rebut (voir Maddison, 1995, pp. 137–66 pour une application en détail de cette méthode). Le stock initial de 254 milliards de yuans en 1952 est pure conjecture. En principe, il correspond au capital total accumulé pendant 25 ans entre 1928 et 2952 mais nous ne disposons d'estimations du PIB que pour 13 de ces années (1929–38 et 1950–52) et n'avons guère d'informations sur les niveaux d'investissement durant cette période. Nous avons supposé un niveau moyen du PIB en 1939–49 équivalant à 70 pour cent de celui de 1938 ; nous avons également assumé que le ratio d'investissement était de 7.5 pour cent du PIB en 1928–38 et en 1950–51, contre 3 pour cent du PIB sur la période 1939–49 (après intégration des dommages de guerre). L'estimation de 7.5 pour cent se situe à mi–chemin entre celle de Rawski (1989, p. 260) et de Liu et Yeh (1965, pp. 66 et 228). Le stock de capital en 1977 correspond au cumul des investissements entre 1953 et 1977 ; pour 1978, il correspond au total cumulé de la période 1954–78 ; et pour 2003, au total cumulé de la période 1979–2003.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145252065874

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Annexe D

Population et emploi

Population de la Chine

En Chine, les statistiques démographiques sont plus abondantes et couvrent une période plus longue que partout ailleurs dans le monde. Cela tient essentiellement au caractère bureaucratique du mode de gouvernance de ce pays et au fait que le financement de l'État reposait en grande partie sur un ensemble de taxes foncières et d'impôts de capitation qui nécessitaient des recensements de la population et des cadastres.

La nature des recensements de population variait en fonction des besoins administratifs et fiscaux ; ils couvraient parfois les ménages, parfois les individus et parfois encore les hommes adultes. Bielenstein (1987) a effectué une étude magistrale des sources disponibles depuis 2 000 ans. Ho (1959) présente une excellente analyse des problèmes de comparabilité pour les dynasties Ming et Qing.

Il est utile de commencer par le I^er^ siècle de notre ère pour avoir un point de comparaison avec les estimations établies pour l'Europe à l'apogée de l'empire romain (époque pour laquelle nous disposons des estimations de Beloch, 1886). Comme Bielenstein (1987) donne des chiffres très dissemblables à quatre dates différentes de ce I^er^ siècle, nous avons utilisé ses données pour le II^e^ siècle. Le chiffre de la population en 960 est celui estimé par Durand (1974) pour le début de la dynastie Song. Pour 1280 (fin de l'ère Song), nous avons retenu un chiffre de 100 millions d'habitants, qui correspond à l'estimation de Ho (1959).

Pour la période 1380–1930, Liu et Hwang (1979) fournissent des estimations à intervalles de dix ans, établies sur la base des données de Perkins (1969). Ils n'indiquent pas précisément comment ils ont comblé les lacunes, puisque Perkins ne donne une fourchette de probabilité que pour onze années de référence. Pour certains intervalles décennaux, les chiffres de Liu et Hwang sont peu plausibles ; ils montrent, par exemple, que la population aurait augmenté de 45 pour cent entre 1730 et 1740. Nous avons lissé leurs estimations pour éliminer les taux de croissance démographique de 20 pour cent ou plus sur une décennie. Le tableau D.1 indique (par une astérisque) les années pour lesquelles nous avons modifié leurs estimations. Pour 1933, nous avons repris les données de Perkins (1969). Pour les années suivantes, nous avons utilisé les données de Maddison (1995*a*) et les chiffres officiels publiés par le BNS dans ses annuaires statistiques, en les ajustant en milieu d'année. Les projections pour 2030 sont celles de l'US Census Bureau.

Nous ne disposons pas de statistiques fiables pour les taux de natalité et de mortalité ou pour l'espérance de vie dans la Chine traditionnelle. Liu et Hwang supposent que le taux de natalité est resté « assez stable » — entre 37 et 42 pour mille de 1380 aux années 1950 — alors que les taux de mortalité

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

ont fortement varié — entre 26 et 41 pour mille sur la même période. Le BNS fait état d'un taux de natalité de 37 pour mille en 1952, qui chute à 18.3 en 1978 et à 12.4 en 2003. En 2003, le groupe d'âge des 0–14 ans représentait 23 pour cent de la population, contre 69.9 pour cent pour le groupe d'âge des 15–64 ans et 7.4 pour cent pour le groupe d'âge des 65 ans et plus. Cela signifie qu'en 2003, la proportion de la population en âge de travailler était supérieure à celle des États–Unis et de l'Europe occidentale. Les hommes représentaient 51.9 pour cent de la population totale en 1952 et 51.5 pour cent en 2003. Ce pourcentage est inhabituel étant donné que, dans la plupart des pays, les hommes sont moins nombreux que les femmes puisque celles–ci ont une espérance de vie plus longue. Le ratio des sexes en Chine pourrait indiquer la pratique d'infanticides de filles ou d'avortements sélectifs.

Population de Macao, de Hong–Kong et de Taiwan

Étant donné que Hong–Kong a été rattachée à la Chine le 1er juillet 1997, que Macao l'a suivie en 1999 et que Taiwan pourrait, lui aussi, rejoindre la Chine à plus ou moins brève échéance, nous présentons des estimations sur la population de ces régions au tableau D.2.

Emploi

Le tableau D.3 reproduit les estimations relatives à l'emploi pour la période 1952–2003. Les chiffres officiels ayant exclu les militaires jusqu'en 1992, nous avons majoré de 3 millions toutes les données officielles du secteur « non productif » pour les années 1952–92 (tableau C.6). Nous avons également ajusté les données pour passer de chiffres en fin d'année à des valeurs de milieu d'année. Pour la période qui précède 1978, les sources officielles présentent des données très agrégées, avec une ventilation en quatre secteurs d'activité. Elles font apparaître l'emploi dans *a)* le secteur primaire (agriculture, sylviculture, pêche et activités d'appoint [chasse, cueillette et produits d'artisanat fabriqués par les ménages]) ; *b)* le secteur secondaire (mines, industries manufacturières, services publics et construction) ; et *c)* dans le secteur tertiaire (services). Ce dernier secteur est scindé en deux, avec l'emploi dans la « production matérielle » et l'emploi dans la « production non matérielle ». Cette classification est le reflet dans le domaine de l'emploi du concept soviétique de « produit matériel », sur lequel les comptes nationaux chinois étaient basés auparavant. La « production matérielle » comprenait les transports et les communications (hors services voyageurs), le commerce et la restauration, la prospection géologique et la gestion de la conservation de l'eau. Le secteur « non matériel » incluait d'autres services. Dans le système de classification utilisé par les Soviétiques et les Chinois, les activités de réparation et d'entretien, tout comme le débitage du bois, étaient traités comme des activités industrielles plutôt que comme des activités de services. Le tableau D.3 fournit une série chronologique cohérente sur cette ancienne classification en quatre secteurs pour la période 1952–2003. Depuis 1978, les chiffres de l'emploi total et de l'emploi dans les entreprises étatiques sont disponibles sous une forme plus désagrégée, reproduite aux tableaux D.4a et D.4b.

La ventilation en quatre secteurs du tableau D.3 est ce que nous avons de mieux pour tracer un tableau cohérent pour l'ensemble de la période considérée. Les estimations pour 1952–78 sont tirées de BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 1993, en chinois) ; pour 1978–2002, les informations fournies sont plus détaillées et couvrent 16 branches d'activité, sachant que la couverture totale est cohérente avec les estimations précédentes. Elles sont agrégées en quatre secteurs dans le tableau D.3 pour l'ensemble de la période.

La ventilation en 16 branches comprenait une estimation consolidée pour l'agriculture, la sylviculture, l'élevage et la pêche ; quatre composantes distinctes pour le secteur secondaire (mines, industries manufacturières, construction et services publics [eau, gaz et électricité]) ; trois composantes pour les services « matériels » (transports et communications, commerce de gros et de détail, prospection géologique) ; et huit composantes pour l'activité « non matérielle ». Les estimations pour les périodes 1978–85, 1985–89 et 1989–2002 sont respectivement tirées des éditions 1994, 2000 et 2006 de l'*Annuaire statistique de la Chine*.

Des incohérences de taille dans les estimations officielles de l'emploi

Jusqu'en 1997, le BNS fournissait – outre une ventilation en 16 branches – des estimations plus agrégées pour l'emploi dans les trois secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Le total de l'emploi était identique dans les deux tableaux.

À partir de 1997, ces deux tableaux présentent de profondes incohérences. L'emploi total du tableau consacré aux trois secteurs est bien supérieur à l'emploi total pour les 16 branches d'activité. Ainsi dans l'édition 2006 de l'*Annuaire statistique de la Chine*, le total des trois secteurs pour 1990 (fin d'année) était de 647.5 millions, contre 567.4 millions pour les 16 branches – soit une différence de 80.1 millions. Pour 2002, cet écart s'est creusé, à 99.6 millions. Au lieu de justifier ce décalage, le BNS fait apparaître un « total » identique pour les deux tableaux.

Si les tableaux sur les 16 branches continuent d'être publiés, les quatre dernières éditions de l'annuaire ne proposent plus de nouveaux chiffres depuis 2002. Il semblerait que la ventilation obtenue pour les trois secteurs soit calculée à partir d'un recensement démographique par sondage (Yue, 2005) et celle des 16 branches de statistiques sur la main–d'œuvre. Mais les statisticiens qui exploitent les chiffres de l'emploi devraient avoir accès à une explication approfondie ou à un rapprochement de ces deux estimations. De même qu'ils devraient savoir pourquoi la ventilation en 16 branches a été interrompue. À l'heure actuelle, il n'y a donc plus moyen d'évaluer de manière fiable la productivité de la main–d'œuvre.

Le tableau D.5 donne les chiffres de Liu et Yeh (1965) pour la période 1933–57. Ils présentent une ventilation détaillée et parfaitement documentée des données de l'emploi, ce qui est utile pour recouper les indications fournies par les chiffres officiels plus agrégés. Ils proposent également un état très détaillé qui permet de faire le rapprochement entre leurs données et les chiffres officiels disponibles à l'époque. Ils font trois remarques au sujet de la couverture insuffisante des chiffres officiels pour les années 1950, remarques qui paraissent toujours d'actualité : « premièrement, un nombre significatif d'artisans, de travailleurs du secteur traditionnel des transports, de colporteurs et de gens employés dans les services personnels et les brigades de travail sont exclus des statistiques communistes relatives à l'emploi total. Deuxièmement, ces statistiques ne comprennent ni les employés des entreprises financières privées, ni les travailleurs temporaires du secteur de la construction. Troisièmement, les statistiques officielles de l'emploi n'intègrent pas les militaires ». Si les estimations de Liu et Yeh sont supérieures aux autres, c'est parce que la limite d'âge qu'ils ont retenue est inférieure à celle de la DNS. Dans l'agriculture, ils incluent les individus de 7 ans et plus et dans le secteur non agricole, les individus de 12 ans et plus. En admettant que les seuils d'âge de la DNS ont été effectivement appliqués dans les années 1950 et que l'espérance de vie était alors de 45 ans, on peut appliquer un coefficient grossier d'ajustement (de 0.86) aux estimations de Liu et Yeh, afin de déterminer dans quelle mesure et pour quels secteurs les chiffres officiels sont sous–évalués. Il paraît évident à la lecture du tableau D.6 que les chiffres officiels sous–estiment grandement l'emploi dans le secteur traditionnel des transports et dans le secteur du commerce pour la période 1952–57.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau D.1. **Population de la Chine de l'an 1 à 2030**
(milliers à mi–année)

1	59 595	1690	144 000	1940	518 770	1982	1 000 281
960	55 000	1700	138 000	1945	532 607	1983	1 023 288
1280	100 000	1710	156 600*	1950	546 815	1984	1 036 825
1380	68 000	1720	177 800*	1952	568 910	1985	1 051 040
1390	69 000	1730	201 800*	1953	581 390	1986	1 066 790
1400	72 000	1740	229 050*	1954	595 310	1987	1 084 035
1410	71 000	1750	260 000	1955	608 655	1988	1 101 630
1420	73 000	1760	274 600*	1956	621 465	1989	1 118 650
1430	77 000	1770	290 000*	1957	637 408	1990	1 135 185
1440	82 000	1780	306 250*	1958	653 235	1991	1 150 780
1450	88 000	1790	323 450*	1959	666 005	1992	1 164 970
1460	93 000	1800	341 600*	1960	667 070	1993	1 178 440
1470	104 000 *	1810	360 750*	1961	660 330	1994	1 191 835
1480	116 000	1820	381 000	1962	665 770	1995	1 204 855
1490	98 000	1830	409 000	1963	682 335	1996	1 217 550
1500	103 000	1840	412 000	1964	698 355	1997	1 230 075
1510	117 000 *	1850	412 000	1965	715 185	1998	1 241 935
1520	133 000	1860	377 000	1966	735 400	1999	1 252 735
1530	139 000	1870	358 000	1967	754 550	2000	1 262 645
1540	144 000	1880	368 000	1968	774 510	2001	1 271 850
1550	146 000	1890	380 000	1969	796 025	2002	1 280 400
1560	151 000	1895	390 000	1970	818 315	2003	1 288 400
1570	155 000	1900	400 000	1971	841 105	2004	1 295 734
1580	162 000	1910	423 000	1972	862 030	2005	1 303 182
1590	162 000	1913	437 140	1973	881 940	2006	1 310 824
1600	160 000	1915	446 829	1974	900 350	2007	1 318 683
1610	153 000	1920	472 000	1975	916 395	2008	1 326 856
1620	145 000	1925	480 425	1976	930 685		
1630	138 000	1929	487 273	1977	943 455		
1640	130 000	1930	489 000	1978	956 165	2030	1 458 024
1650	123 000	1933	500 000	1979	969 005		
1660	135 000 *	1935	505 292	1980	981 235		
1670	148 000	1936	507 959	1981	993 861		
1680	126 000						

* signale une modification des chiffres de Liu et Hwang (1979), afin d'éliminer les bonds peu probables que sous–entendent leurs données (à savoir des taux de croissance supérieurs à 20 pour cent par décennie ; voir le texte). Voici leurs chiffres : pour 1470 = 112 000 ; pour 1510 = 124 000 ; pour 1660 = 152 000 ; pour 1710 = 149 000 ; pour 1720 = 154 000 ; pour 1730 = 151 000 ; pour 1740 = 219 000 ; pour 1760 = 268 000 ; pour 1770 = 272 000 ; pour 1780 = 342 000 ; pour 1790 = 359 000 ; pour 1800 = 340 000 ; et pour 1810 = 385 000.

Sources : voir le texte.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145263846486

Tableau D.2. **Population de Macao, de Hong–Kong et de Taiwan, 1850–2030**
(milliers à mi–année)

	Macao	Hong–Kong	Taiwan
1850		33	2 000
1870		123	2 000
1890		214	2 500
1900		306	2 864
1913		487	3 469
1920		606	3 736
1929		785	4 493
1936		988	5 384
1938		1 479	5 678
1950	160	2 237	7 882
1952	157	2 126	8 541
1960	143	3 075	11 155
1965	238	3 598	12 928
1970	208	3 959	14 565
1978	246	4 670	17 112
1980	256	5 063	17 848
1990	352	5 688	20 279
1992	375	5 830	20 687
1994	393	6 067	21 088
1995	401	6 225	21 283
1996	411	6 392	21 449
1997	417	6 496	21 629
1998	422	6 545	21 823
1999	428	6 599	21 993
2000	431	6 659	22 151
2001	434	6 713	22 304
2002	438	6 762	22 454
2003	441	6 810	22 603
2004	445	6 855	22 750
2005	449	6 899	22 894
2006	453	6 940	23 036
2007	457	6 980	23 174
2008	461	7 019	23 308
2030	524	7 294	24 678

Sources : Hong–Kong : les données pour 1850–1920 sont tirées de Mitchell (1982, p. 43) ; pour 1929–38, des Nations unies (1960) ; et pour 1950–78, du Centre de développement de l'OCDE et des autorités monétaires de Hong–Kong. Taiwan : les données pour 1850–95 sont tirées de Ho (1978) ; pour 1900–78, de Maddison (1995a), actualisées par la Banque asiatique de développement (1997). Macao : les données sont celles du Centre de développement de l'OCDE et de la DNS (*Annuaire statistique de la Chine,* 1997). À partir des années 1980 et pour les trois pays, les données sont celles de l'US Census Bureau (voir www.ggdc.net/Maddison).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145332812740

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau D.3. **Emploi par secteur, ancienne classification, Chine 1952–2003**
(milliers à mi–année)

	Agriculture, sylviculture, pêche et activités d'appoint	Industrie et construction	Services « matériels »	Services « non matériels »	Total
1952	171 070	14 479	11 684	10 023	207 256
1953	175 300	16 175	11 630	10 365	213 470
1954	179 455	17 895	11 055	10 580	218 985
1955	183 660	18 815	10 571	10 754	223 800
1956	185 600	21 675	10 767	11 688	229 730
1957	189 175	22 795	11 776	13 194	236 940
1958	173 900	45 745	14 305	20 905	254 855
1959	158 685	61 970	15 595	30 615	266 865
1960	166 265	47 095	15 390	34 515	263 265
1961	183 625	34 385	14 445	27 900	260 355
1962	204 940	24 255	12 860	18 450	260 505
1963	216 035	20 215	12 415	17 085	265 750
1964	223 630	20 820	12 590	17 840	274 880
1965	230 750	22 650	12 850	18 780	285 030
1966	238 225	24 715	13 130	19 305	295 375
1967	247 070	25 965	13 525	19 535	306 095
1968	255 895	26 665	14 150	19 935	316 645
1969	265 650	28 495	14 455	20 100	328 700
1970	274 390	32 355	14 560	19 980	341 285
1971	280 755	37 100	15 205	20 205	353 265
1972	283 065	40 830	15 745	20 735	360 375
1973	285 340	43 305	15 820	21 065	365 530
1974	290 000	45 410	16 200	21 495	373 105
1975	292 975	48 605	17 170	21 935	380 685
1976	294 065	53 020	18 220	22 705	388 010
1977	293 460	56 325	19 255	25 045	394 085
1978	288 060	63 405	20 220	28 965	400 650
1979	284 760	70 795	21 330	32 005	408 890
1980	288 780	74 605	22 770	33 775	419 930
1981	294 495	78 550	24 395	35 990	433 430
1982	303 180	81 745	25 840	37 335	448 100
1983	310 050	85 125	27 530	38 945	461 650
1984	310 095	91 345	30 870	43 845	476 155
1985	309 990	99 870	35 475	48 015	493 350
1986	311 920	108 000	38 840	50 010	508 770
1987	314 585	114 710	41 075	52 955	523 325
1988	319 560	119 390	43 485	56 170	538 605
1989	327 370	120 640	44 795	59 835	552 640
1990	336 710	120 490	45 120	60 685	563 005
1991	345 365	122 755	46 735	63 300	578 155
1992	348 755	126 540	49 495	67 175	591 965
1993	343 805	131 980	51 880	70 610	598 275
1994	336 760	137 395	55 825	78 240	608 220
1995	332 020	141 385	61 215	84 435	619 055
1996	329 640	143 305	65 110	88 100	626 155
1997	330 025	142 790	68 195	91 535	632 545
1998	331 635	134 310	68 735	95 470	630 150
1999	333 625	125 615	68 225	96 805	624 270
2000	334 240	124 745	68 545	99 816	627 346
2001	331 645	125 385	68 520	104 605	630 155
2002	327 305	128 245	70 150	108 460	634 160
2003	327 421	127 417	72 074	113 370	640 282

Sources : les estimations de fin d'année pour les périodes 1952–77, 1978–84, 1985–89 et 1989–2002 sont respectivement tirées de DNS/BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 1993, pp. 100–01 ; 1994, p. 68 ; 2000, pp. 120–121 ; et 2006, p. 130). Les chiffres pour 1952–77 ne sont disponibles qu'avec cette ventilation en quatre activités. Pour 1978–2002, les données sont désagrégées en 16 branches mais cette ventilation n'est pas disponible pour l'année 2003. Les données 2003 de notre tableau sont des estimations approximatives tirées de la ventilation en trois activités disponible cette année–là. Tous les chiffres sont ajustés ici de la fin au milieu de l'année. Aucune donnée n'est disponible pour 1951, mais afin de calculer les valeurs pour la mi–1952, nous avons supposé que les mouvements enregistrés en fin d'année pour 1951–52 étaient les mêmes proportionnellement dans chaque secteur que pour 1952–53. Avant 1993, le personnel militaire était exclu des statistiques officielles – nous avons ajouté chaque année 3 millions d'individus correspondant au personnel militaire dans la branche services « non matériels ».

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145345132858

Tableau D.4a. **Emplois par secteur, nouvelle classification, Chine 1978–2002**
(milliers, en fin d'année)

	1978	1995	2002
Agriculture, sylviculture et pêche	283 180	330 180	324 870
Mines et carrières	6 520	9 320	5 580
Industries manufacturières	53 320	98 030	83 070
Services publics	1 070	2 580	2 900
Prospection géologique	1 780	1 350	980
Construction	8 540	33 220	38 930
Transports et communications	7 500	19 420	20 840
Commerce et restauration	11 400	42 920	49 690
Autres services	31 220	86 870	110 930
Total	404 520	625 870	637 790

Source : BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 2006, p. 130). Le personnel militaire n'étant pas compté dans les « autres services » en 1978, nous avons ajouté 3 millions d'individus cette année–là. Malheureusement, les estimations utilisant cette ventilation ont cessé d'être publiées après 2002.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145345872436

Tableau D.4b. **Emplois publics par secteur, nouvelle classification, Chine 1978–2005**
(milliers, en fin d'année)

	1978	1995	2005*
Agriculture, sylviculture et pêche	7 740	6 340	3 927
Mines et carrières	5 888	8 340	2 357
Industries manufacturières	24 490	33 260	5 990
Services publics	1 020	2 370	2 057
Prospection géologique	1 770	1 320	1 797*
Construction	4 470	6 050	2 503
Transports et communications	4 650	6 770	4 218
Commerce et restauration	9 070	10 610	2 044
Autres services	18 420	34 510	37 427
Total	77 510	109 550	62 320

* Recherche scientifique comprise.

Sources : DNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 1997, pp. 108–09 pour 1978 et 1995) ; BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 2006, pp. 140–41) pour 2005. Le personnel militaire n'étant pas compté dans les « autres services » en 1978, nous avons ajouté 3 millions d'individus cette année–là.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145345872436

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau D.5. **Emplois par secteur, estimations de Liu et Yeh, 1933–57**
(milliers)

	1933	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Agriculture	204 910	199 890	203 590	208 260	210 760	214 890	215 760
Industrie et construction,	19 230	18 330	19 970	21 290	20 950	21 030	22 410
dont :							
Usines, mines, services publics	1 940	3 540	4 120	4 200	4 400	4 810	5 500
Artisanat	15 750	13 500	14 030	15 190	14 560	13 780	14 510
Construction	1 550	1 290	1 820	1 900	1 950	2 440	2 400
Transports et commerce	26 180	25 220	24 650	22 480	21 710	22 420	22 830
dont :							
Transports et comm. modernes	440	730	790	960	1 130	1 320	1 430
Transports traditionnels	10 860	10 900	10 080	9 670	9 630	10 200	10 000
Commerce	7 490	5 140	5 040	4 390	4 160	4 510	5 010
Restauration		1 450	1 400	1 400	1 400	1 350	1 350
Colporteurs	7 390	7 000	7 340	6 060	5 390	5 040	5 040
Autres services	8 890	11 760	12 420	12 740	12 830	13 070	13 390
dont :							
Administrations civiles	5 120	3 960	4 160	4 360	4 550	4 900	5 070
Armée	n.d.	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Parti et autres	n.d.	630	1 070	1 180	1 070	1 120	1 240
Finance	140	540	590	620	660	700	750
Services personnels	3 630	3 630	3 600	3 580	3 550	3 350	3 330
Brigades de travail	0	4 080	2 520	2 880	4 920	5 310	5 560
Total	259 210	259 280	263 160	267 650	271 170	276 720	279 950

Source : Liu et Yeh (1965) ; la page 69 donne leurs résultats globaux ; les pages 181–212 fournissent des données plus désagrégées et donnent des indications détaillées sur les sources. La page 200 indique la ventilation de l'emploi pour le secteur du commerce ; la ventilation pour les autres services figure aux pages 204 et 206.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145351714544

Tableau D.6. **L'emploi en Chine, 1952–57 : comparaison des données de la DNS et des estimations ajustées de Liu et Yeh**
(milliers)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Agriculture selon la DNS	171 070	175 300	179 455	183 660	185 600	189 175
Données ajustées de Liu et Yeh	175 905	179 159	179 104	181 254	184 805	185 554
Industrie et construction selon la DNS	14 479	16 175	17 895	18 815	21 675	22 795
Données ajustées de Liu et Yeh	16 130	17 574	18 735	18 436	18 506	19 721
Transports et commerce selon la DNS	11 684	11 630	11 055	10 571	10 767	11 776
Données ajustées de Liu et Yeh	22 194	21 692	19 782	19 105	19 730	20 090
Autres services selon la DNS	10 023	10 365	10 580	10 754	11 688	13 194
Données ajustées de Liu et Yeh	10 349	10 930	11 211	11 290	11 502	11 783

Sources : Tableau D.3 pour la DNS et tableau D.5 pour Liu et Yeh, après application d'un coefficient de 0.86 pour corriger la limite d'âge qu'ils utilisent, inférieure à celle de la DNS.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145352272670

Annexe E

Échanges extérieurs

Tableau E.1. **Valeur des échanges chinois de marchandises, 1850–1938**
(en millions de dollars au taux de change courant)

	Exportations de Chine		Importations de Chine		Exportations de Taïwan	Importations de Taïwan
1850	50		n.d			
1860	76		n.d.			
1870	102		89			
1880	125		96			
1890	126		139			
1900	132	dont	139	dont	8	11
1913	299	Mandchourie	416	Mandchourie	26	30
1929	660	210	810	147	129	94
1933	259	98	466	113	64	48
1934	302	121	518	169	91	64
1935	314	107	510	172	101	76
1936	348	137	467	187	113	85
1937	399	153	524	244	127	93
1938	324	170	607	346	125	102

Sources : les données concernant la Chine et la Mandchourie entre 1850 et 1860 sont tirées de Lewis dans Grassman et Lundberg (1981) ; pour 1870–1913, les chiffres sont tirés de Hsiao (1974) ; les chiffres de 1929–38 sont issus de divers numéros de *Reviews of World Trade* publiés par la Société des nations, tout comme les données sur Taïwan pour 1913–38. Pour 1900, les chiffres sont tirés de Ho (1978, p. 391).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145400732248

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau E.2. **Valeur des échanges chinois de marchandises, Chine, Taïwan et Hong–Kong, 1950–2006**
(en millions de dollars au taux de change courant)

	Exportations de Chine	Exportations de Taïwan	Exportations de Hong–Kong	Importations de Chine	Importations deTaïwan	Importations de Hong–Kong
1950	550		657	580		665
1952	820		510	1 120		663
1957	1 600	148	529	1 500	212	901
1958	1 980	157	524	1 890	826	804
1959	2 260	231	574	2 120	340	866
1960	1 860	164	689	1 950	264	1 026
1961	1 490	199	688	1 450	317	1 045
1962	1 490	228	768	1 170	341	1 165
1963	1 650	332	873	1 270	363	1 297
1964	1 920	434	1 012	1 550	430	1 496
1965	2 230	450	1 143	2 020	557	1 569
1966	2 370	537	1 324	2 250	622	1 767
1967	2 140	641	1 527	2 020	808	1 818
1968	2 100	802	1 744	1 950	906	2 058
1969	2 200	1 049	2 177	1 830	1 216	2 458
1970	2 260	1 428	2 515	2 330	1 528	2 905
1971	2 640	1 998	2 875	2 200	1 849	3 391
1972	3 440	2 914	3 436	2 860	2 518	3 856
1973	5 820	4 383	5 071	5 160	3 801	5 655
1974	6 950	5 518	5 968	7 620	6 983	6 778
1975	7 260	5 302	6 026	7 490	5 959	6 766
1976	6 850	8 155	8 484	6 580	7 609	8 838
1977	7 590	9 349	9 616	7 210	8 522	10 446
1978	9 750	12 682	11 453	10 890	11 051	13 394
1979	13 660	16 081	15 140	15 670	14 793	17 127
1980	18 120	19 786	19 752	20 020	19 764	22 447
1981	22 010	22 502	21 827	22 020	21 153	24 797
1982	22 320	22 075	21 006	19 290	18 827	23 475
1983	22 230	25 086	21 959	21 390	20 308	24 017
1984	26 140	30 439	23 323	27 410	22 002	28 568
1985	27 350	30 696	30 187	42 250	20 124	29 703
1986	30 940	39 644	35 439	42 900	24 230	35 367
1987	39 440	53 483	48 476	43 220	34 802	48 465
1988	47 520	60 493	63 163	55 280	49 763	63 896
1989	52 540	66 085	73 140	59 140	52 507	72 155
1990	62 090	67 142	82 160	53 350	54 830	82 474
1991	71 840	76 115	98 577	63 790	63 078	100 240
1992	84 940	81 395	119 512	80 590	72 181	123 407
1993	91 740	84 678	135 244	103 960	77 099	138 650
1994	121 010	92 847	151 399	115 610	85 507	161 841
1995	148 780	122 000	173 750	132 080	103 560	192 751
1996	151 050	116 000	180 750	138 830	102 528	198 550
1997	182 790	122 000	188 059	142 370	114 000	208 614
1998	183 710	111 000	174 002	140 240	105 000	184 518
1999	194 930	122 000	173 885	165 700	111 000	179 520
2000	249 200	148 000	201 860	225 090	140 000	212 805
2001	266 100	123 000	189 894	243 550	107 000	201 076
2002	325 600	130 600	200 092	295 170	112 500	207 644
2003	438 230	144 200	223 762	412 760	127 200	231 896
2004	593 320	174 000	259 000	561 230	167 900	271 000
2005	761 950	198 400	289 000	659 950	182 600	300 000
2006	969 000	224 000	317 000	672 000	203 000	335 000

Sources : Maddison (1998), p. 176 ; mis à jour avec l'*Annuaire statistique de la Chine* et les *Statistiques financières internationals* du FMI.
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145403874562

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau E.3. **Taux de change, 1870–2005**
(Nombre de cents pour une unité de monnaie chinoise)

1870	159	1978	59.4
1880	138	1979	64.3
1890	127	1980	66.7
1895	80	1981	58.7
1900	75	1982	52.8
1905	73	1983	50.6
1913	73	1984	43.0
1929	64	1985	34.1
1932	34	1986	29.0
1933	26	1987	26.9
1934	34	1988	26.9
1935	36	1989	26.6
1936	30	1990	20.9
1937	29	1991	18.8
1938	21	1992	18.1
1939	11	1993	17.4
1940	6	1994	11.6
1941	5	1995	12.0
1942	n.d.	1996	12.0
1943	1.7	1997	12.0
1944	0.5	1998	12.0
1945	0.06	1999	12.0
1946	0.05	2000	12.0
1947	0.008	2001	12.0
1948 (Août)	0.00001	2002	12.0
1952	44.2	2003	12.0
1957	40.6	2004	12.0
1970	40.6	2005	12.21

Sources : 1870–41, données tirées de Hsiao (1974, pp. 190–2) ; 1943–48, données tirées de Chang (1958). La monnaie chinoise est le tael Haekwan pour la période 1870–32, le dollar chinois (yuan) pour la période 1933–41. Pour la période 1952–57, les données sont tirées de Lardy (1992, p. 148) ; pour 1970–85 les données sont tirées du FMI, *Statistiques financières internationales ;* 1996-2005 de l'*Annuaire statistique de la Chine*, 2006, p. 734.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145422764782

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau E.4. **Exportations chinoises en volume, 1867–2003**
(1913 = 100)

1867	31.9
1870	33.3
1880	47.2
1890	42.0
1900	54.9
1913	100.0
1929	149.2
1932	100.8
1933	124.7
1934	118.6
1935	126.7
1936	125.6
1950	151.0
1952	192.1
1973	278.3
1978	372.6
1990	1 479.6
2003	10 812.1

Sources : pour 1867–1936, les indices de volume de Nankai sont tirés de Hsiao (1974, pp. 274–275) ; pour 1870-2003 les données sont tirées de Maddison (2001) p. 361, mis à jour dans Maddison (2007) chapitre 3 à partir des *Statistiques financières internationales* du FMI.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145430585032

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Annexe F

Noms de personnes et de lieux en *pinyin* et selon l'ancienne transcription

L'original anglais de cet ouvrage utilise le système Wade–Giles pour transcrire les caractères chinois dans l'alphabet latin. Inventé par Sir Thomas Wade en 1859, ce système a été légèrement modifié par H.-A. Giles en 1912. C'est la transcription qu'utilisent également la *Cambridge History of China*, l'œuvre encyclopédique de Needham (1954-97), *Science and Civilisation in China*, ainsi que de nombreux ouvrages historiques cités dans cet ouvrage.

En 1958, le gouvernement chinois a approuvé l'adoption d'un nouveau système, le *pinyin zimu* (alphabet phonétique). En 1975, le Conseil d'État a décidé que le *pinyin* serait la forme de transcription standard fondée sur l'alphabet latin. La version française de cet ouvrage a donc opté pour cette transcription. Comme il n'est pas toujours facile de trouver la version *pinyin* des noms du passé, les tableaux F.1 et F.2 comparent la version *pinyin* et l'ancienne transcription française de certains noms chinois importants.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Tableau F.1. **Souverains et dirigeants chinois, 1368–2007**

	Pinyin	*Ancienne transcription*
	Nom de règne des empereurs[a]	
	Dynastie Ming	Dynastie Ming
1368–99	Hongwu	Hong–wu
1399–1402	Jianwen	Kien–wen
1403–25	Yongle	Yong–lo
1425–26	Hongxi	Hong–hi
1426–36	Xuande	Siuan–tö
1436–49	Zhentong	Tcheng–t'ong
1450–57	Jingtai	Ching–t'ai
1457–65	Tianshun	T'ien–chouen
1465–88	Chenghua	Tch'eng–houa
1488–1506	Hongzhi	Hong–tche
1506–22	Zhengde	Tcheng–tö
1522–67	Jiajing	Kia–tsing
1567–73	Longqing	Long–k'ing
1573–1620	Wanli	Wan–li
1620–21	Taichang	T'ai–t'chang
1621–27	Tianqi	T'ien–ki
1628–44	Chongzhen	Tch'ong–chen
	Dynastie Qing	Dynastie Ch'ing
1644–61	Shunzhi	Chouen–tche
1662–1722	Kangxi	K'ang–hsi
1723–35	Yongzhen	Yong–tcheng
1736–96	Qianlong	Ch'ien–lung
1796–1820	Jiqqing	Kia–K'ing
1821–50	Daoguang	Tao–kouang
1851–61	Xianfeng	Hien–fong
1862–74	Tongzhi	Tong–tche
1875–1908	Guangxu	Kuang–hsü
1909–11	Xuantong[b]	Hsün–ti
	L'impératrice douairière[c]	
1861–1908	Cixi	T'seu–hsi
	République de Chine	
1912–16	Yuan Shikai	Yuan Che–kai
1916–28	Divers seigneurs de la guerre	
1928–49	Jiang Jieshi	Chiang kai–shek
	République populaire de Chine	
1949–76	Mao Zedong	Mao Tsê–tung
1976–77	La bande des quatre	
1978–97	Deng Xiaoping	Teng tsiao–ping
1997-2003	Jiang Zemin	Chiang Tse-min
2003-	Hu Jintao	Hu Chin-t'ao

a. Les empereurs chinois avaient un nom personnel, un nom de règne et un nom posthume de temple. Le nom de règne était utilisé jusqu'à la fin de l'année lunaire suivant la mort de l'empereur. Les empereurs de la dynastie Qing avaient aussi un nom mandchou. Dans le cas de l'empereur Kangxi, son nom mandchou était Elhe taifin.

b. Plus connu sous son nom personnel Puyi (Henry ou Aixinjueluo ou Pou-yi), il cessa d'être empereur en 1912 et mourut en 1967. En 1934, les Japonais en firent l'empereur fantoche du Manzhouguo, en Mandchourie, sous le nom de règne de Kangde.

c. Impératrice douairière, concubine de Xianfeng, mère de Tongzhi, tante de Guangxu et grande tante de Xuantong/Puyi.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145465433151

Tableau F.2. **Caractéristiques des 31 provinces de Chine, 2005***

Pinyin	Population (milliers)	Produit régional brut (millions de yuans)	PIB par habitant (yuans)	Ancienne transcription
Anhui	61 140	537 512	8 791	An–hui
Beijing (M)	15 360	688 631	44 843	Pékin
Chongqing (M)	27 970	307 049	10 978	Ch'ung–ch'ing
Fujian	35 320	656 895	18 598	Fu–kien
Gansu	25 920	193 398	7 461	Kan–su
Guangdong	91 850	2 236 654	24 351	Kwang–tung
Guangxi (RA)	46 550	407 575	8 756	Kwang–hsi
Guizhou	37 250	197 906	5 313	K'uei–chow
Hainan	8 260	89 457	10 830	Hainan
Hebei	68 440	1 009 611	14 752	Hopei
Heilongjiang	38 180	551 150	14 436	Hei–lung–kiang
Henan	93 710	1 058 742	11 298	Ho–nan
Hubei	57 070	652 014	11 425	Hu–pei
Hunan	63 200	651 134	10 303	Hu–nan
Jiangsu	74 680	1 830 566	24 512	Ciang–su
Jiangxi	43 070	405 676	9 419	Chian–hsi
Jilin	27 150	362 027	13 334	Kirin
Liaoning	42 200	800 901	18 979	Lio–ning
Nei Monggol (RA)	23 860	389 555	16 327	Mongolie intérieure
Ningxia (RA)	5 950	60 610	10 187	Ning–hsia
Qinghai	5 430	54 332	10 006	Ch'ing–ha
Shaanxi	37 180	367 566	9 886	Shen–hsi
Shandong	92 390	1 851 687	20 042	Shan–tung
Shanghai (M)	17 780	915 418	51 486	Shanghaï
Shanxi	33 520	417 952	12 469	Shan–si
Sichuan	82 080	738 511	8 997	Setchouan
Tianjin (M)	10 430	379 762	35 452	Tien–tsin
Tibet (Xizang) (RA)	2 760	25 121	9 102	Tibet
Xinjiang (RA)	20 080	260 419	12 969	Sin–kiang
Yunnan	44 420	347 289	7 818	Yunnan
Zhejiang	48 940	1 343 785	27 458	Chê–kiang
Total	**1 306 280**	**18 308 480**	**14 016**	**Moyenne**

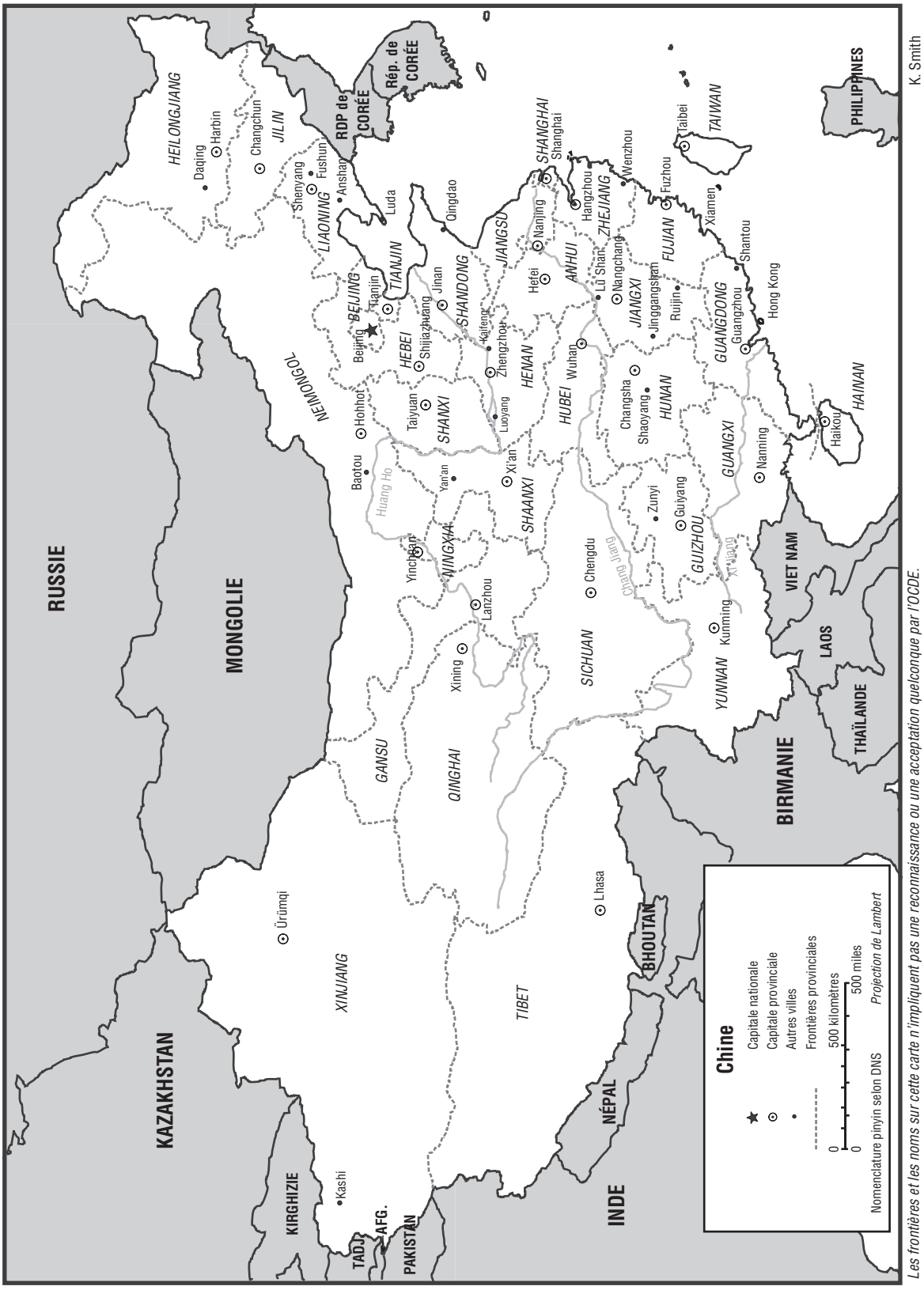
* La Chine comprend en fait 22 provinces, cinq régions autonomes (RA) et quatre municipalités (M). Hong-Kong et Macao sont des régions administratives spéciales.

Sources : Le produit régional brut pour 2005 (à prix courants) et la population au 1er novembre 2005 sont tirés de BNS (*Annuaire statistique de la Chine*, 2006).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/145466252554

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Carte 1. Villes et provinces chinoises *(transcription pinyin)*

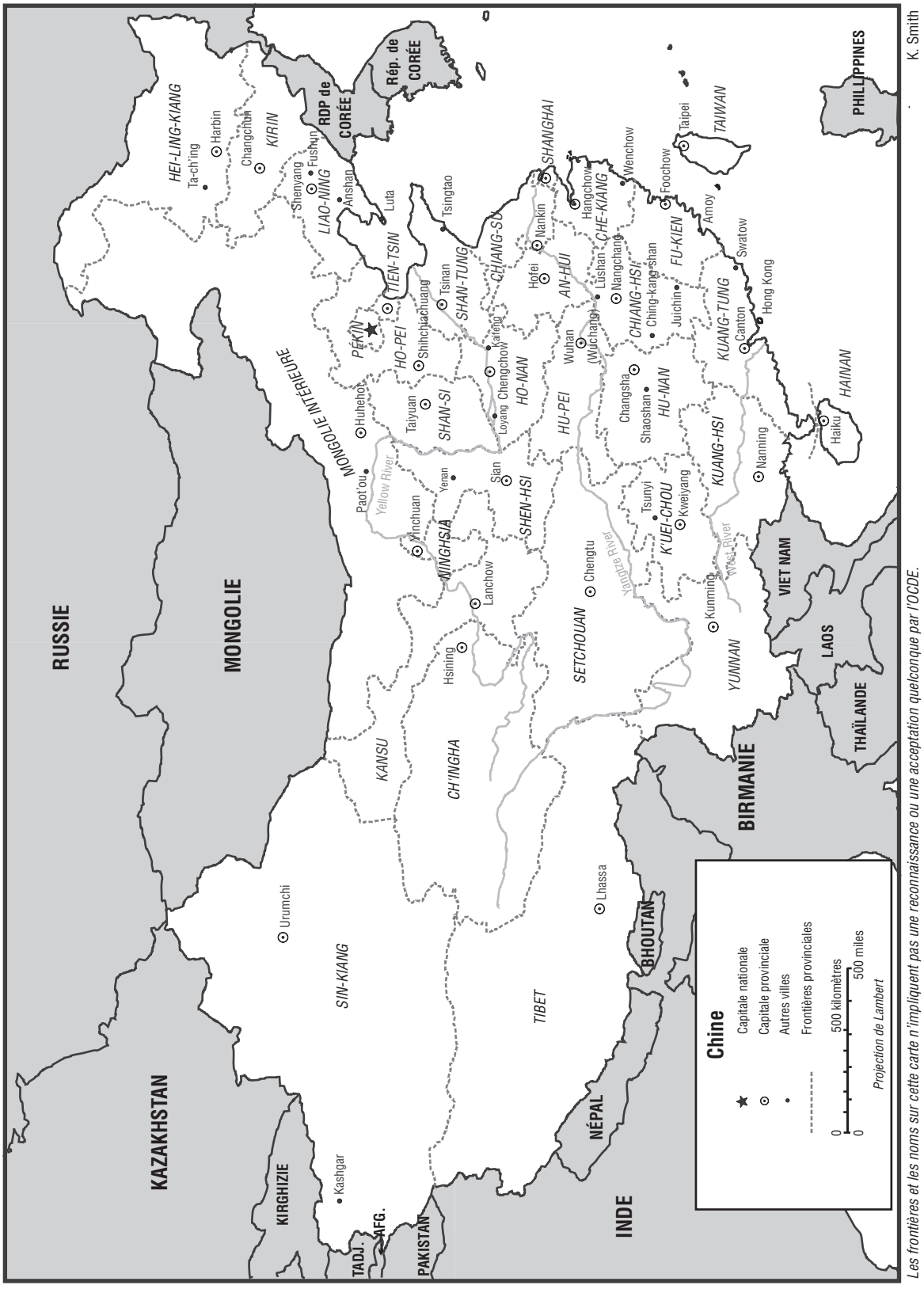


K. Smith

Les frontières et les noms sur cette carte n'impliquent pas une reconnaissance ou une acceptation quelconque par l'OCDE.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Carte 2. Villes et provinces chinoises *(transcription ancienne)*



Les frontières et les noms sur cette carte n'impliquent pas une reconnaissance ou une acceptation quelconque par l'OCDE.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Bibliographie

Abel, W. (1978), *Agrarkrisen und Agrarkonjunktur*, Parey, Hambourg.

AIE (2005*a*), *Bilans énergétiques des pays membres et non membres de l'OCDE*, Agence internationale de l'énergie, OCDE, Paris.

AIE (2005*b*), *Émissions de CO^2 dues à la combustion d'énergie, 1971–2003*, Agence internationale de l'énergie, OCDE, Paris.

AIE (2006), *World Energy Outlook*, Agence internationale de l'énergie, OCDE, Paris

Allen, G.–C. et A.–G. Donnithorne (1954), *Western Enterprise and Far Eastern Economic Development*, Allen and Unwin, Londres.

Ark, van, B. (1993), "International Comparisons of Output and Productivity", Ph.D. Dissertation, University of Groningen.

Ark, van, B. (1996), "Sectoral Growth Accounting and Structural Change in Postwar Europe", *in* van Ark, B. et N. Crafts (dir. pub.), pp. 84–164.

Ark, van, B. et M.–P. Timmer (2002), "Realising Growth Potential, South Korea and Taiwan, 1960–to 1998", *in* Maddison, A. *et al*. (dir. pub.)

Ark, van, B. et N. Crafts (dir. pub.) (1996), *Quantitative Aspects of post–war European Economic Growth*, Cambridge University Press.

BAsD (1997), *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries*, Banque asiatique de développement, Manille.

Bailey, A. et J. Llobera (dir. pub.) (1981), *The Asiatic Mode of Production*, Routledge, Londres.

Balazs, E. (1964), *Chinese Civilization and Bureaucracy*, Yale University Press, New Haven.

Balazs, E. (1968), *La Bureaucratie céleste ; recherches sur l'économie et la société de la Chine traditionnelle,* Gallimard, Paris.

Balazs, E. (précédemment Stefan) (1952), « Les Aspects significatifs de la société chinoise », *Études asiatiques* (VI).

Balazs, S. (1931–33), "Beiträge zur Wirtschaftsgeschichte der T'ang–Zeit (618–906)", *Mitteilungen des Seminars fur Orientalische Sprachen,* 34 (1931), 35 (1932), 36 (1933).

Banister, J. (1987), *China's Changing Population,* Stanford University Press, Stanford.

Banque mondiale (1993), *The East Asian Miracle: Economic Growth and Public Policy,* Washington, D.C.

Banque mondiale (1981), *Statistical System and Basic Data,* Annex A to China: *Socialist Economic Development,* Washington, D.C.

Banque mondiale (1983), *China, Socialist Economic Development,* 3 Vols., Washington, D.C.

Banque mondiale (1985), *China: Long Term Development Issues and Options,* Washington, D.C.

Banque mondiale (1992), *China: Statistical System in Transition,* Report 9557–CHA, Washington, D.C., septembre.

Banque mondiale (1995), *Statistical Handbook 1995: States of the Former USSR,* Washington, D.C.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Banque mondiale (1996), *The Chinese Economy, Fighting Inflation, Deepening Reforms,* Washington, D.C.

Banque mondiale (1997*a*), *China 2020,* Washington, D.C.

Banque mondiale (1997*b*), *At China's Table,* Washington, D.C.

Banque mondiale (2007), *Dancing with Giants: China, India and the Global Economy*, Washington, D.C.

Barker R., R. Sinha et B. Rose (1982), *The Chinese Agricultural Economy,* Croom Helm, Londres.

Beloch, J. (1886), *Die Bevölkerung der Griechisch–Römischen Welt,* Duncker et Humblot, Leipzig.

Bennett, M.–K. (1954), *The World's Food,* Harper, New York.

Bergson, A. (1961), *The Real National Income of Soviet Russia Since 1928,* Harvard University Press, Cambridge, MA.Bielenstein, H. (1987), "Chinese Historical Demography AD 2–1982", *Bulletin of the Museum of Far Eastern Antiquities, Stockholm,* No. 59.

BNS (Bureau national de statistique) (1960), *Ten Great Years,* Foreign Languages Press, Beijing.

BNS (publication annuelle depuis 1981), *Annuaire statistique de la Chine* (Zhongguo Tongji Nianjian), Beijing.

BNS (1990), *Lishi Tongji Ziliao Huibian* (Compilation de données statistiques historiques 1949–89), Beijing.

BNS (1991), *Zhongguo Touru Chanchu Biao* (Tableau des entrées–sorties de la Chine, 1987), China Statistical Publishing House, Beijing.

BNS (1995 et 1996), *Zhongguo Gongye Jingji Tongji Nianjian* (Annuaire statistique de l'industrie chinoise), Beijing.

BNS (1997), *The Gross Domestic Product of China 1952–95,* Dongbei University of Finance and Economics Press, Beijing.

BNS (publication annuelle, diverses années), *Annuaire statistique de la Chine* (Zhongguo Tongji Nianjian), Beijing.

BNS et Institute of Economic Research of Hitotsubashi University (1997), *Historical National Accounts of the People's Republic of China, 1952–1995,* Tokyo.

Blunden, C. et M. Elvin (1983), *Cultural Atlas of China,* Phaidon, Oxford.

Boserup, E. (1965), *The Conditions of Agricultural Growth,* Aldine, Chicago.

Boserup, E. (1981), *Population and Technology,* Blackwell, Oxford.

Bowles, P. et G. White (1993), *The Political Economy of China's Financial Reforms,* Westview Press, Oxford.

Bray, F. (1984), *Agriculture, in* J. Needham (dir. pub., 1954–97), *Sciences and Civilation in China Series,* Vol. VI : 2.

Brown, L.–R. (1995), *Who Will Feed China?,* Norton, New York.

Buck, J.–L. (1930), *China's Farm Economy*, University of Chicago Press, Chicago.

Buck, J.–L. (1937), *Land Utilization in China,* 3 Vols., Council on Economic and Cultural Affairs, New York.

Carter, T.–F. (1925), *The Invention of Printing in China and Its Spread Westward*, Columbia University Press, New York.

Census and Statistics Department (1997), *Estimates of GDP 1961 to 1996*, Hong–Kong, mars.

Cepalc (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) (1997), *Preliminary Overview of the Economy of Latin America and the Caribbean 1997*, Santiago.

Ch'u , T.–T. (1962), *Local Government in China Under the Ch'ing,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Chang, C.–L. (1955), *The Chinese Gentry*, University of Washington, Seattle.

Chang, C.–L. (1962), *The Income of the Chinese Gentry*, University of Washington, Seattle.

Chang, H.–P. (1964), *Commissioner Lin and the Opium War,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Chang, J.–K. (1969), *Industrial Development in Pre–Communist China*, University Press, Edinbourg.

CHANG, K.–N. (1958), *The Inflationary Spiral: The Experience in China, 1939–1950,* MIT Press, Cambridge, MA.

CHAO, K. (1965), *The Rate and Pattern of Industrial Growth in Communist China*, University of Michigan Press, Ann Arbor.

CHAO, K. (1968), *The Construction Industry in China,* Aldine, Chicago.

CHAO, K. (1970), *Agricultural Production in Communist China*, 1949–65, University of Wisconsin Press, Madison.

CHAO, K. (1974), *Capital Formation in Mainland China*, 1952–1965, University of California Press, Berkeley.

CHAO, K. (1977), *The Development of Cotton Textile Production in China,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

CHAO, K. (1982), "The Economic Development of Manchuria: The Rise of a Frontier Economy", *Michigan Papers in Chinese Studies*, 43, Ann Arbor.

CHAO, K. (1986), *Man and Land in Chinese History: An Economic Analysis*, Stanford University Press, Stanford.

CHEN, K., G.–H. JEFFERSON, T.–G. RAWSKI, H. WANG ET Y. ZHENG (1988), "New Estimates of Fixed Investment and Capital Stock for Chinese State Industry", *China Quarterly*, juin.

CHEN, N.–R. (1966), *Chinese Economic Statistics,* Edinburgh University Press.

CHEN, N.–R. ET C.–M. HOU (1986), "China's Inflation, 1979–1983: Measurement and Analysis", *Economic Development and Cultural Change,* No. 2.

CHI, C.–T. (1936), *Key Economic Areas in Chinese History*, Allen and Unwin, Londres.

CHOU, K.–R. (1966), *The Hong–Kong Economy,* Academic Publishers, Hong–Kong.

CHOW, G.–C. (1993), "Capital Formation and Economic Growth in China", *Quarterly Journal of Economics,* Vol. 108, août.

CIPOLLA, C.–M. (1976), *Before the Industrial Revolution: European Society and Economy, 1000–1700,* Norton, New York.

CLARK, C. (1967), *Population Growth and Land Use,* Macmillan, Londres.

COLBY, W.–H., F.–W. CROOK ET S.–E.–H. WEBB (1992), *Agricultural Statistics of the People's Republic of China 1949–90,* Economic Research Service, US Dept. of Agriculture, Statistical Bulletin 844, Washington, D.C., décembre.

COLLINS, S.–M. ET B.–P. BOSWORTH (1996), "Economic Growth in East Asia: Accumulation versus Assimilation", *Brookings Papers on Economic Activity*, 2.

COOKE JOHNSON, L. (1995), *Shanghai: From Market Town to Treaty Port,* 1074–1858, Stanford University Press, Stanford.

COOKE JOHNSON, L. (dir. pub.) (1993), *Cities of Jiangnan in Late Imperial China,* State University of New York Press, Albany.

CRANMER–BYNG, J. L. (1962), *An Embassy to China* (Journal de Lord Macartney 1793–94), Longmans, Londres.

DALLIN, D.–J. (1950), *The Rise of Russia in Asia,* World Affairs, Londres.

DAVIS , K. (1951), *The Population of India and Pakistan,* Princeton University Press, Princeton.

DENG, G. (1993), *Development versus Stagnation: Technological Continuity and Agricultural Progress in Pre–Modern China,* Greenwood, Westport.

DERNBERGER, R.–F. (dir. pub.) (1980), *China's Development Experience in Comparative Perspective,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

DNEA (Department of National Economic Accounts) (1996), *Input–Output Table of China 1992*, China Statistical Publishing House, Beijing.

DNEB (Department of National Economic Balance, State Statistical Bureau of China) and ONIOS (Office of the National Input–Output Survey) (1991), *Input–Output Table of China 1987*, China Statistical Publishing House, Beijing.

 ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

DNS (1985), *Zhongguo Gongye Jingji Tongji Ziliao 1949–1984* (Statistiques économiques de l'industrie chinoise 1949–84), Industry, Transport and Materials Statistics Dept., Beijing.

DNS (1988), *Zhongguo Wujia Tongji Nianjian* (Annuaire statistique des prix de la Chine), Beijing.

Domar, E.–D. (1989), *Capitalism, Socialism and Serfdom*, Cambridge University Press, Cambridge.

Donnithorne, A. (1967), *China's Economic System*, Praeger, New York.

Durand, J.–D. (1960), "The Population Statistics of China A.D. 2–1953", *Population Studies,* mars.

Durand, J.–D. (1974), *Historical Estimates of World Population; An Evaluation*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie.

East Asia Analytical Unit (1997), *China Embraces the Market*, Dept. of Foreign Affairs and Trade, Camberra.

Eberhard, W. (1956), "Data on the Structure of the Chinese City in the Pre–Industrial Period", *Economic Development and Cultural Change*, octobre.

Ebrey, P.–C. (1996), *The Cambridge Illustrated History of China*, Cambridge University Press, Cambridge.

Eckstein, A. (1961), *The National Economy of Communist China*, Free Press, Glencoe.

Eckstein, A. (dir. pub.) (1980), *Quantitative Measures of China's Economic Output*, University of Michigan Press, Ann Arbor.

Eckstein, A., W. Galenson et T.–C. Liu (dir. pub.) (1968), *Economic Trends in Communist China*, Aldine, Chicago.

Ehrlich, E. (1985), "The Size Structure of Manufacturing Establishments and Enterprises: An International Comparison", *Journal of Comparative Economics*, 9.

Elvin, M. (1970), "The Last Thousand Years of Chinese History; Changing Patterns of Land Tenure", *Modern Asian Studies*, 4,2.

Elvin, M. (1972), "The High Level Equilibrium Trap: The Causes of the Decline of Invention in the Traditional Chinese Textile Industries", *in* Willmott, W. (dir. pub.).

Elvin, M. (1973), *The Pattern of the Chinese Past,* Methuen, Londres.

Elvin, M. (1982), "The Technology of Farming in Late–Traditional China", *in* Barker, R., R.Sinha et B. Rose (dir. pub.).

Elvin, M. et T.–J. Liu (dir. pub.) (1998), *Sediments of Time, Environment and Society in Chinese History*, Cambridge

University Press, Cambridge.

Endicott–West, E. (1989), *Mongolian Rule in China: Local Administration in the Yuan Dynasty*, Harvard University Press, Cambridge, MA.

Fairbank, J.–K., E.–O. Reischauer et A.–M. Craig (1965), *East Asia: The Modern Transformation*, Houghton Mifflin, Boston.

FAO (1994), *Annuaire de la production*, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.

Faure, D. (1984), *The Rural Economy of Pre–Liberation China,* Oxford University Press, Hong–Kong.

Feltenstein, A. et J. Ha (1991), "Measurement of Repressed Inflation in China", *Journal of Development Economics,* Vol. 36, No. 2, octobre.

Feuerwerker, A. (1958), *China's Early Industrialization,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Feuerwerker, A. (1975), *Rebellion in Nineteenth Century China,* Michigan Papers in Chinese Studies, No. 21.

Feuerwerker, A. (1976), *State and Society in Eighteenth–Century China: The Ching Empire in its Glory,* Michigan Papers in Chinese Studies, No. 27, Ann Arbor.

Feuerwerker, A. (1977), *Economic Trends in the Republic of China,* 1912–1949, Michigan Papers in Chinese Studies, Ann Arbor.

FEUERWERKER, A. (1995), *Studies in the Economic History of Late Imperial China,* Center for Chinese Studies, University of Michigan Press, Ann Arbor.

FEUERWERKER, A. (dir. pub.) (1968), *History in Communist China*, M.I.T. Press, Londres.

FEUERWERKER, A., R. MURPHY ET M.–C. WRIGHT (1967), *Approaches to Modern Chinese History,* University of California Press, Berkeley.

FIELD, R.–M. (1992), "China's Industrial Performance Since 1978", *China Quarterly,* septembre.

FINDLAY, C., A. WATSON ET H.–X. WU (1994), *Rural Enterprises in China,* Macmillan, Londres.

FMI (diverses années), *Statistiques financières internationales*, Fonds monétaire international, Washington, D.C.

FOGEL, J.–A. (1984), *Politics and Sinology: The Case of Naito Konan,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

FOGEL, R.–W. (1964), *Railroads and American Economic Growth,* Johns Hopkins University Press, Baltimore.

FONG, H.–D. (1975), *Reminiscences of a Chinese Economist at 70,* South Seas Society, Singapour.

FREEDMAN, M. (1958), *Lineage Organisation in South Eastern China,* London School of Economics, Monograph 18, Londres.

GERNET, J. (1970), *Daily Life in China on the Eve of the Mongol Invasion 1250–1276,* Stanford University Press, Stanford.

GERNET, J. (1982), *A History of Chinese Civilization,* Cambridge University Press, Cambridge.

GOLDSMITH, R.–W. (1984), "An Estimate of the Size and Structure of the National Product of the Roman Empire", *Review of Income and Wealth,* Vol. 30, No. 3, septembre.

GRASSMAN, S. ET E. LUNDBERG (dir. pub.) (1981), *The World Economic Order: Past and Prospects,* Macmillan, Londres.

GREENBERG, M. (1951), *British Trade and the Opening of China, 1800–1842,* Monthly Review Press, New York.

GRIFFIN, K. ET R. ZHAO (1993), *The Distribution of Income in China,* Macmillan, Londres.

HAEGER, J.–W. (dir. pub.) (1975), *Crisis and Prosperity in Sung China,* University of Arizona Press, Tucson.

HALDE DU, P.–J.–B. (1741), *The General History of China,* 3e édition, traduite par R. BROOKES, Watts, Londres.

HARTWELL, R.–M. (1962), "A Revolution in the Chinese Iron and Coal Industries During the Northern Sung, 960–1126 AD", *Journal of Asian Studies,* février.

HARTWELL, R.–M. (1966), "Markets, Technology and the Structure of Enterprise in the Development of the Eleventh Century Chinese Iron and Steel Industry", *Journal of Economic History,* mars.

HARTWELL, R.–M. (1967), "A Cycle of Economic Change in Imperial China: Coal and Iron in Northern China, 750–1350", *Journal of the Economic and Social History of the Orient,* Vol. X.

HARTWELL, R.–M. (1982), "Demographic, Political and Social Transformations of China, 750–1550", *Harvard Journal of Asiatic Studies.*

HAYAMI, A. (1986), "Population Trends in Tokugawa, Japan: 1600–1868", International Statistical Institute Congress.

HERD, R. ET S. DOUGHERTY (2007), "Growth Prospects in China and India Compared", *European Journal of Comparative Economics*, Vol. 4, No. 1, pp. 65–89.

HIBINO, T. (1939), "To Sojidai ni ikeru Fukken no Kaihatsu", *Toyoshikenkyu,* mars.

HINTON, H.–C. (1970), *The Grain Tribute System of China (1845–1911),* Harvard University Press, Cambridge, MA.

HO, P.–T. (1959), *Studies on the Population of China, 1368–1953,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

HO, P.–T. (1962), *The Ladder of Success in Imperial China,* Columbia University Press, New York.

HO, P.–T. (1975), *The Cradle of the East: An Inquiry into the Indigenous Origins of Techniques and Ideas of Neolithic and Early Historic China, 5000–1000 BC*, Chinese University, Hong–Kong.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Ho, S.–P.–S. (1978), *Economic Development of Taiwan 1860–1970,* Yale University Press, New Haven.

Ho, S.–P.–S. (1994), *Rural China in Transition,* Clarendon Press, Oxford.

Hollingsworth, T.–H. (1969), *Historical Demography,* Cornell University Press, Ithaca, New York.

Hollister, W.–W. (1959), *China's Gross National Product and Social Accounts, 1950–1957,* Free Press, Glencoe.

Hou, C.–M. (1965), *Foreign Investment and Economic Development in China 1840–1937,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Hou, C.–M. et T.–S. Yu (1982), *Agricultural Development in China, Japan and Korea,* Academia Sinica, Taiwan.

Hou, C.–M. et T.–S. Yu (dir. pub.) (1979), *Modern Chinese Economic History,* Academia Sinica, Taiwan.

Hsiao, L.–L. (1974), *China's Foreign Trade Statistics, 1864–1949,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Hsü, I.–C.–Y. (1975), *The Rise of Modern China,* Oxford University Press, Oxford.

Huang, P.–C.–C. (1985), *The Peasant Economy and Social Change in North China,* Stanford University Press, Stanford.

Huang, P.–C.–C. (1990), *The Peasant Family and Rural Development in the Yangzi Delta,* 1350–1988, Stanford University Press, Stanford.

Huang, R. (1974), *Taxation and Governmental Finance in Sixteenth Century Ming China,* Cambridge University Press, Cambridge.

Hucker, C.–O. (1961), *The Traditional Chinese State in Ming Times,* University of Arizona Press, Tucson.

Hucker, C.–O. (1978), *The Ming Dynasty: the Origins and Evolving Institutions,* University of Michigan Press, Ann Arbor.

Hucker, C.–O. (1985), *A Dictionary of Official Titles in Imperial China,* Stanford University Press, Stanford.

Ibn Battúta (1929), *Travels in Asia and Africa 1325–1354, in* Gibb, H.–A.–R. (dir. pub.), Routledge, Londres.

Jacobs, D.–N. (1981), *Borodin: Stalin's Man in China,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Jamieson, G. (1897), *Report on the Revenue and Expenditures of the Chinese Empire,* Foreign Office Miscellaneous Series 1415, HMSO, Londres.

JEC (1967), *An Economic Profile of Mainland China,* 2 Vols., Joint Economic Committee, US Congress, Washington, D.C., février.

JEC (1972), *People's Republic of China: An Economic Assessment,* Joint Economic Committee, US Congress, Washington, D.C., mai.

JEC (1975), *China: A Reassessment of the Economy,* Joint Economic Committee, US Congress, Washington, D.C., juillet.

JEC (1976), *China and the Chinese,* Joint Economic Committee, US Congress, Washington, D.C., novembre

JEC (1978), *Chinese Economy Post Mao,* Vol. I, Joint Economic Committee, US Congress, Washington, D.C., novembre.

JEC (1982), *China under the Four "Modernizations"*, 2 Vols., Joint Economic Committee, US Congress, Washington, D.C., août et décembre.

JEC (1986), *China's Economy Looks Towards the Year 2000,* 2 Vols., Joint Economic Committee, US Congress, Washington, D.C., mai.

JEC (1991), *China's Economic Dilemmas in the 1990s,* 2 Vols., Joint Economic Committee, US Congress, Washington, D.C., avril.

JEC (1996), *China's Economic Future: Challenges to US Policy,* Joint Economic Committee, US Congress, août.

Jefferson, G.–H. et T.–G. Rawski (1994), "Enterprise Reform in Chinese Industry", *Journal of Economic Perspectives,* Vol. 8, No. 2, printemps.

Jefferson, G.–H., T.–G. Rawski et Y. Zheng (1992), "Growth, Efficiency and Convergence in China's State and Collective Industry", *Economic Development and Cultural Change,* Vol. 40, No. 2, janvier.

Jones, E.–L. (1981), *The European Miracle,* Cambridge University Press, Cambridge University Press.

Jones, E.–L. (1988), *Growth Recurring,* Clarendon Press, Oxford.

Keidel, A. (1992), "How Badly do China's National Accounts Underestimate China's GDP?", Rock Creek Research, ronéo.

Keidel, A. (1994), *China: GNP Per Capita,* Report No. 13580–CHA, Banque mondiale, Washington, D.C., décembre

King, F.–H. (1926), *Farmers of Forty Centuries,* Cape, Londres.

Kouwenhoven, R. (1996), "Economic Performance of Soviet Farming: A Comparison in Space and Time 1913–91", Groningen Growth and Development Centre, ronéo.

Kouwenhoven, R. (1997), "A Comparison of Soviet and US Industrial Performance 1928–1990", *Jahrbuch für Wirtschaftgeschishte*, 2.

Kracke, E. (1953), *Civil Service in Early Sung China,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Kravis, I (1981), "An Approximation of the Relative Real Per Capita GDP of the People's Republic of China", *Journal of Comparative Economics,* 5.

Krugman, P. (1994), "The Myth of Asia's Miracle", *Foreign Affairs,* Vol. 73, No. 6, novembre–décembre.

Kueh, Y.–Y. et R.–F. Ash (dir. pub.) (1993), *Economic Trends in Chinese Agriculture,* Oxford University Press, Oxford.

Kuhn, D. (1988), *Textile Technology*: *Spinning and Reeling,* Vol. V:9, in Needham, J. (dir. pub.).

Kuhn, P.–A. (1970), *Rebellion and Its Enemies in Late Imperial China: Militarisation and Social Structure 1796/1864,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Landes, D.–S. (1969), *The Unbound Prometheus,* Cambridge University Press, Cambridge.

Lardy, N.–R. (1983), *Agriculture in China's Modern Economic Development,* Cambridge University Press, Cambridge.

Lardy, N.–R. (1992), *Foreign Trade and Economic Reform in China,* 1978–1990, Cambridge University Press, Cambridge.

Lardy, N.–R. (1994), *China in the World Economy,* Institute for International Economics, Washington, D.C.

Lee, B. et A. Maddison (1997), "A Comparison of Output, Purchasing Power and Productivity in Indian and Chinese Manufacturing in the mid 1980s", *COPPAA Paper,* No. 5, Griffith University, Brisbane.

Legge, J. (1960), *The Chinese Classics,* 5 Vols., Hong–Kong University Press (tiré à part de l'édition de 1893 de l'Oxford University Press – OUP).

Levathes, L. (1994), *When China Ruled the Seas,* Simon and Schuster, New York.

Lewin, G. (1973), *Die erste Fünfzig Jahre der Sung Dynastie in China,* Akademie Verlag, Berlin.

Li, B. (1998), *Agricultural Development in Jiangnan, 1620–1850*, MacMillan, Londres.

Li, C.–M. (1959), *Economic Development of Communist China,* University of California Press, Berkeley.

Li, C.–M. (1962), *The Statistical System of Communist China,* University of California Press, Berkeley.

Li, J. *et al*. (1992), "Productivity and China's Economic Growth", *Economic Studies Quarterly,* décembre.

Lin, C.–Z. (1988), "China's Economic Reforms II: Western Perspectives", *Asian–Pacific Economic Literature,* Vol. 2, No. 1, mars.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

LIN, J.–Y. (1990), "Collectivisation and China's Agricultural Crisis in 1959–1961", *Journal of Political Economy,* Vol. 98, No. 6, décembre.

LIN, J.–Y. (1992), "Rural Reforms and Agricultural Growth in China", *American Economic Review,* Vol. 82, No. l, mars.

LIN, J.–Y. (1995), "The Needham Puzzle: Why the Industrial Revolution did not Originate in China", *Economic Development and Cultural Change,* Vol. 43, No. 2, janvier.

LIN, J.–Y., FANG CAI ET ZHOU LI (1996), *The China Miracle,* Chinese University Press, Hong–Kong.

LIPPIT, V.–D. (1974), *Land Reform and Economic Development in China,* International Arts and Sciences Press, New York.

LIU, G.–W. (2005), *Wrestling for Power: the State and the Economy in Later Imperial China, 1000–1770,* Harvard University Ph. D. thesis, Harvard.

LIU, J.–T.–C. ET P.–J. GOLAS (dir. pub.) (1969), *Change in Sung China: Innovation or Renovation?,* Heath, Lexington.

LIU, P.–K.–C. ET K.–S. HWANG (1979), "Population Change and Economic Development in Mainland China since 1400", *in* HOU, C.–M. et T.–S. YU (dir. pub.).

LIU, T.–C. (1946), *China's National Income 1931–36: An Exploratory Study,* Brookings, Washington, D.C.

LIU, T.–C. ET K.–C. YEH (1965), *The Economy of the Chinese Mainland: National Income and Economic Development, 1933–1959,* Princeton University Press, Princeton.

LIU, T.–C. ET K.–C. YEH (1973), "Chinese and Other Asian Economies: A Quantitative Evaluation", *American Economic Review,* mai.

LIU, T.–J. ET J.–C.–H. FEI (1977), "An Analysis of the Land Tax Burden in China, 1650–1865", *Journal of Economic History,* juin.

MA, L.–J.–C. (1971), *Commercial Development and Urban Change in Sung China,* University of Michigan Press, Ann Arbor.

MACARTNEY, G. (1962), *An Embassy to China, being the Journal kept by Lord Macartney, 1793–1794*, édité par CRANMER–BYNG, J.–L., Longmans, Londres.

MADDISON, A. (1970), *Economic Progress and Policy in Developing Countries,* Norton, New York.

MADDISON, A. (1971), *Class Structure and Economic Growth: India and Pakistan Since the Moghuls,* Allen and Unwin, Londres.

MADDISON, A. (1985), *Deux crises : l'Amérique latine et l'Asie 1929–38 et 1973–83,* Études du Centre de développement de l'OCDE, Paris.

MADDISON, A. (1987), "Growth and Slowdown in Advanced Capitalist Countries: Techniques of Quantitative Assessment", *Journal of Economic Literature,* Vol. 25, No. 2, juin.

MADDISON, A. (1989), *L'Économie mondiale au 20e siècle,* OCDE, Paris.

MADDISON, A. (1991*a*), *Dynamic Forces in Capitalist Development,* Oxford University Press, Oxford.

MADDISON, A. (1991*b*), *A Long Run Perspective on Saving,* Research Memorandum 443, Institute of Economic Research, University of Groningen.

MADDISON, A. (1995*a*), *L'Économie mondiale, 1820–1992. Analyse et statistiques,* Centre de développement de l'OCDE, Paris.

MADDISON, A. (1995*b*), *Explaining the Economic Performance of Nations: Essays in Time and Space,* Elgar, Aldershot.

MADDISON, A. (1997), "The Nature and Functioning of European Capitalism: A Historical and Comparative Perspective", *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review,* décembre.

MADDISON, A. (1998*a*), *L'économie chinoise : une perspective historique,* première édition, Centre de développement de l'OCDE, Paris.

MADDISON, A. (1998*b*), "Measuring the Performance of a Communist Command Economy: An Assessment of the CIA Estimates for the USSR", *Review of Income and Wealth*, Vol. 44, No. 3, septembre.

MADDISON, A. (2001), *L'Économie mondiale – une perspective millénaire*, OCDE, Paris.

MADDISON, A. (2003), *L'Économie mondiale – statistiques historiques*, OCDE, Paris.

MADDISON, A. (2006), "Do Official Statistics Exaggerate China's GDP Growth? A Reply to Carsten Holz", *Review of Income and Wealth*, mars, pp. 121–126.

MADDISON, A. (2007), *Contours of The World Economy, 1–2030 AD; Essays in Macroeconomic History*, Oxford University Press.

MADDISON, A. ET H. VAN DER WEE (1994*), Economic Growth and Structural Change: Comparative Approaches over the Long Run,* Actes du Xe Congrès international d'histoire économique, Milan, septembre.

MADDISON, A. ET H.–X. WU, "China's Economic Performance: How Fast has GDP Grown?" (à paraître).

MADDISON, A., D.–S. PRASADA RAO ET W.–F. SHEPHERD (dir. pub.) (2002), *The Asian Economies in the Twentieth Century*, Elgar, Cheltenham.

MALENBAUM, W. (1982), "Modern Economic Growth in India and China: the Comparison Revisited", *Economic Development and Cultural Change,* Vol. 31, No. 1, octobre.

MAYERSON, P. (1981), "Wheat Production and its Social Consequences in the Roman World", *Classical Quarterly,* 31(ii).

MCNEILL, W.–H. (1977), *Plagues and People,* Anchor Books, New York.

MCNEILL, W.–H.(1982), *The Pursuit of Power,* Blackwell, Oxford.

METZGER, T. (1973), *The Internal Organisation of the Ching Bureaucracy,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

MINISTÈRE CHINOIS DE L'AGRICULTURE (1988), *China Agriculture Yearbook,* Beijing.

MINISTÈRE CHINOIS DE L'AGRICULTURE, BUREAU DE LA PLANIFICATION (1989), *Zhongguo Nongcun Jingji Tongji Ziliao Daquan, 1949–1986* (Recueil exhaustif des statistiques économiques rurales de la Chine, 1948–86), Presses de l'Agriculture, Beijing.

MINISTÈRE CHINOIS DE L'INFORMATION (1943), *China Handbook 1937–1943*, Macmillan, New York.

MITCHELL, B.–R. (1982), *International Historical Statistics: Africa and Asia,* Macmillan, Londres.

MIYAZAKI, I. (1976), *China's Examination Hell: The Civil Service Examinations of Imperial China,* Weatherhill, New York et Tokyo.

MIZOGUCHI, T. ET M. UMEMURA (1988), *Basic Economic Statistics of Former Japanese Colonies, 1895–1938,* Toyo Keizai Shinposha, Tokyo.

MOKYR, J. (1990), *The Lever of Riches,* Oxford University Press, Oxford.

MOTE, F.–W. (1999), *Imperial China, 900–1800*, Harvard University Press, Harvard.

MYERS, R. (1970), *The Chinese Peasant Economy: Agricultural Development in Hopei and Shantung 1890–1949,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

MYERS, R. (1977), "The Chinese Economy during the Ch'ing Period", manuscrit.

NAKAYAMA, S. ET N. SIVIN (dir. pub.) (1973), *Chinese Science: Exploration of An Ancient Tradition,* MIT Press, Cambridge.

NAQUIN, S. ET E.–S. RAWSKI (1987), *Chinese Society in the Eighteenth Century,* University of Yale, New Haven.

NATH, P. (1929), *A Study in the Economic Condition of Ancient India,* Royal Asiatic Society, Londres.

NATIONS UNIES (1960), *Annuaire démographique*, Organisation des Nations unies, New York.

NAUGHTON, B. (1988), "The Third Front: Defence Industrialisation in the Chinese Interior", *China Quarterly,* septembre.

 ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

NAUGHTON, B. (1995), *Growing Out of the Plan: Chinese Economic Reform 1978–1993,* Cambridge University Press, Cambridge.

NEEDHAM, J. (1954–97), *Science and Civilisation in China,* 50 chapitres principaux, nombreux coauteurs, nombreux volumes, Cambridge University Press, Cambridge.

NEEDHAM, J. (1958), *The Development of Iron and Steel Technology in China,* Science Museum, Londres.

NEEDHAM, J. (1969), *The Great Titration: Science and Society in East and West,* Allen and Unwin, Londres.

NEEDHAM, J. (1971), *Science and Civilisation in China*, vol. IV : 3, Civil Engineering and Nautical Technology, Cambridge University Press, Cambridge.

NEEDHAM, J. (1981), *Science in Traditional China: A Comparative Perspective,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

NGUYEN, D.–T. ET H.–X. WU (1993), "The Impact of Economic Reforms in Chinese Agricultural Performance", Chinese Economy Research Unit, Adelaïde, décembre.

NOLAN, P. (1995), *China's Rise, Russia's Fall,* Macmillan, Londres.

NORTH, D.–C. (1981), *Structure and Change in Economic History,* Norton, New York.

OCDE (plusieurs années), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE,* Organisation de coopération et de développement économiques, Paris.

OCDE (plusieurs années), *Perspectives économiques de l'OCDE,* Organisation de coopération et de développement économiques, Paris.

OCDE (plusieurs années), *Statistiques de la population active*, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris.

ODAKA, K., Y. KIYOKAWA ET M. KUBONIWA (2000) (dir. pub.), *Constructing A Historical Macroeconomic Database for Trans–Asian Regions*, Institute of Economic Research, Hitotsubashi University.

OU, P.–S. (1947), *1933 Chung–Kuo Kuo–min So–te* (Revenu national de la Chine 1933*)*, 2 Vols., Shanghai.

OU, P.–S. *et al*. (1946), "Industrial Production and Employment in Prewar China", *Economic Journal,* septembre.

PERDUE, P.–C. (1987), *Exhausting the Earth: State and Peasant in Hunan, 1500–1850,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

PERKINS, D.–H. (1966), *Market Control and Planning in Communist China,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

PERKINS, D.–H. (1969), *Agricultural Development in China, 1368–1968,* Aldine, Chicago.

PERKINS, D.–H. (1988), "Reforming China's Economic System", *Journal of Economic Literature,* Vol. 26, No. 2, juin.

PERKINS, D.–H. (dir. pub.) (1975), *China's Modern Economy in Historical Perspective,* Stanford University Press, Stanford.

PERKINS, D.–H. ET S. YUSUF, (1984), *Rural Development in China,* Johns Hopkins University Press, Baltimore.

PILAT, D. (1994), *The Economics of Rapid Growth: The Experience of Japan and Korea,* Elgar, Aldershot.

POMERANZ, K. (2000), *The Great Divergence*, Princeton University Press, Princeton.

POWELL, R.–L. (1955), *The Rise of Chinese Military Power 1895–1912,* Princeton University Press, Princeton.

PURCELL, V. (1965), *The Chinese in Southeast Asia,* Royal Institute of International Affairs, Londres.

PYO, H.–K., K.–H. RHEE ET B. HA (2006), "Estimates of Labor and Total factor Productivity by 72 industries in Korea (1870–2003)", texte présenté lors de l'atelier organisé par l'OCDE à Paris, 16 octobre.

QIAN, W.–Y. (1985), *The Great Inertia: Scientific Stagnation in Traditional China,* Croom Helm, Londres.

Rawski, E.–S. (1972), *Agricultural Change and the Peasant Economy of South China,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Rawski, E.–S. (1979), *Education and Popular Literacy in Ch'ing China,* Ann Arbor.

Rawski, T.–G. (1979), *Economic Growth and Employment in China,* Oxford University Press, New York.

Rawski, T.–G. (1989), *Economic Growth in Prewar China,* University of California Press, Berkeley.

Rawski, T.–G. et L.–M. Li (dir. pub.) (1992), *Chinese History in Historical Perspective,* University of California Press, Berkeley.

Raychaudhuri, T. et I. Habib (1982), *The Cambridge Economic History of India,* Vol. 1, Cambridge University Press, Cambridge.

Reischauer, E.–O. et J.–K. Fairbank (1958), *East Asia: The Great Tradition,* Houghton Mifflin, Boston.

Remer, C.–F. (1933), *Foreign Investments in China,* Macmillan, New York.

Ren, R. (1997), *Les Performances économiques de la Chine dans le contexte international,* Études du Centre de développement de l'OCDE, Paris.

Riskin, C. (1975), "Surplus and Stagnation in Modern China", *in* Perkins, D.–H. (dir. pub.).

Riskin, C. (1987), *China's Political Economy,* Oxford University Press, Oxford.

Ropp, P.–S. (dir. pub.) (1990), *Heritage of China,* University of California Press, Berkeley.

Rowe, W.–T. (1986), "Approaches to Modern Chinese Social History" *in* Zunz, O. (dir. pub.).

Rozman, G. (1973), *Urban Networks in Ch'ing China and Tokugawa Japan,* Princeton University Press, Princeton.

Salter, W.–E.–G. (1960), *Productivity and Technical Change,* Cambridge University Press, Cambridge.

Schirokauer, C. (1989), *A Brief History of Chinese and Japanese Civilisations,* Harcourt, Brace, Jovanovich, New York.

Schmookler, J. (1966), *Invention and Economic Growth,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Schurmann, H.–F. (1967), *Economic Structure of Yuan Dynasty,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Shiba, Y. (1970), *Commerce and Society in Sung China,* Center for Chinese Studies, University of Michigan Press, Ann Arbor.

Shiba, Y. (1977), "Ningpo and Its Hinterland", *in* Skinner, G.–W. (dir. pub.).

Sicular, T., X. Yue, B. Gustavsson et S. Li (2007), "The Urban–Rural Income Gap and Inequality in China", *Review of Income and Wealth*, mars, pp. 93–126.

Skinner, G.–W. (1964–65), "Marketing and Social Structure in Rural China", *Journal of Asian Studies,* novembre, février et mai.

Skinner, G.–W. (1985), "The Structure of Chinese History", *Journal of Asian Studies,* février.

Skinner, G.–W. (dir. pub.) (1977), *The City in Late Imperial China,* Stanford University Press, Stanford.

Slicher van Bath, B.–H. (1963), *The Agrarian History of Western Europe AD 500–1850,* Arnold, Londres.

Smith, A. (1976), *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* (1776), University of Chicago Press, Chicago, réédition.

Snooks, G.–D. (1993), *Economics Without Time,* Macmillan, Londres.

Sprenkel, van der, O.–B. (1963), "Max Weber on China", *History and Theory,* Vol. II.

Stavis, B. (1982), "Rural Institutions in China" *in* Barker, R., R. Sinha et R. Rose (dir.pub.).

Stern Review (2006), *The Economics of Climate Change*, UK Treasury, Londres.

Summers, R. et A. Heston (1995), "Penn World Tables (Mark 5): An Expanded Set of International Comparisons 1950–1988", *Quarterly Journal of Economics,* Vol. 106, No. 2, mai, complété par une disquette PWT 5.5 de juin 1993, et une disquette PWT 5.6 de janvier.

 ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

Suto, Y. (1969), *Sodai keizai shi kenkyu* (Studies on the Economic History of the Sung Dynasty), Toyo Bunko, Tokyo.

Swamy, S. (1973), "Economic Growth in China and India, 1952–1970: A Comparative Appraisal", *Economic Development and Cultural Change,* Vol. 21, No. 4, juillet.

Swamy, S. (1989), *Economic Growth in China and India,* Vikas, New Delhi.

Szirmai, A. et R. Ren (1995), "China's Manufacturing Performance in Comparative Perspective, 1980–1992", Research Memorandum 581, Groningen Growth and Development Centre, juin.

Taeuber, I.–B. (1958), *The Population of Japan,* Princeton University Press, Princeton.

Taeuber, I.–B. et N.–C. Wang (1960), "Population Reports in the Ch'ing Dynasty", *Journal of Asian Studies,* août.

Tang, A.–M. (1979), "China's Agricultural Legacy", Economic Development and Cultural Change, Vol. 28, No. 1, octobre.

Tawney, R.–H. (1932), *Land and Labour in China,* Allen and Unwin, Londres.

Teng, S.–Y., J.–K. Fairbank *et al.* (dir. pub.) (1954*), China's Response to the West: A Documentary Survey 1839–1923,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Torbert, P.–M. (1977), *The Ch'ing Imperial Household Department,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Tsien, T.–H. (1985), *Paper and Printing,* Vol. V:1, in Needham, J. (dir. pub.).

Twitchett, D. et J.–K. Fairbank (depuis 1978), *The Cambridge History of China*, Vols. 10, 11, 12, Cambridge University Press, Cambridge.

Twitchett, D.–C. (1963), *Financial Administration Under the Tang Dynasty,* Cambridge University Press, Cambridge.

Twitchett, D.–C. (1968), "Merchant, Trade and Government in the Late T'ang", *Asia Major.*

Union européenne, FMI, OCDE, ONU et Banque mondiale (1993), *System of National Accounts*, New York.

Urlanis, B.–T. (1941), *Rost Naselenie v Evrope,* Ogiz, Moscou.

Vries de, J. (1984), *European Urbanization 1500–1800,* Methuen, Londres.

Wade, T.–F. (1851), "The Army of the Chinese Empire: Its Two Divisions, the Bannermen or National Guard, the Green Standard, or Provincial Troops", *The Chinese Repository,* Guangzhou.

Wakeman, F. Jnr. (1975), *The Fall of Imperial China,* Collier–Macmillan, Londres.

Wang, Y.–C. (1973), *Land Taxation in Imperial China 1750–1911,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Ward, B. Jnr. (1966), *Social Origins of Dictatorship and Democracy,* Beacon, Boston.

Weber, M. (1964), *The Religion of China,* Collier–Macmillan, Londres.

Wen, G.–J. (1993), "Total Factor Productivity Change in China's Farming Sector: 1952–1989", *Economic Development and Cultural Change,* Vol. 42, No. 1, octobre.

White, L. (1962), *Medieval Technology and Social Change,* Oxford University Press, Oxford.

Wiles, P. (1962), *The Political Economy of Communism,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Willmott, W. (dir. pub.) (1972), *Economic Organisation in Chinese Society,* Stanford University Press, Stanford.

Wittfogel, K. (1957), *Oriental Despotism,* Yale University Press, New Haven.

Wittfogel, K.–A. (1931), *Wirtschaft und Gesellschaft Chinas*, Hirschfeld, Leipzig.

Wood, F. (1995), *Did Marco Polo Go to China?,* Secker and Warburg, Londres.

Wong, R.–B. (1997), *China Transformed*, Cornell University Press, Ithaca et Londres.

Wright, A.–F. (1977), "The Cosmology of the Chinese City", *in* Skinner, G.–W. (dir. pub.).

Wright, M.–C. (dir. pub.) (1971), *China in Revolution: The First Phase 1900–13,* Yale University Press, New Haven.

Wu, H.–X. (1992), "The Industrialisation of China's Rural Labour Force Since the Economic Reform", *Working Paper 92/6,* Chinese Economy Research Unit, University of Adelaide, septembre.

Wu, H.–X. (1993), "The 'Real' Chinese Gross Domestic Product (GDP) for the Pre–Reform Period 1952–77", *Review of Income and Wealth,* Vol. 39, No. 1, mars.

Wu, H.–X. (1997), *Reconstructing Chinese GDP according to the National Accounts Concepts of Value Added: the Industrial Sector*, COPPAA Paper No. 4, Griffith University, Brisbane.

Wu, H.–X. (2000), "Measuring China's GDP level and growth performance: Alternative estimates and the implications", *Review of Income and Wealth*, Series 46 (4): 475–99.

Wu, H.–X. (2002), "How Fast has Chinese Industry Grown? Measuring the Real Output of Chinese Industry, 1949–97", *Review of Income and Wealth*, juin, pp. 179–204.

Wu, H.–X. et X. Meng (1995) "Relocation of Farm Labour and Its Direct Impact on Chinese Grain Production", Armidale (ronéo).

Wu, H.–X. et X. Yue (2000), "Reconstructing the Post–War Chinese Industrial GDP with a Laspeyres' Quantity Index Approach: A Further Inquiry," *in* Odaka, K, Y. Kiyokawa et M. Kuboniwa (dir. pub.).

Xi, L. et D.–W. Chalmers (2004), "The Rise and Decline of Chinese Shipbuilding in the Middle Ages", *International Journal of Maritime Engineering*, Royal Institute of Naval Architects.

Xu, D. et C. M. Wu (dir. pub.), *Chinese Capitalism 1552–1840,* Beijing, à paraître.

Xu, X et Y. Ye (2000), *National Accounts for China: Sources and Methods*, OCDE, Paris.

Yeh, K.–C. (1968), "Capital Formation", *in* Eckstein, A., W. Galenson et T.–C. Liu (dir. pub.).

Yeh, K.–C. (1979), "China's National Income, 1931–36", *in* Hou, C.–M. et T.–S. Yu (dir. pub.).

Young, A. (1995), "The Tyranny of Numbers. Confronting the Statistical Realities of the East Asian Growth Experience", *Quarterly Journal of Economics,* août.

Young, A.–N. (1965), *China's Wartime Finance and Inflation,* Harvard University Press, Cambridge, MA.

Young, A.–N. (1971), *China's Nation Building Effort,* 1927–1937, Stanford University Press, Stanford.

Yue, X. (2005), "Problems of Current Employment Statistics in China", *Economic Research Journal* (Jingji Yanjiu), mars.

Yue, X., Zhang, S. et X. Xu (dir. pub.) (2004), *Zhongguo Jingji Zengzhang Sudu: Yangjiu Yu Zhenglun*, Citicpub, Beijing.

Yusuf, S. et L.–A. Winters (dir. pub.) (2007), *Dancing with the Giants: China, India and the Global Economy*, Banque mondiale, Washington, D.C.

Zhao, W. et S. Xie (1988), *Zhongguo Renkou Shi* (Histoire démographique de la Chine), People's Press, Beijing.

Zunz, O. (1986), *Reliving the Past: The Worlds of Social History,* University of North Carolina Press, Chapel Hill.

ISBN : 978-92-64-03764-9 © OCDE 2007

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(41 2007 09 2 P) ISBN 978-92-64-03764-9 – n° 55780 2007

Études du Centre de développement

L'économie chinoise

UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE
DEUXIÈME ÉDITION, RÉVISÉE ET MISE À JOUR 960-2030

La profondeur de champ de cet ouvrage le rend unique. À partir d'une approche comparative, l'auteur explique pour quelles raisons le rôle de la Chine dans l'économie mondiale a fluctué aussi fortement au cours du dernier millénaire. Il conclut que la Chine devrait retrouver en 2015 la place de première économie mondiale qui lui revient naturellement et qu'elle a occupé jusqu'en 1890.

L'étude réévalue la portée et le sens du renouveau de la Chine depuis une cinquantaine d'années, en se servant de techniques quantitatives couramment utilisées dans les pays de l'OCDE.

Chaque tableau et graphique comporte un lien dynamique (StatLink) vers une page Internet qui met à la disposition de l'utilisateur les données correspondantes en format Excel®.

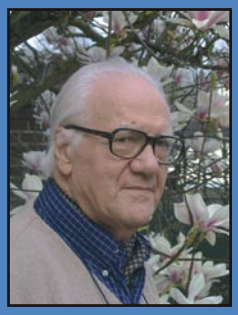
« C'est un ouvrage essentiel pour tous ceux qui veulent comprendre le passé et l'avenir de l'économie chinoise ». Justin Yifu Lin, fondateur et directeur du Centre chinois de recherche économique de l'Université de Pékin.

« Cette deuxième édition apporte une contribution aussi impressionnante qu'importante à un sujet essentiel pour l'économie mondiale. » Professeur Lawrence Klein, prix Nobel.

« La mise à jour fort à propos d'un essai éblouissant. » Nicholas Eberstadt, American Enterprise Institute.

« Cet examen d'un millénaire d'histoire économique en Chine et de ses implications pour l'avenir de la Chine et du monde est un tour de force. Une lecture essentielle pour tous ceux qui s'intéressent à la Chine. » Dwight H. Perkins, Université de Harvard.

« Un chef-d'œuvre de premier plan dans le domaine de l'histoire économique, une source d'inspiration pour les nouvelles générations d'universitaires du monde entier. Ici, en Chine, les chercheurs tireront profit de cette deuxième édition tout autant que de la première. » Li Bozhong, professeur d'histoire de l'Université Tsinghua de Pékin.



Angus Maddison est professeur émérite de l'Université de Groningen, spécialiste de la croissance et du développement économiques. Il a occupé plusieurs postes de haut niveau à l'OECE et à l'OCDE entre 1953 et 1978, ainsi que des postes de conseiller auprès des gouvernements du Brésil, du Ghana, de la Grèce, du Mexique et du Pakistan. Il a écrit une vingtaine d'ouvrages sur les performances à long terme des nations et leurs interactions dans l'économie mondiale. Il a constitué un réseau international d'universitaires travaillant dans ce domaine. Il est membre de l'Académie britannique, de l'Académie américaine des arts et des sciences et membre honoraire du Selwyn College de Cambridge.

Le texte complet de cet ouvrage est disponible en ligne aux adresses suivantes :
www.sourceocde.org/economiesemergentes/9789264037649
www.sourceocde.org/economiegenerale/9789264037649

Les utilisateurs ayant accès à tous les ouvrages en ligne de l'OCDE peuvent également y accéder via
www.sourceocde.org/9789264037649

SourceOCDE est une bibliothèque en ligne qui a reçu plusieurs récompenses. Elle contient les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'OCDE. Pour plus d'informations sur ce service ou pour obtenir un accès temporaire gratuit, veuillez contacter votre bibliothécaire ou **SourceOECD@oecd.org**.

éditions OCDE
www.oecd.org/editions

ISBN 978-92-64-03764-9
41 2007 09 2 P

9 789264 037649